

of 🙈 🗫 45 to 1711 - FOR BRNAD

RETOUR DIS NATIONS

- - -

82 9282 * -



MARDI 21 AVRIL 1992

Les nouveaux défis des Eglises

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14690

DE Rome à Johannesburg, de Paris à la ville sainte de Jérusalem, débordante cette année de pèlerins grâce à la coîncidence de dates avec la Pessah juive, la fête de Pâques a été célébrée avec ferveur par près d'un millard de chrétiens. La religion course une place croissants que numara de chrenens. La rel-gion occupe une place croissante dans la vie des sociétés, dans les rapports de force politiques, de plus en plus aussi dans les ten-sions nationales, comme le mon-trent les derniers combats en Bosnia-Herzégovine et au Haut-Karabakh, deux régions du monde qui ont été, dimanche de Péques, au centre du traditionnel message de paix du pape.

Le renouveau social des Eglises est particulièrement frappant dans la Russie ou l'Utraine libé-rées du communisme; dans une Afrique à bout de souffie qui cherche des moyens, mais aussi des raisons de vivre ; en Améri-que latine, où la montée des chaà suivre l'explosion des class moyennes. Les Eglises ont en effet permis à des peuples opprimés de tenir le coup; elles ont joué un rôle dans la déstabilisation de dictatures communiste ou militaires, et aujourd'hui encora, en certains pays d'Afri-que, elles sont au premier rang de la lutte pour le multipartisme, la démocratie et les droits de

cette fonction critique, i faut ajouter une dimension éthique. Dans les sociétés sécularisées d'Occident, aux prises avec de nouveaux défis ques, elles apparaissent comme des réservoirs de sens et des refuges de valeurs. En Europe de l'Est, elles vont même jusqu'à proposer une véritable idéologie de rechange, ce qui n'est pas sans ambiguités et soulève des résistances : ai le pape n'a pas tort de mettre les anciens pays socialistes en garde contre cer-tains mirages de l'Ouest, son propos normatif, assimilé en Pologne à une pression sur le pouvoir, ressemble parfols à un discours d'exclusion.

Si les Eglises ne sont plus aujourd'hui persécutées – sauf an Chine, dans une moindre mesure à Cube, – elles doivent affronter à Cubs, — elles doivent affronter pour l'avenir deux dangers : le premier est la tentation « concor-dataire » pour des Etats en panne de légitimité, qui cherchent à s'assurer le soutien des Eglises; celles-ci peuvent alors céder à second ast celui d'une séparation trop rigide, d'un laïcisme tellement étroit que le message des croyants devient marginal et mai-gnifiant.

CE débat est important, dans les sociétés développées notamment, où la visibilité croissante des Eglises va de pair, paradoxalement, avec des phéno-mènes de décomposition du champ religieux : dispersion des croyances et des pratiques, effer-vescence des sectes, montée de l'instionnel, rejet de tout discours normatif, contestation de toute forme dogmatique. Dans des sociétés de tradition catholique, comme le Québec, l'Espagne, et même, la Pologne, la pretique chute, voire s'effondre.

De telles évolutions ne peuvent être ignorées, alors que se construit l'Europe de Maastricht. Celie-ci ne peut pas être seule-ment une Europe de marchands et de financiers. Elle doit être au clair sur ses références éthiques. alors que frappent aux portes de ce bout de continent prospère des pays du Sud et de l'Est en proie à une paupérisation croissants.

Lire nos informations page 16



La plupart des villes aux mains des moudjahidins

Le commandant Massoud revendique un rôle prééminent en Afghanistan

Le régime de Kaboul a pardu le contrôle de la plupart des grandes villes afghanes à la suite de combats ou, plus souvent, de négociations menées par ses chefs militaires avec les rebelles islamistes. Seules Kandahar et, peut-être, Jalalabad seraient encore sous contrôle du pouvoir central. Cependant, d'intenses tractations

L'heure n'est plus au plan des Nations unies, mais à un pouvoir islamiste, autour duquel se déchaînent des aspirations contradictoires. L'espérance du régime rénové de Kaboul d'être, filt-ce modestement, partie prenante dans un réglement politique s'est amenuisée comme ses troupes perdaient, en fin de semaine, le contrôle de plusieurs importantes villes de province, le plus souvent après des négo-La chute d'Hérat, dans l'Ouest, s'est sans doute faite au profit du Jamiat, dont est membre le commandant Massoud. La situation de Jalalabad, troisième ville d'Afghanistan, est plus incertaine : le gou-veruement a démenti lundi sa chute, annoncés la veille par les islamistes.

A Peshawar, au Pakistan, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a tenté, samedi 18 avril, de convaincre les chefs de la résistance de mettre sur pied un conseil des moudjahidins. Sitôt l'accord réalisé, il

ont lieu entre les pertis de la résistance afin de mettre sur pied un « Conseil des moudjahidins » qui dirigerait l'Afghanistan. Le commandant Massoud s'est désigné pour représenter à cette instance son parti, le Jamiat, qui, dit-il, devrait y être pré-

a été dénoncé par M. Gulbudin Hekmatyar, leader du parti fondamentaliste, qui a annoncé la formation de son propre a annonce la formation de son propre « Conseil révolutionnaire ». Les chiltes, quant à eux, s'estiment sous-représentés. Le chef Massoud s'est, pour sa part, désigné comme représentant de son parti à ce conseil, y revendiquant pour lui la prééminence. Il a annoncé qu'en cas de blocage un « Conseil des commandants » pourrait prendre le pouvoir.

L'évolution de la situation sur le terrain inquiète, bien évidemment, les pays qui entourent l'Afghanistan. Si la CEI se contente d'exprimer sa préoccupation sur le sort de ses prisonniers de guerre entre les mains des moudjahidins, Iraniens et Pakistanais insistent sur la nécessité de consultations d'argence entre dirigeants des deux pays pour éviter une guerre interethnique ou un bain de sang.

> Lire nos informations pages 4 et et l'articlé de BRUNO PHILIP page 4

En dépit des pressions contre la Serbie

Les combats se sont étendus en Bosnie-Herzégovine

Malgré les pressions internationales, notamment américaines, exercées contre la Serbie, les combats se sont étendus, lundi 20 avril, en Bosnie-Herzégovine, où les responsables de la communauté serbe ont clairement fait savoir que la guerre ne prendrait fin que lorsque de nouvelles cartes, entérinant le partage de la

auront été dessinées. A Belgrade, le gouvernement de Serbie a vivement protesté contre le « partialité » des Etats-Unis. Un représentant de la CEE à Sarajevo a évoqué la menace d'une suspension de la médiation européenne si les affrontements ne ces-



Lire page 3 l'article de FLORENCE HARTMANN

Séville, capitale du monde

Un entretien avec le maire de la cité andalouse, où le roi Juan Carlos a inauguré, lundi 20 avril, l'Exposition universelle

de notre envoyé spécial

« Être maire de Séville au moment où s'ouvre l'Exposition, qu'est-ce que cela aignifie pour

 Je suis un homme qui perti-cipe au combat politique depuis l'âge de dix-huit ans. Pour moi, ce n'est qu'une étape de plus dans ma vie politique. l'ai vécu dans la clandestinité à l'époque de Franco, j'ai été en prison, banni. J'ai connu l'échec et le banni. Jai connul l'echec et le succès électoral, fondé un parti, le Parti andalou, en 1965. Pour moi, c'est une continuité dans la lutte politique, puisque rien ne tombe du ciel. Ce qui est pas-sionnant en ce moment, c'est que Séville est la capitale du monde, et c'est intéressant car cela va me permettre de faire beaucoup de choses pour ma ville. C'est ainsi que je le vois.

– Quelles sont les choses les plus importantes que l'Exposi-tion a apportées?

- Le plus important est que Séville va être un lieu de rencontre mondial et cela va laisser des traces dans cette ville. Il faut cependant qu'elle séduise matériellement et spirituellement. Je veux, à partir de maintenant, convertir Séville en un lieu de

- Que voulez-vous dire par progrès moral et spirituel?

 Il ne suffit pas que ce soit une exposition technologique-ment avancée. Ce dont nous avons besoin maintenant et ce que nous recherchons, ce sont des racines pour construire la convivialité,

Propos recueillis par MICHEL BOLE-RICHARD Lire la suite page 3 et l'article de FRANÇOIS RENARD dans notre cabier « l'Economie »,

Oui, si... à Maastricht

Selon le secrétaire général du RPR, le traité comporte des « points obscurs » qui appellent une clarification

par Alain Juppé

Pourquoi la nier? Il existe, depuis longtemps, deux visions différentes de la construction européenne.

Les uns révent dépuis toujours des Etats-Unis d'Europe, c'est-àdire (si la référence explicite aux Etats-Unis d'Amérique a un sens) d'un super-Etat doté de l'essentiel des prérogatives de la souveraineté, fédérant de grandes régions qui en constitueraient, en quelque sorte, les collectivités locales de premier rang.

Les gaullistes - et beaucoup

d'autres - ont toujours combattu ce projet, qui leur apparaît à la fois chimérique et dangereux. Chimérique parce que l'histoire des Etats-Unis d'Amérique ne ressemble évidemment en rien à la nôtre.

La fédération américaine ne s'est pas édifiée à partir d'Etatsnations fortement et anciennement enracinés. En Europe, la vigueur du sentiment national, souvent incarné dans des Etats aux traditions séculaires, voire millénaires, crée une situation radicalement différente.

Raul Gardini, dernier armateur européen dans la Coupe de l'America

Venise avait renoué pour un jour avec les fastes des grandes fêtes maritimes de la République des doges. Sur la lagune, deux cents gondoles parées de leurs plus riches ornements, réservés aux grandes célébrations religieuses, avaient été mobilisées pour une haie d'honneur. Les barques anciennes arboraient les voiles aux couleurs rouge et or de la cité lacustre.

A terre, les chœurs interprétaient des chants de la Renaissance entrecoupés d'airs de trompettes composés pour la circonstance par Ennio Morriplus illustres représentants du quelques amis. monde des affaires et de la politique en Italie. Le maître de cérémonie n'était pas un descendant

des doges, qui, chaque année au printemps, embarquaient avec les Vénitiens pour aller jeter dans les eaux de l'Adriatique l'anneau qui célébrait les noces de la République avec la mer, mais Raul Gardini. Ce 11 mars 1990, le président de Ferruzzi baptisait Il-Moro-di-Venezia le premier voilier de son défi pour la Coupe de l'America.

Le faste de cette cérémonie avait surpris. L'homme qui était à la tête du denxième groupe privé italien après Fiat avait tou-jours préféré fuir les mondanités cone. Franco Zeffirelli avait été pour mieux se consacrer à sa vie chargé de la mise en scène de ce de famille et à ses deux passions grand spectacle donné devant les pour la voile et la chasse avec

GÉRARD ALBOUY



Un théâtre privé d'art Les réflexions de Michel

Deutsch, auteur dramatique et metteur en scène. Le remodelage

des armées Les restrictions ont été décidées sans consultation du

Lire page 9 l'article de JACQUES ISNARD

La délinquance aux Etatspage 7

POINT

L'ÉCONOMIE

■ La RATP dens la tornade Blanc. Conseils en stratégies « vertes ». * L'île Maurice ou la rançon du auccès. Afro Disney. La cote des mots. Conjoncture : l'Amérique du Sud.

pages 17 à 24

A L'ÉTRANGER : Algéria, 4.50 DA; Narroc, 8 DH; Tunisia, 750 m.; Allemagna, 2.50 DM; Ausricha, 25 SCH; Beleigus, 40 FB; Caracha, 2.25 \$ CAN; Amilias-Ráunion, 9 F; Cdas-d'Ivoira, 465 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagna, 180 PTA; G.B., 20 DR; Handa, 1,20 £; Italia, 2.200 L; Limentourg, 42 FL; Norvèga, 14 KRN; Pays-Bas, 2.75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Subse, 1,90 FS; USA (others), 2,50 S.

Un théâtre privé d'art

par Michel Deutsch

théâtre doit-elle être comprise comme le symptôme d'une réorganisation, d'une nouvelle donne dont les lignes de force ne sont pas encore visibles, ou plus prosaïque-ment comme l'ultime ligne de défense « post-moderne » face au délitement spectaculaire qui affecte ce qu'il est encore convenu d'appeler art? A quoi tient, en effet, cet étrange trouble qui nous empêche de mesurer les enjeux du théâtre autremode, et des effets de pub. Et pour-tant le théâtre continue, à preuve : la profusion extravagante de nouveaux spectacles, le débarquement tonitruant d'une nouvelle génération de (bons) metteurs en scène et les rites d'autocélébration du « métier » lors de la Nuit des Molières. Mais que le théfitre continue, c'est désormais, là

Peut-être ce sentiment d'apesanteur, cette impression de désorienta-tion et de perplexité sont-ils imputa-bles au fait que le théâtre semble se retirer toujours davantage de l'espace public, de la cité, pour se retranches dans le privé. Pour l'essentiel, le théâtre de la fin des années 80 et de ce début des années 90 est privé. Dans un sens toutefois qui n'est pas seulement économique. Si le théâtre est d'abord privé, c'est qu'il est privé de cité, et privé d'art.

Cela tient naturellement à l'air du temps. A l'effondrement des idéologies messianiques collectivistes, à la fin des utopies, et au triomphe mar-chand du libéralisme et de l'individualisme hédoniste dont la télévision est dorénavant à la fois l'inlassable propagandiste et, en quelque sorte, le plu sur garant. Mais le bouleversement considérable qui affecte le rapport que la société française entretient avec son passé, avec la nation, avec le monde, etc., est d'abord provoqué par la «désétatisation» pro-gressive de la société (Alain Touraine). L'effondrement symbolique des grands appareils de l'Etat – en premier lieu celui de l'éducation nationale, mais également ceux de parallèlement d'institutions comme l'Eglise catholique manifeste à l'évidence cette transformation en profondeur de la société française.

Crise de la représentation

Le repli sur la sphère privée, en temps que le flottement des convictions et des identités, le triomphe de l'individualisme renvoient l'époque des mobilisations col-lectives de l'après-guerre à un passé lointain. L'Etat en tout cas n'est plus perçu aujourd'hui comme le facteur universel de l'émancipation et du progrès. Or le théâtre public subventionné de l'après-guerre - celui de l'époque du gaullisme et du commu nisme, de la guerre froide, le théâtre de Jean Vilar et de Jeanne Laurent était un théâtre qui faisait siens fondamentalement les objectifs de l'Etat tutélaire. Même si, à travers un spec-tacle comme le Prince de Hombourg de Kleist par exemple, mis en scène par Vilar, il prenait le parti de l'individu et du rêve contre l'Etat et la raison. Il n'en demeure pas moins que le théâtre - y compris le théâtre de lutte des classes de Brecht - était alors organiquement lié à l'éducation nationale et aux comités d'entreprise

par un projet idéologique analogue. Dans le même temps, le théâtre privé (au sens strictement économique cette fois) découvrait des auteurs comme Beckett, Adamov, Ionesco... qui, par leur opposition même à ce qui se faisait sur les scènes publiques, traduisaient pourtant à leur manière le partage du privé et du public, en disant la crise du sens et du langage, en anticipant sur l'effondrement des principes d'ordre... Ce théâtre pri-vé-là était public!...

De fait, ces années de la IVe République et des débuts de la Ve, sous de Gaulle, marquées par les convulsions ments idéologiques, la division du monde en deux camps antagonistes. mais aussi par un prodigieux essor économique, étaient des années poli-tiques. L'ennemi était visible et clai-rement désigné. Et, si désarroi il y avait, celui-ci provenait de la violence de l'affrontement des convictions, et non de la mollesse fade du que de repères.

En jetent un ceil froid sur les dix dernières années, on observe en effet que la liquidation des utopies et la retombée de la fièvre prophétique se sont étendues au théâtre et que l'adéquation de l'idéologie à l'économie libérale – qu'on a baptisée « fin de l'idéologies mais qui plus probable-ment marque l'hégémonie de la seule idéologie libérale – a contraint le théâtre à renoncer à ce qui faisait sa vitalité : le débat civique. Il faut ajouter à cela le captage progressif de l'espace public par la télévision qui renforce entre autres la confusion entre débat démocratique et démagogie - par le biais de la démagogie manipulatrice des sondages d'opimon, par exemple.

Il reste qu'on ne peut dissocier le rétrécissement de l'espace public de la crise qui affecte toutes les formes de la représentation. Pour ce qui concerne le théâtre, le désintérêt et la désaffection que les citoyens manifes-tent à l'égard de l'Etat se marquent moins par l'abandon des grands thèmes historiques ou sociaux que par l'oubli de ce que serait un théâtre pensant, un théâtre critique, autrement dit un théâtre d'art. Théâtre récisément qui n'aurait pas renoncé à interroger les formes de la repré-

Le consommateur de théâtre, contrairement au spectateur citoyen, fera nécessairement appel au théâtre privé, intime – c'est même ce par quoi je le définirais en premier. Etre consommateur au théâtre, c'est d'abord confondre l'éphémère avec l'oubli, l'événement avec le récit standard; c'est demander le prémâché des heux communs, qui ne sont évi-demment pas les croisements de ce commun qui est toujours à retramer, mais les ponts aux ânes obligés du langage amnésique de la pub. Et d'ailleurs, pour le consommateur, le cadre de scène sera en quelque sorte l'extension du cadre du petit écran.
De la comédie de boulevard aux sitcoms, les affaires de famille pacifiées
ne seront plus la matrice d'aucune tragédie, et bien entendu il ne sera surtout pas question de sonder les reins de notre être ensemble - les reins de notre être ensemble — les histoires de famille seront simple-ment réduites à être la publicité du bonheur par la marchandise, le règne sans freins de l'intégrisme marchand, où enfin le somnambulisme sera devenu la forme obligée du rapport tarifé entre les individus. A ce stade,

on ne peut que constater la complicité profonde qui lie au niveau des récits la télévision et le théâtre privé.

Par théâtre privé, j'entends certes ce théâtre qu'on oppose au théâtre public parce qu'il fonctionne sur le mode d'une PME (indirectement subventionnée d'ailleurs), qu'il prend le risque néanmoins d'être sanctionné par le public, donc d'aller au devant, et d'assumer, le cas échéant, une pos-sible catastrophe financière, mais j'entends surtout par théâtre privé un théâtre privé d'art, privé de monde par conséquent, dépendant de l'air temps et de la rentabilité.

Puisque l'idée de marché s'est universellement imposée, l'entreprise – créditée depuis 1983 de toutes les vertus au point que le socialisme français s'est même pris à rêver de est censée sauver le théâtre de huimême en le soumettant à ce principe de réalité que serait le profit. Pourquoi pas?

Au demeurant ce théâtre privé (d'art) n'appartient pas exclusivement à ce qu'il est convenu d'appeler par à ce qu'il est convenu d'appeler par ce nom. Il a depuis longtemps envahi le théâtre public, qui, il faut le souli-gner, lui a même redonné un nouvesu lustre, une nouvelle vigueur!... Néo-boulevard est le nom de ce théatre privé, recyclé et accommodé anx usages du théatre public subventionné. Il s'agit seulement d'un prêté pour un rendu toutefois, car très rares sont de nos jours les scènes du théâtre privé qui ne sont envahies par « l'esthétique privée du théâtre public »!... Les vieilles lones du privé remachouillées par le théâtre public en mal d'art sont retournées depuis sur leurs planches d'origine avec toute la clinquante suffisance des nouveaux riches. Dans ces conditions alors, il n'y a pas d'obstacles, en effet, à ce que le « métier » ne fraterniae et ne donne le spectacle de son unité gluante et obscène devant les caméras de la télévision lors de la Nuit des Molières.

« J'attends la réouverture du Vieux-Colombier »

Le philosophe Alain, à qui on a demande un jour s'il allait au théâtre, répondit par la boutade suivante : « Je ne vais jamuis au théâtre. J'aibier. » Ce qui signifie entre autres que le théâtre n'est pas un, et que tout théâtre ne se vant pas. On'il existe des frontières et des antago-nismes entre les théâtres et qu'il seráit absurde de vouloir unifier ce qui ne peut pas l'être. Que précisé-ment ce « théâtre commercial » con-tre lequel Jacques Copeau avait érigé jadis la machine de guerre du Vieux-Colombier, c'est le théâtre privé, par-tie intégrante de la mondialisation du spectacle organisée par l'industrie cul-turelle, elle-même intimement intriquée avec le système des mass

Parler dans ces conditions de théâtre d'art, prétendre même le pra-tiquer, semblera nécessairement par-ticiper d'une triste tendance à la ion. Parler d'œuvre d'art sern non seulement ringard mais paraîtra carrément suspect et indéfendable du point de vue de la démocratie (selon ce faux principe qui confond démo-cratie et démagogne et qui veut que l'on rabaisse le haut vers le bas et que l'on condamne l'idée même d'élever le bas vers le haut l).

Prétendre enfin faire une différence entre art-et-culture populaire ne sera plus discuté comme on le ferait d'un argument pertinent même pour le réfuter, mais simplement disquali-fié comme politiquement incorrect.

L'art, du fait même qu'il ne dépend pas du public mais qu'il pré-tend, au contraire, fonder un public, qu'il prétend organiser une sociabilité autour de la durée et non de la consommation, est qualifié (autre-ment dit disqualifié I) d'hermétique ment ou disquainte i) d'hermétique et d'antidémocratique. Il est diffamé au nom de l'idéologie du plus grand nombre et condamné parce qu'il n'est, et ne peut pas être, plébiscité par la masse, qu'il est tout le contraire de la publicité de la masse.

Pour nous en tenir au domaine du spectacle vivant et du théâtre, il est certain que c'est le réseau du privé qui s'occupe de satisfaire en priorité le consommateur. Le démarquage des formes, le dégriffage de la tradi-tion, et le discount du sens sont en quelque sorte sa pratique ordinaire. L'ouverture à d'autres mondes possi-bles qui est le fait de l'art, en revanche, contredit le caractère définitif de la rotation des stocks des «produits culturels».

ramener à l'abri d'anciennes valeurs et dans des lieux qui lui sont consacrès. Mais si le propre de l'art est de l'ordre du «faire monde» et dans ce que cela a d'impossible, il entre désormais en contradiction avec l'es-thétisation totale de la société. Le théâtre privé (d'art) - je l'appelle speciacie - sera toujours la confir-mation de l'état de fait existant ; un théâtre de l'air du temps, du présent sans passé et sans mémoire - un théâtre qui, pour ne pas avoir tort par rapport à la rumeur (comme dit Serge Daney à propos de la télévision) devient amnésique.

De plus · en plus cher

Mais il est vrai que le théâtre coûte de plus en plus cher. Il n'est pas inutile à ce sujet de rappeler en deux mots la «loi tragique» enoncée par W. Baumoi à propos de l'opéra. Selon cette loi, en effet, ce ne sont ni la mauvaise gestion ni le star-system qui expliquent le déficit de l'opéra mais la croissance économique. Le spectacle appartient à un mode de production archaîque. Ainsi l'écart qui existe entre le coût de production de la représentation et le prix où elle peut se vendre sur le marché est en augmentation constante. Cette augmentation continue des salaires sans diminution du nombre d'heures tra-vaillées par objet ou service produit fait grimper indéfiniment le prix du spectacle. En conclusion pour Baumol: «Si la société ne veut pas perdre ses arts vivants, un volume tou-jours croissant d'aide financière sera nécessaire pour relever le défi. »

D'où la stratégie du spectacle vivant : lorsque mécènes et Etats trouveront excessif le prix de sa survie, il disparaîtra (M. de Saint-Pulsent). Ce qui est vrai de l'opéra l'est sans donte du théâtre public subventionné. Ces arguments économiques viennent alors tout naturellement renforcer les objections idéologioues - celles notamment développées par M. Max Fumaroli dans l'Élat culturel, livre qui pourrait l'état du théâtre, alors que tout le ainsi un nouveau public (L.-P. Thibien devenir le bréviaire en matière de désétatisation culturelle de la autant de productions, autent de réinvente en effet, par la bande... droite revenue au pouvoir, et dans lequel il est clairement indiqué que tout le mai vient du théâtre public :

ces questions au moins paraissent avoir des vues singulièrement proches, vues qu'on pourrait d'ailleurs résumer ainsi : pour promouvoir la culture populaire ou la culture nationale, il faut en finir avec l'art (élitiste pour les uns, cosmopolite pour les autres!). L'industrie du divertissement

quant à elle peut difficilement tolérer la persistance de la question du théâtre comme théâtre d'art. Mais on peut prévoir qu'à terme le théâtre d'art devicadra également un pro-blème – il l'est déjà – pour l'Etat. D'abord pour les raisons de coût que je viens de rappeler, ensuite parce que l'Etat national, à défaut de se réformer comme il le devrait, se décompose, et que cela ne peut pas ne pas avoir d'effets sur le théâtre public, et finalement parce que la culture d'entreprise (dont le héraut agité vient d'entrer au gouvernement) qui est chargée de dynamiser sinon de relayer la culture d'Etat, est essentiellement en contradiction avec le projet même de théâtre public sub-

Ce n'est pas en tout cas en homogénéisant ses productions et en les soumettant toujours davantage aux critères du néo-bonlevard que le théatre public garantira son avenir. Le calcul est trop court. Et rien ne sert de se transformer en animateur de show de variétés... Il reste que déjà les projets artistiques sont abandonnés aux spécialistes de la communication. Sous les dénégations de rigueur on voit s'imposer un « art » de bonne composition (modéré, moyen, consommable pardi! - qui a le goût du théâtre, qui ressemble à du théâtre, mais qui n'est pas du théâtre...). Un « art » qui aurs le pro-fil électro-ménager, bio-design, des voitures japonaises. Les productions les plus performantes entrant alors s la catégorie du world theatre à la suite de la world music, des world cars on des world stories!...

Il peut sembler paradoxal de dresser un tableau aussi pessimiste de les consommateurs et de constituer monde sait qu'il n'y a jamais eu bandat). Le théâtre anjourd'hui se spectateurs, autant de nouveaux auteurs joués sur les scènes du > Michel Deutsch est auteur théâtre subventionné, que jamais il dramatique et metteur en « A l'origine de la culture d'Etat fut le . n'y a ou devantage de nouveaux met- scène.

ciennes frontières, de prétendre le théâtre. » Autres objections, celles des teurs en scène... Il faut se rendre à Verts et du Front national, qui sur l'évidence pourtant : maigre quelques spectacles remarquables depuis le début de la saison, mais qui peuvent se compter sur les doigts d'une main, jamais les enjeux du théâtre n'ont été aussi médiocres, jamais les spectacles ne se sont autant ressemblés, jamais ils ne se sont soumis à ce point à l'air du temps, et jamais non plus l'opinion autorisée qui juge du théâtre n'a, à ce point, répété l'opi-

Un allieurs par la bande

La méditation sur le fondement du théâtre et sur son institution différencie précisément ceux qui font du théâtre de ceux qui font du spectacle. Vu sous cet angle, on peut affirmer que l'homme de théâtre devient de plus en plus rare, alors que l'espèce des hommes de spectacle ne cesse d'ausmenter. Aussi importe-t-il d'en finir une fois pour toutes avec la fiction de l'unité du « métier ». D'en finir avec la ridicule image des embrassades de la Nuit des Molières, d'en finir avec le théâtre de télévision. Laissons au privé ce qui lui appartient. Essayons au moins de ne pas en ajouter à la confusion et cessons enfin de renier le théstre pour nous mettre à table avec les vendeurs de soupe ! Mais ayons l'honnêteté aussi de reconnaître qu'il y a de la très bonne et même de l'excellente soupe. Moi-même, question de santé, j'en redemande - comme je redemande du Commissaire Schimanski et du Rick Hunter... Mais le théâtre, hui, est ailleurs.

Sans aller jusqu'à parler de résistance, une scène alternative cependant est en train de tisser ses propres réseaux, de se rassembler autour d'autres lieux, de contrarier la géo-graphie habituelle du thédère, de retrouver un rapport différent à la production, de traiter politiquement

COURRIER

L'affaire du fichier juif : une lettre de M. Jacques Fauvet

La Commission nationale de l'in-formatique et des libertés a pris connaissance de deux lettres publiées à la rubrique « Débats » du journal le Monde du 27 mars après sa décision relative aux fichieres détenus par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre concernant les personnes déportées ou victimes de discrimina-tion raciale ou religieuse à partir de 1940 par la préfecture de police de

La première de ces lettres émane de l'Association des archivistes fran-cais, présidée par M. Jean-Luc Eichenlaub, qui s'étonne que l'on ait pu « se poser la question du lieu de conservation » de ces fichiers.

La commission a toujours été consciente que la loi donne vocation aux seules Archives de France pour conserver et réglementer l'accès aux

Cependant, la satisfaction de l'impératif juridique doit s'accompagner d'une dimension éthique et même symbolique qui, en l'espèce, revenait à porter témoignage de la compas-sion de la communauté nationale à l'égard d'une partie d'elle-même, victime d'un génocide atroce.

Il y a eu donc débat et la CNIL a considéré à l'unanimité, suivant en cela les conclusions de son rappor-teur, M. Henri Caillavet, qu'il était de son devoir moral de recommander que les originaux de ces documents soient confiés en dépôt, par convention révocable entre les Archives de France qui en restent juridiquement détentrices et le Mémorial du martyr juif inconnu, au monument érigé par la nation en reconnaissance des souffrances infligées à la communanté juive.

M. Henri Caillavet, lors des audi-«produits culturels».

Cela dit, il ne s'agit nullement de vouloir cantonner l'art dans d'an
N. Frenn Camavet, nos des destrons qu'il a menées, a consulté des faire des fichiers constitués en toute illégalité par le maire de Saint-Gilles et dont la CNIL a ordonné la des-

Commission nationale consultative des droits de l'homme et président de la commission des Archives de de la commission des Archives de France du ministère de la justice, M. le professeur André Kaspi, président de la commission française des Archives, juives ou encore M. Chantal Bonazzi, conservateur en chef à la direction des Archives de France: toutes ces personnalités out approuvé la position retenue par la CNIL qui satisfait à la fois le droit et la morale.

droit et la morale. La seconde lettre publiée dans ces colonnes émane de M= Bianca Lamblin qui, à titre personnel, regrette que la destruction des fichiers n'ait pas été au fond la solution retenue par la commission.

M. Lamblin indique en premier lieu que la CNIL aurait négligé de recueillir le point de vue des personnes favorables, à titre individuel, à la destruction des fichiers en

Jobserve que M. Henri Caillavet a effectivement consulté les organisations représentatives de la société civile et de la communauté juive comme en témoigne le compterendu des auditions menées annexé à son rapport, ainsi que des personnes venues à titre response sonnes venues à titre personnel comme les historiens François Bedarida, Marc Ferro, Serge Klarsfeld ou Pierre Vidal-Naquet et le professeur Goldman qui, d'ailleurs, a pu exprimer le point de vue de M= Lamblin.

Par conséquent, on ne saurait dire que l'enquête de la CNIL sur ce dossier n'était pas assez « approfondie » et l'immense majorité des per-sonnes concernées a rendu hommage à la décision retenue par la commis-

M= Lamblin évoque ensuite l'af-

truction, en arguant de l'apparente contradiction entre cette décision et celle concernant le fichier des juif

Or, il faut comparer ce qui est comparable, et si les dispositions légales avaient été respectées en 1946 au lendemain de la Libération, le fichier des juis aurait sans aucun doute du être détroit. Pour autant, près de cinquante ans plus tard, fal-ait-il fui réserver le même sort sons prétexte que son illégalité intrinsè-que n'avait pas cessé; cette ques-tion, la CNIL et son rapporteur ont di la résoudre et ils ont choisi una-nimement de récondre par le pérenimement de répondre par la néga-

Cette décision a été difficile en raison de la multitude d'exigences, parfois contradictoires, qu'il a fallu prendre en compte : respect de la loi, dimension philosophique et morale de l'affaire, montée du révi-sionnisme et du négationisme, autant d'éléments divers avec leur logique propre à concilier.

On ne saurait dès lors comparer le fichier des juifs, document constitué en 1940 en vertu d'une législation d'exception antisémite et au nom d'un régime portant déjà le cachet de la honte préludant de fait à l'extermination systématique d'une catégorie de personnes, avec les fichiers de la mairie de Saint-Gilles, établis en 1992 non pas au nom d'une quelconque législation discriminatoire mais, bien au contraire, en contradiction fondamentale avec le contradiction fondamentale avec la Constitution et les lois de la Répu-

Par conséquent, il y a simplement des réponses différentes à des événe-ments différents qui se sont déroulés à cinquante ans d'écart.

JACQUES FAUVET président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Le Monde Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : ies Lezourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de le gestion Manuel Lucbert, sacrétaira général

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

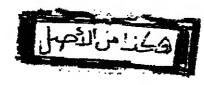
Yves Agnès, Jacques Amatric. Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Sirnon

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94952 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tel.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10



igeaux combats en 🕍 et att karabakh

. . . Marches ...

distaction moler de pa

dun accord antites

The state of the s

The second TTS 化砂块 海 編纂

A desired Section 4

ÉTRANGER

RUSSIE: tandis qu'une manifestation pro-Eltsine a eu lieu à Moscou

Le Congrès lance le processus d'adoption d'une nouvelle Constitution

Plus d'une dizaine de milliers de sident russe, en adoptant «comme partisans de M. Boria Eltsine ont manifesté, dimanche 19 avril, place du Manège à Moscou, pour appuyer le projet du chef de l'Etat d'instanuer un régime présidentiel fort en Russie. Les manifestants ont réclamé un référendum sur le réclamé un référence constitution russe n'accomme base de discussion s, à une large majorité, un projet de nouvelle Constitution russe n'accordant pas au la comme base de discussion s, à une large majorité, un projet de nouvelle Constitution russe n'accordant pas au la constitution russe n'accordant pas au projet du chef de l'Etat d'instanuer un régime président le droit de dissoudre l'Assembles. readum sur le régime constitutionnel, ainsi que la dissolution du Congrès, du en 1990, et où près d'un tiers des députés s'étaient encore montrés en faveur du qualificatif « socialiste soviétique » pour la Russie.

Ces conservateurs, alliés à divers courants démocrates opposés au pou-voir croissant de M. Eltsine, avaient infligé samedi un demi-revers au pré-

S) A PM

Ce texte, s'etait vu opposé récem-ment d'autres projets de Constitu-tions plus «présidentiellet». Mais le projet «Roumiantsev» doit être encore discuté en commissions et ne sera adopté que lors d'une prochaine session du Congrès, pes avant l'au-tomne prochain. D'ici là, c'est la constitution soviétique de 1977, amendée, qui restera en vigueur. (AFP, Renter.)

Le KGB avait tenté, en 1971 d'empoisonner Soljenitsyne

Le KGB avait tenté d'empoisonner l'écrivain dissident Alexandre Soljenitsyne en 1971, mais la dose administrée était trop faible pour lui être fatale, a reconté un ancien offi-M. Boris Ivanov, cité lundi 20 avril per le quotidien britannique The Guardian.

Cette tentative d'assassinat eut lieu à Novotcherkask, dans le sud de la Russia. Soljenitsyne, qui devait être expulsé de avait été approché dans un magasin par un agent du KGB qui portait dans sa main «un (Reuter.)

nov, qui assura avoir été témoin de cette tentative de meurire.

Alexandre Solienitsyne, âgé

de soloxante-treize ans, avait Vermont, aux Etats-Unis, vers son pays natal, après l'échec du coup d'Etet en soût demier. Le nouvel ambassadeur de Russie à Washington, M. Vladimir Loukine, a affirmé samedi que l'écrivain a formulé e deux demandes ácrites » en ce sens suprès de son ambassade. -

Les conflits dans la CEI

Nouveaux combats en Moldavie et au Karabakh

cinq morts et onze blessés.

Les pourpariers quadripartites de paix (Moldavie, Russie, Ukraine et Roumanie) n'ont pas permis d'accord sur les modalités de désarmement des combattants, ni sur la composi-tion d'éventuelles forces d'interposition. Les quatre ministres des affaires étrangères se sont bornés à préconiser des négociations bilatérales entre Moldaves et Russophones et ont créé un groupe quadripartite d'observa-teurs chargés de contrôler le « cesses-le-feu ».

Au lendemain des accords signés à ministre russe des affaires étrangères, Kichinev, capitale de la Moldavie, Andrei Kozyrev, a reconno, à l'issue d'une récente tournée, que les média-quement en vigueur depuis le 6 avril, tions de paix u'ont pas progressé, quement en vigueur depuis le 6 avril, des combats entre milices russophones et police moldave ont repris
samedi 18 avril, faisant au moins

d'autre en lie de metre
de nouveaux affrontements meurpriers ont été annoncés de part et arménien, on parle encore de dizaines de villageois tués dans la région de Chaumian, au nord de l'enclave disputée.

Selon l'état-major de la VIII armée de la CEI stationnée en Arménie, deux hélicoptères MI-24 de cette armée ont été « volés » samedi sur l'aéroport Erebouni d'Erevan, contrôlé par les forces arméniennes. Les appareils ont décoilé pour une « destination inconnue », selon les eurs chargés de contrôler le s'excer--feus.

Dans le Haut-Karabakh – où le d'alerte. – (AFP, Reuter.) Ignorant les pressions internationales

Les Serbes sont résolus à redessiner par la force les frontières de la Bosnie-Herzégovine

Les combats se sont poursuivis, samed 18 et dimanche 19 avril, en Bosnie-Herzégovine, malgré les pressions internationales, amenant le représentant à Sarajevo de la présidence (portugaise) de la CEE, M. Colin Doyle, à menacer de suspendre la médiation européenne. « Les gens continuent à s'entre-tuer. et il n'est pas question de pourparlers dens ces conditions », a-t-il déclaré.

BELGRADE

de notre correspondente

Les milices serbes, appuyées par l'armée fédérale, ont lancé de nou-velles opérations contre les forces croates et musulmanes selon une stratégie visant à relier entre elles les différentes enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine afin de consti-tuer une entité territoriale homogène pouvant être rattachée à la Serbie.

Le leader de la communauté serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a reconnu une nouvelle fois que « la guerre faisait rage précisément dans les régions où devront être tracées les frontières entre les trois entités actuelles en configuent que les entités en configuent que les ethniques », soulignant que les communautes musulmane, serbe et croate seraient contraintes très pro-chainement de dessiner les cartes entérinant le partage ethnique de la

«La guerre prendra fin lorsque « La guerre prendra fin lorsque ces cartes seront tracées et acceptées par les trois parties », a-i-il précisé. Les autorités sécessionnistes serbes, qui ont proclamé l'indépendance d'une « République serbe de Bosnie-Herzégovine » lorsque la Bosnie-Herzégovine » lorsque la Bosnie-Herzégovine à été reconnue par les États-Unis et la CEE, le 6 avril demier, réclament ouvertement les deux tiers du territoire de l'actuelle deux tiers du territoire de l'actuelle Bosnie-Herzégovine.

Prétendant ne pas être impliqué dans le conflit, le gouvernement de Serbie a adressé samedi au gouver-Serbie a adressé samedi au gouver-nement américain une « protesta-tion énergique » condamnant « la partialité et le manque d'objecti-vité» des Etats-Unis dans la crise yougotave. Le ministre des affaires étrangères de Serbie, M. Vladislav Jovanovic, y dénonce « l'agressivité et le ton d'ultimatum aucquels ont eu recours les responsables améri-cains dans leurs attanues contre la cains dans leurs attaques contre la Serbie et le peuple serbe de Bosnie-Herzégovine, considérés comme principaux coupables de la situation dans cette République».

M. Jovanovic a également fait part de « la grande indignation » de son gouvernement et a demandé aux Etats-Unis de « respecter la dignité et les intérêts légitimes du peuple serbe » et de mettre un terme à la «campagne» contre la Serbie, dans l'intérêt de bonnes relations et d'un règlement positif de la crise yougoslave. Cette protestation constitue la première réaction officielle à la menace de Washington de mettre la Serbie an ban des nations si elle n'arrêtait

pas, avant le 29 avril prochain, son « agression » contre la Bosnie-Her-zégovine.

Après les vaines tentatives du médiateur européen, M. José Cutilheiro, et de l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, pour ramener la paix en Bosnie-Herzégovine, l'adjoint du secrétaire d'Etat américain, M. Ralph Johnson, qui s'est rendu samedi à Samjevo, est, lui aussi, rentré les mains vides.

Bombardements à Sarajevo

Le général Kukanjac, comman-dant les forces armées yougoslaves stationnées en Bosnie-Herzégovine, n'a rien voulu entendre d'un éventuel retrait de ses troupes ni d'une teconnaissance par l'armée de l'au-torité du pouvoir central de la Bosnie-Herzégovine indépendante -reconnue par plus de trente pays. L'armée serbo-fédérale, qui a réaf-firmé qu'elle respecterait toute décision issue d'un consensus entre les trois communautés de Bosnie, ne reconnaît toujours pas l'indépendance de cette République, à laquelle s'oppose la communauté serbe. M. Karadzic a d'ailleurs déclaré que « les reconnaissances ne valent rien tant que la Bosnie-Herzégovine ne sera pas reconnue par les Serbes qui y vivent ».

Alors que les combats, qui opposent dans le nord du pays milices croates appuyées par des forces venues de Croatie et milices serbes soutenues par l'armée fédérale, se venta et Bosanski-Samac, à la frontière croate. la situation restait cride la Bosnie-Herzégovine. Selon un bilan officiel publié dimanche soir, en un mois et demi de conflit, 200 personnes ont été tuées, 1 600 blessées et 1 100 autres sont portées disparues.

Sarajevo a subi plusieurs tirs d'artillerie pendant le week-end. Des obus de mortier sont tombés samedi soir sur le bâtiment de la radio et de la télévision de la capitale ainsi que sur les entrepôts de la Société des transports urbains, faisant quatre morts et plusieurs blessés. L'attaque contre la télévision est intervenne après les menaces répétées du directeur de la nouvelle agence de presse serbe, M. Todor Dutino, selon lesquelles la télévision serait bombardée si une fréquence radio n'était pas mise à sa disposition. De plus, les tireurs isolés et les barricades empêchent le ravitaillement de Sarajevo, entraînant de graves pénuries. Dimanche, seuls les

tements ont eu lieu en Herzégovine (sud-ouest de la République), dont le chef-lieu, Mostar - convolté par les Serbes et les Croates, qui cherchent à y établir la frontière de leurs enclaves respectives, - a été de nouveau bombardé dimanche

FLORENCE HARTMANN

Séville, capitale du monde

- C'est une ville hospitalière, de siècle en siècle, où les juifs, les musulmans et les chrétiens ont vécu en paix. Une ville qui a été capable d'être la protagoniste prinvezu Monde, aussi bien que dans ses relations avec l'Europe et l'Afri-

* Tout cele ne peut pas s'inventer, tout cela donne une ambiance, une atmosphère qui la rendent exceptionnelle. Et si maintenant, on y ajoute des technologies, des infrastructures, des télécommunica-tions, une hôtellerie exceptionnelle et, en plus, un climat, une popula-tion qui a l'habitude de recevoir des millions de visiteurs et de s'entendre perfaitement, je crois que

c'est la cité idéale pour être un centre de rencontre universel. - Ne craignez-vous pas que Séville perde son originalité?

- En aucune manière. La force de la tradition et la personnalité de pendant la semaine sainte, vous pouvez apprécier le spectacle le plus fantastique du monde. Il est réalisé par les Sévillans pour les Sévillans, et non pas pour les visi-teurs, même si ceux-ci sont les bienvenus... C'est un spectacle qui n'est pas fait pour être montré mais pour être vécu.

> «Un défi des plus importants»

 Comment Séville, une ville de sept cent mille habitants, va-t-elle pouvoir absorber chaque jour deux cent mille à trois cent mille visiteurs selon les prévi-sions?

- Cela va être un défi des plus importants. Je serais naîl si je disais ou si je pensais qu'il n'y aura pas de problèmes. Il y en aura pas de problemes. I y en aura Ce ne sera pas facile, mais, premièrement, des services ont été mis en place. Deuxièmement, je crois en la capacité de la population de Séville de digérer tout cela. Troisièmement, en dépit des difficultés qu'auront les visiteurs pour circuler, l'enchantement, la magie de Séville joueront.

- Les installations sanitaires sont, paraît-il, nettement insuffi-santes pour accueillir une telle

 Je m'attends, et j'insiste sur ce point, que ce soit difficile, mais je souhaite que tout se résolve. En ce qui concerne la santé, cela ne dépend pas de la municipalité mais du gouvernement d'Andalousie. Cuelle est seion vous l'idée centrale de l'Exposition, une manifestation culturelle ou com-

- Les deux. Chaque pays apporte et montre le meilleur de ce qu'il a, avec une intention commerciale, matérielle et économique. L'humanité n'a jamais été plus consciente de l'importance de la culture, de l'art, des valeurs non matérielles. L'exposition est donc le résultat des préoccupations de l'humanité à

On dit qu'avent d'être le maire de Séville vous étiez hos-tile à l'Exposition. Est-ce vrai?

- Non, ce n'est pas vrai. J'étais contre une exposition «divorcée», séparée de Séville, qui était celle qu'envisagement les socialistes. Par

pour l'ancienne municipalité socialiste, l'Expo était étrangère à la ville. Il n'y avait pes un seul mot qui parlait d'elle. C'est le gouvernement socialiste de Madrid qui l'a décidée et la municipalité socialiste de Séville s'est tue... Je voulais une Exposition mariée avec Séville.
Anjourd'hui je peux dire que nous
avons obtenn ce mariage, et que
c'est en partie grâce à moi.

- Pensez-vous que tous les Sévillans soutiennent l'exposi-

- Absolument, même si, naturel-ment il y a des éléments critiques, ce qui est bien, ce qui est sain. Il est naturel que dans une ville, il y ait une conscience critique permanente contre tout. C'est un signe de vitalité, de non confor-misme. Une ville vivante a besoin d'une conscience critique.

 Beaucoup de gans disent que l'Exposition est une occa-sion pour extorquer de l'argant aux touristes, aux visiteurs. Avez-vous pris des décisions pour contrôler les prix?

Ce n'est pas de la compétence de la municipalité mais du gouver-nement d'Andalousie.

«Un excédent pour la ville et un déficit pour l'État»

- L'Exposition de 1929 fut un fiasco économique, pensez-vous que celle de 1992 sera un suc-cès commercial, économique?

- Pour moi, la réussite économique doit se mesurer à long terme. Ce fut un investissement gigantesque, dont on ne peut penser qu'il sera rentable à court terme. Les responsables de l'Exposition ont pour objectif un bilan équilibré. Je ne suis pas d'accord. Moi, je veux un excédent pour la ville et un

> M. Rojas-Marcos fondateur du Parti andalon

Fondateur du Parti andalou, M. Aleiandro Roias-Marcos a ēté élu maire en mai 1991, ravissant du même coup la un coup dur pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement, originaire de Séville. qui s'est vu sinal privé du privilège d'être le maître de cárámonie de cette rencontre internationale.

Le Parti andalou est un parti nationaliste de centre gauche, non indépendentiste. Il s'est allié su Parti populaire (droite) pour former une majorité au sein du conseil

déficit pour l'État. Pourquoi? Il y a une dette historique envers cette ville, un retard d'infrastructures, d'investissements. Pendant de nombreuses années, Séville a été la ville du chômage, de l'émigration, de l'analphabétisme. Une dette historique ne peut pas se solder par un bilan équilibre.

Où en est le projet de créer un site technologique et soienti-fique de haut niveau dens l'île

ment une ligne générale. Mais ce qui se concrétise, c'est que nous devons faire un parc technologique, culturel et ludique, et pour cela organiser un concours international d'idées et une adjudication à des entreprises. J'ai demandé au délégué de l'urbanisme et au déléqué de l'économie de se rendre à Epcot sdans le parc Disneyworld d'Orlando, en Florides... Mon idée est d'appuyer ce projet, car c'est le seul moyen pour la ville de profiter des infrastructures qui se sont

Ne craignez-vous pas que la récession économique mondiale puisse mettre en péril le succès de l'Exposition et le futur de l'île de la Cartuja?

- La récession mondiale, quelle qu'elle soit, va avoir un effet. Nous ne sommes pas une île. La seule manière de combattre une récession, c'est par la riposte et des idées optimistes. La récession va affecter davantage les pays qui ne Nous serons dans une meilleure position que quiconque pour résis

- Il y a eu des inscriptions sur les murs qui disaient : ₹ Expo 92-pero 93 ≥ (≮ chômage 93 ≥). Qu'en pensez-vous?

- Séville a été la ville du chômage. Cet événement doit nous aider à l'éviter dans le futur, et c'est pour cela que je suis très inté-ressé par le projet Cartuja 93 pour nous permettre de résoudre ce problème. La lutte la plus importante commence après l'Expo.

L'Expo sera-t-alle suffisante pour tirer l'Andalousie et Séville du sous-développement?

- C'est une condition nécessa mais pas suffisante. Cela dépend désormais de ce que nous, les Tout commence le 13 octobre [au lendsmain de la fermeture]. Nous allons tout faire pour que cela ne retombe pas comme un soufflé.»

> Propos recueillis per MICHEL BOLE-RICHARD

D lacendie d'un deuxième pavillon. Le pavillon collectif des îles du Pacifique Sud à l'Exposition universelle de Sévulle a été détruit par un incendie, vendredi 17 avril. C'est le deuxième incendie d'un pavillon de l'Exposition. Le 18 février, l'un des pavillons thé-matiques, le pavillon des décou-

du fichier juif: M. Jacques Fauvel

A. C. T.

4.7.2

100

Satisfaction mêlée de prudence après la signature d'un accord antiterroriste avec la Syrie

La violence a continué durant le week-end en Turquie, après les opérations policières du vendredi 17 avril, au cours desquelles plusieurs membres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont trouvé la mort (le Monde daté 19-20 avril). La riposte de Dev-Sol ne s'est pas fait attendre : quatre policiers ont été assassinés vendredi et samedi soir. Dans l'est du pays, quatre soldats ont été pris dans une embuscade et tués par le PKK samedi. Vendredi, à l'issue de la visite à Damas du ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin, la Syrie avait signé un protocole antiterroriste avec la Turquie.

> ISTANBUL de notre correspondante

Selon les termes de l'accord conclu par Damas et Ankara, les deux capitales condamnent le terrorisme et promettent d'intervenir pour empêcher toute activité illégale qui satisfaction, mais également avec une bonne dose de prudence et de scepticisme, par les autorités turques.
«L'étape suivante est une étape d'at-tente et d'observation», a déclaré M. Sezgin à son retour en Turquie.

Un accord similaire, signé avec la Syrle bors de la visite de M. Turgut Ozal, alors premier ministre, en 1987, n'avait été que partiellement respecté par les autorités syrieunes, qui continuent d'abriter les combatants du PKK. Tors au cha carried. tants du PKK. Tout au plus avaientelles déplacé les camps d'entrainement vers la vallée de la Belca, sur le territoire libanais, où ils sont toujours en activité.

Cédant à la pression turque, les autorités syriennes ont cependant accepté d'ajouter au texte de ce nou-veau protocole un article important, qui évoque notamment les «activités terroristes du PKK» et précise que «la partie syrienne a affirmé que le PKK avait été déclaré organisation

TCHÉCOSLOVAQUIE: caine US News and World Report. -Washington négocie l'utilisation d'une ex-base soriétique – Les Etats-Unis négocient avec la Tchécoslovaquie des droits de survol de ce pays au cas où prévaudrait une situation d'urgence dans l'ex-URSS ou an pourrait menacer iz suspinte de ran-tre signataire. Les deux pays ont éga-lement décidé de renforcer les mesures de sécurité le long de leur frontière commune et d'échanger les renseignements qui pourraient mener

à la capture de criminels et de déser-teurs. Cet accord a été accueilli avec satisfaction, mais également avec une et remis aux autorités judiciaires ». Après la signature de l'accord, le

ministre de la défense turc, M. Nevzat Ayaz, a mis fin aux rumenrs d'attaque aéricane imminente sur les camps de la Bekan. «Il n'y aura pas besoin de bombarder la Bekan si la Syrie est sincère dans ses déclarations en la DEFF » di déclaration. sur le PKK», a-t-il déclaré. L'optimir te PKK, 3-1-11 declare. L'opti-misme des autocités furques est éga-lement tempéré par le fait que l'assis-tance offerte par la Syrie au PKK n'est plus aussi vitale pour cette orga-nisation qu'elle l'étzit dans le passé. Le PKK est désormais bien implanté dans le sud-est de la Turquie, où il dispose d'un soutien important au sein de la population. De plus, ses combattants, profitant du vide du pouvoir qui s'est installé dans cette région depuis la guerre du Golfe, peuvent circuler librement au nord de l'Irak.

NICOLE POPE

(Rester) I IRLANDE DU NORD: un diqué l'assessinat par balles, dans la nuit du vendredi 17 au samedi

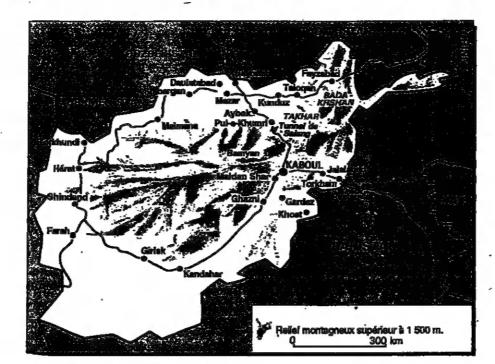
entholique toé par PIRA. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a reven-

Inquiétude à Téhéran et à Islamabad

L'Iran suit avec inquiétude l'évolution de la situation en Afghanistan et le risque d'éclatement d'un conflit interethnique. Samedi 18 avril, le président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani a dénoncé les «mains suspectes» qui cherchent « à semer la discorde et à diviser les Afghans alors qu'ils se trouvaient au seuil de la victoire finale » et qui tentent de a provoquer des affrontaments entre les différents groupes de moudjahidins ». « L'Iran soutient totalement les efforts des Nations unles et de son émissaire Benon Sevan », a ajouté le chef de la diplomatie de Téhéran, M. Ali Akbar Velayati. Le Teheran Times, proche du président Rafsandjani, s'était prononcé, samedi, pour des consultations d'urgence avec le Pakistan.

Par ailleurs. Radio-Téhéran a annoncé qu'un avion afghan s'était posé vendredi sur l'aéroport de . Machad. Les islamistes du Hezb-e-Islami ont accusé Téhéran de s'être livré à une «ingérence grossière » en envoyant vingt pilotes sur la base aérienne afghane de Shindand pour y récupérer des avions.

Le Pakistan partage l'inquiétude iranienne. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères souhaiterait éviter » une confrontation ethnique et un bain de sang entre moudjahidins riveux. Il faut, Kahoul.



d'Islamabad a indiqué samedi que « le Pakistan a-t-il ajouté, que l'Iran « coopère » avec le Pakistan afin d'obtenir un transfert pacifique du pouvoir à

En Inde, l'ancien ambassadeur afghan Ahmad Sawar - beau-frère de l'ex-président Najibullah - a

bullah, sous la protection des autorités de New-Delhi car il craint pour sa sécurité. Le nouvel ambassadeur, l'ex-conseiller d'ambassade Ziaouddin Nassary, a accusé son prédécesseur d'être un e traitre ».

L'Arabie saoudite, principal bailleur d'aide à la résistance afghane, observe pour sa part une attitude d'extrême prudence. L'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont le siège est à Djeddah, a lancé un appel à la «retenue» et à l'union des moudjahidins.

Les Etats-Unis ont souhaité que l'ancien dictateur puisse quitter librement son pays. « Nous ne pensons pas que cela serve à quoi que ce soit de compliquer la situation avec l'avenir de Najibullaha, a indiqué un responsable américain. « Les Etats-Unis continuent d'appuyer totalement les efforts» du médiateur de l'ONU, a dit. le 17 avril. le porte-parole du département d'Etat.

Enfin, à Moscou, le général Rousian Aouchev, président du comité militaire international des chefs d'Etat de la CEI, a déclaré : «Je panse que nos prisonniers de guerre ont été et sont encore des otages politiques, et je crains que leur libération ne soulève des problèmes comme la question du paiement des réparations de guerre.» - (AFP. Reuter, AP, UPI.)

« Un gouvernement moudjahidin doit être formé »

nous déclare le commandant Massoud

CHARIKAR

de notre envoyé spécial

A 15 kilomètres au nord de Kaboul commence le « pays des moujahidins ». Sitôt passées les dernières défenses de l'armée du régime – par ailleurs très faibles : quelques chars enterrés, des soldats désœuvrés, des miliciens rigolards, – on rencontre les premiers maquisards. La plupart sont membres du Jamiat-i-Islami. Certains sont en civil, portant le costume afghan traditionnel. D'autres sont en tenue tines et équipés de talkies-walkies.

Cependant, avant d'arriver à Charikar, il y a plusieurs « poches » contrôlées par le Hezb-i-Islami. L'atmosphère est calme. On entend quelques explosions au loin, quelques rufales de kalachnikov, mais rien de très alarmant. Il y a beaucoup de monde sur la route, des civils, des femmes, voilées sous leur *Ichadri* de couleur.

Charikar, c'est le grand bazar de la réconciliation. Dans un très beau jardin, à l'ombre des pins, les mis d'hier prennent le thé. Il y a là d'anciens membres du Khad (la police secrète de Kaboul), des gendarmes, des policiers, des mili-ciens de l'Ouzbek Rashid Dostom, des militaires - tous surarmés, kalachnikov pour les soldats, lancerequettes pour les milices.

A l'heure où nous arrivons, Mas-soud est en réunion plénière avec

M. Dostom, avec le général Momen, responsable de la dix-sep-tième brigade à Hayratan, sur l'Amou-Daria, à la frontière de l'Ouzbékistan, et aussi M. Sayed Mansour, chef de la communauté ismaîlienne du nord de l'Hindou Kouch. Dehors, à l'extérieur de cette enceinte (qui est en fait le « club » de l'usine textile toute proche), on volt plusieurs chars et des véhicules blindés sur lesquels sont juchés miliciens et soldats en

Avec les unités de l'armée régu lière qui l'out rejoint après la chute de Charikar et la prise de la base aérienne de Bagram, l'« Emir du Nord » serait, si l'on en croit certains de ses conseillers, sans doute portés à magnifier la situation, à la tête de 200 000 hommes et disposerait de « centaines de chars et d'une vingtaine d'avions de chasse». .

M. Gul Haidar, commandant d'un bataillon de moudjahidins d'Ahmed Shah Massoud, nous explique comment Charikar est après négociation avec le colonel Mohamed Gul, qui com-mandait ici une unité de 512 hommes. Il y a maintenant à Charikar quatre bataillons de moudjabidins répondant à «l'homme fort» du Nord, chacun de 500 hommes : trois d'infanterie et un d'artiflerie lourde. La ville est tombée sans un coup de feu, et malgré l'envoi le même jour à



Salang de trois missiles Scud depuis Kaboul. Le colonel explique qu'il était en contact avec le comidant Massoud depuis deux ans. Il l'a rencontré de nouveau au Panshir, il y a dix jours, afin de préparer le transfert de la ville aux moudishidins. hidins.

Ne pas attiser les différences ethniques

Le commandant Massoud nous recoit samedi 18 avril. A notre arrivée, l'hélicoptère militaire Mise qui ramène à Kaboul le ministre des affaires étrandres du vácime des affaires étrangères du régime défunt, M. Abdul Wakil, vient de

décoller dans un nuage de pous-sière. Le commandant reste discret sur la nature de ces négociations cruciales qui out duré plus de vingt-quatre heures. « Nous avons discuté avec Abdul Wakil des moyens de parvenir à une solution mayens de parvenir à une sotution pacifique, mais non pas sur un transfert de pouvoirs nous dit-il d'emblée. Je ne suis pas apposé à un plan de paix de l'ONU, mais tout accord devra être conforme avec la volonté des moudjahidins. Le concept d'un « conseil pré-transi-toire » [annoncé le 10 avril par le M. Boutros-Ghali] me semblait approprié, mais je pense que c'est maintenant trop tard: un tel gou-vernement n'aurait pas les moyens de contrôler la situation. Un gou-vernement moudjahidin doit être formé.»

Pourquoi, par ailleurs, le comsoud a-t-il marqué un temps d'arrêt avant d'entrer dans la canitale afshane? «Les raisons pour lesquelles je ne veux pas que mes troupes entrent dans Kaboul sont multiples. Je suis pourtant sûr que l'armée ne se battra pas contre moi, parce que j'ai donné des assurances que nous ne pillerons pas la ville et que nous ne pillerons pas la ville et que nous ne trespar par ville et que nous ne tuerons per-sonne. Mais si j'envoie mes moudjahidins maintenant, les défenses militaires autour de Kaboul cesseront de se battre, ce qui permettrait à d'autres moudjahidins d'entrer en ville, provoquant le chaos. Si je rentre en ville, cela risque d'attiser les différences entre Pashtouns et non-Pashtouns. Il est donc préférable de convaincre tout le monde de la nécessité d'une solution pacifique.»

Quelles sont ses relations avec le chef du Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, réputées très ten-dues? « Mes relations avec lui ne sont ni bonnes ni mauvaises. Nous sommes en négociation avec des éléments du Hezb tout le long du chemin entre ici et Kaboul [70 kilomètres), mais nous ne sommes pas encore parvenus à un accord. Les craintes parfois exprimées sur ma position partisane contre les Pashtouns ne sont pas fondées. La guerre sainte n'a pas été faite pour donner le pouvoir à une ethnie par-ticulière, mais pour libérer l'Afgha-nistan. Je suis d'ailleurs en contact avec différents commandants de toutes obédiences de la résistance, tel Haqqani [commandant dissident du Jamiat, qui a pris Khost, au sud-est de l'Afghanistan, en mars 1991] et nombre d'autres commandants pashtouns.»

Jusqu'à quel point le comman-dant Massoud serait-il prêt à accepter des membres de l'ancien régime dans un futur gouverne-ment islamique? Sa position a évo-lué sur ce point au fil des derniers événements. On estime dans son entourage que l'armée ne fera pas de difficultés à collaborer, puisque le général Nabi Azimi, vice-minisle général Nabi Azimi, vice-minis tre de la défense de M. Najibullah

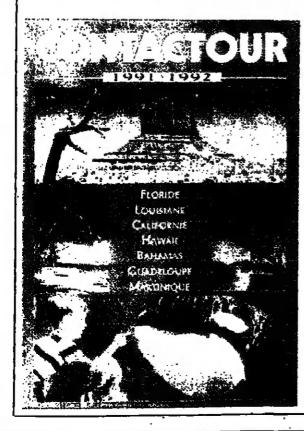
est en pourparlers avec Ahmed Shah Massoud depuis longtemps.

Il n'en ira pas forcément de même avec les gens du parti Watan que M. Farid Mazdak, étoile montante du parti, considéré depuis plusieurs mois comme un «démocrate» hostile à l'ancien président, négocie d'assez longue date avec le commandant du Jamiat. Ouel sort. enfin, doit être réservé à l'ex-président Najibullah? «Je pense que lorsqu'on est au pouvoir, le pare cela ne dépend pas de moi.»

Une chose est sûre : Ouzbels, Tadjiks, Hazaras, tous les non-Pashtouns ont ici le sentiment qu'après quatorze ans de guerre l'heure des rééquilibrages de pouvoir a sonné. Au demeurant, les nouveaux «caciques» du régime de Kaboul appartiennent en général aux minorités de l'Afgha se défend pourtant Ahmed Shah Massoud. Le chef de guerre du Jamiat cultive son image de «grand réconciliateur». Il. pense qu'il a gagné, mais il veut la « paix des braves ». Il conclut dans un sourire : « Hekmatyar vient de me déclarer la guerre sainte... mais je dois vous quitter, il est justement en train d'essayer de m'appeler au téléphone.»

BRUNO PHILIP

AVEC CONTACTOUR, PARTEZ POUR LA FLORIDE



πк

location de villas à ORLANDO, pour vivre de vraies vacances à l'américaine à partir de 2 900 F la semaine.

FLORIDE MAGIQUE

un séjour tout compris dans le merveilleux monde ' de Disney.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél.: (1) 42-96-02-25 ou chez votre agence de voyages.

Le Monde

La deuxième Yougoslavie

Le 29 novembre 1945, Tito proclame la création de la République populaire de Yougoslavie. En juin 1948, coup de tonnerre, Tito est condamné par Staline. Pour survivre et se concilier de nouveaux appuis, il va mettre en place les ingrédients du titisme : fédéralisme et socialisme autogestionnaire à l'intérieur, non-alignement sur les Super-Grands à l'extérieur. En 1980, à la mort du maréchal-président, la construction tient... jusqu'à la proclamation des indépendances slovène et croate et à la guerre civile en 1991. La deuxième Yougoslavie est enterrée le 15 janvier 1992, lorsqu'un certain nombre d'Etats reconnaissent l'indépendance de la Croatie.

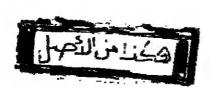
Ét aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

AVRIL 1992

Une nouvelle rubrique : LES CLES DE L'INFO

Pour aidet nos jeunes lecteurs à comprendre le journal de 20 heures, à écouter les infos à la radio, à lire la presse, nous ajoutons chaque mois deux pages « Les clés de l'info » dans le Monde Dossiers et Documents avec pour objectif de donner des clés, des bases, des repères liés à l'actualité immédiate. Tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les per-sonnages, le vacabulaire, la législation, tout ce qui change, tout ce

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Complete Services (Complete Serv

en capital

TO A CAU LAND

être jarmé,

Nysan da h

helita" :

and the last

75 A 1

g-4146 P

1. Same

La plupart des villes échappent au pouvoir central

ghanistan s'est réduit comme une peeu de chagrin ces derniers jours. Hormis – aux demières nouvelles - Kandahar, capitale du Sud pashtoun, toutes les grandes villes ont cessé de répondre au gouvernement central. Dès iors, l'annonce, dimanche 19 avril, de la désignation d'un président intérimaire, M. Abdul Rahim Hatif, ancien vice-président de M. Najibullah, est passée presque inaperçue. De même les négociations entre le commandant Massoud et M. Abdul Wakil, ministre des affaires étrangères de l'ancien régime devenu porte-parole du pouvoir recomposé, ont été remises à leur juste place par le commandant moudjahidin lui-même. Désormais, l'ordre du jour est à la désignation d'un pouvoir islamique.

Herat, la grande ville de l'Ouest, avait été prise dès le 17 avril. A la fin de la semaine écoulée, pratique-ment toutes les grandes villes de province ont été perdues par le deime exponements. pressue tourégime ex-communiste, presque tou-jours à l'issue de négociations entre commandants moudjahidins et forces armées ou milices répondant naguère à M. Najibullah.

Sont ainsi soustraites au pouvoir central Jalalabad, troisième ville du pays (mais le gouvernement a récomment démenti sa chute); Kunduz, principale ville du Nord après Mazar-i-Sharif; Fayzahad, capitale du Badakhshan et dernière crié du Nord-Est à ne pas être encore entre les mains du commandant Mas-Nord-Est à ne pas être encore entre les mains du commandant Massoud; Gardez, ville natale de l'ancien président Najibullab, et qui est considérée comme « le verrou de Kaboul»; Maidan-Shar, capitale de la province du Wardak, tout proche de la capitale; et probablement Ghazni, à 250 kilomètres au sud de Kaboul. En outre, les combattants islamistes se sont fait remettre la grande base aérienne de Shindand, dans le Sud-Ouest, construite par les Soviétiques et qui menaçait directe-Soviétiques et qui menaçait directe ment le Golte.

Comme par le passé, le Hezb-i-lalami du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar a, en général,
revendiqué la «prise» de ces villes –
y compris là cù (comme à Herat) le
Jamiat est la force islamiste dominante. Le parti auquel est affilié le
commandant Massoud a, pour sa
part, revendiqué la récupération par
la négociation de plusieurs de ces
cités: Hérat, Fayzabad et Kunduz.
Jalalabad, en revanche, semble être
tombée aux mains d'une coalition
dominée par la dissidence du Hezb,
dirigée par le leader religieux pashtom Yunus Khales.
Cependant. des tractations

Cependant, des tractations intenses ont lieu en vue de mettre sur pied de la façon la moins trau-matisante possible pour la popula-tion de Kabonl un pouvoir islamique. Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, s'est rendu samedi à Peshawar et a pré-side une réunion de huit heures avec

La pouvoir de Kaboul sur l'Af-hanistan s'est réduit comme consess de chargin nos darriers démission du gouvernement de Kaboul, il a lancé un appel à la création très rapide (dans les trois jours, car e la situation devient incontrôlables) d'un egouvernement de moudjahidins », auquel il a invité M. Hekmatyar à participer. Sinon ce devrait être la shura (conseil) des commandants qui prendrait en charge le pouvoir.

Ahmed Shah Massoud a annoncé la création autour de la ville d'un « périmètre de sécurité » moudjahidin – avec les miliciens du commandant ouzbek Rashid Dostom – remplacant ou complétant celui du régime. Il s'agit de barrer la route à une entrée en force deue la compiele des Il s'agit de barrer la route à une entrée en force dans la capitale des combattants du Hezb, à qui s'est alliée la faction intégriste du littehad de M. Rasul Sayyaf. Renforcés par plusieurs centaines de moudjahidins qui out franchi le poste-frontière de Toetham en moudjahidina de Toetham en Torkham, en provenance du Pakis-tan, les «hezbis» se trouveraient à une vingtaine de kilomètres de la

M. Benon Sevan, médiateur de l'ONU, est toujours dans la capitale. Samedi, le commandant Massoud a fait connaître son mécontentement que l'envoyé du secrétaire général de l'ONU passe trop de temps à négo-cier le départ d'Afghanistan du président déchu, selon toute apparence toujours dans les locaux de l'ONU. On prend au sérieux, à Kaboul, la menace de la tribu du chef de l'Etat sur la capitale si leur «frère» était mal traité. renversé, les Ahmadzai, de marcher

Le commandant Massoud a égale-ment reproché à M. Sevan de ne pas eider avec conviction à la mise sur pied d'un a gouvernement islami-que s. Seuls des dignitaires du Watan, tel M. Farid Mazdak, ont exprimé, ces dernières heures, leur espoir que l'ONU pourrait faire pré-valoir une solution qui ferait une place à des hommes de Kaboul tout en étant à dominante islamiste. — (AFP, AP, Reuter, UPL) THAÏLANDE: la formation du nouveau gouvernement

Les compromis du général Suchinda Kraprayoon

Le général Suchinda Kraprayoon a annoncé, vendredi 17 avril, la liste de son gouvernement, dans lequel il détient également le por-tefeuille de la défense. Le maréchal de l'air Anant Kalintha devient ministre de l'intérieur, M. Pongpol Adireksan (fils d'un ancien général et vice-premier ministre), ministre des affaires étrangères, tandis que M. Suthee Singsaneh conserve les finances. Parmi las cinq vice-premiers ministres on trouve M. Narong Wongwan, qui avait été contraint à renoncer à former un gouverne ment après avoir été soupçonné par les Etats-Unis d'être lié au trafic de la drogue.

RANGKOK

de notre correspondant

On a besu être l'homme fort d'un pays, plonger dans l'arène politique n'est pas une mince affaire. Le général Suchinda, principal auteur du putsch du 23 février 1991, vient d'en faire l'amère expérience. En troquant le commandement de l'armée contre de protte de premier ministra. Le le poste de premier ministre, le 7 avril, il avait parlé de « sacrifice », provoquant l'ire de certains de ses adversaires. Il ne croyait pourtant pas, à l'époque, si bien dire.

Il hi aura fallu négocier la com-Il lui aura fallu négocier la com-position de son gouvernement avec les ciun partis pro-militaires qui détiennent une faible majorité (196 voix sur 360) au sein de la Chambre basse, êine le 22 mars. Ces députés ont beaucoup dépensé pour se faire élire et attendent, selon la tradition, des récompenses. Il n'était plus question de former, comme ce fut le cas au lendemain du coup d'Phr. un souvernement de technod'Enst, un gouvernement de techno-crates au-dessus de tout soupçon.

Le général Suchinda a donc offert 80 % des potrefeuilles aux partis de la majorité, se réservant pour lui-même la défense et, pour ses amis, l'intérieur et les finances. Pour les autres postes, l'empoignade a été

Le général, qui ne s'est pas présenté aux élections, ne voulait pas être le premier chef de gouvernement de la législature, mais il s'est laissé piéger. En effet, la candidature de M. Narong Wongwan, avancée par les cinq partis, a été tuée dans l'euf lorsque l'on a appris que les Etats-Unis avaient, en juillet 1991, refusé d'accorder un visa à ce «baron» du Nord, soupçonné d'être lié à des trafiquants de drogne. Faute de s'entendre sur un autre étu, les cinq partis se sont donc repliés sur le général Suchinda, le forçant à une entrée en scène prématurée.

d'Etat. Or certains d'entre eux, réélus le 22 mars, occupent des postes-clés au sein des partis de la majorité, et le nouveau premier ministre a d'u leur faire une place dans son équipe. Bien entendu, l'opposition, qui s'était mise en deuil, jeudi, lors d'une session de l'Assemblée qui s'est déroulée en pleine confusion, fait des gorges chaudes des mésaventures du premier ministre. Si former un cabinet demande du temps et pas mal d'énergie, gouverner s'annonce encore plus délicat. Dans la tradition politique thallandaise, les députés changent de camp

Autre pilule amère pour l'ancien Autre piune amere pour l'ancien commandant suprême des forces armées: il s'était engagé à ne prendre, dans son cabinet, ancun politicien déclaré «inhabituellement riche» par une commission d'enquête officielle créée au lendemain du coup

du 23 février 1991.

ner s'annonce encore plus délicat.

Dans la tradition politique thallandaise, les députés changent de camp pour peu qu'ils y trouvent leur compte. Les coalitions sont donc fragiles. De leur côté, les camarades de promotion du général Suchinda, qui ont pris en main les forces armées — notamment son successeur. le marénotamment son successeur, le maré-chal de l'air Kaset Rojananin, -

attendent également des dividendes en particulier en ce qui concerne des contrats d'armements.

Le premier ministre devra donc manœuvrer pour asseoir sa majorité parlementaire tout en répondant aux exigences de l'armée. Le premier gouvernement Suchinda souffrira fatalement, en outre, de la comparaison avec son prédécesseur, qui n'avait à répondre de ses actes que devant la junte; la Chambre nommée par les militaires se contentant, le plus souvent, d'enregistrer ses décisions. Le plongeon dans la politique est dur pour un homme qui souhaitait, pendant au moins encore quelque temps, continuer de tirer les ficelles au lieu de monter en pre-

JEAN-CLAUDE POMONTI

Encore un militaire...

En Thailande, les premiers ministres se suivent et se ressemblent souvent : à part quelques civils égarés à ce poste, ce sont la plupart du temps des généreux - en activité ou à la retraite - qui prési-dent aux destinées d'un royaume qui a collectionné les putschs au cours des soixante dernières années. La général Suchinda Kra-payoon ne fait donc pas exception. D'autant que son prédécesseur Anand Panyarachun - dont tout le monde a reconnu les grandes qualités - avait été placé la par la junte issue du coup d'Etat

Plus ancien dans le grade le plus élevé, comme le veut la tradition militaire theilandales, commandant en chef des forces années, chef de l'armée de terre - deux postes dont il a démissionné au lendamain de sa nomination, le second au profit de son propre beau-frère, le général Issarapong Noonpakdi, enuméro deux» d'une junta dont Il est en réelité l' chomme forta, le

général Suchinda occupe donc la place qui devait être la sienne, à la suite du succès des partis qui le soutensient lors des élections du Cet officier de cinquante-neuf

ans - I est né le 6 août 1933 à Nekhon-Pathom, près de Bangkok - va devoir montrer s'il a également l'étoffe d'un politicien, après deux ex-généraux qui, dans des registres différents, ont marqué l'évolution du royaume, MM. Prem Tinsulanond et Chatichei Choonheven. Etudiant en médecine pendant un an, le jeune Suchinda a été admis à l'académie militaire de Chulelomkleo, dont il est sorti en 1953. Sa promotion – la cin-quième – domine actuellement les forces armées. Après une forma-tion aux États-Unis, un séjour au Vietnam pendant le guerre comme officier d'état-major, cet artificur a été attaché militaire adjoint à Washington, précisément quand M. Anand y était ambassadeur. Le général Suchinda est à couteaux

tirés avec son ancien «patron», la général Cheovalit Yongcheiyut, qui s'est lancé dans la politique à la tête du Parti d'aspiration nouvelle (NAP). Mais il devrait pouvoir compter sur les cent cinquente sénateurs nommés par l'armée, sur un total de deux cent cinquante, et sur une Constitution tailide à sa mesure. La «démocratie guidée» semble en effet plus dans les cordes du général Suchinda, connu pour son caractère entier, que la démocratie tout court, dont s'étaient pourtant accommodés les généraux Prem et Chatichal.

Le nouveeu premier ministre aura, avant tout, à tenir les rênes du royauma alors que les troubles font rage à la frontière de la Sirmenie voisine et que la restauration de la paix au Cambodge demeure délicate. Il s'est d'allieurs randu en jenvier à Hanot pour établir des liens avec un régime communiste dont il est, idéologiquement, aux

PATRICE DE BEER

CAMBODGE

M. Boutros-Ghali a appelé «au respect des droits de l'homme»

A l'issue d'une visite de trois jours au Cambodge, M. Boutros Boutros-Ghali a lancé, lundi 20 avril, un appel à une aide supplémentaire d'environ 593 millions de dollars pour la reconstruction du pays. La secrétaire général des Nations unies a également indiqué que la réponse des Khmers rouges à sa demande de coopération avait été « positive ».

> PHNOM-PENH de notre envoyé spécial

Venu au Cambodge pour y faire le point de l'intervention de l'ONU, M. Boutros-Ghali en a prosidé une réunion de huit heures avec les chefs de la résistance, afin d'aboutir à la création d'un conseil unifié des moudjahidins. La formule trouvée a aussitôt été dénoacée par M. Hekmatyar. Le dirigeant du Hezb, qui est passé en fin de semaine an Afghanistan avec ses troupes, a annoncé la formation d'une «conseil révolutionnaire», ou ne figure pas le commandant Massoud. M. Yunus Khales a, pour sa part, condamné les « hutes de lendances entre moudjahidins ».

Le commandant Massoud, quant à lui, a renoncé à une formule incluant des éléments de l'ancien régime. Demandant dimanche la

Les grands bergers

Abraham, Moise, Jésus, Paul,

Karl Marx, Bernadette

Ghali avant de s'envoler pour Bangkok.

L'APRONUC, l'Autorité provi-soire de l'ONU pour le Cambodge, que dirige le Japonais Yasushi Akashi, en est encore à réception-ner plus de vingt mille « casques bleus » et fonctionnaires. Les soixante-quinze gendarmes francais, sur place depuis dix jours et qui n'ont pas encore gagné leurs postes sur les frontières, ont assuré la sécurité de M. Boutros-Ghali en compagnie d'Indonésiens armés de fusits d'assaut.

L'APRONUC emménage, s'orga-nise et mène déjà de front plu-sients programmes, avec encore beaucoup d'improvisation. Alors que plus de la moitié des «casques bleus» ne sont pas encore arrivés sur place, il est cependant trop tôt pour se faire une idée sur la manière dont cette machine va toumer une fois qu'elle sera rodée. tourner une fois qu'elle sera rodée.

Après avoir été reçu, samedi, par le prince Sihanouk, M. Boutros-Ghali s'était rendu dimanche dans la province de Battambang. Lundi matin, it a assisté à la signature par les quatre factions qui forment le CNS – le Conseil national suprême présidé par Norodom Sihanouk – de la Convention internationale sur les droits civils et politiques ainsi que de celle sur les droits économiques, sociaux et culturels. Les deux représentants khmers rouges, MM. Khieu Samphan et Son Sen, ont paraphé les deux textes sans sourciller sous les flashes des photographes. Ils n'ont pas réagi non plus quand M. Boutros-Ghali a condamné les « graves errements du passé » et rappelé, avec insistance, que « le respect des droits de l'homme » constituait « l'un des objectifs majeurs » de l'intervention objectifs majeurs » de l'intervention

JEAN-CLAUDE POMONTI

U VIETNAM: les élections législatives surout lieu le 19 juillet. - Les élections législatives au Vietnam auront lieu le 19 juillet, a annoucé, samedi 18 avril, la radio de Hanoï. L'Assemblée avait adopté la semaine dernière nne nouvelle Constitution ainsi qu'une loi renforçant ses propres pouvoirs. - (AP.)



Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Sonni des conditions paniculières de venue et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigu et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

Name of the last godavie Vient de paraître aux Editions Desclae de Brouvet 333 André Frossard de l'Académie Française

15 8

. WARCHARD

) !

Le vice-président Maximo San Roman va prêter serment en tant que « président constitutionnel »

de notre correspondante

A quelques jours de l'arrivée à Lima des représentants de la mis-sion de l'Organisation des Etats américains (OEA), chargée de ten-ter d'établir un dialogue entre les forces politiques péruviennes, plusieurs mesures ont été adoptées pour que la capitale retrouve un isage démocratique.

Les blindés de l'armée, placés devant les sièges des syndicats et des partis politiques depuis le « coup d'Etat civil » du 5 avril, ont été retirés, et M. Olmedo Auris,

des partis politiques ont rejeté toute idée de discussions avec M. Fujimori, qui s'est déclaré favo-rable à un tel dialogue. Dès son retour à Lima, dans la soirée du samedi 11 avril, le sénateur Maximo San Roman, premier vice-président de la République, nommé « président constitutionnel» par les parlementaires réunis dans la clandestinité, a été reçu à l'aéroport par les présidents de la Chambre des députés et du Sénat, ainsi que par les principaux repré-sentants politiques du pays, devant

dirigeant des enseignants, a été lesquels il doit prêter serment mardi. Il a exigé la démission immédiate de M. Fujimori « pour trahison envers la patrie» et a proposé une « trève démocratique » pour permettre des réformes

> De son côté, l'ex-président libé-ral Fernando Belaunde a déclaré, au cours d'une réunion extraordinaire de son parti, l'Action popu-laire, qu'il s'opposait aux mesures prévues par M. Fujimori (réforme de la Constitution et référendum notamment), «faces inventées par une personne qui n'a même pas de sang péruvien dans les veines [M. Fujimori est fils d'immigrés

japonais] et qui a offensé le pays en bafouant la Constitution ».

Par ailleurs, le guérillero Peter Cardenas Shuize, considéré comme le numéro deux du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), et quatre autres membres de ce groupe terroriste, ont été pré-sentés samedi à la presse, après avoir été arrêtés dans un quartier de Lima, M. Cardenas Shulze est soupçonné d'avoir assassiné le général Enrique Lopez Albujar, ministre de la défeuse de l'ex-président Alan Garcia, toujours dans la

Les Indiens Ashaninkas prisonniers de l'Amazonie

Embrigadés de force par le Sentier lumineux, ils tentent de se libérer de cet enfer vert avec de faibles moyens

LIMA

de notre correspondante

Les Péruviens désignent par le Les Péruviens désignent par le mot «campas» (qui, en vieux quetchua, la langue des Incas, signifie paresseux) les cinquante mille membres appartenant à l'ethnie de la forêt vierge amazonienne, qui demeurent dans les régions de l'Ené, du Tambo et de Pichis, au centre du Pérou. Les indigènes revendiquent le nom d'a Ashaninkas» (qui signifie «ceux qui sont des hommes»).

Pour les insurgés du Parti com-muniste-Sentier lumineux (PCP-SL), ils ne sont que des « massas », des masses qu'il faut assujettir, afin d'établir une tête de pont dans ces vallées situées à la croisée des chemins, entre les départements andins d'Ayacucho et de Junin, deux des principaux bas-tions où ils mênent leur dite

Tout «sentiériste» aspire à être un «homme d'acier», obéissant de façon aveugle aux consignes destructrices de ses chefs. A l'opposé, l'indigène vit en harmonie avec son univers, dans un monde peuplé de légendes. Pour s'imposer aux Ashaninkas, le PCP-SL a adopté les méthodes expéditives des Khmers rouges sous le régime de Pol Pot. Le varadis perdu au sein de la foret amazonienne s'est trans-

□ COLOMBIE : série d'affrontements mentiriers entre la guérilla et les forces de l'ordre - Des guérilieros colombiens de l'Armée de libération nationale (ELN) ont attaqué, samedi 18 avril, la ville d'El Cocuy (250 kilomètres au nord-est de Bogota), tuant deux policiers et en blessant quatre autres, après avoir fait sauter un commissariat et pillé une banque, a-t-on appris de source officielle. Six rebelles ont été tués. Par ailleurs, deux membres des forces de l'ordre ont été blessés et quinze membres de l'ELN ont été capturés au cours d'opérations menées dans divers endroits du pays, qui ont permis, selon l'armée, de démantesix camps de la guérilla. -(AFP, Reuter, UPI.)

CUBA : un dissident libéré et un autre autorisé à quitter le pays. - A la suite d'une rencontre avec M. Juan Escalona Reguera, président de l'Assemblée nationale cubaine en visite à Paris, M. Roland du Luart (sénateur UDF de la Sarthe) a indiqué, à la fin de la semaine dernière, qu'un dissident cubain, M. Ramon San-chez de la Cruz, a été libéré à La Havane et qu'un second, M. Fernando Nunez Ramos, a été auto-isé à quitter le pays. M. du Luart i indiqué que ces mesures font uite aux démarches entamées par a délégation sénatoriale qu'il a onduité en février dernier à Cuba t à une intervention de im Danielle Mitterrand, présiente de France-Libertés.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde MÉDECINE « Le Sentier nous menace pour que nous divisions les terres de la communauté. Il enlève nos enfants et s'en sert comme chair à canon. Il brûle nos maisons quand nous n'obéissons pas. Il tue nos chefs. Nous luttons depuis cinq ans pour défendre notre territoire, notre organisation, notre culture et notre autonomie contre tout type d'ex-ploitation, de répression, d'abus ou de manipulation. Ce n'est pas maintenant que nous allons faire marche arrière...» Forts de cette détermination, quatre-vingts chefs indiens décidaient, en février 1990, de former l'armée ashaninka.

Cette déclaration de guerre a exacerbé la colère sentiériste. La violence a redoublé. Des familles entières ont été massacrées. Constamment barcelés par les hordes sentiéristes, des milliers d'Ashaninkas (vingt-cinq millers d'Ashaninkas (vingt-cinq mille, d'après l'armée) se sont retranchés au plus profond de la brousse, abandonnant leurs parcelles de maïs, de manioc et de bananes. Près de dix mille d'entre eux sont tombés dans les filets du PCP-SL. ei enfants ont été confinés dans des campements, que les sentiéristes ont baptisé territoires libérés» ou «bases d'appui ouvertes».

Embrigadés, ils ont été contraints de participer aux expédi-

répression des communautés andines environnantes, organisées en groupe d'autodéfense. Les en groupe" d'autodéseuse. Les ensaits de plus de onze ans ont été incorporés à ces milices. Les plus jeunes ont été endoctrinés par des instituteurs, séquestrés également, qui leur ont appris l'art de fabriquer de la dynamite – le B-A Ba du marxisme-léninisme-maoïsme – et jeur ont épseigné l'histoire et leur ont énseigné l'histoire contemporsine, telle que réécrite par le « président Gonzalo». Sous ce nom de guerre, se cache Abimaël Guzman, le professeur de philosophie qui a déclenché la lutte armée au Pérou en mai 1980 et qui se prend pour « le phare de la révolution mondiale».

> Arcs et flèches

Les sentiéristes et leurs recrues ashaninkas contrôlaient, en 1990, saient vers le nord par le Péréné et le Tambo, menaçant les villes de Satipo, Puerto, Ocopa, et Atalaya. Plusieurs patrouilles de police et de militaires étant tombées dans leurs embuscades, le général Luis Perez Documet, commandant en chef de tions punitives et sanguinaires con-tre les hameaux voisins ou à la décida, en mai 1991, de lancer une cette région sous l'état d'urgence,

ÉTATS-UNIS

Ajournement de l'exécution d'un condamné à mort en Californie

Un juge fédéral de l'Etat de Californie a décidé, samedi 18 avril, de suspendre pendant dix jours l'exécution de Robert Alton Harris, qui deveit evoir lieu mardi. Le juge a sulvi les argu-ments de l'Union américaine des droits civiques (ACLU), qui estime que l'usage d'une chambre à gaz pour l'exécution est un châtiment cruel, violant la consti-

Les procureurs de l'Etat de Californie ont immédiatement fait appel. Robert Alton Herris a été condamné à mort pour le meurtre de deux jeunes gens en 1979. Son exécution, si elle a lieu, sera la première en Californie depuis vingt-cinq ans. Deux autres Etats américains utilisent la chambre à gaz pour les exécutions. - (AFP, Reuter.)

vaste offensive. Les sentiéristes durent alors se replier sur la rive droite de l'Ené, tandis que l'armée installait une dizaine de garnisons sur la rive gauche.

Progressivement, les fugitifs ont abandonné leur refuge dans la brousse pour trouver protection auprès des bases militaires. Les soldats leur ont enseigné le maniement du fusil à répétition et leur ont distribué de vieilles Winchester pour qu'ils puissent se défendre.

pour qu'ils puissent se défendre.

De leur côté, les communautés indiennes du Tambo se sont organisées en groupes d'autodéfense. Le village de Poyeni, situé sur une plate-forme qui domine le fleuve, est devenu une véritable citadelle végétale, et ses combattants, armés seulement d'arcs et de flèches, ont repoussé jusqu'à présent tous les assauts des insurgés. Au cours de la dernière attaque, ils ont capturé une centaine de «leurs frères de sang» enrôlés dans le PCP-FL. Pour se réhabiliter, ceux-ci doivent être en première ligne pour défendre la population de Poyeni, qui a quadruplé en quelques mois du fait de l'afflux des réfugiés et des déser-

M. Jorge Cangama a vécu durant quinze mois dans un camp sentié-riste, avec son fils de quatre ans il n'a plus de nouvelles. « Dans la journée, raconte-t-il, on cultivait la terre. La nuit, on faisait le guet. Il n'y avait presque rien à manger car on ne pouvait pas sortir pour chasser, pêcher ou récolter le manioc sylvestre. Parfois, on se nourrissait de vers et de racines. Ceux qui protestaient étaient égor-gés sur ordre du camarade Carios.»

teurs.

Au cours des derniers mois, l'ar-née est parvenue à libérer deux mille cinq cents Ashaninkas du joug sentiériste. La télévision a filmé des êtres faméliques, souvent gravement malades. Elle a montré aussi des fillettes de treize ou quatorze ans portant dans leurs bras des créatures chétives, fruits de viols des tucos (terroristes). Ces bebés sont inscrits sur les registres du PCP-SL sous un nom de guerre parce que destinés à apporter du sang neuf à « l'armée populaire». Plus de cinq mille Ashaninicas sont encore prisonniers dans les camps du Sentier lumineux et plusieurs centaines d'autres restent repliés dans l'enfer vert.

NICOLE BONNET

PROCHE-ORIENT

Le chef de l'Etat syrien en tournée dans le Golfe

Les désillusions de Hafez El Assad face au «nouvel ordre mondial»

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Le président syrien Hafez El Assad est arrivé dimanche 19 avril à Ryad, première étape d'une tournée qui devrait le conduire successivement à Koweit, Bahrein et dans les Emirats arabes unis. Cette visite, la première du chef d'Etat syriea depuis la fin de la guerre du Golfe – à laquetle ont participé dans la coalition anti-irakienne les trouves syriennes – revêt une dans la coalition anti-iralienne les troupes syriennes – revêt une importance particulière au moment où la Syrie est l'un des rares pays arabes à apporter publiquement son soutien au colonel Kadhafi et à manifester son intention de vicler l'embargo aérien décrété contre Tripoli par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'annonce, samedi, par la compagnie Syrian Airlines, du maintien d'un vol Damas-Tripoli, prévu pour lundi, doit toutefois être considérée avec prudence dans la mesure où le refus des compagnies d'assurances de couvrir les risques de tels vols et l'interdiction faite par les pars voisins d'artiliser leurs par les pays voisins d'utiliser leurs couloirs aériens pourraient donner à Damas les prétextes nécessaires à

Le voyage de M. Hafez El Assad dans le Golfe sera cependant l'oc-casion pour lui de faire part à ses pairs de ses désillusions quant aux résultats globaux du conflit avec résultats globaux du conflit avec l'Irak et, en particulier, face au « nouvei ordre mondial » prôné par Washington et considéré à Damas comme « arbitraire et injuste ». Les sujets de contentieux entre la Syrie et les pays du Golfe ne manquent pas, qu'il s'agisse de la non-application de la « déclaration de Damas » (sur un accord de sécurité régionale), mort-née à peine signée, ou de l'attitude des monarchies pétrolières dans le processus de paix. A Ryad, tout spécialement, le président Assad devrait aussi s'entretenir des divergences syro-aoudiennes quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak.

Damas est aujourd'hui totale-

Damas est aujourd'hui totale-ment opposé à toute action mili-taire contre le régime du président carré, à la fin de l'année dernière une tentative de regroupement de l'opposition irakienne sous les sus-pices de Ryad. Dans les circons-

tances actuelles. Damas ne veut en tances actuelles, Damas ne veut en aucun cas prendre le risque de voir éventuellement s'installer à Bagdad un régime « pro-américain » qui risquerait d'accentuer son isolement. Au contraire, la Syrie a mis fin à toute campagne de presse contre l'Irak et tolère, semble-t-il, un net accroissement de la contrebande, en violation de l'embargo international, à sa frontière avec l'Irak.

Un minimum de coopération

Siguée en mars 1991, la déclara-Signée en mars 1991, la déclara-tion de Damas, présentée à l'épo-que comme un modèle pour une future coopération arabe, prévoyait à la fois la participation des troupes syriennes et égyptiennes à la sécurité du Golfe et un volet économique de coopération. Cette déclaration n'a jamais connu un déclaration n'a jamais coanu un début d'application, les pays du Golfe préférant confirer leur défense aux Occidentaux, les Américains surtout, et le fonds d'aide, destiné principalement à l'Egypte et à la Syrie, n'a escore fait aucune proposition. Les versements effectués par l'Arabie saoudite, le Kowen et les Emirats arabes unis notamment, au moment de la crise. notamment, au moment de la crise, auraient été d'environ 1,5 milliard

·Sur le processus de paix, les dirigeants syriens se montrent en privé très critiques vis-à-vis des monar-chies du Golfe, accusées en quelque sorte de soutenir quasi incon-ditionnellement une démarche à laquelle elles ne sont pas directement intéressées. Damas avait été particulièrement irrité par la participation des pays du Golfe aux négociations multilatérales de Moscou, boycottées par la Syrie, le Liban et les Palestiniens. On patricules de moscourant de les Palestiniens. estime inconcevable à Damas que les monarchies pétrolières puissent ainsi offrir une quasi-réconnais-sance à Israël et discutent avec l'Etat hébreu de sujets économi-ques ou d'intérêts généraux alors qu'israël n'a rien donné en échange et occupe toujours des territoires arabes. Le président Assad, qui peut faire valoir la solidarité syrienne quand le Golfe s'est senti der pour un minimum de coopération arabe dans ce domaine.

FRANÇOISE CHIPAUX

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Un nouveau commandant des forces terrestres a été nommé

Le ministère algérien de la défense a procédé, dimanche 19 avril, à une série de nominations à la tête de l'armée. Le général Khélifa Rahim, commandant de la il· région militaire (Oran), a pris ses nouvelles fonctions à la tête des forces terrestres, succédant officiellement au général Mohammed Lamari, farouche adversair des islamistes, dont la mise à la retraite et la nomination comme conseiller du ministre de la

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

qué la radio. - (AFP.) INDE défense avaient été annoncées

D'autre part, un policier et un militant islamiste armé ont été tués iors d'un accrochage, dimanche, à Boudousou-al-Bahri, à 30 kilomètres à l'est d'Alger, a annoncé la télévision. Depuis le proclamation de l'état d'urgence, le 9 février, une quarantaine de policiers et neuf gendarmes ont été tués dans des attentats, généralement attribués aux islamistes.

Enfin, samedi, le procureur général de la cour de Blida, M. Ahmed Belhoucher, a échappé à une tentative d'assassinat alors qu'il quittait son domicile, a indi-

M. Rao est confirmé à la tête

du Parti du Congrès

Le Parti du Congrès, au pouvoir en Inde presque sans interruption depuis l'indépendance en 1947 et la plus ancienne formation de la tédération, a confirmé, dimanche 19 avril, son chef, le premier ministre Narasimha Rao, soixantedix ans, aux commandes du parti et du pays. Au cours de son premier congrès depuis sept ans, le parti a élu, pour la première fois depuis vingt ans, son comité direc-teur – au lieu de laisser son président nommer ses fidèles, comme c'était la pratique aux temps d'In-dira puis de Rajiv Gandhi. Le congrès a, par ailleurs, approuvé la politique de libéralisation annoncés par le gouvernement en juillet

C'est la première fois depuis l'indépendance que le parti se réunissait en congrès sans avoir à sa tête un membre de la famille Nehru-Gandhi. Qualque 10 000 délégués étalent venus de tous les coins de l'Inde à Tirupati, dans l'Etat méridional d'Andhra Pradesh, dont est originaire M. Rao. La plupart des « poids lourds » du parti ont été élus au comité directeur, en particulier MM. Arjun Singh, ministre du développement des ressources humaines, et Sharad Pawar, ministre de la Défense.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

ceut ans à compter du 10 décembre 1944

Principanz associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourue, gérant,

Reproduction interdite de tout article. sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

12 r. M.-Gunsbou

Association Hubert-Beirve-Méry »

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION . 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-85-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 281.311 F

ABONNEMENTS , Place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 49-60-32-90 PRANCE

40 F

Le Monde PUBLICITE 15-17, rue da Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

TAMES: 46-62-98-73. - Societé (Male de le SARI, le Mémbres de Médies et Régles Entre Le Monde

TÉLÉMATIQUE ou 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS**

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

2007 1 123 F 150 F 2 885 F 1 629 F 2968 F ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

572 F

Pour yous abonner, renvoyez ce belletis accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Code postal: _ Localité : _

Pays: provisoires : nos abonnés sont invi-tés à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en

790 F

Prénom:

Adresse:

les malls

POINT / LA DÉLINQUANCE AUX ÉTATS-UNIS

Les maux d'une société

Drogue, criminalité, guerre des gangs (ces bandes de jeunes, généralement noirs ou hispaniques, dans les quartiers pauvres des métropoles) ... Les maux de la société américaine sont-ils devenus tabous en cette année électorale?

Les candidats à l'investiture du Parti démocrate et du Parti républicain - à l'exception notoire de l'ultra-conservateur Patrick Buchanan, adversaire de moins en moins menaçant du président George Bush - ont évité de s'étendre sur ces sujets jusqu'à présent. à mi-course des primaires.

Pour prétendre s'attaquer résolument à ces graves problèmes, il faudrait disposer de ressources considérables, que la société américaine n'a plus, quand bien même les sommes consacrées à la

défense diminueraient dans les proportions souhaitées par les Démo-

Ni le président Bush, ni le gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton candidat le mieux placé chez les Démocrates – n'ignorent que leurs concitoyens sont toujours aussi réticents à payer plus d'impôts et se méfient des programmes étatiques comme de la peste. Reste à espérer une reprise économique, de nouveau entrevue. En attendant, Chicago songe à construire des casinos pour créér des emplois, censés détourner les jeunes du trafic de la drogue, et New-York installe des portiques détecteurs d'armes dans ses écoles publiques pour empécher les enfants de s'entretuer.

New-York: les revolvers dans les cartables

de notre correspondant

«Alors, mec, t'as le juice mainte-nant?» Quincy hoche impercepti-blement la tête. Il reprend difficile-ment son souffle après une lutte à mort, sur les toits d'un immeuble éventré, avec Bishon, qui vient de tomber dans le vide. Il remet la capuche de son haut de survètement, l'un des signes dis-tinctifs du rappeur new-yorkais. tinctifs du rappeur new-yorkais.

Quincy ne cédera pas à l'esca-lade de la violence : il a jeté son arme dans la rivière. Ainsi s'achève Juice, le film d'Ernest Dickerson qui vient de sortir sur let écrans. Avec Boyz'n'the Hood et New Jack City (anssi réalisés par des Noirs américains), ce long métrage dépeint le climat de violence permanente que vivent les jeunes blacks et latinos des quartiers désbérités de la plupart des grandes hérités de la plupart des grandes

La particularité de Juice - un mot qui, dans l'argot des ghettos noirs, signifie le «pouvoir», celui que confère la détention d'une arme, seul moyen de se faire res-pecter, voire de défendre sa peau est d'avoir fait le lien entre la rue et l'école, nouveau champ clos des fusillades entre adolescents. Tragiquement, la réalité rivalise trop quement, le réalité rivalise trop souvent avec la fiction. Fin février, dans une école publique de Brock-lyn (extrémité de Long Island), un adolescent de quinze aus, Khalil Sumpter, a sorti de son blouson un pistolet et a froidement abattu ses denx copains. Il a d'abord tué d'une balle en pleine poitrine lan Moore, seize ant, puis, d'un tir à bout portant en pleine tête. Tyrone Sinkler, dix-sept ans. Sans raison apparente, sinon un échange de propos un peu vifs.

Le double crime s'est produit en matinée, au deuxième étage de la high school (lycée) Thomas-Jeffer-son, à quelques mètres de deux officiers de police, qui n'out pas en le temps de réagir. Un important dispositif de sécurité avait été mis en place, en prévision de la visite que devait y effectuer, une heure plus tard, le maire de New-York, M. David Dinkins.

44 97

. . .

Celui-ci devait prononcer un discours sur l'estime de soi, sur le disrespect (ce « manque de respect » qui équivant de plus en plus sou-vent à un arrêt de mort pour l'offenseur) et sur les moyens d'enrayer le cycle infernal de la violence dans les écoles. Après avoir annulé sa visite, le maire, M. Dinkins a décidé de renforcer le contrôle - par portiques détec-teurs - des armes à feu à l'entrée des écoles publiques. Au lendemain de cette annonce, une élève de quatorze ans remettait au garde posté à l'entrée de l'école de Dewey, à Brooklyn, le pistolet semi-automatique chargé qu'elle avait glissé dans son cartable.

« Une seule industrie : la drogue»

En matière de criminalité En matière de criminalité urbaine, adolescents et adultes sont en passe de faire jeu égal, surtout parmi les minorités noire et hispanique. « Actuellement, dans ces communautés, un adulte sur quatre a un passé criminel; le même bilan est en voie d'être établi pour les adolescents », explique M. Mel Grizer, le directeur d'un centre de cinsertion scolaire de Brooklyn. réinsertion scolaire de Brooklyn.

Cet organisme (United Commu-nity Centers) a été créé en 1989, la nity Centers) a été crée en 1939, ta communauté ayant décidé de réagir après qu'une fillette de trois ans, prise comme bouclier humain par des trafiquants de drogue réglant leurs comptes, eut été grièvement blessée. «Les jeunes Noirs n'ont aucun avenir. Plus de 80 % d'aute aux aut milité l'école ayant d'entre eux ont quitté l'école avant la fin de la scolarité normale. Ils n'ont pas d'emploi et aucun espoir d'en trouver un dans ce district, qui u perdu ses atellers et ses entreprises, lesquels, avant, fournissaient un premier métier, même mal payé. Aujourd'hui, dans ce coin où on compte 75 % de Noirs et 25 % d'Hispaniques, la seule industrie, c'est la drogue. Et tout le temps la violence, le crime, C'est de pire en pire», assure cet éducateur qui, sur place depuis vingt ans, a passe un pacte avec la peur.

En 1991, le FBI a recensé près de 25 000 meurtres aux Etats-Unis,

un chiffre jamais atteint, qui place ce pays largement en tête du monde occidental. Dorénavant, l'organisme fédéral ayant pour mis-sion d'étudier les causes des diffé-rentes maladies fait figurer le meurtre au rang des épidémies, notamment en milieu scolaire notamment en milien scolaire. Selon ce même Federal Center for Disease Control, sur cinq jeunes décédés de mort violente en 1990, trois ont été tués par des coups de feu. Parallèlement, à la high school, un enfant sur cinq pénètre en classe chaque matin avec un copclasse chaque matin avec un cou-teau ou une arme à feu dissimulé dans la poche de son blouson ou dans son sac à dos.

A New-York, sur les quelque 2 200 à 2 500 meurtres ou assassi-nats comptabilisés chaque année (le dixième de l'ensemble des crimes commis aux Etats-Unis), la moitié concerne des enfants ou des adolescents. Depuis deux ou trois ans, dans les coins perdus de Harlem, de Brooklyn ou du Bronx, de plus en plus de balles perdues fauteur des commisses des la commisse de la co plus en pius de belles perques rau-chent des gamins dans la rue, sur leur bicyclette, aux fenêtres des immeubles, qu'il faut désormais barricader, ou même à travers les portes d'entrée : c'est souvent un deuler de drogue qui veut son dû, ou encore une soène de ménage qui tourne mal.

Les jeunes meurtriers en puis-Les jaunes mentriers en puis-sance n'ont pas tous un passé judi-ciaire. Quincy, dans Julce, révait de devenir disc-jockey de musique rap, avant que l'irruption d'un P38 Smith & Wesson – la même arme qui a tué les deux étudiants de Thomas Jefferson High School et que Fon trouve dans tous les cata-logues pour moins de 300 dellars – ies pour moins de 300 dollars ne vienne semer la mort au sein

«Livres, télé: des trucs de Blancs»

«C'est souvent comme ça», reconnaît Bob O'Melia, l'un des professeurs du Lincoln Youth Achievement Center, une école publique pour gosses particulièrement difficiles, installée dans un secteur du South Bronx que l'on dirait bombardé. «Il y a deux ans. j'avais parmi mes «clients» un jeune garçon de seize ans, un peu ilmide, que ses copains chahutaient. Un jour, j'ai remarqué qu'il avait pris de l'assurance. Plus tard, j'ai compris: il avait commis un meur-tre à Brooklyn, après s'être procuré un pistolet. Sa victime l'avait pré-tendument provoqué».

Ancien combattant de la guerre du Vietnam, Bob O'Melia n'est pas un tendre. Mais ici, dans cette école-bunker, dont toutes les ouvertures ont été murées et dont la porte d'entrée est surveillée par une caméra, il se sent parfois désarmé. Théoriquement, ce centre, qui coûte environ 800 000 dollars par an à la ville de New-York, est fait pour accueillir une vingtaine de «cients». La moitié participent aux cours, quand ils en ont envie. « Un livre, le cinéma, même la télévision : tout ça ne vaut rien télévision: tout ça ne vaut rien pour eux; ce ne sont que des trucs de Blancs. Leur seule passion, c'est le rap aux paroles violentes et les cassettes porno, raconte Bob. Quand on leur demande ce qu'ils veulent faire plus tard, la réponse est unanime: dealer! Pour crâner, ils achètent de faux beepers en plastique qu'ils portent à la ceinture. Le beeper, c'est le signe qu'on est en liaison avec les trafiquants de drogue et qu'on porte une arme à feu.

» Pour eux, la drogue est la seule

» Pour eux, la drogue est la seule chose qui rapporte de l'argent et permet de se faire respecter. La preuve? Si je gare ma voiture devant la porte, j'ai aussitôt un procès-verbal, même dans ce coin pourri. Si c'est un trafiquant de dro-gue qui vient garer sa Mercedes au même endroit avant d'aller approvimême endroit avant à diter approvisionner la crack-house insiallited dans l'immeuble à côté – et que connaissent tous les flics du coin, – il n'aura pas de PV. Pour eux, juice, c'est ça, le vrai pouvoir... Comment voulez-vous, dans ces conditions, que je leur inculque d'autres voleves? d'autres valeurs?»

Ailleurs, d'autres enseignants continuent aussi à batailler ferme pour éviter que les écoliers ne soient happés par la drogue et par la criminalité. A la high school Harry-Truman, une école alterna-

tive de huit cents élèves située dans le Bronx, l'accent est mis sur l'emploi futur, qui doit justifier l'enseignement actuel. Plus tard, les élèves vont travailler gratuitement dans des entreprises en échange d'une formation complémentaire prélude à une éventuelle

Dans East Harlem, au nord de l'île de Manhattan, l'école secondaire de Central Park East applique les même grands principes. Les professeurs, appelés coaches, sont chargés d'enseigner les sciences exactes, mais aussi ces disciplines (littérature, sciences sociales) qui font tellement défaut ailleurs. Une recette qui, d'après M= Mae Mil-ler, chargée de la communication, permet de hisser à 71 % le taux de réussite aux examens sanctionnant la fin de la scolarité obligatoire, alors que la moyenne n'est que de 50 % pour les autres high schools de New-York

La violence? «Nous n'avons pas déploré d'incident grave depuis l'ou-verture de l'école, en 1985, affirmet-elle. Nous avons des gardes, mais nous n'avons pas installé de porti-ques délecteurs d'armes. Enseignants et élèves ne se sentent aucunement menacès : ils viennent aussi le samedi, lorsqu'il n'y a plus per-sonne pour assurer leur sécurité, »

9,9

Composition racials:

de la population

Chicago: des casinos pour endiguer le chômage

CHICAGO

de notre envoyée spéciale

Si les habitants de Chicago frissonnent en ce début de printemps, ce n'est pas uniquement parce que des vents glacés continuent de s'en-gouffrer furieusement entre les immenses buildings du centre-ville, devenus si nombreux autour de la tour Sears - la plus haute du monde avec ses 443 mètres - qu'on s'est lassé d'en compter les étages.

Les Chicagoans ont des sneurs froides depuis que leur maire s'est mis en tête de soutenir un projet de construction de quatre hôtels-casi-nos, attractions centrales d'un vaste parc thématique de 4 hectares, M. Richard M. Daley leur a annonce, fin mars, que trois inves-tisseurs (Hilton Hotels, Caesars World et Circus Circus Enterprises) sont prêts à financer ce projet de 2 milliards de dollars. L'Etat de l'Illinois doit encore donner son feu vert mais le maire a bon espoir : trois bateaux-casinos n'ont-ils pas été autorisés, en septembre, à promener leurs parieurs et leurs croupiers sur la Chicago River?

d'armes. Enseis se sentent aucuils viennent aussi
il n'y a plus perr leur sécurité »

SERGE MARTI

La folic des grandeurs est un héritage familial chez les Daley – irlandais catholiques d'origine, bâtisseurs
dans l'âme – et le maire actuel, baptisé «Richard II», a fort à faire
pour laisser sur sa ville la même

12,4

2.00

Autres

-Noirs

marque que son père, Richard J.

Green pour trouver un supermarché.

Daley, qui y règna pendant vingt et un ans, jusqu'à ce qu'une crise car-diaque le terrasse en 1976. Sans lui, la métropole du Middle-West n'aurait été que l'ombre de ce qu'elle est devenue : le principal nœud de communication du pays, le premier cen-tre de foires et de congrès des Etats-Unis, une place financière et céréa-lière qui donne l'heure à toute la planète, une capitale mondiale de l'architecture moderne, etc.

Elu en 1989, Richard Daley fils n'a à son actif qu'un nouveau stade de base-ball et le projet de construc-tion d'un autre aéroport internatio-nal, près du lac Calumet (sud de Chicago), l'aéroport O'Hare -«œuvre» de son père – étant depuis longtemps saturé (plus de 50 millions de passagers par année, autre record mondial).

Richard I= le puritain, qui avait tout fait pour effacer jusqu'au sou-venir des gangsters à chapeaux mous, coupables d'avoir mis la ville à feu et à sang durant la prohibition (1919-1933), serait-il fier de voir son fils jouer l'avenir de sa cité à la roulette? « il est certain que le crime organisé tentera de mettre un pied dans les casinos», prédit déjà le procureur du district de Chicago, M. Jack O'Malley. Le maire, lni, n'a qu'une série de chiffres en tête. Son projet, que les journalistes locaux n'ont pas tardé à baptiser «Al Capone Land», permettra la création de 55 000 emplois, dont 45 000 permanents, affirme t-il: il procurera à l'Illinois et à la ville des revenus supplémentaires de 500 millions de dollars en taxes ou en impôts, sans compter les retombées touristiques.

«Des jobs et des revenus»: telles sont en effet les obsessions des édiles de la «Windy City» (cité des vents), entrée dans une sombre tourmente. Après avoir perdu ses grands abattoirs (transférés plus près des lieux d'élevage du bétail) au cours des années 70, Chicago voit s'en aller chaque année des milliers d'emplois manufacturiers (aciéries, industrie chimique, automobile notamment) vers les pays où la main-d'œuvre est moins chère.

Le chômage a considérablement augmenté (8,5 % de la population active de l'Illinois en février, le tri-ple dans certains quartiers de Chicago selon les estimations offi-cieuses) et la criminalité suit le mouvement. Entre quartiers très riches et très pauvres, les contrastes sont devenus saisissants, dans une ville où, depuis toujours, les nou-veaux arrivants (irlandais, italiens, veaux arrivants (triandats, naneus, polonais, allemands, grees, noirs débarquant du sud du pays depuis le début du siècle et, plus récemment, portoricains, mexicains et asiatiques) se sont regroupés entre eux, dans des llots distincts, formant côte à côte un vaste patchwork.

• Armes. - Plus de 200 mil- noire moyenne dispose de 58 % lions d'armes ont été recensées du revenu d'une famille blanche aux Etats-Unis, qui comptent 253,6 milions d'habitants. des plus vieilles organisations de défense des Noirs. • Criminalité. - En 1989 Pauvreté. - Le nombre de

Quelques chiffres

1950 1960 1970 1980 1990

(derniers chiffres officiels), le teux de meurtres a été de 8,7 pour 100 000 habitants (71,9 pour 100 000 habitants à Washington et 25,8 à New-York). Le taux de morts violentes permi les jeunes gens âgés de quinza à vingt-quatre ans a été de 21 pour tre ans a été de 21 pour 100 000 en 1987, contre 1,4 en France la même année. Un Noir de cette classe d'âge a plus de chances d'être tué qu'un soldat américain n'en avait pendant la guerre du Vietnam. Selon la dernière enquête du département de ta justice, il y a eu 207 610 viols ou tentatives de viol (un pour mile habitants) en 1991, soit une augmentation de 60 % par rapport à 1990.

• Prisons. - Parmi les personnes actuellement détenues aux Etats-Unis, 47 % sont noirs falors que la communauté noire représente 12,5 % de la population totale) et 15 % sont hispaniques (9 % de la population

• Inégalités. - Une famille lation adulte).

moyenne, selon le demier rapport de la National Urban Leegue, une

personnes vivant sous le seuil de peuvreté est passé de 31,5 à 33,6 millions de personnes (soit plus de 15 % de la population) entre 1989 et 1990, selon les chiffres officiels. En 1990, 12,7 millions d'enfants (un enfant américain sur cinq) vivalent sous ce seuil. La moltié (47,5 %) des enfants pauvres sont noirs et le tiers hispaniques, selon le Centre américain des politiques sociales. Quelque 37 millions d'Américains, dont la majorité ont un emploi, n'ont pas d'assurance médicale, laquelle n'est fournie par l'Etat qu'aux pauvres et aux personnes âgées. En 1988, 26 % des enfants sont nés de mères célibetaires (64 % chez les Noirs) .

 Analphabétisme. - Selon le département américain de l'éducation, le nombre d'analphabètes ou de quasi-enalphabètes se situe entre 20 et 27 millions de personnes (13 % de la popu-

Guerre

des «gangs»

Juste derrière le rideau de gratte-ciel chies du «Loop» (centre-ville cerné par un métro aérien au bord du lac Michigan) s'étendent des poches de misère évoquant le tiersmonde. Ce sont des quartiers noirs ou hispaniques, où les taxis ne veulent plus circuler en plein jour, où le crack (I) s'échange entre les mains de gamins armés de revolvers, où les guerres des gangs (bandes de jeunes) n'ont laissé, au bord de rues défoncées, presone aurune des voitures cées, presque aucune des voitures stationnées sans impacts de balles.

Sans transition aucune, la North Avenue sépare ainsi le très rupin quartier du Lincoln Park (villas entourées et étroitement surveillées) de Cabrini Green, zone de HLM des années 60 devenues d'infâmes ghettos noirs, où des sacs de plastique font office de fenêtres. e lci, expliquent les rares organismes sociaux religieux ou privés qui osent rester, la vie n'a plus de valeur.»

Incapables de s'interposer entre les gangs (« Disciples» et «Shor-tees», ces derniers étant ainsi dénommés parce qu'ils sont trop jeunes pour aller en prison), la police a récemment déménage son poste, pour le reculer plus loin : trop de victimes dans ses rangs. Le McDonald's du coin, rentable mais braqué toute les semaines, a fermé boutique. Il faut sortir de Cabrini

La comme à Englewood, plus au sud, dans les tours du «Robert Tay-lor's project» - autres «ghettos verticaux » où le couvre-feu décrèté à partir de 22 h 30 n'est guère applileur très grande majorité, célibataires. Souvent, elles ne voient revenir leurs partenaires ou leurs enfants les plus àgés que le jour du welfare check (chèque d'aide sociale mensuel), auquel elles seules ont droit. Ce jour est communément appelé Mothers'day (fête des mères).

L'an passé, plus de 950 personnes ont été assassinées à Chicago (2) et plus de 15 000 personnes ont été blessées par balles ou à l'arme blanche, comme dans les pires années de la prohibition. Le taux de criminalité est ici le triple de la moyenne nationale, quoique inférieur à celui de villes comme New-York, Washington ou Philadelphie. Dans toutes ces métropoles, les gangs étendent leurs aires et recrutent, sous la pression du chantage, dans des banlieues, blanches ou noires, de la classe moyenne. Les résidents tentent de s'organiser, sou-vent en collaboration avec les écoles et la police, pour donner aux enfants « les moyens psychologiques de résister aux recruteurs des gangs » et à leurs promesses de gains alléchants dans le commerce de la drogue (jusqu'à 100 dollars par jour, quand la dose de crack en vaut 15).

Des prisons plus que pleines

« Nous avons embauche l'an passe officier à chaque coin de rue ne resoudrait pas grand-chose », reconnaît M. William Beavers, conseiller municipal de Chicago, chargé des affaires de sécurité. «Les peuvent normalement accueillir 19 000 détenus. Elles en ont actuellement 10 000 de plus. Nous sommes un des Etats américains où les lois sont appliquées le plus sévèrement », affirme le procureur général (noir) de l'Illinois, M. Ronald Burris.

Attaqué à main armée en septem-bre, un jour férié, devant sa maison, par des jeunes gens qui lui ont volé sa voiture avant de le dépouiller, M. Emil Jones - membre depuis 1982 du Sénat de l'Illinois, dont il a été dix ans le député - accuse la Maison Blanche de ne pas se donner les moyens de lutter contre l'importation de la cocaïne. Ce démocrate fustige les présidents Bush et Rea-gan, leur politique économique, leur parcimonie dans les crédits consacrés à l'éducation, qui laissent les Etats et les villes « dans des situations intenables », en ces temps de

Faut-il alors chercher à créer des emplois par tous les moyens? Ni M. Burris ni M. Jones ne sont foncièrement contre le projet du maire, M. Daley, qu'ils présentent comme un «pis-aller», sachant pertinemment qu'« il faudrait non pas des cusinos mais des industries, si possible de pointe, pour assurer durble de pointe, pour assurer durble la ment l'avenir économique de la région». Comme eux, les quotidiens locaux - le très sérieux Chicago Tribune et le populaire Sun-Times -sont partagés. D'autres villes voisines peuvent s'emparer du projet, profitant de la manne promise.

) ·!

Le maire a promis que « Chicago ne deviendra pas Las Vegas» (la ville du Nevada qui ne vit que par le jeu), sans souffier mot d'Atlantic-City (Côte est), dont les casinos, autorisés depuis 1978 mais trop pen courus, n'ont guère contribué à amé-liorer la santé économique. Et les éditorialistes de souligner que plusieurs des premiers magistrats d'At-lantic-City sont allés en prison, accusés de corruption dans des affaires reliées à l'industrie du jeu. Le maire, M. Daley, lui, s'estime à l'abri de ces mésaventures.

MARTINE JACOT

(1) Dérivé de la cocaïne qui se finne et provoque une dépendance très capide. (2) Chicago compte environ trois millions d'habitants (plus du double en incluant ses banlieues), qui sont noirs

WEMENT

to Earl was

をとっている。 第一のようのない

Sept. Sec.

8 8 14 W

1 2 - Jan 2 - 1

great and all Mark Sum 19

cun signe particulier non plus. que fera Marc François mand il fri.

RMC-l'Express», que le traité de Maastricht pèche « par un manque formidable d'ambition : rien sur la démocratisation de l'Europe, rien sur l'élargissement de l'Europe». Il a l'élargissement de l'Europe ». Il a ajouté : « Il sérait tout à fait curieux que le membre de la famille gaulliste que je m'honore d'être réponde non à l'Europe. C'est Jacques Chirac qui a fait ratifier l'Acte unique, c'est le président Pompidou qui a élargi l'Europe et c'est le général de Gaulle qui a améliaté la traité de Borne Dorne a appliqué le traité de Rome. Donc, je me sens parfailement gaulliste je me sens parfaitement gaulliste dans mon engagement européen. » Toutefois, le secrétaire général adjoint du RPR «regrette» le choix d'une « mannaie unique.» et souhaite que le Parlement soit consulté en 1996-1997 « avant de franchir ce pas décisif ». Il refuse également l'éligibilité des Européens aux élections municipales de leur pays de résidence. M. Sarkozy indique qu'il se sent « tout aussi éloigné de ceux qui disent que Maastricht défait la

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, maire de Neuilly-sur-Seine, a estimé, dimanche 19 avril, au «Forum au Parlement suivi d'un référendum, au Parlement suivi d'un référendum, il déclare : «Notre position, c'est out si on lève les conditions préalablement mises.» Interroge sur les divi-sions au sein de l'opposition, il répond : « L'union, c'est aussi le débat, c'est la discussion, j'espère qu'on pourra rapprocher les positions et arriver à une position commune. (...) Je suis profondément convaincu de la nécessité de la stratégie d'union de l'opposition, précise le député des de l'opposition, précise le député des Hauts-de-Seine, mais cette stratégie doit aussi passer par la confrontation des idées. (...) Est-ce qu'on peut arri-ver à un accord? Je réponds oui. (...) Si je compare la position du Parti républicain avec la nôtre, à part quel-ques effets d'optique et quelques per-sonnalités qui crient plus fort que les autres, je crois que l'accord est possi-ble. (...) Mais dans ce débat nous serons un certain nombre à faire en serons un certain nombre à faire en sorte que la position du RPR ne soit pas caricaturée. Oui, j'aime mon pays, oui je me sens patriote, mais je me sens tout autant européen.»

Au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Louis Borloo déclare avoir « plutôt une préférence pour le référendum »

Invité du « Grand Jury encore « un grand corps de fonction RTL-le Monde», dimanche 19 avril, naires de région » qui pourraien M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais et député européen, a déclaré à propos du traité de Maastricht: « Dans ma génération, on est évidemment européen (...) mais la question est de savoir de quelle Europe il s'agit. La population a le sentiment que 80 % des décisions ne sont plus prises à l'Assem-blée nationale (...) mais par des gens qu'ils n'ont pas élus, avec lesquels ils n'ont pas de contact direct, en gros par des fonctionnaires de Bruxelles ...). I'al peur que ce soit un facteur

M. Borloo a précisé: « Je demande que l'on donne aux Fran-çais la possibilité de lire le traité et qu'après les parlementaires viennent dans les circonscriptions en débattre (...). J'ai plutôt une préférence pour le referendum, mais cela ne porte pas sur le fond, c'est essentiellement un problème de politique intérieure.» Notant qu'il existe en France «un grand corps de fonctionnaires d'Etat » mais qu'il n'existe pas

naires de région» qui pourraient jouer le rôle de a contre-pouvoir » face aux politiques, le maire de Valenciennes s'est dit « inquiet devant le risque de « maflatisation » de la vie politique française», au cas où « de grandes organisations internationales » jugeraient plus facile de a prendre le pouvoir dans le monde politique, dans des grandes mairies ou dans des grandes régions (...) que de s'occuper du trafic de drogue ».
« Le problème ne se pose pas dans le Nord-Pas-de-Calais, a-t-il ajouté, car il n'y a pas à la marge des masses d'argent suffisantes, mais je pense France, la question peut se paser. »

M. Borloo a indique qu'il ne serait pas candidat aux élections législatives, et il a reproché aux socialistes du Nord-Pas-de-Calais d'avoir «baissé pavillon pour sauver quelques casse-croûte» en faisant élire Ma Marie-Christine Blandin (Verts) à la présidence du conseil

Le débat sur le traité de Maastricht

Oui, si...

Ce qui se passe en Europe centrale, tout en nous faisant obligation morale et politique de canaliser la violence des nationalismes dans les digues de la coopération et de la solidarité, nous démontre qu'on ne peut faire fi de l'aspiration des peuples à recouvrer ou à conserver leur identité. Projet dangereux anssi que cehi d'un super-But unitaire, car sa dérive vers la centralisation et la bureaucratie serait, hélas! incluctable. On le constate et on le subit dès aujourd'hui. Preuons garde que l'Europe de la réglementation tous azimuts, de la dépense à tout va, de la normalisation systématique ne devienne rapidement insupportable aux Européens!

Les autres, parmi lesquels aous nous rangeons, veulent une union d'Etats (tel était le slogan de notre liste RPR-UDF pour les élections européennes de 1989), c'est-à-dire une construction originale qui concilie le respect de la souveraineté et de la citoyenneté nationales et la mise en commun d'un certain nombre de compétences qu'on peut mieux exercer ensemble que séparément. Il est vrai que c'est plus facile à écrire qu'à faire. Il est vrai que la frontière est floue entre le transfert de compétence et l'abandon de souveraineté. Il est vrai que, plus le temos passe, plus on touche à l'essentiel : la politique entérieure, la défense, la monnane. Mais je reste convaincu que, si l'on s'écarte sans ambiguité de la voie de la centralisation unitaire, il existe des solutions originales permettant de garantir la pérennité de nos Etats et, simultanément, d'approfondir une coopération intergouvernementale sincère et diversifiée.

Refuser l'ambiguïté

Encore faut-il refuser l'ambiguité. Celle des textes et celle des arrière-pensées. Ce qui nous amène à Maas-tricht.

A-t-on jamais vu traité plus mal écrit, plus touffu, plus ambigu? Combien de ceux qui en dissertent savamment (moi le premier!) ont pu en achever la lecture? C'est à l'évidence un mauvais traité, qui passe à côté de l'essentiel. Répétera-t-on asses qu'il néglige totalement le plus gand défi que l'Histoire a lancé à l'Europe des Douze depuis quelques années : celui du partage de la prospérité de notre Communauté de nantis avec les nouvelles démocraties qui pertie de notre Communante de nan-tis avec les nouvelles démocraties qui émergent à l'Est? Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Massiricht n'ont pas su anticiper ce que devrait être, dans ses institutions et dans ses etre, dans ses institutions et dans ses attributions, la grande Europe qui doit se faire, qui va se faire, sauf à précipiter notre continent dans le chaos. Leur seul réflexe aura été de «verrouiller» leur forteresse. Péché contre l'avenir! Mais prenons le traité de Maastricht tel qu'on nous le soumet. Permet-il au moins de lever

l'ambignité que j'ai dénoncée? Assurément non. Car il est le résultat d'un laborieux compromis entre les tenants des deux visious de la construction européenne que j'ai tenté de décrire. Il ne choisat pas, il hésite. Il renonce au mot de fédération; mais il met en place des mécanismes qui peuvent conduire à la chose. Il n'ose pas parier de l'Europe des régions, mais institue un comité des régions d'Europe. Il fait du Conseil européen, organe de coopéra-Conseil européen, organe de coopéra-tion intergouvernementale par nature, la clef de voûte de l'union; mais il amorce, avec la monnaie uni-que, l'engrenage de l'Esat unitaire.

que, l'engrenage de l'Etat unitaire.

Bref, de Maastricht peut sortir le pire ou l'acceptable. Ce n'est en soi ni la garantie de la paix et de la prosperité dans l'harmonie des nations – le vert paradis que nous a promis M. Mitterrand il y a quelques jours à la télévision – ni l'abomination des abominations que nous décrivent les archéos de tout poil.

Encore faut-il clarifier les points obscurs et obtenir les garde-fous indispensables. C'est dans cet esprit que le RPR a décidé d'aborder le débat: «Oui, si...» D'où l'importance de la réforme de la Constitution qui s'impose avant d'aborder la question de la ratification du traité proprement dite. C'est la réforme de la Constitution qui s'impose avant d'aborder les apaisements nécessaires. C'est en fouction de ce qui sera finalement inscrit dans notre Loi fondamentale que aous arrêterons, le moment venu, notre position sur le traité luimème.

Il est donc logique d'ouvrir

Il est donc logique d'ouvrir d'abord la discussion au Parlement, comme le prévoit l'article 89 de la Constitution. Le RPR participera activement, tant à l'Assemblée natio-nale qu'au Sénat, à cette discussion, et ses parlementaires useront, bien sur, de leur droit d'amendement au terte autrementail

texte gouvernemental.

D'ores et dèjà, nous avons tracé la ligne blanche de l'inacceptable : si le pouvoir actuel prétendait se faire donner un blanc-seing de portée donner un blanc-seing de portée générale, nous nous y opposerions de toutes nos forces. Si le projet de loi de réforme constitutionnelle disposait, per exemple, que «sont autorisés les transferts de compétences néces-saires à l'établissement de l'union économique et monétaire», l'imagine mai que l'opposition unanime – et, au-delà même de l'opposition, tous ceux qui refusent la disparition pure et simple de la notion de souveraineté nationale inscrite dans le préambule et dans le dispositif de la Constitution – ne se mobilise pas Constitution – ne se mobilise per contre ce véritable coup de force.

Ce que nous voulons, c'est discuter Ce que nous voulons, c'est discriter article par article des seules modifications rendues absolument indispensables par la ratification du traité tel
qu'il est rédigé et signé, et non par
ses développements éventuels. Nous
voulons en outre finire inscrire dans
la Constitution les précisions et
garanties qui nous prémuniront contre la dérive centralisatrice et bureaucertique que nous précisions. cratique que nous redoutons.

garanties

Nous en avons retenu cing. D'au-res pourraient se révêler utiles dans le cours du débat parlementaire. i) Le Parlement français, qui incame la souveraineté nationale, ne doit pas être mis hors jeu. Si M. Delors dit vrai quand il affirme qu'à l'avenir 80 % des règles de droit seront, dans notre pays, d'origine communautaire, alors il faut ou bien supprimer l'Assemblée nationale et le Sénat, ou bien leur redonner la parole dans le processus de décision communautaire. C'est pourquoi nous proposons que, à l'instar de ce qui se passe en Grande-Bretagne ou au Danemark, le gouvernement français soit tenu de saisir le Parlement avant d'aller se lier les mains à Bruxelles. C'est aussi vrai pour l'élaboration des règlements et directives qui s'imposent ensuite à nous que pour les engagements budgétaires de plus en plus lourds que nous sommes amenés à prendre.

2) Nous devons imaginer un méca-

nés à prendre.

2) Nous devons imaginer un mécanisme de contrôle juridictionnel qui permette de censurer les empiétements des pouvoirs communautaires sur la sphère de compétence nationale. En d'autres termes, puisqu'on nous dit que Bruxelles ne doit pas s'occuper de tout et que bien des attributions sont mieux exercées au niveau national qu'au niveau communautaire, il faut qu'une autorité française indépendante (par exemple le Conseil constitutionnel) puisse dire à la commission de Bruxelles : «Attention! Ici, vous vous mêtez de ce qui ne vous regarde pas!»

3) S'agissant du droit de vote, la

ce qui ne vous regarde pas!»

3) S'agissant du droit de vote, la France doit demander à bénéficier des possibilités d'adapatation ou de dérogation prévues dans le traité de Maastricht. Il n'est pas acceptable que, par le biais des élections municipales, des non-nationaux puissent un jour participer à l'exercice de la souveraineté populaire en entrant dans le corps électioral des sénateurs, en assumant des missions d'Etat (police judiciaire, état civil...) ou même en parramant un candidat à la présidence de la République.

4) En matière de visa, la France ne

présidence de la République.

4) En matière de visa, la France ne peut aliéner totalement sa souveraineité et se trouver soit paralysée par la règle de l'unanimité (jusqu'en 1996), soit contrainte par un vote à la majorité qualifiée (au-delà de 1996). Elle doit conserver le droit de limiter ou d'interdire instantanément l'entrés sur son territoire à des étrangers dont la présence pourrait troubler l'ordre public ou menacer sa sécurité intérieure. Le traité de Maastricht est, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, difficile à interpréter. Le Conseil constitutionnel a estimé qu'il portait atteinte à notre souveraineté et que la Constitution devait être modifiée en conséquence. Certains exégètes du traité nous affirment qu'il contient toutes les clauses de sauvegarde nécessaires. Le débat parlementaire devra tirer cette affaire au clair.

5) Reste eufin la monnaie. Je

n'aborderai pes ici le débat de fond :
monnaie unique monnaie commune.
On connaît le choix du RPR. Mais
comment peut-on, intellectuellement
et poiriquement, soutenir que le pessage à la troisième phase de l'union
monétaire, c'est-à-dire, pour ce qui
nous concerne, la disparition pure et
simple du franc français, puisse être
considérée comme décidée de
mauière itréversible dès lors que
Maastricht aura été ratifié?

Maastricht aura été ratifié?

Dans les quelques années qui viennent, la Communauté s'élargira à coup sûr à de nouveaux Etats membres. Qui peut dire combien de pays satisferont aux critères de convergence qui conditionnent leur passage à la troisième phase? Il est très probable que les choses ne se passeront pas comme on le croît et l'écrit aujourd'hui. Il faudra donc, le moment venu, en délibérer à nouveau.

C'est ce que, dans sa sagesse, le chancelier Kohl a promis au Bun-

destag. Le gouvernement français doit faire de même et s'engager publiquement à revenir devant la représentation nationale avant de sauter le pas définitif. Telles sont les principales garanties que nous demandons. Si l'Assemblée nationale et le

Si l'Assemblée nationale et le Sénat ne parviennent pas à s'actor-der sur un texte identique, comme l'exige l'article 89 de la Constitution, la réforme sera bloquée. Le recours à la procédure référendaire de l'article 11, dont M. Mitterrand a brandi la menace, constituerait, en ce cas, une violation caractérisée de la Loi fon-

Si l'Assemblée nationale et le Sénat adoptent, après amendements, le même texte, alors le référendum devient possible et nécessaire. L'ampleur de la réforme constitutionnelle qui en résulterait oblige impérativement à consulter le peuple fiançais. Et qu'on ne vienne pas nous dire que le citoyen moyen n'y comprendra nien. Les questions pourront être formulées en termes simples et clairs. Elles se ramèneront finalement à une seule; jusqu'où les Français sont-ila prêts à amputer leur souveraineté pour progresser dans la construction de l'Europe? C'est à eux, et à eux seuls, de fixer la frontière.

seuls, de fixer la frontière.

La démarche que je viens de résumer dans ces colonnes a fait, la semaine dernière, l'unanimité des patiementaires du Rassemblement. Certains prétendent qu'elle divise l'opposition. Je suis convaincu du contraire. Il y aura certes, dans nos rangs, à chaque extrémité, des irréductibles d'ores et déjà décidés à voter «nou» quoi qu'il arrive, à voter «oui» à n'importe quelles conditions. C'est la démocratie.

Mais je gener que la syrude maio.

Mais je pense que la grande majo-cité des responsables, des parlemen-taires, des électeurs RPR et UDF, se retrouveront sur la ligne que des hommes comme Gérard Longuet, Alain Madelin ou moi-même avons essayé d'indiquer.

Alors le piège tendu par François Mitterand aura été déjoué. Et c'est, en définitive, la meilleure garantie contre le dérèglement du processus communautaire. L'avenir de la France en Europe, mais aussi l'avenir de l'Europe, dépend en effet, d'abord et avant tout, de la bonne santé économique, sociale et morale de notre pays. Rien ne sera pareil selon que la France sera forte ou affaiblie.

Or, pour que la France retrouve ses forces, il ne suffit pas qu'elle change de gouvernement. Il lui faut changer de politique. Elle a besoin è alternance in nance suppose l'union. Souvenons-nous-en au cours des semaines qui

ALAIN JUPPÉ

□ M= Catala (RPR) refuse un «blanc-seing» au gonvernement: -M™ Nicole Catala, député RPR de Paris, vice-présidente déléguée du Club 89, a annoncé, dans un entretien au Figuro daté 18-19 avril, la création d'une association pour le creation d'une association pour le référendum, qui prendra appui sur le Chib 89. « On ne peut pas concevoir, explique-t-elle, que des transferts de souveraineté majeurs soient réalisés par un texte lapidaire, laissant pour la suite toute latitude au gouvernement (...). Il faut s'opposer que hancocaine que la souvernement au blanc-seing que le gouvernement voudrait obtenir, en exigeant un réfé-

BIBLIOGRAPHIE

Les angoisses de M^{me} Garaud et de M. Séguin

Ce n'est pas tout à fait un hasard si le livre de Marie-France Garaud et de Philippe Séguin, De l'Europe en général et de la France en particulier, est publié dans une collection intitulée « Pamphlet »... Fruit d'un travail collectif, qui se présente sous la forme pédagogique d'un abécédaire, ce livre tord le cou à l'Europe fédérale en général et au traité de Manstricht en parti-

En croisant ainsi le fer, l'équipe rassemblée par les deux signataires du livre a le mérite de provoquer un débat de fond sur un sujet trop souvent réservé aux experts et visa-vis duquel les Français entretien-nent des relations souvent chan-geantes ou fantasmatiques. Dans le débat national qui s'engage enfin, Marie-France Garaud et Philippe Séguin poussent les partisans de Maastricht à développer leur argu-mentaire dans un cadre contradictoire, voire polémique, plutôt que de se contenter de l'édredon habirope.

Comme le souligne à juste titre le maire RPR d'Epinal, on ne peut plus se contenter d'ajouter tranquillement derrière le mot «Europe»: «Va dans le bon sens...» Pour Marie-France Garand et Philippe Séguin la cause est entendue: Maastricht est une sorte de cheval de Troie, de couleur grisaille pour mieux passer inaperçu, introduit au cœur de la souveraineté nationale française. A ceux qui estiment que l'influence de la France sera d'autant plus détermi-nante qu'elle s'exprimera au sein d'une Europe communautaire fortement structurée, les auteurs répliquent que ce calcul est « vain ».

« Si la France ne constitue plus, à beaucoup d'égards, qu'une puissance moyenne, écrivent-ils, c'est en conservant son indépendance qu'elle peut influencer le cours des

événements. » Quant au flou artistique qui entourerait le traité, il ne serait aucunement le fruit du hasard mais la tenue de camouflage d'une politique tendant tous ses efforts vers la constitution d'une Europe fédérale fondée « sur les décombres des nations actuelles ». Comble de duplicité, cette politique « ne veut pas s'ancette politique « ne veut pas s'an-noncer trop nettement, par crainte des réactions, mise plutôt sur les mécanismes à contrainte différée, les effets de l'accoutumance et le resserrement progressif du carcan ». « Il y a moins de maladresse que de cautele, lance l'ancienne conseillère de Georges Pompidou dans son réquisitoire. L'Europe des aban-dons français a maintenant compris qu'elle serait jésuitique ou ne serait

Comme tout pamphlet, ce livre atteint rapidement les limites du genre par sa volonté de disqualifier a priori ceux qui ont choisi une autre voie. Les auteurs les renvoient, avec « sabeau de Bavière et Pétain », aux côtés de ceux qui « ont compromis la souveraineté nationale » durant les sières par nationale » durant les siècles pas-sés. Ce serait l'éternel retour du « parti de l'étranger»... Dommage que cette démarche, qui se voulait pédagogique, s'enlise dans une approche systématique qui prend sa source dans une grande peur ; celle du renouveau de l'Allemagne.

L'obsession de la résurgence d'une Allemagne dominante imprègne le livre à un tel point qu'elle en obscurcit le jugement. Ainsi la future union économique et monétaire ne ferait qu'instaurer encore plus fortement le « royaume du mark», alors que la question de fond est de savoir s'il est réelle-ment utile de conserver une souve-raineté nationale rélativement formelle en matière monétaire, compte tenu justement du poids actuel du mark, ou s'il est préféra-

ble de la retrouver avec plus d'efficacité au niveau européen grâce à la monnaie unique. Les très fortes réticences de l'Allemagne pour le passage à la monnaie unique infir-ment d'ailleurs l'appréciation portée par les auteurs, même si M= Marie-France Garaud estime qu'il s'agit d'une pose artificielle des Allemands destinée à cacher leur satisfaction!

A force de vouloir à tout prix voir dans Maastricht et dans la politique européenne actuelle le fruit d'un projet digne de Machia-vel, les auteurs feignent d'ignorer un aspect essentiel de l'histoire de la construction européenne: c'est le fruit d'un compromis permanent et évolutif. Une partie de la com-plexité et des ambiendés réelles du et évolutif. Une partie de la com-plexité et des ambiguités réelles du traité de Maastricht tient plus au fait qu'il est le fruit d'un compro-mis à douze (en 1957, à Rome, ils n'étaient que six) qu'à la volonté cachée de mettre sur les rails une Europe fédérale (cette référence a d'ailleurs êté supprimée des accords de Masstrich?) accords de Maastricht).

Le contenu trop souvent sibyllin du traité reflète également le souci des Douze de mettre en place des garde-fous juridiques (clauses de sauvegarde, pour les visas par exemple; modalités d'application votées à l'unanimité, notamment pour le vote et l'éligibilité des res-sortissants de la CEE) mais également sémantiques (notamment pour la politique étrangère et la défense européeane) afin d'éviter une dérive de Manstricht. Bref, la circonspection et une certaine pru-dence semblent l'avoir plutôt emporté sur le machiavélisme à Maastricht l'année dernière.

PIERRE SERVENT ▶ De l'Europe en général et de la France en particulier, de Marie-France Garaud et Philippe Séguin, Le Pré aux Clercs, 256 pages, 110 francs.

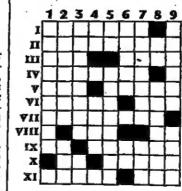
M. Pierre Moscovici (PS) juge «indispensable» une «alliance»

avec les écologistes

M. Pierre Moscovici, trésorier du Parti socialiste, membre (jospi-niste) du bureau exécutif, estime, dans un entretien avec Libération (18-19 avril), qu'e une alliance avec les écologistes est aujourd'hui indis-pensable». Jugeant que ces derniers « sont assurément de gauche, si on lit leur programme», M. Moscovici affirme qu'une telle alliance « ne nous permettra peut-être pas de gagner les législatives, mais elle gagner les tégistatives, mais eue représentera une première phase d'élargissement de l'espace politique». « L'ignorance des écologistes est l'une des causes majeures de notre défaite » aux dernières élections locales, assure-t-il, précisant qu'il est a favorable à ce que, dans le cadre du scrutin majoritaire, nous lour pardiants sur la hora d'un nous leur gardions, sur la base d'un contrat, une place raisonnable à l'occasion des prochaines législa-tives u. Evoquant, en outre, les conditions d'élection de M. Jean-Pierre Soisson à la présidence de la région Bourgogne, M. Moscovici ajoute qu' «il faut mettre un coup d'arrêt à une forme d'ouverture qui commence par le centre et finit par le Front national ». S'agissant de la rénovation du PS, il considère que « la première rénovation qu'il nous faut faire, c'est celle de notre étai d'esprit pour arriver à ce que les philosophes appellent le « vouloir vivre ensemble», fauto de quoi « le PS est menace d'implosion ou de

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5762



HORIZONTALEMENT

i. Souvent carrées sur les e armolres s. - II. Spécialiste qui analyse les Ecritures. - III. A d'abord été promise pour le fils. Epais. - IV. Qui concerne l'aventbras. - V. Seul de sa couleur. Devient parfois bonhomme. -VI. Sien tranquille. Ville de Serbie. - VII. Des amphibiens qui conservent leur queue. - Vill. Nobles. autrefois. Berceau pour des princes. - IX. Morceau de sucre. Des récifs autour d'une lagune. -X. Participe. Vole de ses propres ailes. - XI. Donne de la peine, Utile pour faire des projets.

VERTICALEMENT

1. Ne tombent pas sur le front. -2. Paraît brillent quand il est beau. gismes. - 15. Pneus, Ninas. Ane. Nom de roi. - 3. Capitale étran-

gère. Point de départ. - 4. Traditions. Sur la Sanaga. - 5. Saint. Qui n'a donc pas écrit pour la postérité. - 6. Se jette dans la Loire. Avec la peau, c'est maigre. -7. Pas du tout rongée. On y reste quand on n'est pas bien. - 8. Se dit dans l'intimité. Une mousseline qui ne fait pes du tout purée. -9. Peuvent être assimilés à des fleurs quand ils sont beaux. Pas originaux.

Solution du problème nº 5761 Horizontalement I. Acrobaties. Camp. --

II. Nouilles. Ourson. - III. Tmèse. Teé-tsé. Té. - IV. HP (Horse Power). Feux. ADN. - V. Rosaires. lons. - VI. Os. Urus. Partie. - VII. Pic. EC. Laideron. - VII. OTAN. Tuileau. U. - IX. Pèlerins. Rhon. - X. Huez I Dito. Aga. - XI. Arc. Poteries. Is. -XII. Heure. Echecs. - XIII. Ebène. Sceaux. Me. - XIV. Se. TNT. Eden. - XV. Cratère. Suse.

1. Anthropophages. - 2. Compositeur. Bec. - 3. Rue. Calèche. -4. Oiseau. Nez. Enta. - 5. Blé. Ire. Puent. - 6. Al. Fructidor, Te. -7. Têtées. Unités. - 8. Issus. Liste. Clé. - 9. Ex. Pal. Orée. - 10. Sot. Paies. Icare. - 11. Usa. RDA. Jéhu. - 12. Créditeur. Sexes. - 13. As. Noir. Ha I Dû. - 14. Mot. Néolo-

[ill armee i sans cons

> are 2 design TO MAKE STORY

. - 1991 🗯

Satura 🦛

TO COMPANY OF THE PARTY OF THE

In all au develop

at the same ---· v alterment CASE NAME. 1.47 Av. 44 -

4 APR 2 - war wildt Mary 200 T SHITM WE WE

ware and party

DÉFENSE

Conçue avec l'accord des états-majors

Une armée nouvelle se met en place sans consultation du Parlement

Le maire (PS) de Strasbourg et député européen, M. Catherine Trautmann, annonce, dans un entretien avec le Figaro du lundi 20 avril, qu'elle a écrit au ministre de la défense pour qu'il revienne sur sa décision de fermer la base aérienne. « L'Etat, dit-elle, a des responsabilités en matière militaire vis-à-vis de la Communauté européenne et il me paraît impensable, dans une Europe en mutation et en bouleversament, de ne pas préserver une présence militaire affirmée à Strasbourg. » L'escadre de reconnaissance basée dans la métropole alsacienne devrait être transférée à Reims. La réaction de M= Trautmann Illustre les remous provoqués par les récentes mesures de restructuration de l'armée de terre (le Monde du 18 avril.)

La France entend, à son tour, . toucher ce qu'on a appelé aux Etats-Unis les a dividendes de la paix ». Après celui d'autres pays alliés, de part et d'autre de l'Atlantique, son dispositif militaire rétré-cit, pour cause de délitement de l'ennemi établi depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il se rétracte au rythme annoncé par le gouvernement, dès 1991, avec une ou deux années d'avance sur le calendrier d'exécution des différentes mesures pour permettre aux communes concernées de se prépa-rer aux « retombées » sur l'économie locale. Mais, jusqu'à présent, le Parlement n'a pas été consulté, faute d'une programmation mili-taire dont l'accouchement paraît

ration to the second

軟件性化

Bergelater in the end

PROPERTY OF THE PARTY.

3 2 3 5 2 3 3

 $\omega'=\omega_{1}^{-1}\omega_{2}^{-1}\omega_{3}^{-1}=0$

_->- / - -

Transfer to the total

Em 1992, ce me sont pas moins de 75 garnisons qui doivent subir cette contraction des forces, por-tant sur 15 000 hommes (dont 11 000 appelés) et 3 300 civils. L'annonce en avait été faite en 1991. A partir de l'an prochain, 93 localités sont touchées, soit 24 000 hommes (dont 16 000 recrues) et 4 750 civils, comme l'a précisé, la semaine dernière, le minietre de la défense M. Pierre ministre de la défense, M. Pierre Joxe, avant de partir pour le Japon. Et cela devrait encore conti-nuer, puisque l'armée de terre, qui est frappée de plein fouet par ces mesures de restructuration, doit perdre à elle seule pas moins de 65 000 hommes, au total, avant

Le premier train de ces décisions était passé pratiquement inaperçu. Il concernait les troupes françaises outre-Rhin, avec la dissolution qui n'est pourtant pas mince – de deux divisions blindées. La nouvelle série de mesures s'applique à la France même, et elle soulève un tollé auquel le gouvernement s'at-tendait et qu'il a cherché à limiter en rendant public son plan après les élections régionales et canto-

C'est un fait : la rétraction du dispositif militaire français en Alle-magne n'a paru émouvoir per-sonne, bien qu'elle soit en elle-



même une démonstration du désengagement de la France envers ses alliés. Une fois passé de ce côté-ci du Rhin, le mouvement catalyse le mécontentement chez des élos - y compris de l'actuelle majorité qui ont parfois été parmi les premiers à réclamer qu'on tire les « dividendes de la paix ».

Des considérations opérationnelles

Ce faisant, les élus locaux, qui préférent légitimement que soit épargnée leur terre d'élection et que le temps des «vaches maigres» sille frapper la commune voisine, posent une vrale question : un dis-positif militaire cohérent doit-il obéir avant tout à des considéra-tions opérationnelles, dès le temps de paix, ou, à sa manière, accom-pagner une politique d'aménage-ment du territoire?

Dans le tumulte qui a suivi, on que ce dernier train de mesures est, davantage que le précédent, l'œuyre commune du ministre de la défense et des états-majors. Le retrait rapide des forces d'Alle-magne fut, à l'époque, dicté par le président de la République à un ministre de la défense et à une hiérarchie militaire surpris par son initiative. Ce n'est pas le cas autourd'hui.

En d'autres circonstances, à l'ins-tar de l'amiral André Patou, qui démissionna de son poste de chef d'état-major de la marine, en dés-accord avec M. Michel Debré au ministère de la défense, ou du général Jean-Yves Delaunay, qui a rendu à Charles Hernu son képi de chef d'état-major de l'armée de terre, des chefs militaires opposés à une réforme de cette ampleur auraient restitué leurs étoiles au

gouvernement. Cette fois-ci, la restructuration a été conque, lancée dans ses grandes lignes, et elle est exécutée avec le consentement des chefs d'état-major. Pour au moins deux d'entre-eux, le général Amédée Monchal dans l'armée de terre, et le général

pour « orchestrer», comme le disent leurs subordonnés, une recomposition du dispositif liée à la décélération, selon un mot de M. Joxe, du budget de la défense. Et c'est bien là que le bât blesse. Venant après le déclin des crédits alloués à la dissuasion nucléaire, qui se traduit notamment par l'abandon du missile stratégique S.45, le «gel» du programme pré-stratégique Hadès et la suspension des essais en Polynésie, on était en droit d'attendre, comme l'avait laissé entrevoir le chef de l'Etat, un renforcement des moyens dits classiques pour faire face à des risques soudains et imprévus.

Vincent Lanata, dans l'armée de

l'air, ils ont été choisis en 1991

Or, que constate-t-on, pour s'en tenir à l'essentiel? L'armée de terre perd une nouvelle grande formation interarmes – la 8 division d'infanterie – à l'heure où, comme la guerre avec l'Irak l'a montré la puerre avec l'Irak l'a montré la puerre avec l'Irak l'a montré pour la reconquête du Kowest, la gestion des crises à venir exigera au contraire une infanterie plus «musclée» et plus souple. L'armée de l'air est condamnée, outre la eture de sa base de Strasbourg à se sénarer de nonveaux escadrons à terme, en ne remplacant pas nombre pour nombre ses appareils envoyés à la casse : elle alignera pratiquement deux fois moin d'avions de combat qu'aujourd'hui, à une époque où la foudre venue du ciel permet, dans un conflit, d'économiser la vie des forces alliées au sol. Le cas de la marine nationale est quelque peu différent.
Il y a belle lurette que la France a
entamé une spécialisation de ses
ports de guerre. Le plan de
M. Joxe reprend à son compte
cette idée-force selon laquelle c'est à Brest de déployer une flotte antisous-marine, en protection de la base stratégique de L'Île-Longue, et c'est à Toulon de rassembler les moyens d'une action extérieure autour des porte-avions. Dans cette répartition des tâches, on notera pourtant une anomalie : les avions de combat embarqués - les Super-Etendard dès 1993, puis les Rafale-M à partir de 1998 - seront stationnés sur la base de Landivi-siau, à la pointe de la Bretagne, quand les porte-avions sont à Tou-lon, dans le Midi.

Une réforme par touches successives

Par touches successives, imperreptiblement, le gouvernement remodèle donc l'outil de défense. Les grands équilibres qui le carac-térisaient depuis des décennies sont peu à peu modifiés par des décisions arrêtées à huis clos. La dissuasion n'a plus la même priorité absolue qu'elle a eue et qui

aurait dû, sans doute, continuer de prévaloir à cause du danger de la prolifération représenté par l'accesjors v. sion, dans le monde, de nombreux pays au rang de puissance nucléaire. L'armée de terre tend à se professionnaliser davantage, tout en se réduisant comme peau de chagrin, alors que le discours officiel persiste à mettre en avant le dogme de la conscription univer-selle. L'armée de l'air n'évitera pas de tomber très au-dessous de la quantité d'avions de combat que lui reconnaît le traité Est-Ouest sur la limitation des armements classi-ques. Quant à la marine, nécessité fait loi : elle pallie le déclin de son tonnage en concentrant à Brest et à Toulon le nombre - qui va en s'amenuisant - de ses « passo-relles », c'est-à dire les commandements de ses bâtiments de combat

et de soutien prêts à prendre la mer aussitôt qu'on le leur ordonne. De ce point de vue, l'opposition mais, aussi, des élus de la majorité parlementaire n'ont pas tort de faire observer que la représentation nationale n'a pas en à se proponcer

d'une façon formelle sur ces chan-

gements radicaux de l'outil de

joue l'Arlésienne

La programmation

Depuis la décennie 60, il a existé un «contrat» national en matière de défense, une charte de défense, en quelque sorte, qui, lie l'exécutif au législatif. Il s'agit de la programmation militaire pluriannuelle, c'est-à-dire l'adoption, par le Sénat et l'Assemblée, d'un texte de loi dont le préambule a pour objet de fixer les grands axes de la politique de défense et dont les articles ou les annexes déterminent les dépenses à long terme. Après quoi, chaque année, le ministre de la défense, aidé ou non par le chef de l'Etat, se bat pour obtenir de son collègue des finances qu'il respecte cet engagement de l'Etat vis-à-vis

C'est une fachense tradition depuis bientôt dix ans que, sous des prétextes divers, ce «contrat» ne soit plus honoré. Que les fluotuations politiques en France ou que le contexte mouvant sur la planète en soient la cause, le fait est là : en quatre ans, trois programmations out vu le jour, elles out été aussi peu ou mal appliquées les unes que les autres et dans la réalité, la représentation nationale est, à chaque fois, mise après coup devant le fait accompli de grandes réformes militaires conçues en dehors d'elle.

Il donne un nouveau visage à l'armée française, qui l'engage pour des décennies, sans avoir obtenu l'aval du Parlement avec une programmation qui tend de plus en plus à jouer l'Arlésienne.

JACQUES ISNARD

« Aucun licenciement dans les armées» selon le SIRPA

Selon le contrôleur général des armées Gérard Delbaufte, chef du Service d'information et de rela-tions publiques des armées (SIRPA), les mesures de restructu-ration du dispositif militaire ne se concrétiseront par aucun licencie

Les cadres et les engagés seront mutés dans d'autres unités, ce qui renforcera le taux d'encadrement de l'armée de terre, par exemple, qui est très inférieur à celui des armées étrangères. Pour les appe-lés, il y aura une diminution des postes budgétaires dans le projet de budget de la défense pour 1993, dans la logique d'une réduction de 60 000 hommes des effectifs de l'armée de terre. Quant aux per-sonnels civils, notamment au sein sonneis civis, notamment au sein de la délégation générale pour l'armement, les salariés concernés seront l'objet « d'incitations à la mobilité, de départs en retraite à 55 ans ou de stages de requalification dans d'autres spécialités que la laure.

Pour M. Delbauffe, les mesures arrêtées par M. Joxe pour 1993 ont été annoncées avec un préavis important et elles ont fait l'objet « d'une concertation importante avec les élus, préfets et états-ma-

m M. Sarkozy condamne des décisions «prises an coup le coup». -Interrogé dimanche 19 avril au Forum RMC-l'Express sur les res-trictions budgétaires en matière de défense, M. Nicolas Sarkozy, secré-taire général adjoint du RPR, s'est dit « très inquiet » des conditions dans lequelles celles-ci sont mises en œuvre. « J'ai l'impression de décisions prises au coup le coup, sans aucun débat, a-t-il déclaré. Par exemple, un beau matin, on apprend, par le premier ministre, qui n'a aucune responsabilité en matière de défense, qu'on va supprimer les essais mucléaires. Qui en a débattu avec qui?»

SPORTS

« Il Moro di Venezia »

De tous les futurs challengers de la XXVIII Coupe de l'America, Raul Gardini s'était montré le plus empressé et le plus enthousiaste, des l'annonce de l'abandon des anciens 12-mètres JI en aluminium au profit de nouveaux Class America en matériaux composites.
«J'avais l'expérience de la roile et de l'industrie chimique, dit-il. C'était une belle occasion de mon-ter un Défi qui me permettrait de concilier ma passion de marin et les întérêts de ma société.»

Depuis 1971, Raul Gardini dispute, en effet, des grandes régates internationales. Sa première participation à la course du Fastnet, dans le cadre de l'Admiral's Cup 1973, lui permet de s'intéresser aux « maxis », les plus grands voiliers de la jauge IOR. En 1974, il com-mande à l'architecte argentin German Frers son premier « maxi », qu'il baptise déjà Il-Moro-di-Vene-zia. « Je voulais donner à mon bateau un nom italien qui sasse rêver», dit-il. En 1988, son troisième Moro-di-Venezia, toujours dessiné par German Frers, lui per-met de remporter le championnat du monde des «maxis» à San-Francisco avec, à la barre, Paul Cayard, fils d'un Français décorateur de l'Opéra californien.

German Frers et Paul Cayard seront les responsables techniques du Défi italien pour la Coupe de l'America, à la tête d'une équipe très internationale complétée par l'Américain Robert Hopkins, concepteur du programme informa-tique de Dennis Conner lors de sa campagne victorieuse de 1987 en Australie, et le Français Laurent Esquier, qui dirigeait l'intendance des Défis néo-zélandais de 1987, puis de 1988 à San-Diego.

En lancant ce Défi. Raul Gardini voit toutefois plus loin qu'une simple opération de promotion pour Ferruzzi ou la Montedison. Ce Défi s'intègre dans un grand dessein industriel. Il s'agit de complé-ter par la construction navale les activités déjà très diversifiées du groupe. En 1979, à la mort de Serafino Ferruzzi, dont il avait usé la fille aînée, Idina, en 1957, l'empire du patriarche était surtout constitué par l million d'hectares de terres agricoles en Italie, mais aussi aux Etats-Unis et en Amérique du Sud.

Nommé par la famille à la présidence du groupe, Raul Gardini a vite manifesté un appétit de Gargantua pour constituer le premier consortium agroalimentaire d'Europe après le rachat en Bourse de Béghin-Say (1986), Cerestar et Central Soya (1987) et Lesieur-Koïpe (1988). Pour compléter ce cycle agricole qui va des semis à la transformation industrielle des produits, il réussit, surtout, à prendre en 1986 le contrôle de la Montedison, le géant italien de la chimie et des engrais.

« Dallas à l'italienne»

C'est cette même logique de complémentarité qui l'a poussé à se lancer dans la construction navale avec la généralisation des matériaux composites. . En tant que marin, j'étais bien placé pour connaître les implications de la chi-mie dans ce domaine, dit-il. J'ai créé le «Tencara system» avec des sociétés qui appartenaient déjà au groupe et d'autres que nous avons rachetées, souvent à bas prix, puis valorisées en les faisant bénéficier des moyens de recherche de la Montedison. C'est ainsi que nous avons pu créer les nouveaux tissus en fibres de carbone pour les voiles, expérimentés en Coupe de l'Ame-

L'édification, à partir de janvier 1989, du nouveau chantier naval de Tencara à Porto-Marghera, à proximité de la lagune, a donc été menée de pair avec l'acquisition ou le développement des activités de sociétés d'accastillage et d'électronique permettant la construction des cinq Moro-di-Venezia successifs conçus pour la conquête de la Coupe de l'America. Le chantier italien vient d'ailleurs d'être choisi par Titouan Lamazou pour la construction du Jules-Verne, une goélette de 43 mètres qui devrait permettre au vainqueur du Vendée Globe Challenge de s'attaquer, fin 1993, à une tentative de tour du monde à la voile en moins de quatre-vingts iours.

A la tête d'un groupe dont le chiffre d'affaires était passé de 20 à

120 milliards de francs en dix ans Raul Gardini avait prévu de consa crer quelque 250 millions de francs à son Défi. Le premier objectif était atteint avec, en mai 1991 à San-Diego, la victoire d'Il-Moro-di-Venezia dans le premier championnat du monde des Class America qui servait de répétition générale pour la Coupe. C'est alors que le Défi italien aurait pu sombrer dans la tempète provoquée par sa mise à

l'écart du groupe Ferruzzi. Président d'un groupe dont les actions étaient exclusivement détenues par les enfants de Scrafino Ferruzzi (31 % pour Arturo, le fils, et 23 % pour chacune des trois filles), Raul Gardini entendait le restructurer afin de mieux asseoir son pouvoir. La réaction a été immédiate. La grande famille « la plus unie et la plus secrète » de la péninsule s'est déchirée sous les yeux d'une opinion publique passionnée par ce « Dallas à l'italienne » mêlant affaires d'argent et intrigues familiales et politiques. A la mi-juin 1991, il doit abandonner ses fonctions et préparer son exil en France avec les 2,5 milliards de francs représentant les 23 % d'actions de son épouse.

En accord avec sa belle-famille, Raul Gardini a pu rester à la tête du Défi italien, mais il a dù renégocier avec la Montedison les conditions d'un partenariat technique et sinancier (de l'ordre de 100 millions de francs, dit-on). L'opération s'est traduite par quelques licenciements et des coupes dans les budgets de promotion et de communication, mais n'aurait pas trop affecté le secteur-clé de la recherche. « Aujourd'hui, notre budget est très juste. Peut-être même un peu déficitaire, mais je suis là...», ajoute avec un sourire l'homme d'affaires nouvellement installé dans ses bureaux de la place Vendôme, à Paris.

Le vent de l'Histoire

Après avoir pris le contrôle de la Société centrale d'investissements associés, le financier italien a déjà reconstitué en France un empire agro-industriel dont le chiffre d'affaires atteint 8 milliards de francs dans le secteur de la transformation de viandes de bœuf (Vital et Sogéviandes) et la filière du cacao (Barry). Ces efforts de redéploiement ne l'ont pourtant pas empêché de suivre avec passion toutes les régates de San-Diego.

Les améliorations apportées aux voiles et à la quille d'Il-Moro-di-Venezia lui permettent d'être raisonnablement optimiste pour la finale des challengers qui a débuté dimanche 19 avril (voir les résultats des premières régates en page sport). « Dès sa conception, nous avons conditionné le bateau nous les phases finales, explique-t-il. Avec le réchauffement de la Terre et le renforcement de la brise thermique, nous devrions entrer dans ces conditions. S'il y a un peu de houle, une mer croisée ou un vent bien établi, nous serons à l'aise. Si c'est une mer plate avec un vent en dessous de 10 næuds, nous allons souffrir contre New-Zealand. »

Si Il-Moro-di-Venezia franchit ce nouveau cap, il pourrait recevoir l'aide du Dési français pour l'ul-time phase, la Coupe de l'America. Ville-de-Paris pourrait servir de partenaire d'entraînement, mais cette collaboration pourrait aller plus loin, Laurent Esquier, l'intendant du Défi italien, a déjà rencontré Alain Leroux, directeur de la cellule « voiles » des Français. Les Italiens ont manifesté quelques faiblesses aux allures portantes, alors que les Français semblaient avoir les meilleures voiles de vent

) !

Européen convaincu dans le domaine des affaires, Raul Gardin pense que les Défis du Vieu: Continent devraient plus se mettre en phase avec le vent de l'Histoire «Je souhaite un grand projet euro péen si nous devons défendre la pro chaine Coupe, affirme-t-il. Il fau drait au moins quatre bons bateau antagonistes pour préparer un bo « defender » ayanı de réelle chances contre le challenger. L'idée est dans l'air et... sur le pla d'eau de San-Diego. Chaque so en rentrant à sa base, Il-Moro-d Venezia n'arbore plus le drapea italien, mais le pavillon européer

GÉRARD ALBOU

ENVIRONNEMENT

La préparation du prochain « sommet de la Terre » à Rio-de-Janeiro

Les «sages» préconisent des taxes pour aider au developpement

de notre correspondant.

La réunion des «sages», convo-quée à Tokyo à l'intiative du Japon pour préparer le « sommet de la Terre», s'est achevée vendredi 17 avril sans dépasser les vœux pieux. Dans leur déclaration finale, les sages appellent les pays riches à contribuer davantage au financement du programme de défense de l'environnement qui sera discuté à Rio-de-Janeiro en juin.

Cette réunion, à laquelle participaient notamment M. Raymond Barre et l'ancien président américain Jimmy Carter, n'avait certes pour but que de faire des propositions afin de remédier aux difficultés de financement de ce qu'on appelle l'« Agenda 21 », un pro-

gramme des Nations unies pour le vingt et unième siècle. Ses conclusions restent néanmoins en decà des attentes : en particulier, une proposition de réduction des dépenses en armements (1 000 milliards de dollars par an) ne figure pas dans la déclaration en raison des divergences entre les participants, a indiqué M. Mau-rice Strong, secrétaire général du sommet de Rio.

Les « sages » demandent aux gouvernéments des pays riches de « réorienter leur politique fiscale », en d'autres termes de créer de nouvelles taxes, et d'offrir aux pays en voie de développement un meilleur accès à leurs marchés. Des mécanismes destinés à alléger la dette de ces derniers ont également été préconisés.

Ancien entraîneur de la Roumaine Nadia Comaneci et de l'Américaine Mary-Lou Retton, Bela Karoly a encore sorti un prodige de sa manche lors des premiers championnats du monde de gymnastique par appareil qui ont été disputés à Paris du 15 au 19 avril : Kim Zmeskal s'est imposée au sol et à la poutre devant des Russes en déroute. Chez les hommes. en revanche, les ex-Soviétiques confirment leur domination en empochant cinq des six titres. Aucun Français n'est parvenu en finale de la compétition.

Cela devient une habitude : tous les huit ans, Bela Karoly offre une petite fiancée à la gymnastique. En 1976, à Montréal, l'entraîneur roumain hissait Nadia Comanec, à la consécration olympique et à la gloire. Huit ans plus tard, émigré aux Etats-Unis, il partagenit le triomphe de Mary-Lou Retton aux Jeux de Los Angeles. En 1992, la prétendante à l'or olympique s'appelle Kim Zmeskal.

«L'entraîneur est resté le même, la gymnastique a changé, explique ce pygmalion colossal et moustachu dont les trois créatures sont comme des jalons de l'évolution de

la gymnastique féminine. Il faut sans cesse repenser cette discipline, créer de nouveaux styles pour être les meilleurs. En 1976, il s'agissait de casser le monopole soviétique, de surprendre. Avec Nadia Comanect surprendre. Avec Maia Comanecta s'ouvrait l'ère des acrobates. Sa silhouette de gamine fluette et introvertie a longtemps traîné dans les cœurs et les écoles de gymnasti-ques du monde entier. En 1984, le ques du monde entier. En 1984, le règne des malgrichonnes qui avaient l'air de crever de faim a pris fin. La gymnastique devait être encore plus spectaculaire. Arrivèrent alors des petites boules de muscles bondissantes, plutôt que rebondissantes, plutôt que rebondissantes, plutôt que rebondissantes, hutôt que rebondistantes, plutôt que rebondistante et les performances physiques ne suffisent plus. Il faut encore avoir de la résistance et de l'agressivité pour gagner. Je suis convaincu que les gymnastes peuvent encore se surpasser.

Bela Karoly cherche aujourd'hui la femme idéale qui rassemblerait les qualités de Nadia Comaneci pour la grâce, la fragilité et le sansfroid, de Mary-Lou Retton pour la puissance et la santé, et un brin d'actrice hollywoodienne pour le spectacle. Dans son centre de Houston, il entraîne cinq jeunes filles, dont Kim Zmeskal, une blondinette texane de seize ans. Après dix ans de travail forcené, elle a gagné le concours général aux championnats du monde d'Indianapolis en 1991, avant de rafler les

titres au sol et à la poutre à Paris (1). Bela Koraly, pourtant, n'est pas encore parvenn an dosage parfait. Kim Zmeskal est un brave petit soldat de la gym qui enchaîne sans l'ombre d'une angoisse des combinaisons impeccables en se fichant pas mal de la loi de la gravité. Il lui manque cependant l'émotion simple au-delà des émotions fortes

> **Produits** finis

« Karoly forme des jeunes filles qui sont finies jusqu'au bout des ongies. Gestes techniques et artisti-ques, tout ce qu'elles entreprennent est parfait, mais elles se contentent d'assurer un spectacle solide, expli-que un représentant russe. Nous avons opté pour le risque. Nos gym-nastes préférent « entrer » sur la accuse en effectuent une première nastes préfèrent « entrer » sur la poure en effectuant une première série de voltiges... Souvent, la chute est au bout. Leur marge de manœuvre est plus réduite. Elles sont donc plus fragiles nerveusement. » A l'image de Svetlana Boginskaïa, fébrile, terrassée par le trac, incapable de défendre son titre sur cet agrès face à un bloc de confiance. agrès, face à un bloc de confiance et de santé. La championne russe a sang-froid à Barcelone.

Ces Jeux olympiques se joueront sur les nerfs, la fièvre, le combat. Un spectacle bien ficelé ne suffira pas. Bela Karoly le sait qui veut aller encore et toujours plus loin. Il sait que la compétition chez les femmes sera plus ouverte qu'à Los.
Angeles, et plus encore qu'à Séoul.
Il n'est sans doute pas resté insensible au charme d'Henrietta Onodi. Samedi, il l'a longuement serrée dans ses bras pour la féliciter de sa deuxième place au sol, après un programme espiègle et sensible enievé sur une musique slave ensorceiante qui détonnait après le rock n' roll endiablé de Kim Zmes-kal. Dimanche, la Hongroise mon-trait qu'elle savait aussi faire preuve d'un grand sang-froid en soufflant le titre de championne du monde de sant à cheval à la malheureuse Boginskaïa. Seize ans après Comaneci, huit ans après Mary-Lou Retton, cette petite boule de nerfs aux yeux de braise pourrait bien incarner, à Barcelone, ce Janus que recherche aujourd'hui

Bela Karoly. BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Premiers championnate du monde par appareil, c'est-à-dire sans concours général, cette compétition, au cours de laquelle les athlètes pouvaient concourir sur trois agrès maximum, sera proposée en alternance avec les championnats clas-siques. Cette nouveile formule est desti-née à extreme une éventuele récursainée à envisager une éventuelle réorgani-satios des épreuves de gymnastique en vue des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996.

L'Argentin Gabriel Markus, soixante-quatorzième joueur mondial, est le vainqueur surprise du tournoi de Nice sur

terre battue, disputé du 11 au 17 avril et doté de 280 000 doilars. Après avoir éliminé le fevori américain Pete Sampras en demi-finale, il a dominé Javier Sanchez (6-4, 6-4) en finale. L'Espagnol avait battu le dernier Français en lice, Fabrice Santoro, dans l'autre demi-fi-

NICE

de notre envoyé spécial

Matinée ordinaire au Lauwn tennis club de Nice. Sur le court cen-tral, Olivier Delaitre échauffe Fabrice Santoro avant sa demi-finale de l'après-midi. Dans un coin, Eric Deblicker, évalue chaque geste du jeune Toulonnais. Pendant trois mois, à l'inter-saison, l'entraîneur national s'est attaché à améliorer le service et la condition physique de Santoro, pour rendre son jeu plus efficace, et un peu moins rébarba-tif. Sur un terrain annexe, Patrice Hagelauer torture Arnaud Boetsch à la volée, en lui lançant des balles vicieuses. Le tennisman est éliminé du tournoi, et se prépare pour le rendez-vous suivant de Monaco.

«Sur les tournois, nous faisons le « Sur les tournois, nous faisons le travail classique de coach, pour plusieurs joueurs à la fois, explique Eric Deblicker. Nous réservons les courts d'entraînement, nous échauffons les joueurs, le soir nous reprenons les points qui n'ont pas fonctionné dans leur jeu. » Depuis un an, ces cadences se sont accélérées. Depuis qu'aux côtés du chef de file Guy Forget et d'un Henri Leconte à la traiectoire imprévisible, une à la trajectoire imprévisible, une nouvelle couvée de tennismen fran-çais a commencé d'éclore, dans le nid donillet des succès de la Coupe Davis. Ils ont entre dix-huit et vingt-trois ans, et se serrent tous entre la cinquantième et la cen-tième place du classement ATP.

Face à cette explosion incontrôlée de talents, dont la plupart ne dispose pas d'entraîneurs personnels, les deux entraîneurs trés débordés. Et les jeunes ont commencé à grincer des dents. « Nous avions l'impression d'être laissés de côté, dit Olivier Delaitre, actuel numéro deux français, que seuls les joueurs de Coupe Davis,

d'un effet de groupe profitaient de l'infrastructure de lu fédération.»

TENNIS: tournoi de Nice

Les Français à la recherche

Pour répondre à la demande, la Fédération a donc décide de suivre une idée de Yannick Noah, et de une toes de Yannick Noah, et de créer une nouvelle équipe élargie. Un nouvel entraîneur, Georges Goven, appuiera, à partir de mai, Deblicker et Hagelauer. Jean-Claude Perrin, qui vient de se ran-ger des nerches pour se consente Claude Perrin, qui vient de se ran-ger des perches pour se consacrer au tennis à plein temps, appliquera ses méthodes bourrues dans une structure permanente de prépara-tion physique, à Roland-Garros. « Les joueurs français éliminés pré-maturément d'un tournoi pourront venir s'y entraîner, explique Patrice Hagelauer. Nous organiserons des stages où nous essaierons de regrou-per tous les joueurs. Mais il ne faut pas que la formule tombe dans l'as-sistanat. Nous voulons en profiter sistanat. Nous voulons en profiter pour avoir un eil plus précis sur les programmes des joueurs.»

«Avant tout me discipline individuelle»

Le message est clair, et fait écho aux interpellations publiques de Yannick Noah sur les cadences mentielles de Guy Forget : en échange de ce groupe de l'élite française, structure nationale iné-dite dans le monde du tennis pro-fessionnel, l'encadrement fédéral vent enfin pouvoir intervenir dans le calendrier des joueurs, et les empêcher de s'user par des cadences trop démentielles.

Mais les joueurs contactés pour faire partie du groupe France accepteront-ils de se laisser dicter le programme de leur gagno-pain? « Après Roland-Garros, j'établirai mon calendrier avec les entraîneurs nationaux, dit Arnaud Boetsch.
C'est logique, à partir du moment
où je les considère comme mes
entraineurs à part entière. » « Mon entraineurs à part entiere, » « mon programme ne peut pas être le même que ceiul de Guy Forget, téplique Rodolphe Gilbert. On peut profiter de la bonne ambiance qui existe entre les joueurs français, mais les contraintes doivent rester très souples. Il ne faut pas perdre de vue que le telunis reste avant tout un sport individuel. »

A Nice, la victoire surprise de Gabriel Markus s'est chargée de le rappeler. Le jeune Argentia ne ration. Mais il profite des conseils d'un entraîneurs prestigieux, payé par un sponsor : Gunter Bosch, l'homme qui a révélé Boris Becker.

FOOTBALL: après sa victoire sur Monaco (3-0)

Marseille vers un quatrième titre de champion de France

Après sa nette victoire sur le terrain de l'AS Monaco (3-0), samedi 18 avril, l'Olympique de Marseille est pratiquement assuré de remporter un quatrième titre consécutif de champion de France de football. Les Marseillais – victorieux grâce à des buts de Basile Boli, Jean-Pierre Papin sur penalty et Abedi Pelé – possèdent désormais trois points d'avance sur les Monégasques, à deux journées de la fin du championnat.

MONACO de notre envoyé spécial

Vagues bleues et blanches déchainées sur fond de Méditerranée paisible, les supporters marseil lais peuvent entonner une Marsell-laise justifiée. En inscrivant trois buts dans les coins d'une terne rencontre – deux juste avant la mi-temps, un autre à une minute de la fin – leur OM a réussi à rester au centre du football français. Des bords du terrain, les joueurs peu-vent jeter leurs maillots en direction des tribunes. Ils ont retrouvé l'exubérance des vainqueurs, le

En posant les filets de leur orga-nisation impeccable sur le match, en profitant du manque de fraccheur de leure advance. fraîcheur de leurs adversaires, ils mt arraché aux Monégasques une sorte de petit Yalta du football tricolore. Au champion sortant, l'OM, la perspective proche d'un quatrième titre d'affilée. Au dauphin, l'AS Monaco, l'espoir d'une de première Coupe d'Europe tant cu convoitée. La Coupe de France ser-M vira peut-être à déterminer l'am-Ul pleur du territoire de chacun.

fin Sur le visage de M. Bernard dis Tapie, la rondeur satisfaite a suc-che cédé au masque crispé d'avant-Ha match. Le «ministre président» nar (de l'OM) peut désormais se perisé mettre de faire oublier l'inélégance i il de son refus de reporter la partie, uib comme le demandait le club moné-a c gasque, par des propos de grand on seigneur. « Je suis d'autant plus ont seigneur. « Je suis d'autant plus content que je suis sur que Monaco va gagner la Coupe d'Europe, diril. Nous allons faire le déplacement ents avec eux. J'espère que nos supporters accepteront de faire beaucoup de bruit pour Monaco. »

Le message aurait-il été aussi

Le message aurait-il été aussi lénifiant si son club avait perdu? A la veille de la rencontre, l'entraîneur marseillais, Raymond Goethals, s'ingéniait encore à minimiser le parcours européen des Monégasques, à rabaisser leur remontée en championnat. Les oueurs relayaient consciencieusement ce discours. Tous avaient compris que le match de samedi, finale idéale programmée par les hasards du calendrier, était celui de tons les dangers pour Marseille. Au-delà du titre de champion, c'était le cœur de la France du football qui balançait. La grosse machine mise en place par Bernard Tapie est ainsi faite qu'elle a besoin de tout gagner, et tout de suite. La boulimie semble la li servir de principe de survie. La fuite en avant vers de nouvelles victoires tient lieu de ciment pour un fragile agglomérat de talentueux tripoteurs de ballons.

Les soucis restants

A Bari, l'an dernier, lors de la finale malheureuse contre l'Étoile rouge de Belgrade, cette mécanique s'était grippée. La défaite de l'OM, puis celle concédée, quelque mois plus tard, contre le Sparta de Pra-gue, restaient encore celles du foot-ball français dans sou ensemble.

Depuis une semaine, les Marseillais avaient vu poindre une menace beaucoup plus grande. Celle d'un Monaco qui se révoltait contre son statut d'éternel second, de ramasseur des miettes laissées par les festins de l'OM (le Monde des 15 et 16 mars). Une équipe patiente, antithèse jusqu'au cliché de son excessive rivale, s'apprêtait à faire sienne cette spécialité marseillaise : la razzia des titres, et des gros titres des journaux. Quoi qu'en dise aujourd'hui Bernard Tapie, la qualification de Monaco pour une finale européenne a dû lui laisser un goût amer. L'OM, privé d'une Coupe d'Europe qu'il pensait taillée à ses seules mesures, ne pouvait abandonner aux Moné-Depuis une semaine, les Marseilne pouvait abandonner aux Moné-gasques ce triomphe dont il a tant rèvé, ni se résoudre à voir ses rivaux le dépasser en popularité.

En assénant à leurs adversaires une leçon de réalisme, les Marseillais n'ont pas seulement montré qu'ils restaient la formation la plus complète du championnat. Ils se sont assurés de leur minimum

Le club de football de Valen-

ciennes, qui évolueit depuis 1982

en deuxième division, jouera la

saison prochaine en première divi-

sion. Ce retour parmi l'élite,

attendu depuis dix ans par les supporters nordistes, a été officia-

lisé samedi 18 avril à la suite

d'une ultime victoire à domicile

contre Beauvais (1-0) lors de la

demière journée de championnat.

Sitôt le succès acquis au stade

Nungesser devant quinze mille

spectateurs, des miliers de per-

sonnes se sont ressemblées sur

la place d'Armes, en face de

l'hôtel de ville, afin de fêter les

joueurs entraînés par Francis Sme-

recky. Ce retour au premier plan

du vieux club nordiste, fondé

en 1916, est également un suc-

vital, la ligne presque obligatoire de leur curriculum vitae : un nou-veau titre de champion, annonciateur d'une autre aventure euro-

L'euphorie d'après-match était celle de joueurs qui redécouvrent les frissons de la gloire. Des vedettes sevrées d'événements à leur dimension, qui se réveillent après un long sommeil d'ennui et de dépit, entrecoupé de rencontres tristement hexagonales. La victoire du stade Louis-II est en fait le premier grand rendez-vous auquel ils arrivent à l'heure, depuis leur vic-toire sur le Milan AC, il y a juste un an, en quarts de finale de la coupe des champions.

> Remplacer l'irremplaçable

Depuis se sont succédé la décep-tion de Bari, la finale de la Coupe de France perdue dans la foulée de France perdue dans la toulée contre Monaco et, cette saison, la défaite de Prague. La victoire de samedi ne suffira cependant pas à cicatriser toutes ces plaies. En évitant la passation de pouvoir redoutée, l'OM n'a pas effacé tous ses soucis. La semaine dernière, deux efface de la contra del contra de la contra del contra de la contra del contra de la contra del soucis. La semaine dernière, deux collègues de gouvernement de Bernard Tapie – M™ Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, et M. Michel Vauzelle, ministre de la justice – se sont chargés symboliquement de lui rappeler que le football professionnel français, dont l'OM a été le fleuron l'apparent des sont l'Apparent des sont l'Apparent de la parent de la jeunesse et des sports, l'apparent de la jeunesse et des sports de la jeunesse et de la jeunesse et des sports de la jeunesse et de la jeunesse et de la jeunesse et de la jeunesse et des sports de la jeunesse et des sports de la jeunesse et de la jeunesse et de la jeunesse et de la jeunesse et des sports de la jeunesse et de la jeunesse et des sports de la jeunesse pendant cinq années, se devait de changer de mœurs.

Diversion ou vraie volonté de régler les comptes, l'information judiciaire ouverte contre son club jeudi dernier (le Monde daté 19-20 avril) risque d'amoindrir la force de persuasion financière du ministre de la ville. An moins en le

cès pour le maire de la ville,

M. Jean-Louis Borloo (sans éti-

quette), un avocat d'affaires qui

avait repris l'Union sportive Valen-

ciennes-Anzin (USVA) en 1986

Depuis, M. Borloo a cédé la

présidence mais il est resté très

proche d'une équipe dont il suit

les matches assis sur le banc de

touche. Victime d'un fort taux de

chômage dù à la crise des sec-

teurs de la sidérurgie et de la

mécanique, le Valenciennois mise

sur ce succès pour redonner une

image positive à cette partie du

Nord-Pas-de-Calais, une région qui

compte déjà deux autres clubs en

première division : Lens et Lille.

alors qu'elle allait disparaître.

Valenciennes de retour

en première division

plaçant sur la sellette, au moment où se négocient les gros contrats.

Car, pour sa prochaine campagne européenne, Bernard Tapie devra remanier profondément son équipe. Outre l'entraîneur, Raymond Goethals, qui cessera ses fonctions à la fin de la saison, plusieurs joueurs devraient quitter le club : les étrangers Waddle et Mozer, les internationaux Sauzée et Durand. Malgré l'adoucissement du discours de dirigeants, qui n'an-nonceat pius de révolution comme après la déconvenue de Prague, d'autres pourraient suivre.

Le président de l'OM devra surtout négocier le remplacement de la pierre angulaire de son système : Jean-Pierre Papin. Depuis 1986, le capitaine marseillais symbolise à lui seul la spontanéité de son équipe, cette volonté de puissance que ne torture aucune interrogation superflue. En fonçant droit au but, l'attaquant a soulevé l'enthousiasme des Marseillais. En appuyant les initiatives de son patron-confident, il lui a souvent servi de relais auprès des autres joueurs et de porte-parole auprès du public.

Comme Bernard Hinault naguere dans son aventure cycliste, Papin a été la figure de proue, l'ontil publi-citaire de l'épopée de Tapie au pays du ballon rond. Depuis la dés-illusion de Bari, les liens entre les deux hommes s'étaient distendus. L'attaquant souhaitait partir. Son pygmalion l'a retenu une année supplémentaire, en lui indiquant clairement qu'il détenait encore les clés de sa destinée. En différant à clés de sa destinée. En différant à samedi prochain (avant le match Marseille-Cannes au Stade vélodrome) l'annonce officielle de son départ pour l'Italie – très probablement au Milan AC de M. Silvio Beriusconi, – l'avant-centre de l'équipe de France a montré qu'il n'avait plus rien à apprendre de son patron en matière de communication. Il laissera son président aux prises avec la plus irritante des équations : remplacer l'irremplaçable.

JÉRÔME FENOGLIO

LOTOSPO	27/1	N 18
RESULTATS (DFFICIE	LS
		Section 1
Book or 196 theyer	1 1	20172161
The second of the liberary	a 112	34 978 F
Description of the last	2	1
MAIORES PRIMER		J
to the Dispersion of the	-	- Address
STEERING STREET	*2124	194 F
194 ST-0198	4131	5 7
BONNER LINER		
	23 2	100 F

Les résultats

Bordeoux b. "Perpignan . "Saint-Seurin et Grenoble . CYCLISME eugnon b. Annecy Liège-Bastogne-Liège Le Beige Dirk De Wolf a gegné, dimenche 19 avril, le soixante-dix-hutilème édition de Liège-Bastogne-Liège. Il s'est imposé devant le Néerlandais Steven Rooks et le Français Jean-François Bernard. Agé de treme et un ans, Dirk De Wolf a gagné ains sa première grande classique. **FOOTBALL**

Championnat de France Première division (Trente-sioème journée) Marselle b. "Monaco ... Paris SG et Saint-Etierne
"Lyon b. Auserre
"Caen-Nimes
"Montpeller-Le Havre *Cannes b. Nantes *Rennes et Toulouse ... *Toulon et Metz *Nancy b. Sochaux . Nancy b. Socheux 3-1 Classement: 1. Merseille, 54; 2. Monaco, 51; 3. Paris-SG, 46; 4. Caen, 42; 5. Auxerre et Montpellier, 41; 7. Le Havre, 38; 8. Lens, 37; 9. Saint-Etienne, Lilie et Nantes, 35; 12. Toulouse, 34; 13. Metz, 33; 14. Toulon, 32; 15. Lyon, 31; 16. Nimes, 29; 17. Sochaux, 28; 18. Cannes, 27; 19. Rennes, 26; 20. Nancy, 25.

Deuxième division (Trente-quatrième et demière journée) GROUPE A "Le Mans b. Rouen Valenciennes b. Beauvais "La Roche-sur-Yon et Red Star Bourges b. Gaingamp Tours b. Laval Amiens et Dunkerque _ Amiens et Dunkarque 0-0 Classement: 1. Valenciennes, 44 pts; 2. Angers, 41; 3. Le Mans, 37; 4. Lou-hans-Cuiseaux, 36; 5. Lavel, 36; 6. Guin-gamp, 35; 7. Rouen, 34; 8. Bourges, 33; 9. Tours, 33; 10. Dunkerque, 31; 11. Ancenis, 31; 12. Beauvais, 29; 13. Red Star, 27; 14. La Roche-sur-Yon, 26; 15. Seden, 25; 16. Amiens, 24.

Saint-Quentin et Muhouse
Strasbourg b. Epinel
Alte et istres
Ajaccio b. Nice
Châteeuroux b. ***

.. 00

Rodez b. Bastia 7-0

Rodez b. Bastia 7-0

Classement: 1. Bordeaux, 52 pts;

2. Strasbourg, 49; 3. Istres, 48; 4. Bestia, 39; 5. Ajaccio, 37; 6. Rodez, 36; 7. Perpignan, 35; 8. Chittesuroux, 35; 9. Nice, 34; 10. Alès, 32; 11. Multhouse, 31; 12. Gueugnon, 31; 13. Epinel, 30; 14. Martigues, 28; 15. Annecy, 26; 16. Saint-Seurin, 25; 17. Granoble, 25; 18. Saint-Quentin, 19. En pré-barrages pour l'accession en pre-mière division, Angers recevra Istres et Strasbourg Le Mans, mercredi 29 avril. Amiens, Saint-Seurin, Grenoble et Saint-

MOTOCYCLISME

Quentin cont relégués en trois

Grand Prix de Malaisie L'Australien Michael Doohan (Honda) a remporté sa troisième victoire consécutive dans la carégorie 500 cm³, dimanche 19 avril, fors du Grand Prix de Malaisia de vitesse. A l'issue de cette course qui a été interrompue à deux reprises per des orages, à se détache au classement du championnat du monda et compte 29 points d'avance du monda et compte 29 points d'avance. itterrompue è deux reprises per des orages, il se détache au classement du championnat du monde et compte 29 points d'avance sur son dauphin, l'Américain Doug Chandler. En 250 cm²; l'Italian Luca Cadalora s'est également imposé pour la troisième fois en trois courses et demeure en têtre du classe-ment général. Le prochain grand prix aura lieu le 10 mai sur le circuit de Jerez (Espagna).

> SPORTS ÉQUESTRES Coupe du monde de saut d'obstacles de Del-Mar

de saut d'obstacles de Del-Mar Le cevaller autrichien Thomas Fruhmann, sur Bockmann's Genius, a remporté, dimanche 19 avril, à Del-Mar (Etats-Unis), la finale de l'éprauve de la Coupe du monde de saut d'obstacles devent les Suisses Les-ley McNeught-Meendi et Markus Fuchs,

VOILE

Coupe de l'America Le défi néo-zélandais New-Zealand a remporté, dimanche 19 avril, au large de remports, cumanche 19 avril, au large de San-Diego (Etns-Unis), le première régate de la finale des «chellengers» de la Coupe de l'America en devençant l'italien il Moro-di-Venezia de 1 min 32 s. Dans le finale des « defenders », America 3 s'est imposé de 2 min 9 s devent le Stars-end-Stripes de Consta Dennis Conner.

......

A 18

gen chiera

726 10 to 10 to

Samuel Samuel St. B.

*) man the shape of

Berlin Re

au Musée d'Orsay

Stuart, en par celle qui ent le culot de se faire appeler Ida Ful-

hommago probable à sa Danse du feu.

PROCHE-ORIEM

* desillusions de Hasel II

ace an entitle ordre model

Orgies de lumières

Photos et films d'une chorégraphe mythique



Reconstitution des denses de Loie Fuller, per Brygide Ocheim.

Toulouse-Lautrec ne pouvait la manquer – les affiches qu'il réalisa pour elle, par la suite, sont parmi les plus célèbres, avec celles de Paul Colin, Auguste Leymarie et Will Bradley. Après Serpentine. Violet, Butterfly et la Danse bianche, les quatre danses qui composaient ce premier programme. l'occasion de l'Exposition univervoile, un traitement Art nonvens porté à son point limite.

posaient ce premier programme,
Loïe Fuller sortit de les
ovations. Le succès fut considérable : les magasins regorgeaient le
robes, d'écharpes l son Un
fut vendu sous son Un moniteur vidéo diffuse en boucle une in mini de danses in la Ballets fantastiques: ces coarts extraits de films ont été tournés en extérieurs, en 1930, sous la direction d'une des élèves à Loie Fuller, Gab tous out un charme faunesque des baguettes, les énormes métrages de tissus qu'elle déployait avec grâce malgré leur poids - Loie Fuller était petite, mais, heureusement, mil robuste. On peut voir également me reproductions du pavillon que me Henri Sauvage construisit pour la danseuse, il grands effets spēciaux absentes. On en rétrouve devo-cation dans Danse couleurs, film où Munichoise Brygida Ochaim reconstitue la chorégraphie de la Loïe, I la fin des années 80.

consecrer un ouvrage (1), explique sa démarche : « Je suis fascinée par femme qui, avant tout le monde, compris les rapports de la danse le la les et les plastiques. Li m'appuyant sur tout un matériel que j'ai récolté au Lin-coln Center, à la Bibliothèque un l'Arsenal, mais aussi à Londres, j'al mis au point un spectacle avec le plasticien Dan Indian, qui travaille sur les miroirs et les anamorphases. Il ne joue pur yan sur l'ilhi-sion, comme Loie Fuller, mais il la démonte et l'analyse. Judith Barr autre artiste qui prend la vidéo et la hanière comme objets de création, conçoit les éclairages. J'ai maintenant la désir de me dégager davantage de mon modèle. Il n'y a pas de Brygida Ochaim, qui vient de lui J'essaie avec des artistes de notre

temps d'exprimer la même force qu'elle.» Une exposition du travail de Brygida Ochaim vient d'avoir lieu au Goethe Institut, à Paris. Elle a

le projet, avec l'architecte Nigel
Costes et la collaboration de Christian Boltanski, de un pavillon « Loïe Fuller ». Le jour l'inauguration l'exposition Toulouse-Lautrec, Brygida l'adansé sous un chapiteau dressé
dans le hali du Palais, sous
Principal de l'architecte. l'œi specta

Protographies de Loie Fuller. Musée d'Orsay, jusqu'au 31 mai.

(1) Lote Fuller, Tanz. Lichtspiel, Art nouvem, par Brygida Ochaim et Gra-vivem Brandstetter, Rombach Wissen-schaft 6d, 232 pages illustrées.

ARTS

Le nu dans l'atelier

Un photographe et dessinateur réinvente le plus classique des suiets

ALEXANDRE DELAY la Galerie Stadler

Ce sont des œuvres de très petit financia de photographies et blanc, découpées, détourées, retouchées, métamorphosèes pour finir. Toutes n'ont qu'insujet, in féminin, le modèle qui prend s'accroupit, s'allonce se met a quatre pattes, se visage dans les bras in se consuite. Dans son atelier, Alexandre Delay photographie ces attitudes, parfois in selon le motif premier son analyse. Loin in des clichés, qui cependant in bonheur de plus d'un praticien i l'objectif, il in Ce sont des œuvres de très petit d'un praticien l'objectif, il manipule en ca peintre et en dessinateur. En découpant le l'une volumes. L'une volumes. L'une soires, il épure l'image, En traçant par-dessus autour d'elle les lignes d'une perspective albertienne, il suggère espace et et, si l'on put dire, met de l'air des luma entre

Tout and accompli avec légè-maîtrise, ma insistance, esprit a système ni expres-sionnisme. L'artiste and n'avoir d'autre autr ave de mains en

classique. In plus traditionnel que le travail d'après modèle?. - Delay évite le commodité des pastiches et des citations. Nui doute qu'il ne lui arrive de souvenir de qui, avant lui, ont passe des heures à chercher fixer les et modelé d'un ventre ou d'un sein. I il n'en confie à peu près rien dans 🚃 dessins, 🗒 🚃 n'est, lointaines, Mi réminiscences Degas, mun utilisateur de la photographie technique auxiliaire du dessin. 🛮 👪 cubisme

Ces travaux également volup-la précis le fait d'un artiste d'un pulus de cinquante sans doute, mais la la jusqu'ici guère bénéficié la attentions institutions spécialisées dans l'art d'aujour-d'hui debors mérite mieux. Man quoi? Oser «faire » aujourd'hui, c'est à tout up affronter l'incompréhension i aveuglement contempo-

> Till. 11 Stadler, 51, res du Seine, 75006 Paris; tél. : 43-26-91-10. Jusqu'au 9 mai.

MUSIQUES

Au sud du Nord

Avec son troisième album The Beautiful South mit fidèle à la pop raffinée

nord-est de l'Angleterre. Un port il pêche en plein marasme économique. « De toutes les grandes villes d'Angleterre, c'est celle dont on parle le moins», dit Paul Heaton, le chanteur, le «dictateur éclairé » d'un groupe qu'il a baptisé, par antithèse, The Beautiful South, Le Beau Sud. Dans cette ironie, on apercoit d'une formation étrange, anachronique, qui poursuit me chemin depuis maintenant trois ans ave un

âge... Il les a rencontrés, leur a parié,

racouté la pièce et proposé d'y faire ce qu'ils

semaines, il a répèté aven chaque

équipe séparément, puis les a réunies pour mettre en ordre le puzzle. n'est pas rien : tandis que des anges

courent, garnissant de mets

somptueux les tables auxquelles sont

assises des femmes en comettes, trois

gamines font graces, quatre gamins jouent au duel,

les gymnastes sautent 🔳 roulent sur leur tapis, quatre couples dansent

tango, deux jeunes filles en tunique

salian tournoient, une procession por-tant de grands emblèmes en feuillage

mépris pour le celle et britannique.

Dans un hôtel parisien, Paul

Heaton et II d Rotheray paride 0898, in nouvel album de The l'ont enregistré aux Jon Kelly, un producteur qui a travaillé entre autres Paul McCartney. Plus que ses prédécesseurs, 0898 un album de pop classique et sobre, plein de l'égantes (« La théorie selon laquelle toutes les mélodies de l'égantes mathématiquement indéfendable », Heaton) et de la acérés. The autitul Sopin, le troisième. Ils Heaton) et de de acérés. The Beautiful South, Heator après a séparation Housemartins (grand groupe de pop music, à base de gultares et d'harmonies serrées), a commencé m carrière pendant 1989, avec m titre exquis, Song For Whoever, chanson d'amour délicate, mais fausse chanson d'amour : Heaton, qui écrit le textes, expliquait galam-que l'important n'était pas l'amour mais la chanson.

On tree training une vraic chanson d'amour, Number One
Fan: a Pour une fois, c'est exte
autobiographique, l'histoire d'un
home qui jouit d'un peu de célébrité qui essaie d'expliquer aux
gens qu'il aime, sa famille, son amie, qu'ils compient vraiment dans sa vie. Illi on trouvern chroniques provinciales, de tristes contes d'illi et de solitude, où la douleur peine masquée la grâce la musi«Je pourquoi ma pourquoi ma musique comme ça, je me rappell la la grace avaient acheté le Greatest la Boys », explique cet enfant l'ère post-punk. The Beautiful South considère méliance la dance music qui contamine l'essentiel de la production britannique:
«Aujourd'hui, les qui forment un croient qu'ils musiciens; en fait, ce musiciens; en fait, ce moniaques de l'informatique.» La Heaton et compagnie, on fait tout l'a main, pas de programmes d'ordinateur, de vrais instruments, sur disque comme sur scène. que comme sur scène.

THOMAS SOTINEL ■ 0898, GoDiscs-Barclay 828

▶ Le 1 mai au Printemps de Bourges, le 27 mel à l'Olympia.

CINÉMA

D Palmarès du Festival de Laon. -Le dixième Festival international du ima public Laon, qui s'est déroulé du 6 au Mavril, ■ attribué son Grand Prix & Secrets rains, du Bubbhh Clas Lindberg. Le Prix du jury de ce festival, qui Tune principales manifestacinéma pour enfants, est allé à Ourougou, du

THÉATRE

11-54-70 32-76

 $||\cdot|| = \frac{1}{N} + \frac{1}{N} + \frac{P}{N}$

La fête chez les Borgia

La compagnie La Rumeur achève une expérience entamée il y a un an

LA TRAGÉDIE CÉLESTE

à Cergy-Pontoise

Il y a tout juste un an, Patrick Bigei avec sa compagnie La Rumeur créait la Tragédie céleste, d'après la pièce de Panizza, le Concile d'amour. Cela se passait à Rennes, su Thélitre national de Bretagne, pendant le Festival Emergences. Ce n'était pas seulement un speciacle flamboyant, c'était aussi un pari. Sur scène se pressait la foule à Isquelle se mélaient les comédiens de La Rumeur. Ils interprétaient les personnages de ce pamphiet sacriège

d'Avignon dans la Cour d'honneur. Comme il a pu la reprendre an Théâtre de Paris, on a pu apprécier l'humour corrosif du texte, et surtout l'extraordinaire champs ouvert à aux multiples associations qui pullu-

autres étaient des amateurs pris sur place, mais pas des figurants. Ils participaient activement aux actions.

La pièce de Panizza est peu jouée. En 1968, sa mise en scène par Jonge Lavelli a été interdite au Pestival masses anonymes habituelles dans les sons et lumière. Donc il a travaillé

où Jesus crache ses poumous, où la Vierge se comporte en gance vampuinque près d'un Dieu à bout de souffle, où le Diable envoie Salomé répandre la syphilis à la Cour des Borgia... Les autres étaient des amateurs pris sur place, mais pas des figurants. Ils parti
le second acte : la lent en France. An vu du résultat, il a décidé de prolonger l'expérience dans partie l'expérience de Patrick Bigel, d'autres villes, y est parvenu, et la termine les 22 et 23 avril – juste après ment baroque et de sa représentation. Dans un décor très simple, un espace délimité par quelques meubles et des le grand thélitre de Cergy-Pontoise.

«Je revais, dit-il, d'un plateau noir de mondes. Il n'en est pas loin. Si, I Rennes, il avait pu recruter quarante-cinq personnes, à Cergy il en a plus de deux cents à sa disposition : colombophiles, gymnastes, danseuses, pompiers, groupe folkorique portugais, groupe folldorique légendaire France, escrimeurs, clubs di

Signes extérieurs de pauvreté

Deux pièces minimales, l'une par excès, l'autre par monten d'intensité cérébral

LES DÉLIÉS à la Bastille

LES DIMANCHES DE MONSIEUR RILEY I'Œuvre

Seule chose sur la scène : un lit sans histoire, I une personne, les draps bien tirés, bien bordés. Sur le lit, assis, un monsieur. M Tout-lepersonne: joues et anonyme, pas le moindre signe parti-culier. Longue attente dans le silence, puis, sans risquer le plus court geste (il restera immobile jusqu'à la fin). Thomme assis, en un rien de souffle, émet, dirati-on, quelques paroles. La voix, est grise, uniforme. Peu de dif-tièrence entre voyelles et consonnes. Le propos que transmet ce filet de voix ne peut pas émerger de ce lac d'inanition et de mulisme.

Puis les lèvres, qui bougeaient à peine comme celles des ventriloques, deviennent tout à fait immobiles. S'avance alors sur scène une femme. Aucun signe particulier non plus.

₹.

debout, immobile, et susurera, pas même chuchotera, des paroles qui, elles aussi, ne sont pas portées par des ondes assez denses pour espérer une écoute. Après cinquante minutes, de cette démonstration si reterme, le noir s'installe : c'est fini.

L'anteur, Marc François, exerce donc le théâtre minimum, le théâtre moins. Le négatif du théâtre. Il va dans la zone réservée de Claude Régy et de Jean-Marie Patte. Mais Marc François est jeune, et lorsque Claude Régy avait cet âge, il mettait en scène, dans les théâtres du boulevard, des pièces bourgeoises, des his-toires bien sûr de couples, d'adul-tères, style vaudeville aux narines pinces, style vaudeville aux navinea pinces, comme Pinter, et il no fré-quentait pas les acteurs fantômes, mais des femmes charmantes, haute couture, apportant sur scène leur chat blanc, comme Delphine Seyrig, ou des bonshommes le contraire de constinés, comme Lean Rochafert couture, apportant sur scène leur chat blanc, comme Delphine Seyrig, ou des bonshommes le contraire de la Bastille, super-branché, à celui de la Bastille, super-branché, à celui de l'Œuvre, plus a coteaux modéconstipés, comme Jean Rochefort.

C'est par automutilations successives super-branché de la Bastille, super-branché, à celui de l'Œuvre, plus a coteaux modécons plus de l'œure plus de l'œuvre, plus a coteaux modécons plus de l'œuvre, plus que fera Marc François cun

Robe sans forme. Visage et corps sur la cinquentaine? Quant à Jean-sans présence. Elle va se tenir debout, immobile, et susurera, pas même chuchotera, des paroles qui, elles aussi, ne sont pas portées par déploient les roses s, comme du le

signaler tout de même, de ce spectacle de Marc François, la poésie très sum de la lamière, dont est responsable Thierry Fransier. C'est une humil vivante, vient, et des mages passent qui l'atténuent, et des pluies brèves qui en attisent l'éclat, il semble que cette humière n'est pas réglée par une technique, mais qu'elle regee per une tecningar, mass qu'elle va sa vie librement, d'elle-mème. Emois de rayons, magie, cels si fincinant que les deux comédiens, opaques comme tous nous sommes, et pesants, ne tiennent pas la distance, en comparaison. Ils s'appellent Régine Cendre et Laurent Arnal.

Changement de quartier, C'est par automutilations successives semaine, son centenaire). Mais nous que Claude Régy, déjà cheru, en est retrouvous du théâtre moins. Angoisse : arrivé au théâtre moins. Angoisse : de l'arrivé au théâtre moins. Angoisse : de l'arrivé au théâtre moins. Différence : le minimum, du samedi à 20 h 45. Tél. : au Théâtre du jeune public I Alan et l'arrivé au théâtre moins du l'arrivé au théâtre moins. Différence : le minimum, du samedi à 20 h 45. Tél. : au Théâtre du jeune public I Alan et l'arrivé au théâtre moins du l'arrivé au théâ

imagination créatrice 📕 l'auteur, Tom Stoppard. Les Dimanches de Monsieur Riley, d'est du théâtre zaturaliste, imitatif, de construction et d'expression pauvrettes, qui raconte des feignants, des paumés, avec des coups de pouce soumois pour atten-drir l'auditoire. Des vétérans, Jean Rougerie et Georges Wilson (metteur en scène), alignent leur bon vieux savoir-faire, sans se tuer à la tâche. Il y aura toujours des bonnes pâtes pas bécheuses pour se contenter de ce théâtre-là, gentillet, mais quand Wil-son joue Arrolphe ou le roi Lear, c'est plus exaitant, et à écouter cette misère anglo-saxonne le spectmeur en vient à regretter l'assiette vide de Marc François, sur laquelle un soleil farceur envoie une touche de bonne

MICHEL COURNOT Théâtre la Bastille, du mardi au Lann. I 11 h 30, dimanche à 17 h 30. Jusqu'au swil. Tél.: 4 1 1 1 1 4.

intervient, la folkloriques mêlent leurs musiques... y aura deux représentations et ce sera fini. «En un an, dit Patrick Bigel. nous avons appris à rompre. Après avoir travaillé- ensemble pendant quinze jours, nous sommes tentés de garder quelque chose, mais ce n'est pas possible. Je pense que, pour eux, l'ex-périence est positive. Pour nous, elle a été essentielle : nous sommes sortis de nos marques, nous avons côloyé des gens qui ne connaissent pas « l'état d'acteur», à qui il faut expliquer que l'on doit jouer, même si on est dans un coin sans rien | faire: nous avons affronté des publics qui ne sont pas forcèment «le nôtre», celui que nous connaissons et nous connaît, même s'il

Patrick Bigel refuse la nostalgie des s'apprête l repartir, riche de son capérience, dans un cadre plus convenu : Laquelle? II

nous volt pour la première fois. Ne

avons dû oublier nos codes, ou plutô!

COLETTE GODARD

A PARENT

The state of the s

Special Commence

子 直 多种 (1667) 一首

4 - 4 - 4

and the A and the second

the residence

Part and the

operations. $g = 2 \cos \left(\frac{1}{2} g \right) = -2 \sin \left(\frac{1}{2} \right)$

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Chosur

AMPHITHÉATRE RICHEUEU. Cheaur de Accentus: 20 h 45 mer. Plente-Hédouard Garcin (plano), Marie-Laurence Long (tarpe), Laurence Equibey (direction). Brahme.

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Ysaye: 19 h mer. Mozart, Mendelsachn Sweet: 19 h [eu. Soprano, Schreider L. Haendel, Beethoven, Brahms, R. Strause, Barber, Wagner Ensemble orchestral de Paris: 19 h ven. Paul Meyer (clarinette), Marc Coppey (vloloncelle), Arturo Tamayo (direction), Busoni, Ohens, Chaynes, Stravinsky.

BATEAU-THEATRE LE NAUTILIUS BATEAU-THEATRE LE NAUTILIUS (40-51-84-53). Par el, par la : jusqu'au 3 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., ; 17 h dim. Spectacle musical de et avec Frédéric Fontanarosa (plano), Renaud Fontanarosa (violoncesie). Bach, Fauré, Paganini, Scriabine, Prokofiev. Chopin,

CENTRE CULTUREI, PORTUGAIS (47-20-86-84). Trio Capela : 20 h 45 jeu. Carneyro, Schubert, Haydin, Beetho-

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
142-74-42-18). Solistes de l'Ensemble InterContemporain: 11 h 30 ven.
Ensemble 2e2m: 0 h 30 km.
Pierre-Yves Artaud. Bárangare Michot
(Mita). Jacqueline Maringham, Merikaneko, Teneda, Méfeno,

CHAPELLE SAINT-LOUIS-DE-LA-SALPÉTRIÈRE. Lenoir, François Fourichon: 17 h dim. Flûte, guitare. Haendel, T

guitaire. Haendel, T CHATELET, THEATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Felicity Lott, Immunos 20 h 30 ven. Soprano, mezo-soprano, Immunos (plano). Purcell, Mandelssohn, Rossini, Immunos Gounad, Feuré. EGLISE DE LA MADELEINE, Orchestre Musici Europee Orchestra: 20 it 30 jeu.

D. R. Pacitti (direction). Requiem
Verdi Ensemble orchestral
20 h 30 mar.
(direction). Requiem

EGLISE DE LA TRINITÉ. national de Lituanie : -20 h 45 mar. Hugues Reiner (direction). Feuré, Mahier, EGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-

QUE. Thérèse Hindo : 18 h 30 dlm. Chant a cappella. EGLISE SAINT-SUSTACHE. Chosur de la cathédrale de Seisbury: 20 h 30 jeu. Jean-Paul Imbert (orgue) Colette Cornoy (soprano). Byrd, Harris, Wood, Poulenc, Mozart, Schütz, Gabrielli, Tomasi, Shepard, Sach, Wolf, Haendel.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.
Le Concert classique: 20 h 30 jeu.
Catherine Greuillet (soprano), Jean
Nirouet (alto), Hervé Lamy (rénor), Fernand Bernadi (basse), Charles Limouse
(direction). Haendel Quatuor de saxophones, Claude et Odie Delangie: 21 h
ven. Saxophone, piano. Arben, Villa-Lobos, Schumann Orchestre Jean-François
Paillard: 20 h 30 mar. Gérard Jerry
(direction). Bech. Haendel, Mozart.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Le Philhermonie de chembre : 20 h 30 ven., sem. ; 16 h din. Leit Perez (violon). Pachetbel, Albinoni, Telemann, Bech, Mozart.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, Le Concert classique : 20 h 30 ven., (soprano), Isan Nirouet (alto), Itaria Lemy (ténor), Fernand Bernad (basse), Charles Limouse

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-18). Pierre Strauch, Rossen Omumi, Yves Prin : 19 h 30 ven. Violon-Omumi, Yves Prin: 19 h 30 ven. Violon-celle, nev. piano, Pierre-Yves Artaud (flûtes). Bach, Essyed Orchestre philher-monique de Radio-France: 21 h 30 ven. Medeleine Jalbert (mezzo-soprano), Hos-and Omumi (nev in chant), David Robertson (direction). Schoenberg,

MUSEE GUIMET. Irakly h 30 Beethoven, OPÉRA-COMIQUE FAVART (42-86-88-83). : 20 h

PARIS EN VISITES

« Cités d'artistes et lardins secrets les traces Toulouse-Laurec», 11

(P.-Y. Le nouvel Opéra-Bastille, se selle

a spectacle, la scène et les cou-lisses », 11 heures, sur les re-de l'Opéra (M.-C. Lasnier).

«Le paleis Gamler, des dessous mys-térieux aux fastes du Sacond Empire», 13 h 15, turne le vestibule, statue de Luii (Monuments historiques).

Exposition : « Bonington » au Petit Palais, 13 h 30, hall d'entrée (Approche de l'art).

14 h 15, 4, bouleverd du (Tou-

risme culturell.

«Le mu classé de la Reine-Blanche et les vestiges du couvent de Lour
», 14 h 30, métro Gobelins, côté Manufacture (Peris, capitale histori-

____ Cripes Co

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Fre-

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Frederica von Stade : 20 h mar. Mezzo-so-Marin Ketz (piano). Inghi, Pizzetti, Gounod, Thomas, Offenbech, Poulenc, Marin Ketz (piano). Inghi, Pizzetti, Gounod, Thomas, Offenbech, Liazt, Baetz, Chausson, Rossini, Delibea, Thomas.

OPUS CAFÉ (40-33-08-57). Albine Berlioz, Catherine Cournot : 22 h mer. Soprano, piano. Bellani, Puccini, Thomas, Strauss Dorota Zarowieska Helders, Per Helders : 22 h jeu., ven., sem. Piano, violoncelle Aluxandre Maricaes : 22 h km. mer. Piano. Schubert.

PALAIS DE L'UNESCO. Trio Gandeva :

violoncelle Alexandre Markees: 22 h
lan., mar. Plano. Schubert.
PALAIS DE L'UNIESCO. Trio Gandeva:
20 h mar. Mozarz, C. P. E. Bach, Bach.
PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Básprice Cramoix, Jonathan Cable, Arnaud
Pumir: 21 h van., sam.: 17 h dim.
Soprano. viole de gambe, clavecin.
SAINTE-CHAPELLE (48-61-55-41).
Ensamble Ars Antique de Peris:
18 h 45 21 h van. Musique du temps
des troubadours et des trouvères, musique des XVIe et XVIIe aèles.
SALLE CORTOT (47-83-80-16). Elisabeth Sun, Agnès Harbaux: 20 h 30 mer.
Planos. Chopin, Rachmaninov, Capelier.
SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Isabelle hmichen: 20 h 30 mer. Plano.
Mozart, Chopin, Dabussy, Magin.
SALLE PLEYEL.

tre phonique Mar. (piano),
(direction). Brittan, Lisza, Haydn,
Loseph Baert (beryton), Eva-Pis Manceu
gograno), Oldier Bouture (hauta-contre),
Laurent Brack (direction). Orff, Rossini.
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES
(47-20-38-37), Jean-Claude Pennetier,
Regis Paqquier: 15 h sam. Piano, violon,
Alain Meunier (violoncelle). Schubert,
Beethoven, Alkan, Brahms Jean-Marc
Luisade: 11 h dim. Plano. Schumenn, Alsin Mourier (Violoncelle): Schubert, Seethoven, Alkan, Brahms Jean-Marc Luisede: 11 h dim. Plano. Schumenn, Beethoven, Chopin Orchestre rational de France: 20 h 30 jeu. Barry Douglas (piano). Ligeti, Liszt, Beethoven!.

PÉRIPHÉRIE

CERGY-PONTOISE. ESSEC. Devid Lively: 20 h 30 mer. Plano. Fauné, Liaza, Chopin. CHATEAU DE BRETEUIL. Litene Fon-

tayne, Gilbert Elkatin, Paul Dupuy: 17 h dim. Soprano, piano, guitare, André: Seint Cilvier (mandoline), Mozem, Doni-zetti, Bellini, Schubert. CHATENAY-MALABRY: CENTRALE.

CHATENAY-MALABRY: CENTRALE.

Quetuor Yesye: 20 h jeu. Mendelssohn,
Mozert.

COMBS-LA VILLE. LA COUPOLE:
(64-88-69-11). Quetuor Ravel: 20 h 45

ven. Walson: Bertok, Beethowen.

COURBEVOIE. ESPACE FATE EAUX!
(46-67-70-00). Orchestre symphonique
de jeunes de l'Be-de-France: 20 h 45

jeu. Josef Beert (beryton). Eve-Ple Manceau (sourzano). Dictier Boututre (heuteceeu (soprano), Didier Boututre (heute-contre), Laurent Brack (direction), Ros-

EVRY, THÉATRE DE L'AGORA (64-97-22-99). de l'Ile-de-France: 20 h 30 mer. Mile Kobayashi (violon), mandelssohn, Bee-

troven.

MAISONS-ALFORT. THÉATRE
CLAUDE-DEBUSSY (43-96-77-67).
Orchestre and dile-de-France:
20 h 45 jeu. Mis Kobayashi (violon), Frédéric Chaslin (direction). Gagnaux, Mandelssohn, Beethoven.

LE PLESSIS-ROBINSON. EGLISE SAINTE-MADELEINE. Les Cossques de Russie : 20 h 45 jeu. RUNGIS. ARC-EN-CIEL - THÉATRE

RUNGIS. ARC-EN-CLEL - THEATRE
DE RUNGIS (45-60-54-33). La di
seta: 21 h mer. Comèdie lyrique de
serge Dutrieux et Michel Rostain d'après
Chériez (mezzo-eopranol, Fabienne Masoni (soprano
Parsons, Bric Trémofères (ténor),
Senders, Michel (barysons),
Deniel Lecoyer Serge Dutrilleux (violon), Renaud Gercia-Fone
basse), Jean-Louis (secondéort).

basse), Jean-Louis (secondent).
VERSAILLES, CHAPELLE ML DU CHATEAU, nationale Varsalles: 17 h 30 jeu, Bach, Charpentier.

NOTRE-DANIE: (39-50-71-18). Is In the control of the control of

MARDI 21 AVRIL

OPÉRAS CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). et sande: 11 h 20 jeu., www., lun. Opéra de Debussy, Cox (basse), Penelope Welker (mezzo-soprano), Reill

«La Grande Arche de la Défense de son quartier de l'an 2000 », 14 h 0, station RER Défense, sous le panneau sortie E Grande Arche (Europ explo).

«Hôtels et jerdins du la des Vosges», 14 h 30, sorde métro Seim-Peul (Résurrection du pessé).

Saint-Paul (Neguraction du possét.

1. Saint-Paul du Palais-Royal : lepalais, le lardin, le gal povertes», 14 h 30, 2, place sitRoyal, le Louvra Antiquaires (Comaissance Paris).

4 La Sainte-Chapella vitraux», 14 h 30, métro Cité(E. Romann).

parsonal, excusare et dépayament assurés», 14 h 40, 3, am Palestro (Paris autrefole).

dins quartier Montsouriss, 14 h 45,, more (V. Langlede).

et a Mercha de la nollogy, 1 bis. 198

Nous publions le hundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée et dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (jendi).

ton), Alson Hagley (soprano), Choeur and Orchestre du IV. L. National Opera, Pierre Boulaz (diretion), Peter Stein Imise en scène).

OPÉRA-RASTILLE (44-73-13-00), Un bei mesquei : jusqu'est 25 avril. 19 h 30 mer., sem. Opéra de Verdi. Dennis O'Nell (sépar), Ausendru Agache (baryton), Lubics Ryberska, Nisccia Focile (sopranos), Susan Shafer (mezzo-soprano), Orchestre et chours de l'Opéra de Paria, Myung-Whun Chung (direction), Nicolas Joël (mise en scène) Les Contes d'Hoffmann : jusqu'ast 11 mai. 19 h 30 ven., lun. Opéra de Jacques Offenbach. Franscico Aratra (ténor), José Van Dam (baryton), Georges Gauter (basse), Martine Dupuy, Netalie Desay, Nadine Deriza, Lela Cuberí (sopranos), Orchestre et chour de l'Opéra de la lim Martin (direction), Roman Polanski (mise en schne) Rehda (chor.). PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20).

Toréador : jusqu'eu 3 mei. 21 h jeu., ven., sam. ; 17 h dim. Opéra d'Adolphe Adam. Yves Coudray (ténor), Llonel Peintre (baryton), Edwige Bourdy (soprano), Frédéric Chetou (filtre), Erka Guiomar (pieno).

ELANCOURT. LE POLLEN
(30-62-82-81); Le Scela di Seta :
20 h 30 ven. Comédie Lyrique de Serge
Durilleux et Michel Rostein d'après I
sini, Gienn Cherries, L.
(bacytonat Claudine Cheriez, Fablenne
trancs), Brien Persons, Eric
(ténors), Daniel Lecoyer
(viclon),
Rensud Gercie-Fons (contrebessa), JeanLouis Martinier (secordion), Michel Rostain (mise en scène).

1VRY-SUR-SEINE. THÉATRE

tain (mise en scène).

IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE
(48-70-21-55). LI LIMIN di Buril:
20 h 45 sam.; 16 h dira. Comédie lyvique de Serge Dutrilleux et Michel Rostain
d'après Rossini. Giern Chembers, Michel
Veissière (barytons), Claudine Cherlez;
Fablenne Masoni (sopranos), Brian Parsons, Eric Trémolières (ténos), Daniel
Lecoyer (comédien), Serge Dutrilleux
(violon), Renaud Garcia-Fons (contrebasse), Jean-Louis Martinier (accordéon), Michel Rostain (mise en acène).

ELDORADO (42-49-80-27). Sissi:
14 h 30 mar., jeu.; 14 h dim. Opérate
de Francis Lopez, livret de Nadine de
Rothschild. Lyez Richard Finel III Kriss
Keller.

JAZZ, POP, ROCK

ALLIGATORS (42-84-11-27). Nancy Holloway, Philippe de Prefesac Custret : 22 h mer., jeu.; Hal Singer Custret : 22 h mar., jeu.; Hal Singer Custret :

22 h ven., sam.; Shiphane Furich Quertur: 22 h mer.

AU DUC DES LOMBARDS
(42-33-22-88). Trio Arvanitas: 22 h 30
mer., jeu.; Alfredo Rodriguez: 22 h 30
ven., sam.; Bobby Rangell: 22 h 30
ven., Sourcleir, E. Sindore,
E. Brachet: 22 h 30 km.

AU GRAND REX (45-08-93-89). Les
VRP: 20 h jeu.
BAISER SALE (42-33-37-71). Xalam:
22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim.;
Captain Mercler: jusqu'au 27 avril.
22 h 30 km.; Andelouse's: 22 h 30

BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Jeen-Pierre Bertrand : 22 ll mer., jeu. Piano ; Sylvein et Emmanuel Sourdeix : 22 h km., mar. BATACIAN (47-00-30-12). 20 it jeu., ven.

20 n jeu., veri. LE BILBOQUIET (45-48-81-84), Michel Hausser Quartet: 22 h 45 mer., jeu., ven., sem.; Alex Sanders en trio: 22 h 45 km.; Bob Martin: 22 h 46 km.,

BLUSS DU NORD (42-09-00-77).
J. Scott & the Later: 22 h Jeu.
BOUFFONS THEATRE (42-39-36-83).
Yekovleff Quertet: 17 h sem. CAFÉ BALTARD (42-33-74-03). Natu : CAFE BALTAHU (42-33-/4-US). Neru: 22 h sem.; Isotop: 22 h ven.
CAFÉ RIVE-DROTTE (42-33-81-62).
Michel Herblin, Kerny Quartet: 22 h 30 mer., Jeu.; Sterfuckers: 22 h 30 lun.,

Black Balled: 20 h 30 mer., jeu., ven.; 15 h 30 dim. musicate de phone, chant), L. Velle (chant), Youval Michael (percussions), le ballet

CASINO DE PARIS (49-95-99-99).

Names of the Name mar.
CITY ROCK (43-59-52-09). Les Grands
Bleus: 0 h mar.; After Eight: 0 h jeu.;
Diale Stompers: 0 h van.; Milles Lestur
Band: 0 h sam.; SCJ & CO; 0 h dim.;
Buffet froid: 0 h lum.; Momade in

France : 0 h mar. DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Harlem International Revue : 20 h 30 sam. ; Billy Cobham Group : 20 h 30 dim. DUNOIS (45-84-72-00). L'écho rilleur :

20 h 30 mer., jeu., ven. ELYSÉE-MONTMANTHE. Billy Bregg & the Redstar: 19 h 30 mer. ESPACE ORNANO, Four Horsemen:
19 h 30 mer.; Drivin'n Cryia: 19 h 30
ven.; Victims Family: 19 h 30 dim.;
Careass, Suffocation, Thatanes:
19 h 30 lun.; Agnotic Front: 19 h 30

mer.
L'EUSTACHE (40-28-23-20).
L'EUSTACHE (40-28-23-20).
L'EUSTACHE (40-28-23-20).
L'EUSTACHE (40-28-23-20).
L'EUSTACHE (40-28-20).
L'EUSTACHE (42-36-98-69).
L'EUSTACHE (42-3

[szcophone], Jean Chaudron (basse), Jean-Pierre Pothler (pierro), HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73), Mutthew Gonder Band: 22 h mer., sam.; Soul Time: 22 h jeu.; The Transcontinental Com-boys : jusqu'au 30 avril. 22 h 15 jeu. : Barbara Webber : 22 h km. : Pep Jet : 22 h mar. (40-11-50-23), Houdini de Sade, Painkil Webber: 22 h km.; Pep Jut: 22 h mar. JAZZ CLUB LLONEL-HAMPTOR 40-68-30-42]. Churles Brown: 22 h 30 mer., jeu., van., sam.; Boso e Novos Tempos: 22 h 30 dlm.; The African Jazz Pioneers: jusqu'au 9 mai. 22 h 30 km., mar.

An, mar.

LATITUDES SAINT-GERMAIN
(42-81-53-53). Albi Cullez Trio: 22 h
mer., jeu.; Jennes Brockington
22 h ven., sam:; Irène Amer II Chellenge : 22 h lun.; Fablen III.
Patrice Gales Trio: 22 h mar. Soirée tap
dense show.

dance show.
LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Pow
Wow: 0 h ven.; Phobi Maniscs: 0 h

LA LOUISLAME (42-36-58-58). Boozzoo's Jazz Combo: 21 h mer.; Jacques
Caroff Group: 21 h jeu.; Michel I
giss Jazz Group: 21 h sam.; Michel I
giss Jazz Group: 21 h sam.; Michel II
cont Trio: 21 li lun.; Philippe de
masse Group: 21 h sam.; Michel II
cont Trio: 21 li lun.; Philippe de
masse Group: 21 h sam.
LE MONTANA (45-48-93-08). Trio
Alain Bouchet: 22 li 30 mer.; Globe
mothers: 22 li 30 jeu., ven.,
[Cusnet Vincent Chinste: 22 li 30 ven.,
sam.; Trio René Urtreger: 22 h 30 km.
Au club.

ARONTGERERER MARGAGAGAGE Planne

Au chib.

MONTGOLFIER (40-80-30-30). Pleare
Calligaris All Stars: 22 h mar., jeu.,
ven., sam.; Stophene Guérautt: 22 h
lun., mar.
NEW MOON (49-85-92-33). Mewashigeri: 20 h 30 mer.; Barking Dogs: 20 h 30 jeu.; Pilous Dexter; 23 h ven.; Scurs: 23 h sam.; Les Portugaless ensablées: 20 h 30 lun.; Le Grand Orchestre du Cochon Club: 20 h 30

Orchestre du Cochon Club : 20 h 30 mar.

NEW MORANNIC (45-23-51-41). Ray Brown, Gene II. Jeff Hamilton : 21 h jeu. James III. Jeff Hamilton : 21 h jeu. James III. Jeff Hamilton : 21 h jeu. James III. Jeff Hamilton : 21 h jeu. James : 21 h van. ; Tarry Rillay : 20 h 30 dim. ; Freddie Huberd, III. Hutcherson, Louis Hayes : 21 h mar. Ronnis Methews.

PALAIS ORANISPORTS DE BANGS.

Hayee: 21 h mer. Romie Methews.
PALAIS OMNISPORTS DE PARISBERCY (40-02-80-02). Dire Straits:
19 h ven., sam., dim., lun., mar.
PASSAGE DU NORD-OUEST
[47-70-81-47). Juan Rozoff, p p th
bonheur: 12 h mer.; Wim Ma was:
22 h jou.; Taref de Heldouks: 22 h

mer.; Haddi Fatto: 21 ft peu.; reve o'Clock — Group: 21 ft wen.; Jazz è aix: 21 ft sem.; Soinie CIM: 21 ft lem.; Michel Portal, Joachim Khun: 21 ft mer. Jean-François Jermy Clark.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-28-28-59). Marcel Zanini et son orchsetre: 21 ft mer.; Claude Luther Ouintet: 21 ft jeu.; High Society Jazz Bend: 21 ft ven.; Charlie Side Secont: 21 ft sam.; New Jazzonyme: 21 ft len.; haldi et son Hot Five: 21 ft mer. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Barney Wilen. Alain Jean-Marie: 23 ft mer. Saxophone, piano; Marc Fosset, Alein Jean-Marie, Christophe Le Van: 23 ft jeu., ven., sam. Guinere, piano, controbasse; Barney Wilen: 23 ft mer. Saxophone, Michel Graillier (piano), Giffen Neurel (controbasse), Fig., and the 148-00-00-000.

nie).

REX CLUB (48-08-93-89). W.

Experience: 23 h 30 mer.; Kedance: jusqu'au 26 avrill. 23 h dim.; Rex Appeel: jusqu'su 7 mei. 23 h jeu.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Bernadette Soubirou et see Apparitions: 22 h 20 msr., jeu., ven., sam.; Jent-Pierre Kalfon et Black Minestrone: 21 h lun.; Poirt du jour: 22 h 30 msr. SING 90MG (43-43-92-02). Jeff Alpart Trio: 22 h msr.; Vincent Courtois: jus-qu'eu 30 avril. 22 h jeu.; Spingtime Trio: 22 h wen., sem.; Laura Lictardi: 22 h msr.

SLOW CLUB (42-33-84-30), Tichnum Jazz Band : 22 h mer., jeu., ven., sem. ; Jacques Doudelle Jazz Grchestra : 22 h

Jacques Doudelle Jazz Orchestra : 22 h mar.

SUNSET (40-26-46-60). Jean-Pierra Fourquey Quintet : 22 h 30 mm jau., ven., sam.; Ennmanuel Sourch Trlo, André Villeger : 22 h 30 jun.; Trio Parz Burter : 22 h mar.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Pick up : 22 h mer.; Canyon Riders : 22 h jeu.; Marquee Club : 22 h ven.; Mox Gowlend : 22 h sam.; J.-J. Millegeu & March 22 h mar.; Hot Link : 1 h sam.

sam.

LA VILLA (43-26-60-00). Cleroentine,
Patrice Geles, André Villeger: 22 h
mer., jeu.; Gérard Badini Swing
Machine: 22 h war., sam.; Simon Coubert Quinnet II: 22 h lan., mar.

PÉRIPHÉRE

BOBIGNY, MAISON DE LA CULTURE [48-31-11-45]. Ometin Coleman, Prime Time : 20 h 30 sam_ Time: 20 h 30 sen.
CHATENAY-MALABRY. CENTRALE
CHATENAY-MALABRY. CENTRALE
CHATENAY-MALABRY. CENTRALE
CHATENAY-MALABRY. CENTRALE
(Martette de Gonzalo Rubelcaba: I h
Gonzalo Reynaido Melian (trompette), Faibe Cabrera
(husse), Jul Berretto (britania,
CRÉTELL. 186 AVENUE
(48-99-75-40). 21 h ven.

EPINAY-SUR-SEINE, ILLI O'ORGE-MONT (48-41-41-40). Double Bass System: 20 h 30 sum.

MASSY. CENTRE PAUL-BAILLIART (69-20-57-04). Melica Family, Kni Crit: 21 h ven.

MONTREUIL, INSTANTS CHAVIRÉS

(42-87-25-91). Eric Schultz Sextet:
21 h jeu.; Trash Corporation: 21 h
ven., sam.: Heury Torrence: 21 h mar.
MONTREUIL MAISON POPULAIRE
(42-87-08-88). Trio Las Pirange: 20 h 30 yen. RAMBOUILLET. MJC (30-88-89-04). Le Cri de la mouche, Chibushue : 27 h RIS-ORANGIS. LE PLAN (69-43-03-03). Daddy Yod, Tonton David, Mc Lee: II h 30 ven. SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES.

42-43-44-33). Tim Lonety (42-43-44-33). Tim Lonety (42-44-33). Tim Lonety (42-44-34). Tim Lonety (SAINT-OUEN. ESPACE 1789

(40-11-90-23), Housin de Saio, Paritir ler : 20 h 30 mer. Dens le cadre du Fes-tival Bantieues bleues. Union 115 fav. SEINE. CENTRE Union 125 fav. SEINE. CENTRE Racul Parites : 20 li 30 ven.

CHANSON'

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-11)

LA ENTALE (42-23-38-00). Tokiko :

perdu. 5 OLYMPIA (47-42-25-49), Mexime I.M Forestier: 20 h 30 mer., jeu., ven., sem. 1 17 h dim.; Stephen Sicher: 20 h

THEATRE THIS (40-22-94-68). Gérard mail ar : jusqu'au 3 mai. 20 h 30 mer., jou., ven., sam., dim., kin. TOURTOUR (48-87-82-48). Jean-Claude Meurisse : jusqu'au 9 mai. 22 h 30 mer., jeu., ven., sem., mar. ; Jean-Noël Dupre : 17 h, dim. ; 20 h 30

TROTTOIRS DE SUENOS-AIRES (40-28-28-59). Tric Trail de Ennos-Aires : jusqu'su 30 mm. II h 30 dim., mar ; Estela Kleiner : jusg u a u 25 awik: 22 h 30 jeu., ven., sam. ZÉNITH (42-08-80-00). Cher : 20 h

PÉRIPHÉRIE

PLAN MALAKOFF. THÉATRE 71 (46-55-43-45). Absinthe : 20 h 30 von.. sam. : 17 h dim. Hélène Delavault (chant), (chant), (piano). RUEIL-MALMAISON. THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX (47-32-24-42). Sarge Reggiam: 20 h 45 jeu. Dans le cadre du Chorus des Hauts-de-Seine.

BALLETS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-74-42-19). de contemporaina d'Angers : 20 h 30
; 16 h Romance
Fleurs de pleire, Deniel Larrieu, Matthew
(chor.).

S. Allenda

17 海髓 實

-

Par de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la

#

Caffeling i 👼

ergende og

1 12 YEAR

T-40 10 4 2 g-448

d hard topped

Same Miles e . Je milita

St. City St.

18.75 IN THE

A receive a

Tungtage

Section Administration

The second second and the second seco

10 00 10 TA

The second secon

e de trapa 🚜 🙀

1 50 w P

The management of the state of

4444

mate & Said : 4 Farme M

**** No. of Lot, St.

THE PART OF

170.3

1500

DI 25. 1.

NE 05 TO 110

Str. Comment

CENTRE MANDAPA (48-89-01-60). DE PALAIS GARMER
(47-42-53-71). La Sylphide : jusqu'au
avril. 19 h 30 mer., jeu, Livret
d'Adolphe Nourrit d'après Philippe
Taglioni.

(chorégraphie), Jean-Marie
[musique].

LE REGARD DU CYGNE

[43-58-55-93]. Philippe L. Compagnie Solletis : jusqu'au 22 L.

20 h 20 mar. inachavée de M.

P..., Règle d'or, le Vide, la Cicatrice du parasot.

THÉATRE DU JARDIN (40-67-97-86). Ballets Ethery Pegave ; jusqu'au 23 avril. 14 h 30 mar., jou. ; 14 h 30 20 h 30 ven. La Légende de Mélusine, Ethery Pagava (chor.)

PÉRIPHÉRIE

VILLEJUIF. THEATRE ROMAIN-ROL-LAND (47-26-15-02). Ballet du Nord : 20 h 30 ven. Raquiem, Jean-Paul Come-

MUSIQUES DU MONDE CENTRE MANDAPA (45-89-01-80). Brigitte Menon. Prabhe Edouard : 20 h 30 ven. Manique classique de

l'Inde du litare. EGLISE SAINT-MEDARD. A Filenta 21 h jeu. Chemis Polyphoniques corees. INSTITUT DU MONDE ARABE
(40-51-38-38). Ensemble Nadi el-Hittel

The in : 20 h 30 ven. Ensemble el
Ensemble Essoundoucia, Ensemble el
Fergagiii : Il hall sam. Musique andalouse d'Algèrie Ensemble Nasaim el-Andalous : 20 li 30 dim. Ensemble Gherns
ta, Musique andalouse d'Albèrie.

MÉNAGERIE DE VERRE IVRY-SUR-SEINE. THÉATRE (46-70-21-55). Jean-Louis Melijun : jus-qu'au 23 avril. 20 h 45 jau. : 16 h dim.

se Monde

Vient de paraître UNE HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Sous la direction de Antoine de Baccque

Pour la organise fois, l'ensemble de l'agresse teliur d'un système politique, issu des principes avancés en 1/201. Pourtant la démocratie ne se un l'alle pas de la même façon au Royaume-Uni ou en Allemagne, en Roumanie ou en in nochman product Compromite m démocrate d'en proposes l'invoire.

LES ÉCHOS DE LA MEMOIRE

Talonas en altra funda. de la Seconde Guer e Morro della

Textes réunis et l'éser l'a m Times & Kommet Gilles Manceron Préface de Claude Julien

alije salvira de a guarre e do nazisme 🖫 Comment se transmet la mémoire? Il est, témoins, des enseignants, de l'État et des me sias ? Vivre la démocratie, efect co life on he valeurs.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Fleur d'immodestie

The second secon

The state of

The second second

esponsor and

* Jarmé »

« Oul parte fleurs pense Hollande, » Ces cinq mots ont récemment suffi à M. Claude Renard. président de l'Association nationale interprofessionnelle de l'horticulture (ANIHORT), pour situer le défi que constitue la participation française aux Floriades, qui se tiennent depuis semaine demière, et pour six mois, aux portes de La Haye. Pour mondiale qu'elle soit, cette exposition horticole reflete avant tout l'écrasante suprématie néerlandaise : sur dix fleura vendues dans le monde, sept viennent des Pays-Bas, de même que la moitié des plantes en pot. L'Hexagone paie chaque année son écot à cette domination : 14 000 horticulteurs français exportant vers les Pays-Bas pour 100 milions de france; mais la France achète aux

10 500 horticulteurs hollandals pour... 3 milliards de frança l Pour participer aux Floriades sans aller à Canossa, l'horticulture française a choisi de montrer la diversité de sa production, de donner une image novatrice créneau de la qualité et du haut de gamme. De ce point de vite, le pavilion de la France est un succès. Mais ce souci de qualité ne devreit pas faire oublier des handicaps criants. Ce n'est que contraint et forcé que M. Renard a évoqué, pâle-mâle, la dissémination des entreprises et la

dispension de l'offre qui en découle, ou bien la faiblesse des circuits commerciaux et, notamment, l'absence de vrais marchés de gros. En l'occurrence, la France a quelque leçon à C'est pourquoi l'ANIHORT devrait

faire preuve de plus de modestis. Dire des tulipes néerlandaises qu'elle «lèchent plus vite la table» Affirmer que les fleurs françaises ne sont pas exagérément chères per rapport aux fleurs

néerlandaises l'est aussi. Accuser les supermarchés de mai vendre les fleurs n'explique pas pourquoi certaines chaines

s'approvisionnent en direct aux Pays-Bas. Et prétendre que ces demiers efont de la soupes, en comparaison du «potage plus raffiné « de la France des fleurs est

Les hortlouiteurs néerlandais, en tout cas, ne tendant pas la sébile li leur couvernement pour se promouvoir à l'étranger : ils le font naturellement et sur leurs propres deniers, alors que les Français renacient et attendent des subventions. Ainsi Paris a payé, au moins, la moitié des 5 millions de francs investis per l'ANIHORT

CHRISTIAN CHARTIER

BOURSE DE TOKYO Matinée du 10 avril

Rechute 4

veau fortement baissé, lundi
20 avril, l'indice Nikkei clôturant
n recul 1509,33 points (-2,9 %)
17 071,36 points. I repli s'e
dans un marché étroit
avec peu de transactions, du
notamment de l'inquiétrangers en ce lundi
Pâques. I manque
dans la politique de relance du
gouvernement nippon et l'inquiétude sur les résultats
prises japonaises ont nouveau
pesé sur la tendance. « s'agit pesé sur la tendance. « I s'agit
jours d'une où
veut prendre l'initiative », expliquent les opé d'apprendre à terme
d'arbitrage liées au marché à terme expliquent également ces fortes

VALEURS	Cours du 17 avril	Courseds 20 and
Abel Bridgastione Cason Fei Bant House Motors Massachus Securic Absudahl Henry Seny Carp.	510 1 130 1 340 1 430 1 550 1 320 4 190 1 450	1 120 1 350 1 350 1 310 1 560 1 330 568 4 120

BILLET

Conçu pour accueillir 70 000 jeunes permi les plus 📰 difficulté, PAQUE (Préparation active la la qualifi-I l'emploi) suscite nombreuses réactions dans milieu 🖢 🖢 formation, Si tout le monde approuve les objectifs par Me Martine Aubry, ministre 🖿 travail, pour un 🛋 t 📥 3,5 milliards en 1 📖 les plus critiques remettent cause méthode retenue. craignent que le dispositif entraîne une restructuration 🌆 ce secteur d'activité. Name rement, 📭 s'offusquent qu'on leur promette une prime de 10 000 francs par jeune placé dans les trois mois...

dans les trois mois...

Annoncé le janvier par Marine Edith Cresson, alors premier ministre, le programme PAQUE (Préparation active à la qualification et à l'emploi) est, à l'origine, un correctif apporté aux errements du Crédit-formation individualisé (CFI), conçu, deux ans plus tôt, par M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formule quasiment unique destinée aux jeunes sortis du système scolaire ans diplôme ni qualification. Le programme PAQUE doit permettre l'accueil, en une année, de 70 000 jeunes parmi les plus en difficulté, dont on constate, avant, même l'obtention d'un nivean professionnel reconnu, qu'il leur faut régler des handicaps personnels et sociaux, ou qu'il leur manque la maîtrise de connaisances de base (écrire, lire, compter, raisonner). Selon Mar Martine Aubry, ministre du travail, il a pour fonction de former progressivement, en amont du CFI, le tiers des 400 000 chômeurs de moins de vingt-cinq ans qui sont encore loin d'avoir les antitudes requises pour se vingt-cinq ans qui sont encore loin d'avoir les aptitudes requises pour se

C'est que, avec le temps, les ambi-tions du CFI ont pu sembler dérai-somables, du moins dans les moyens mis en œuvre au nom de l'idée géné-

adressée à leurs partenaires de

la Communauté, la France et

l'Italie s'inquiètent du peu 🚢

contreparties exigées de indus-triels du Sud en échange de la

levée des barrières protégeant manufactures développés.

La rencontre, mercredi 22 avril,

MM. George Incues
Delors inquiète I France I l'Italia.
Ces deux pa redoutent que le
président de I Commission
Binant de I Comm

dossiers? Le textile, notamment, la sellette depuis qu'en 1985 il la décidé de réintégrer lindustrie, jusqu'ici soumise aux particulières de l'accord multiplières, dans le cadre général du GATT (voir le l'économie », l'économi

Aussi, la France d'Italie – deux pays où les de l'habillement jouent encore un rôle important – vienneut de faire cause de l'abbillement jouent encore un rôle important – vienneut de faire cause de confidentielle transmise le 30 mars à leurs partenaires des Douze, leurs exigences sur ce e volet (...) du cycle de l'Uruguay Round ». Les deux pays s'en prennent particulièrement d'arbinent particulièrement d'arbinent gartif. M. Arthur Dunkel, soupçonné à Paris – et sans doute

soupconné à Paris - et sans doute Rôme - d'avoir privilégié les

revendications des pays en voie de développement. Au terme d'une période transitoire de dix ans, le

texte de M. Dunkel prévoit, en effet, en ouverture complète et sans contrepartie des marchés des

pays développés aux exportations de textile et d'habillement des pays main-d'œuvre bon marché.

«S'il [M. Dunkel] précise bien le calendrier 🛋 réintégration des

Les renégociations du GATT

Français et Italiens font front commun

dans le textile

présenter à un CAP quelconque.

Le programme PAQUE pourrait entraîner une restructuration du marché de la formation professionnelle

reuse de «la deuxième chance», vou-ice par le de la République. Fort chère – six milliards de francs – la mesure s'avérait, à la mi-1991, être la mesure s'avérait, à la mi-1991, être un gouffre financier, les lignes de crédit étant à peu près épuisées, en raison de la politique menée à l'époque, à « guichet ouvert ». Des 120 000 bénéficiaires prévus au budget, on était passé à 200 000, tout jeune étant systématiquement dirigé vers ce système de formation post-scolaire. Parce qu'il était implicitement admis que chaque stagiaire devait obtenir l'équivalent d'un niveau CAP, voire le diplôme, le quota des 800 heures de formation, initialement fixé, se trouvait, dans bien des cas, dangereusement dépassé. Non seniement les résultament pas la hauteur des espérances (à la fin du premier semestre 1991, selon les derniers chiffres connus, 30 000 jeunes ont obtenu une «validation partielle», dont 9 000 une «validation complète») une «validation partielle», dont 9 000 une «validation complète») mais, pis, les choix d'orientation professionnelle, laissés le plus sonvent aux jeunes, ne garantissaient aucunement un débouché sur l'emploi. Trop de filles, notamment, optaient pour des métiers du tertiaire (secrétaire, coiffeuse, esthéticienne), sans tenir compte des conditions locales du marché du travail...

> Action « lourde »

Préoccupée par cette évolution, M= Martine Aubry y mit le holà, peu de temps après son arrivée rue de Grenelle. Par une circulaire, en date du 22 juillet 1991, elle corrigea les orientations les plus dangereuses et révisa à la baisse les effectifs des bénéficiaires, ramenés à 11,7 500 pour l'année 1991. Pour 1992, elle opta pour des objectifs réalistes et préconisant de diviser le public en trois parties : les jeunes, pour qui la solution passe par l'entrèe immédiate dans la vie active - et ce furent les exonérations de charges sociales pour exonérations de charges sociales pour les jeunes; — ceux qui ne sont pas éloignés d'une qualification et qui passeront par le CFI; enfin, ceux pour qui un travail preparatoire adapté doit d'abord être accompli.

L'Inde l'Egypte, par exemple, n'interdisent-eiles les importations le produits textiles? La Thailande et le Pakistan

parier tarifaires qui ajoutent parfois, comme en Chine, à la taxe mitiale (de 50 % à 100 %

de valeur du produit importé)
des taxes... régulatrices, de port,
sur le revenu, un le entreprises,
industrielle, etc.

Français Italiens
un loyal »
procédures communauli Contre le dumping,
la contrefaçon.
Faisant implicitment

aux carences pro-cédures européennes, les deux souhaitent que Bruxelles se dote

d'une «clause de sauvegarde» et de moyens d'action efficaces. Un

peu à l'image de ceux de les Etats-Unis : pouvoirs de rétorsion I l'encontre de pays ne respec-

pas accords internationaux; et de sanction des importations « déloyales »...

Reste à savoir, désormais, si la Grande-Bretagne, les Pays-Bas le Danemark, où l'industrie textile a disparu, I l'Allemagne, qui joue depuis plusieurs décennies la « délocalisation » dans les pays

panvres, appuieront jusqu'au bout l'initiative franco-italienne.

ce dernier groupe, qui et, de loin, dans la situation la plus vulnérable. Sur le principe, avant même d'envisager le la ssage par le CFI ou l'éventualité d'une embauche, il convient de leur donner les selon une pédagogie nouvelle, aiternant formation et périodes dans les entreprises, pour un du temps, techniques de l'éducation male l'évélées inopérantes. Comme ll s'agit d'une action clourdes, la été d'une action durée de l'opération moyenne de 1 800 heures, étélée un maximum dix-huit maximum di compétences. L'ensemble de la mesure devrait coûter 3,5 milliards de francs en 1992, et i milliards en

choquants

Très vits, les différents opérateurs ou acteurs de la politique de l'emploi ont été séduits par le dispositif, dont ils ont recomnu qu'il correspondait à un besoin. Techniquement, ils y ont vu nombreux a : le tarif de l'heure-stagiaire, déja passé à 24 francs, pourrait atteindre jusqu'à 50 francs; les contrats passés avec les organismes retenus seraient de longue durée, préfigurant un conventionne-ment pluriannuel souhaité par les professionnels de la formation; l'accent étant mis sur les méthodes accordées pour l'ingénierie (50 000 francs pour 200 stagiaires); les tuteurs en entreprises pourraient être formés; enfin, il était admis que, pour un quart de leur coût, dans la limite de 10 % du financement accordé, les heures non réalisées resteraient acquises pour la couverture des frais fixes. des frais fixes.

Mais, à la lecture du cahier des charges, présenté le 28 février pour un appel d'offres fixé au 3 avril, nombreux furent ceux qui déchantè-rent et qui, pour certains, exprimè-rent un protond mécontentement. rent un profond mécontentément. L'argence surprit : pour une formule aussi nouvelle, il fallait s'engager à remplir la moité des stages d'ici juillet et avoir accueilli la totalité des 70 000 jeunes «avant la fin novembre 1992». Rasuite, quelques détails choquèrent. En particulier le fait qu'une « subvention prévisionnelle » de 80 francs par jour et par jeune placé en stage d'alternance dans une entreprise, imaginée comme un forfait, puisse rester acquis à l'organisme de lormation conventionné « qui peut reverser tout ou partie à l'entreprise». Dans une note confidentielle adressée à leurs partenaires de la Communauté, la France et l'Italie s'inquiètent du peu contreparties exigées la industriels du Sud en échange de la evée des barrières protégeant taxtiles développés.

La rencontre, mercredi 22 avril, mem l'ouverture leurs pres marchés. Français l'aliens exigent une véritable réciprocité, même l'dispositions particular peuvent être prises en plus pauvres.

L'inde l'Esquite par exemple. neverser tout ou partie à l'entreprise».
Ou, encore, qu'une prime de
10 000 francs soit offerte à l'organisme de formation « au vu de la shuation de chaque jeune trois mols après a sortie», que celui-ci ait obtenu un contrat de travail d'au moins six mois ou qu'il soit entré en apprentissage, dans un contrat de qualification ou dans un stage de formation en alternance. «Nous ne sommes pas des mercenaires», s'indi-guent les formateurs, furieux qu'on puisse croire que leurs résultats seront conditionnés par «une telle

Les «gros» avantagés

Une autre disposition provoque un tollé: il s'agit de la règle selon l'appel d'offres que les organismes ou les groupements d'organismes capables d'accueillir au minimum des stagiaires, l'avantage étant accordé à ceux qui pervent garantir une mise en œuvre sur tout le territoire national. Certes, cette orientation s'explique autant sur tout le territoire national. Certes, cette orientation s'explique autant par la rapidité recherchée pour la montée en charge du programme que par l'importance des investissements rendus nécessaires pour son succès pédagogique, mais certains font observer qu'une telle sélection va à l'encontre de la tendance, jusqu'à présent admise, à la décentralisation. Dans beaucoun de bassins d'emplois Dans beaucoup de bassins d'emplois ou de départements, les autorités locales (conseil régional, préfecture, etc.) prennent peu à peu leur autonomie sur ces sujets et ont sélectionné des organismes de formation sur des critères de qualité. Or les uns et les autres risquent d'être écartés du programme PAQUE, centralisé sur les délégations régionales de la formation professionnelle pour les projets de deux cents à mille stagiaires, et sur la délégation nationale pour les projets de plus de mille stagiaires.

Au-delà, il y a un risque, souligné par le milieu de la formation professionnelle: PAQUE peut favoriser une tentative qui ne dirait pas son puieront jusqu'au bout fanco-italienne.

PIERRE-ANGEL GAY

morn de «restructuration» du marché de l'offre de formation, voire de «moralisation». Le programme pourrait provoquer des opérations de

revenir i jeter le discrédit un cerrevenir jeter le discredit la certains opérateurs, non-fiables ou
Or on dénombre en l'
quelque 36 000 organism de formation, l 200 seulement,
no-t-on, réalisent un d'afles sannuel supérieur à 1

A terme, le programme PAQUE précipiterait concentration sans doute Certains y voient l'objectif du montage

imaginé par le qu'il faut, minimum, disposer de douze formateurs I plein pour avoir une chance tout à fait tort. D'autant que tous les éléments inscrits au cabier 📖 charges, en particulier 🔳 🌃 privilégieront and tandis que manne financière prévue poussera aux regroupements, puis permettra

ALAIN LEBAUBE

PARTS - LOSTDINGS

En Club Europe yous n'avez

> besoin d'aucun

subterfuge

pour passer

devant

tout

le monde

l'embarquement.



Pour ses M wall quotidiens, British Airways réserve à l'attention exclusive im passagers Club Europe un comptoir d'enregistrement une porte d'accès à l'avion: le tout dans le satellite l' à Charles de Gaulle. 3, 2, 1... Partez!!! Paris-France Nord 47 11 14 14. Harman Sud M 125 Minited WW BA

BRITISH AIRWAYS

La rentabilité des banques françaises s'est nettement améliorée en 1991

leurs profits = 1990, les banques françaises n'ont cessé 💷 cours des derniers mois de tirer la sonnette d'alarme. D'un côté, le raientissement de la croissance III III montée des risques, et de l'autre leurs faiblesses structurelles (coût toujours plus leurs ressources, concurrence exacerbée ment de Poste, surbancarisation, faiblesse marges...) devaient les fragiliser. || mai 📶 rien. 🛄 paradoxe, c'est au'en movenne elles ont même pu, l'année dernière, li la fois accroître leurs bénéfices el leurs

Comment expliquer petit emiracle»? dépit pronostics alarmistes, rentabilité banques françaises améliorée en 1991, A l'image de la homologues caines, mais un une la la plus modeste, les banques françaises ont profité à la baisse des taux pour la chute de leur marges le redresser. marge n'avait les lu se dégrader depuis 1987, passant framman 1981, 3,5 % = 1991,

Que ce soit vis-à-vis des mar-prises des particuliers, le des bancaires n'ont pur réper-tif l'année dernière le baisses du loyer de l'argent. Et dans limite cas, notamment pour la crédits la consommation, ils même menté les taux. Comme les marges d'intérêt représentent en de le du produit de la la le

chiffre d'affaires des banques - l'effet sur les résultats a été considérable. Toutes les banques ont pu ainsi amé-liorer leur résultat brut d'exploitation, progressions qui s'échelonnent de 12 % Il près III 60 %. Même le IIII dit lyonnais et III banque Indosuez. IIIII les bénéfices, IIII baissé, IIII h banque Paribas qui affiche une burde perte, sont dans ce cas. Cela a été d'autant plus facile que la pro-gression des frais généraux est restée limitée à environ 6 %.

Toujours plus de commissions

notable, les opérations marchés redevenues et les commissions pris une place encore plus importante. Au the place encore plus importante. Au fur et il mesure que leurs opérations de milit devenaient ses dernières années plus risquées et moins profitables, les banques ont cherché à penser le manque il gagner par les commissions (facturation il services des viscontes des colentiers vices, des virements, des opérations de cartes, des frais de gestion...). Ces us dénués de risques, peu affectes par la conjoncture et pen consorntes par la conjoncture et peu conson-mateurs de fonds propres ont connu, en 1991, un progression spectacu-laire. Pour l'ensemble us banques, les commissions représentent plus de 15 % du produit net bancaire et pour un «trois vieilles» (Crédit lyonnais, RNP MM. Marc Viénot et Jean-Yves
Haberer, respectivement présidents
de la Société générale et du Crédit
lyonnais, veulent d'ailleurs rapideatteindre les 40 %.

Le ralentissement in la cro de la distribution le la lune conjoncture défavorable une politique plus

croissance des crédits impor-en supérieure I 11 %. En Will a sans retournement is tendance, la situation sera nettement moins bonne. En janvier et février 1992, les crédits aux particuliers sont en baisse et ceux aux sociétés en très faible progression. D'autre part, un certain nombre de difficultés structurelles ne se sont pas évanouies. La dégradation des coûts des ressources poursuivie. Les lines de la clientèle, l'argent le moins cher, ont diminué de près de li % l'an derpier. Les ressources tirées du marché obligataire and restées stables provenant des certificats de dépôts, les plus onéreuses, ont augmente de 35 %.

Mais le point le plus délicat est celui des provisions. Elles ont aug-menté de 22 % en 1991, tous établissements confondus, avec des croissances record pour la banque Paribas, touchée de plein fouet par les difficultés de sa filiale suisse, le Crédit lyonnais ou le Crédit mutuel.

la générale a pu permettre le luxe de les réduire. Mais sont-elles suffisantes? Les différences entre établissements sont sur ce point importantes. La qualité des créances est variable et les nettoyages des portefeuilles de prêts n'ont pas pris partout la même ampleur. La situation dans l'immobilier notamment - certains spécialistes estiment que le pire est à venir - ne prête pes l'optimisme. Les banques françaises (all prouvé, en 1991, leur capacité d'adaptation. Elles sont condamnées cette année il renouveler leur perfor-

ÉRIC LESER

Les résultats des neuf premières matters de fence)

ر در دور در	(1991)		cuire Résultat brut d'exploitation (1991)		Provisions (1991)		Bénéfico set consolidé (part du groupe) (1991)	
Crédit agricole	57,50 46,33 37,90 35,40 16,47 15,00 10,93 10,50 7,63	+ 11.40 % + 13.50 % + 5,90 % + 8,80 % + 5,2 % + 15 % + 17,30 % + 18 % + 5,20 %	24,9 13,31 10,80 10,50 4,30 4,30 2,83 3,75 2,04	+ 22,10 % + 11,30 % - 16,30 % + 16,50 % + 52 % + 40,10 % + 59,60 % + 15,30 %	13,90 9,60 8,10 5,49 2,13 1,50 1,55 5,17	+ 16,80 % + 47,90 % + 14,10 % - 19,10 % + 27,50 % + 40,20 % + 19,20 % + 170 % + 1,00 %	- 4,93 3,16 2,93 3,37 1,64 1,30 0,81 - 1,56 0,92	+ 5 % - 14,70 % + 81,70 % + 25,70 % + 41,40 % + 45,90 % - 13,30 % - + 17,90 %

(ii) Chiffres provisoires.

L'année 1 1 aura été instrumt un excellent exercice pour les banques françaises. Le premières sélectionnées en tableau pu augmenter, en moyenne, à la fois leurs provisions et le leur rentabilité. Ainsi, le leur rentabilité.

COMMUNICATION

Pour la première fois depuis le changement de régime

Un hebdomadaire hongrois haut de gamme sort dans les kiosques

Le premier numéro M Köztarsasag (la République) paru vendredi 17 daire, qui veut ka le pendant hongrois du Spiegel, se lance sur un manda de la presse déprimé, 🖬 📟 les journaux 🛔 within and du Marie

BUDAPEST

de notre correspondant

Vive République!» Ce slogan s'affiche panneaux publici-Budapest et depuis deux depuis deux qui attire l'attention, qui a di arçonné plus d'un Hongrois, tant genre de formule a été galvaudée politique au cours de der-années. Finalement, an n'a rien à voir avec un appel patriolique, mais marque sortie,
17 avril, de Köztarsasag République), le premier seneraliste de «qualité» à la reconstruction de la constitue de la apparition les kiosques depuis le changement de régime, il y ans.

Ce journal de 132 pages, is à 50 000 exemplaires, a nouvelles publications hongroises, plutôt grand public et sensationnalistes. sag tere pendant magyar du magazine allemand Der Spiegel. Le du journal comme deux gouttes d'eau au célèbre hebdomadim de Hambourg et l'allemant pas nas pages», sonligne le rédacteur en chef, Tibor Thurzo. Seule conces-sion: la publication sommaire des programmes de télévision.

Autre originalité: Köztarsasag est le seul journal hongrois d'information à être publié à l'étranger. L'hebdomadaire est imprimé en Autriche, car les coûts de fabrication pour ce genre de revue y sont nettement inférieurs et les délais de bouclage plus courts. Pour le contenu, Köztarsasag se distingue par la création de deux rubriques régulières: l'une consacrée aux activités religieuses; l'autre baptisée «Sans frontières», portant sur la vie des minorités magyares à l'étranger. Sujet sensible par excellence, car tous les pays limitrophes abritent d'importantes hongroises. Autre originalité: Köztarsasag est

Quarante-cinq journalistes et min téléphones

A l'origine, Köztarsasag voulait être un quotidien. L'idée a été auncée, il y a deux ans, au moment de l'autre à changements poli-tiques, mais le projet a échoué de ressources. Après avoir frappé à toutes les portes et parcouru l'Europe, Tibor Thurzo a finalement rassemblé 70 millions de forints (envi-ron 5,5 millions in francs), illemin ■ 51 % par un homme d'affaires aventurier, Gyorgy Matrai. Un capital entièrement hongrois et provenant du privé », insiste la

Consulture of a Music rio is reliced, 1 his, rue 1 sem.; 1 no Jazz watering , program 1

prosse immi tapageuse partisane. U. Flush se sur marché plutôt déprimé, où 🗪 les journaux 🗰 boulevard, généralement par 🗺 groupes étrangers, semblent n'a pour qu'un se concur-rent direct : HVG, spécialisé dans l'économie, mais vendu 68 forints (environ I francs). Köztarsasag 🖃 💮 trois plus em que son rival. obstacle, et non im moinen Hongrie : le quarante-cinq journalistes cinq appartements disposent, en tout, de trois lignes de téléphone.

YVES-MICHEL RIOLS

Un guide pour les reporters pho-tographes. — natio-nale des journalistes, reporters pho-tographes et cinéastes (ANJRPC) vient de publier un Guide des journalistes reporters photographes dont le but est de répondre à limite les questions concernant la profession : statut, relevés de piges, carte de presse, droits et devoirs, couver-ture sociale, retraites, accidents du travail, al aller droit à l'image, informatique, contrefaçons, etc.

journalistes repor**ETRANGER**

A quelques jours de son comité intérimaire

Le FMI confiant sur la croissance mondiale et le financement de l'aide à l'ex-URSS liards (240 milliards

A quelques jours de réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international (FMI), qui se tiendra a Washington la 27 avril, des responsables du Fonds de déclarés confiants la capacité m reprise de l'économie mondiale. Selon eux, L année, men le medient ne subira précession. Le un de mondial devrait s'établir 1,75 % cette année el passer à 3.25 L = IVU

Mercredi 15 avril, le directeur général du FMI, M. Michel Camaurait besoin an année d'une financière 44 mil-

Jusqu'en 1995

M. Theo Waigel réclame un gel des dépenses publiques allemandes prié. Si ces deux objectifs mes

M. Thin Waigel, ministre alle-mand de finances, a réclamé un pays jusqu'en 1995, dans un entre-tien dimanche 19 avril, le journal Welt un Sonntag.

M. Waigel de de que les dépenses de l'Est arbeit la la croissance du par duit millional brut m s'est donc prononcé a faveur d'une limita-tion de la bud-gétaires à 2,5 de dépenses des collectivités locales (États municipalités...), qui augmentent actuellement de 6 le par an, alors qu'un rythme de 3 % serait appropectés, M. Waigel estime que réunification financés ». Il que les programmes sociaux de l'Allemagne ne devraient la affectés par ces restrictions de Direim part, M. Waigel a

francs). Selon un responsable du

FMI, somme importante

peut Ilm débloquée mes peine par

de réduire certaines de leurs

aux armements, aux subventions à

l'agriculture un l'industrie. Pour

que cette alla soit efficace, le FMI

demande in renforcement de la

coopération entre 🖻 Républiques

de l'ancienne Union soviétique,

notamment Carlotte and Carlot

politique monétaire dans

la more rouble » (c'est-à-dire la

Républiques qui ont choisi de

nses improductives, consacrées

l'intention de son pays sale de l l'ex-URSS, qui a été, ces de l'exannées, la plus importante de limi occidentany. Il s'agit maintenant, M. Waigel, de faire participer les partenaires de l'Alle-

SOCIAL

Moindre mobilisation pour la vingt-sixième grève des dockers

La vingt-slaième grève des dockers français contre le projet dockers, de la dimanche loi regit le statut qui régit le syril, a été, fait nouveau, suivis cette profession depuis 1947 de manière inégale. Contrairement aux consignes diffusées 17 mill par la Fédération natioports et docks CGT, le mouvement n'a 🛌 été observé 🛚 Dunkerque, Calais, Boulogne, Rouen, Lorient, Saint-Nazaire Port-Vendres. Il a hairmain ste, namienna suivi au Hawa et à Marseille. A Bordeaux, La Rochelle ou Nice, l'impact de la grève a été limité par la faiblesse 🛍 trafic.

Depuis le mois d'octobre, 🔚 vingt-cinq précédentes grèves

Pour mieux affronter

ses concurrents

Le magazine «Time»

fait peau neuve

NEW-YORK

de notre correspondant

moîtié pour faire place à «deux tiers d'articles originaux» plus longs que dans la version antérieure du maga-zine, la dernière partie étant réservée aux informations à caractère culturel.

tionnel clivage entre les « contribu-tors » (reporters, bureaux à l'étran-

ger) apportant l'information et les «cditors» qui rédigent les articles au siège du journal. Désormais, cette tâche est confiée «à la personne la plus apte», quelle qu'elle soit.

La nouvelle formule, qui conserve pieusement la bordure rouge de «une», doit permettre à Time de gagner des points sur ses deux princi-paux concurrents, Newsweek et US News and World Report. Diffusé à

quatre millions d'exemplaires, le magazine du groupe Time-Warner, qui emploie deux cent cinquante per-

sonnes dans le monde, tire la moitié

de ses recettes des abonnements et de la vente au numéro, mais pâtit, comme toute la presse, de la crisc publicitaire. En 1991, les recettes publicitaires du numéro un en contre au mais patit, comme su mais patit, comme toute la presse, de la crisc publicitaire. En 1991, les recettes publicitaires du numéro un entre au mais au méricains subit une chute.

SERGE MARTI

come di nesiones più a li · la seule _____ notable de ____

□ Grève peu suivie sur la ligue A

de RER. - Contrairement aux prépessimistes la RATP, grève, dimanche 19 avril, sur ligne A du RER (Saint-Germainen-Laye-Boissy-Saint-Léger-Marne-la-Vallée) a été peu suivie et 80 % du trafic ont été assurés en matiria m dans l'après-midi, selon 🛍 direction in la RATP.

Use chaîne multilingue d'information diffusée par satellite

L'Allemagne lance sa télévision mondiale

L'Etat allemand a lancé le le avril une télévision d'information à vocation mondiale, Deutsche Welle Fernsehen (DWF). Elle émettra deux «Le plus grand changement intervenu depuis la crèation du magazine en 1923»: telle se présente, selon M. Henry Muller, directeur de la rédaction, la nouvelle formule de Time parue le 13 avril. Deux modifications innecessires est dédication. heures de programme original par jour (dont une demi-heure en anglais), répétées deux fois. Grâce au satellite Entelsat-II F1, ces six heures d'émissions toucheront l'Europe et l'Afrique du Nord. A l'automne, DWF ajoutera cations importantes ont été décidées.
Jusqu'à présent, environ deux tiers
des articles étaient consacrés à l'actualité récente, regroupée sous la rubrique « The Week »
(« La semaine »). Elle était réduite de du Nord. A l'automne, DWF ajoutera une demi-heure d'information en espagnol à ses programmes et desservira l'Amérique du Nord et du Sud avec un autre satellite. Présidée par M. Dieter Weirich, ancien député CDU, la nouvelle venue se défend néamonis d'être la evoix de la chancellerie ». Elle entend faire connaître les réalisations de l'Allemagne, particulièrement vers l'Est, qui sera sa cible principale.

DWF reprend le personnel (deux cent vingt salariés) et les installations à Berlin de la télévision RIAS, lancée en 1988 dans le secteur américain de la ville, avec l'appui du gouvernement américain. Son budget de 320 mil-lions de francs provient du ministère de l'intérieur fédéral. Dans un gence et avec des moyens différents, la Grande-Bretagne a le World Service TV de la BBC, la France a developpé Canal France International, banque de programmes pour les télévisions étrangères. Avec DWF, l'Allerrague se dote d'une antenne télévisée internationale d'information, qui complète en images les efforts déployés par sa radio internationale la Deutsche Welle. Cela est-il compatible avec le développement de projets européens, comme le projet d'information Euro-news? ARD et ZDF, les deux grandes chaînes publiques aliemandes, vien-nent de refuser de financer ce projet.

CARNET DU Monde

Naissances

Valérie BARCA et DIDRY

le 9 avril IMC

 M. et M. Don-Georges FILIPPI,
M. Robert MARCHI, notaire,
et M. Robert MARCHI, Mai heureux de faire part mariage

> Line FILIPPI, avocat I la Cour. Jean-François MARCHI, avocat à la Cour,

célébre l'Intimité familiale, le

et Catherine, M= veuve Georges Bris

Mª Léonce, Fernande, René

font in du décès, survenu dans se

9, quartier Boieldieu, 92800 Putcaux.

<u>Anniversaires</u>

- Le 21 avril 1987 François TRONIK, HEC 1981,

Les nominations dans l'ordre la Légion d'honneur

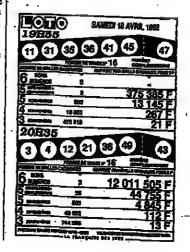
MM. Raymond Lévy et Roger Frison-Roche sont promus commandeurs

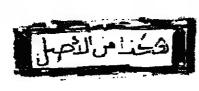
La traditionnelle liste de Pâques des personnalités promues ou élevées dans la Légion d'honneur a été publiée au Journal officiel, dimanche avril. MM. Raymond Lévy, PDG de Renault, Roger Frison-Roche, gnide de montagne écrivain, Georges Hirsch, administrateur général de l'Opéra Paris, figurent parmi Jes commandeurs et les officiers (la liste des chevaliers publiée demain dans colonnes).

Christian d'Aumale, deur France; Raymond Lévy, président-directeur g de Renault Roger Frison-Roche, guide haute montagne vain; Louis Gignoux, comédien ancien directeur du Théâtre national de Strasbourg; Alexandre Reza, bijoutier.

Officiers:

Jozeau-Marigné, ancien membre du Conseil
nel; Georges Hirsch, administrateur général de l'Opéra de Paris; teur general de l'Opera de Paris; François Chalais, journaliste et écrivain; Gérard Souzay, lyrique; Mgr Robert Coffy, nal, archevêque de Marseille; Dominique Chatillon, président de l'Association française des ban-ques. René Finkeletain président ques; René Finkelstein, président de la commission de la carte d'identité des journalistes.





SITUATION LE 20 AVRIL 1992 A II HEURE TUC

Morale-spaghetti

■NE fillette asiatique débarque de l'avion. Ben futurs parents adique l'attendent, larme I l'œil, ten-bataille. Présentations aux petits frères, apprivoisement, premiers sourires. Extase, frisle public : h séquence magnifiquement montée, l'émotion affleure. S'agit-il d'un reportage? D'un film? Non, d'une publicité pour spaghetti, moment téléspectateurs itallens. «Culture pub», sur M6, présentait ce spot - - - - - - - inédit en France, - - posent -

Question pour le moins judi-

TF 1

20.50 Variétés : Stars 90.

tricots. L'écologie est réquidifferents per last legislation quand ils ne préfèrent pas nous informer du montant de leurs com de l'assertant per l'inchimique. Les banquiers, nous tiennent la main tout w long du chemin n'a jamais ressenti l'ineffable chaleur im la main im um assureur dans in sienne? Tout in monde in tout le question : «La morale MINIMA dégouline d'amour pour la Terre entière, tout immonde imm

autour 🕼 man 📠 🖬 de 🕬

agonisants is side font

Regardons la martin et morale-spaghetti gluante qui tient les écrans publicitaires autour de lieu d'instruction civique, de relinous. Les réfugiés albanais et les gion, de culture générale.

Faut-il en vouloir aux marques? Elles n'ont fait prendre le relais d'hommes politiques ou d'intellectuels pela-t-on au une de l'émission, qu'un publicitaire, tout de même, s'inquiétait vaguement : « lvres de ce pouvoir donné sur l'opinion, les marques jouent les apprentis-sorciers...»

simple 💷 d'Inviter L € 7 sur 🖟 > un épicier comme Michel-Edouard Lecterc ne participe-t-il avec un raffine particulier, 🕍 🖺 même 📖 🛶 🐪 générale? Le jeune homme, dont seul manufaconstitue une

réclame, et SMIC, le nonlieu de Touvier ou problèmes du football. A I Sinclair, qui a l'on vendeit autant d'Edgar Morin que de Rika Zaraī hypermarches, il Mi sau élégance éviter mule et une jolie dérobade, il rappela qu'il vend l' cher pétroliers. Mais quel thème de sa prochaine campagne i pub? Le prix des cornichons? i combat pour la parapharmacie un grande surface? Allons, me serait d'un vulgaire I L'Europe, évidemment, et enthousiasme. Il i leçon.

使松田孙弘

au en ne its

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; d Film à éviter ; e On peut voir ; e e Ne pes manquer ; e e e Chef-d'œuvre ou classique.

 $\mu \in F'$

100

45.0

1150 6

1.75

0.64%

1.00

1 - 1 ug

Francisco (Constitution of Constitution of Con

vlame an gel

A

47,460

1.3

49.0

Cherry

Buch

 $t = 4 2 \, h_{\rm s}$

r 🛊 $a_1 = c_{22}$

1

96

a).

Total for .

建筑建筑设施

30.00

440.4

. . . -

. . .

- .

.....

. .-

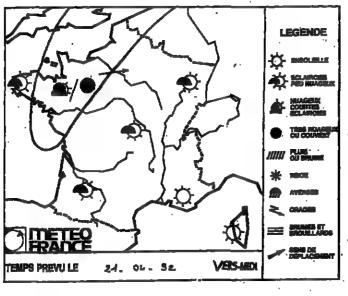
MATERIAL INC. 4.50

Walter Control

 $\operatorname{sph}_{\mathbb{R}^n} (\operatorname{cont}_{\mathbb{R}^n} (g))$

nes affertandes

PRÉVISIONS POUR LE 21 AVRIL 1992



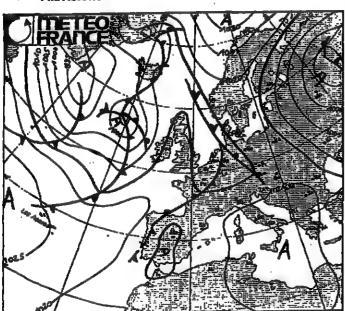
==== : tempe devenant lourd. - La parturbation aborders is Bretagns le matin puis lusqu's Poitou-Charantes, Nord a journée puis jusqu's Aquitaine, Limousin, Champagne-Ardanne an soirée. Les places seront temps deviendra lourd evec

Sur 🔳 resta du 🚃 🛍 journée sera

midi = centre-est. 📰 🖷 Languedoc-Rouseillon, le vent du apporters des entrées mari-

températures seront de l'ordre de 2 il 7 degrée localement. 10 près de la Méditerrannée. L'après-midi, les températures seront agréables : 14 à 18 degrés sur le mol-tié nord et 20 il 25 degrés sur la moltié

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1992 A M HEURE TUC



BIARRI BORDE BOURG SREST, CAERI CHERB DIJON GRENO LILLE LIVON MARSE NANCY NANTE PARIS I PARIS I PARIS I PARIS I PARIS I PARIS I PARIS I PARIS ST-ETTE ST-ETTE	PALAUX. SS. DURG. VIT-FER. SLE. SS. SLE. SLE. SLE. SLE. SLE. SLE.	00000000000000000000000000000000000000	TOURS PORTEA ALGER AMSTER ATHEME BANGKO BARCEL BELLIN. BRUXEL COPFRIL DAKAR DJERBA GENEVE HONGKO ISTANBI JÉRUSAI LE CAIR LISBORE LONDRE	PRANGE 18 DAM 11 S 17 K 34 ONE 19 DE 16 LES 12 LES 12 AGUE 11 18 11 12 LEM 21 LEM 21 LEM 21 LEM 21 LEM 28 LE 28	23	MADRID MARRACI MEXICO MEXICO MILAN MILAN MONTRÉA MOSCOU L. NEW DEL NEW YOR OSLO MEW YOR OSLO MEW YOR OSLO MEW YOR OSTOCKHO TOKYO TOKYO TOKYO TOKYO WARSON WARSON WARSON WARSON MENDER WARSON MENDER ME	SCH 31 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	1 B D C D D D D D D D D D D D D D D D D D
A	B	C ciel	D cicl depart	N ciel numentx	Ousse	Polute	T Lempète	# neige

۲.

<

ZU.DU Varietés: Stars 90.

Emission présentée par Michel Drucker.

Avec Odette Ventura, Paul Préboist, Lactitia
Hubert, II. Gustin, Isabelle Paul
Duchesnay, Marc
Lavoine, Michèle Torr, Shanice, II.
Tozzi, Luna, François
Valény.

22.45 Magazine: Ciné stars.

vité: Journal et

0.00 Magazine : Minult sports. A 2

20.50 Téléftim:

Les Maiheurs du juge.

De Marcello Fondato, avec Johnny Dorelli,
Monica Vitti (1ª partie).

Un magistrar pour enlante se prend d'affection pour une petite fille turbulente.

22.10 Cinéma: Jamais le dimanche.

Film grec de Jules Dessin (1980). Avec
Mélina Mercouri, Jules Dessin, Georges
Foundes.

23.45 1. 2. 3. Théâtre. Journal et Météo. 0.00 : Tennis de table. solonnate d'Europe.

FR 3

TF 1

0.40 Journal et Météo.

Guérison fatale.

22,30 Débat : Raison de plus.

23.45 1, 2, 3, Théâtre.

23.50 Journal et Météo.

FR 3

21.55 Sport : Voile.

Sport : Tennis.

23.40 Sport i Voile.

22.10 Téléfilm : Champ clos.

Coupe de l'America : finale. 0,25 Musique : Mélomanuit.

20.50 Téléfilm :

20.50 Cinéma : Le Grand Chemin

20.45 Cinéma : Le Bounty.
Film américain de Roger Donaldson (1984).
Avec Met Gibson, Anthony Hopkins, Laurence Oilvier. 23.00 Journal et Météo.

23.15 Sport : Voile. Coupe de l'America : finale (résumé).

23.20 Sport : Tennis.
Open de Monte-Carlo 1992 (résumé).
23.25 Théâtre :
Sik-Sik, le maître de magle.
Pièce d'Eduardo de Filippo, mise en soène de Jacques Nichet, avec Jean-Claude Frie-

Film français de Jean-Loup Hubert. 22.45 Magazine : Ciel, mon mardi l.

0.50 Documentaire : Où va la Russie ?

Interview de Mikhell Gorbatchev.

Présenté par Christophe-Dechavenne. Invité : Claude Chabrol (les crimes passion

Outrison Tatale.

De Stephan Meyer, avec Christien Kohlund, Nina Hoger.

Un remède pour vaincre le cancer bizerrement lancé sur le marché.

Animé par Claude Sérilion. Les médicaments sont-ils de la lessive? La relève des « Dossiers de l'écran », puie de « Mardi soir ». Reportages et débats.

0.05 Magazine : La 25º Heure.
Présenté par Jacques Pertin. Soirée nordaméricaine (2º partie). Demandez-moi la
hune, Alice, de Jessie Nelson (1989); A la
conquête de l'especa, de Mark Stratton
(1989) (v.o.).

Coupe 📰 l'America : 🔤 (résumé).

Open Monte-Carlo 1992 (résumé).

De Claude Faraldo, d'après le roman de Bol-leau-Narcejac, avec Micheline Presie, Inge Meysel.

Deux sœurs, presque centenaires, se déchi-

Symphonia nº 6, Pastorale, 2º mouvement,

Lundi 20 avril

sung, Jobian, Marina Louis Merino, Un triste illusionniste soudein privé d'assis-

CANAL PLUS

Cinéma : Trois heures, l'heure du crime. II Film Phil (1987). Avec Casey Siemaszko, Land T. Anne Ryan. 22.00 Flash d'informations.

22.10 Fisch d'informations.

22.10 Manon sources (1º partie). ##
Film français Marcel Pagnol (1952).

Jacqueline Pagnol, Raymond Pellegrin, | |

3. Stmetierre, # Film | Mary Lambert | |

Avec Lam Midkill, Fred Gwynna, Cenies Croaby.

Crosby.

1.50 Cinéma:
Passo-passe.

Film franco-sulsse de Nicolas Gesaner (1989). Avec Ben Gezzare, Mary Croeby, Jean Yanne (v.o.).

M 6

20.40 Chama: Le Plon, a Film français de Christian Gion Michal Galabru. 22.30 Cinéma : Ma

contre les hommes de Pierre.
Film halien de Giacomo Gentilomo (1984).
Avec Alan Steel, Jany Ctair.

0.00 Magazine: Culture rook.
La saga de Cliff Richard. 0.30' Six minutes d'informations.

LA SEPT 20.00 Courts métrages :
Henri Cartier-Bresson,
Impressions du Sud ; Impressions de fornie.

Deux courts métrages du célèbre ph graphe diffusés pour la première fois à la télévision.

20.55 Informations : Dépêches. 21.00 Cinéma : La Captive du désert.

Film français de Raymond Depardon (1990). Avec Sendrine Bonneire. informations : Dépêches. 22.40 Documentaire: Boulez XX. siècle.

23.35 Informations : Dépêches:

FRANCE-CULTURE

20.30 🖿 Grand Débat. Faut-li Langue 7 Avec Fran-cols Bayrou, Danièle 2 7 Veyne, Sylvie F André Legrand. 21.30 Le Théêtre des Rabindranath

22.40 La Radio dens les yeux.

0.05 Du lour au lendemain. Avec Paul Chemetov (la Fabrique des villes) 0.50 Musique : Coda.

Les et limit violons FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 juin 1991 à Saintaa) :
Lamentations du jaudi saint, Missa Viri Gallel, Lamentations du vendredi saint, Magnificat primi toni, de Palestrina, par l'Ensemble Organum, dr. Marcal Pérès, et l'Ensemble vocal auropéen da la Chepelle royale, dir. Philippe Herreweghe.

23.10 Ainsi la nuit...
Per Roubina Saldkhenian. Œuvres de Schubert, Loewe. Mai Dépâche-notes. 0.35 L'Heure bleue. Im Henri Renaud.

Mardi 21 avril

de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Lifle, dir. Jean-Claude Casadesus. Invité : Jost Robumbon

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : 22.15 Flash dimension

22.25
La Gloire mon Prim frança
Philippe Cal 0.10 Cinéma : Plaisir d'amour. ma Film français de Nelly Kaplan (1990). Avec Pierre Arditi, Françoise Fabian, Dominique

1.50 Cinéma :

After Midnight.
Film américain de Ken et Jim Whan (1989).

Jiffan McWhirter, Pamela
Ramy Zeda.

M 6 20.40 Téléfilm :

Lassie, la grande famille. D'Arthur Nedel, avec Ron Hayes, Albee. Le célèbre chien au secours d'un orphelin. 22.20 Téléfilm : Le Cosur gros.
De Fred Barzyk, avec Jernifer East, Jessica Walter.

La mort père. 23.40 Documentaire : 60 minutes.
Ados, amours confidences, d'ion
Babeanu. 0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Théâtre: Cur'ils crèvent, les artistes
Pièce de Tedeusz Kentor.
Le regard très personnel peintre,
vain, matteur en poloneis, sur condition humeine. 22.25 Informations : Dépêches.

22.30 Musique : Récital Fischer-Dieskau. Dietrich baryton, accompa-

oné printo par Harmut Höll, interprète des de Schubert. 22.55 Informations : Dépêches.

Documentaire : Demia,

Let en velours

De Juliet Berto.

Une grande chanteuse populaire d'avantguerre.

guerre. 33.41 Internetion : Dépêches.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. 21.30 Attention chantier!

Avec Jacky Bellaguet, Didler Blancguernon,
Georges Charot, Damiel Cru, Henri Delamarcha, Gilles Marthel, François Meisart,
Nicolas Picq. 22,40 Las Nuits magnétiques. Jouer se vie. 1. Une paix séparée.

0.05 Du jour au lendemain.

Maryse Cobdé (les Mages).

0.50 Musique : Coda Les jazzmen et d'ingree (7). FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 février à l'Opéra Bas-tille) : Concerto pour piano et orchestre ne 3 en ut mineur op. 37. de Beethoven; Sym-phonie m 3 en ré mineur A 94, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski; Jean-Philippe Colland, plano. 22.30 Soliste. Christa Ludwig.

23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Schumann, Grieg, Brahms. 0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.
Par Philippe Carles. Franck Cassenti.

Le Monde

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

and the second second second

2 7

Le Monde

Dans son message pascal

Le pape lance un appel la paix en Yougoslavie et dans le Caucase

lavril, son pascal en pré-sence de plus mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre I Rome. In distribute de millions de téléspectateurs dans le monde ont cinquante-cinq pays, parmi lesquels la Russie, la Slovenie et dix pays africains. Il profité pour faire un points de un monde.

Le papa a la les hommes le les hommes couter le paix du Christ, e Ecoutez-le, nations le Amérique la le Croix a rejointes ll y cinq Ecoutez-le particulièrement, de l'Europe, qui, au milieu des changeme l'ordre politique, é train réaffirmer qualités pro-

I faire Vieux Continent une réa-les nouvelle, où la lime I ne signifie pas oppos affrontement, réciproque la complémentarité et échanges. Il jamais la j

« Que pascal, a pouraulvi le pape, parvienne i combatencore pusieurs régions du continent africain, i cour l'Eupas rappeler le les

et du Nagorny-Karabakh?» Le pape a demandé aux peuples du Proche-Orient de rechercher, à travers le dialogue, « la solution désirés des pro-blèmes encore non résolus».

Don d'amour **Dieu**

Il a souhaité la paix en Extrême-Orient, en Amérique latine, e où, à l'armistice difficilement au Salvador, répondent les tensions et la Salvador, répondent les tensions et la missable que l'on constate au Pérou». Jean-Paul II s'est adressé «à ceux qui, » Afrique, toujours sous les menaces de la faim, de misère et de la maladie et qui sont les victimes de tragiques expériences de haine et de vengeance». Il a conclu en remerciant tous les missionnaires en jeut fait de leur paragnes un deu a qui ont fait de leur personne un don d'amour à Dieu et leurs frères».

Jean-Paul II a adressé ses vœux de Pâques en cinquante-six langues, du chinois li l'hébreu, du serbe au russe et au luxembourgeois. Il n'a pas utilisé le macédonien, comme il l'avait fait il Noël, provoquant des réactions vives de la part de l'Eglise orthodoxe de Grèce, qui avait accusé le pape d'encourager le nationalisme religieux de la Macédoine. — (AFP.)

Assistance record à Jérusalem pour les Pâques juive et chrétienne

milliers de pèlorins – une d'Intifada – ont assisté dimanche

Pavril I la messe de Pâques dans
les églises de la vieille ville de Jéru-

Quelques touristes

avaient fait la partie de la guerre du la la guerre du la la Mais
cette année, les Pâques
et juive la même
ad, les affichaient complet les de vieille ville étaient Selon ministère du tourisme, 70 de cet

Des religion vita du tombeau du Christ tandis que de vicilles rocher sacré d'huile. Dans son homélie, a patriarche latin Michel Sabbah, un Palestinien, a mil la fraternité mus chrétiens, musul-mans juis.

🗠 📹 🖆 🖫 vieille ville 🔼 📹

syriens, des orthodoxes grecs et des Des pèlerins grecs, qui Pâques une grecs, qui Paques une semaine plus tard, le le des Rameaux. Des religieux juifs se und mêlés aux inditiens dans le vieille ville pour fêter la Pâque juive, qui a débill vendure soir pour commémorer l'exode des juifs d'Egypte, conduits par Moïse, il y a 3 500 ans. — (Reuter.)

Un attentat contre une pines, onze per o and trouvé la mort et plus de soixante-dix - dont de maretraux unhans - out his labor un sus i la grenade contre une procession, dimanche in Pâques à Iligan, dans le sud de l'archipel. La police myrosses un groupe 🛎 musulmans d'avoir 🚛 l'un de leurs, agressé 📻 il jeunes de - (Reuter.)

Culture : «Un Intern privé d'art», par Michel Deutsch.

ÉTRANGER

DÉBATS

La marie en Afghanistan..... 4-5 Le lucie du numer gouver-nement en Thellande 5 Au Pérou, im vice-président va prêter que président de la company de la com

POINT

La délinquance aux Eterman 🔻

POLITIQUE débat sur le seri e

Bibliographie : Im angoisses an Maria Garaud Maria Philippe Séguin...... 8

SOCIÉTÉ

Conque I'accord majors, une armée mariam se mai en plans ans du Par-

La préparation du prochain « somde la Terre » la Rio-de-Janeiro : pour au développement 9

SPORTS

Tennis : 🖬 tournoi 💵 👫 Gymnastique : Ma championnats du monde. Football : Marsellle vers un quatrième en de champion de France......

CULTURE

: Last Fuller and March d'Orsay, photos et films d'une chorégraphe mythique11 Musiques : www son troisième album, The Beautiful South Théâtre : In IVIII & Bastilie ; Arts : Alexandre Delay à la galerie

ÉCONOMIE

Le programme .PAQUE pourrait entrainer me restructuration profession

commun textife La rentabilité des banques françaises s'est nettement améliorée en 1991......14 Naissance d'un hebdomadaire hon-

L'ÉCONOMIE

grois haut de gamme...... 14

La RATP la La RATP ou la rançon du my l'union économique m moné-

Services

Abonnements... Loto... Loto sportif 10 Météorologie Mots croises. . 12 La télématique du Monde :

3615 LM numéro comporte un unitar «Le Monde-L'Économie» folioté 17 à 24

3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 19-20 avril 1992 Devant un million de Noirs

Les trois principaux dirigeants d'Afrique du Sud ont appelé à la cessation des violences

Les principaux dirigeants sud-africains joint leurs voix, dimanche avril, pour lancer de pays il a violence continuait. Les dimanche avril, pour iancer de pressants appels à la cessation des violences. Il l'out le devant un million de Noirs, il l'occasion du pèlerinage de Paque de par l'Eglise chrétienne de le la plus importante le la lois importante la lois importante le la lois importante la

le leader du Congrès national afri-cain (ANC), M. Nelson Mandela, e celui du parti zoulou Inkhata, M. Mangosuthu Buthelezi, ainsi que le président Frederik De Klerk, ont

y avoir a tour anime du in the pourant y avoir de véritable démocratie dans le pays si la violence continuait. Les s'exprimaient devant la foule la plus nombreuse à laquelle ils se soient jamais adressés, apparaissaient eusemble publiquement pour la première fois depuis les recepture de mirro significant en services. «accords de paix» signés en septem-bre 1991.

e La violence qui secoue notre pays et déchire les communautés est un fléau qui doit être stoppé maintenant, a affirmé M. Mandela, elle constitute

d'une Afrique du Sud véritablement démocratique. Quant il III Buthe-lezi, il a souligné que « l'engrenage de la violence entre Noirs » devait être « très vite stoppé », sous peine de voir échouer les négociations entreprises pour la mise sur pied d'une Afrique du Sud multiraciale.

Dimanche, huit resonnes d'une même famille tuées par inconnus dans le ghetto moir de Shanpeville, su sud de Johannesburg. Selon représentante l'ANC, étaient de Connus de mouvement. – (AFP.)

Préparé par l'ONU

Le nouveau tracé de la frontière entre l'Irak et le Koweït pose de graves problèmes

de notre correspondante BU THE CHIENT

L'Irak n'a pu officiellement réagl après la nouvelle définition, l'ONU, de frontière avec le Koweft (le le du 18 avril). Mais s'abstenant prendre part la commission Bagdad signifié toutes réserves sur la qui lui retire quasiment tout aux du Golfe le prive d'une partie du champ pétrollille de Roumalla, le plus grand d'Irak, qui, mu soût 1990, produit pui de 2 millions par jour. En juillet de la même année, le du avait mu les Koweftiens de pomper dans ce champ et réclamé des compensation financières, et ce différend avait été l'un le prétextes l'invasion de l'une partextes l'invasion de l'une prétextes l'invasion de l'une pretextes l'invasion de l'une parter de l'une pretextes l'invasion de l'une parter de l'une parter de l'une pretextes l'invasion de l'une parter de la l'une parter de l'une parter d'une parter de l'une parter d'une parter de l'une parter d'une parter d L'Irak n'a pus officiellement

Pour ce tracé, la membra de l'ONU s'est appuyée sur des Ma-sions antérieures : un accord d'oc-

pour détruire Vantage avent le

troisième manus était — pen-clos. La

en date, proposée per De Michelis, ministre Italien

étrangères par exposition ima-

nationale pour l'an 2 000),

fait long de Comp-l'imagination inépuisa-ble de Vénitiens. de un pro-

jet a-t-il 🌃 aprouvé par le

Doges i il s'agit il manur un

kilomètres qui devralt

Dix à quinze et la travaux, un

(environ III milliards III francs)

in mattern is moved the billion

d'une partie

promise par la meleda des

grandes
péninsule qui l'
raient moyens modernes.

attend maintenant le man de municipale qui dolt

evalent

déjà protesté projet d'Exposition universelle.

remontent créneau. Grazie Francescato, présidente la italienne du WWF (World Wildlife Fund for Nature), jusqu'à

Le manuel britannique Maurice

le 17 avril,

l'âge de quatre-vingt-dix ans. Il

🖆 la section française, 🕮 💵

tion F > M Special Operations Exe-

cutive (SOE), au sein des

secrets britanniques. A ce titre, il

avait pour la d'organiser 🔄

nalebia dei appeta da Royaume-

Uni envoyés clandestinement en

France pour film de renseigne-

ment, organiser and sabotages,

recruter des recrute insepub.

que). al a Mareda de la nolica e. 1 bis. rue | sem. ; 170 Jezz wentier ; programa |

Figure historique des services spéciaux

Le colonel britannique Buckmaster est mort

m réunir 🗎 📶 mai.

Si l'on ne peut a priori mettre en un le le le le le travail de experts à l'ONU, il le le le moins qu'on voit mai le le le un quelconque gouvernement irakien pourrait iamais reper ce nou-débouché a pays sur la mer. Les revendications irakiennes jours porté sur ce point précis 🖻 n'ont pas commence sous le régime du président Saddam Hussein.

> D'énormes investissements

Situés I l'embouchure du Illus Golfe, le port et la base navale d'Oura-Qasr, aujourd'hui menacés, 1963, par lequel le gouvernenent. Lieu reconnaissait d'Oura-Qasr, aujourd'hi menacés,
l'indépendance dans ses
frontières telles que définies par le dans ses
frontières telles que définies par l'Irak dans le région vitale pour son développe-

e des projets statute et man

caractéristiques

un aux Emissioni de le Milia il En

přívo, př. Venha mě ministře pro

les saux et par im politition, c'est le « monoculture touristi-

que > - 25 000 viviliam per

Jour, avec its pointes à

100 000 lors d'événements excaptionnels comme le Carre-

📶 – 🖼 représente le danger 🔄

plus grave pour im In perce-

munt d'un métro ne pourra que

ce tourisme prédateur.

longue présentés par la

Verts, les manures de l'acces Fail

muniste miss (développement

des universitaires, de

initialis de d'Industries de

pointe, non polluantes), M

culéens, qui 🚻 toujours 🚻

que. Chiemitoni Sabbadino, un

hydrolicien

an MVIII man i propos de se

inti : « To an carving allegate

fleuves, mer, mer,

Dompte in fleuves,

minus la mer el bala les

envies dimension dat

partie du programme la plus dif-

EMMANUEL DE

Churchill and confié au 500 la

mission de result le feu à l'Eu-

rope». In mitim F a été, menu

ment, à l'origine du mateur l'ind-

pre dent la diein simil entraîné in

mort de quatre cents

britanniques.

da d mai 1986).

Un métro pour couler Venise

Le manure d'idées ouvert mais aétrange coîncidence,

rurgique, liquéfaction de gaz, la production d'engrais, cales sèches production d'engrais, cales sèches pour la riparatin du Golfe ont été dragués en 1990 pour l'entrée in plus gros tanters. Touta cette région, au lendement du l'Iran, l'Iran, devenue prioritaire l'Iran, le Chatt-al-Arab, encombré d'épaves in tracé i la frontière risque de réduire inéant ces investissements.

La commission — l'ONU doit encore se réunir en juillet pour définir les 40 kilomètres de fronl'a maritime, — tout sussi difficile vu l'exiguité des lieux.

Ensuite — de sécurité se prononcera sur l'ensemble — la vent pour que, — du travail technique de — commission, des considérations politiques ou de bon considérations politiques ou de bon sens soient prises en pays soient respectés et que de nouveaux conflits soient municipality.

A l'occasion de son investiture

Le président mauritanien Ould Tava a nommé

un premier ministre

Après avoir et officiellement installé ses président de la République, samedi avril, le colonel Ould Taya a nommé premier ministre M. Sidi Mohamed Ould Boubacar, ministre le dernier

C'est un « technocrate » de trente-quatre ans, docteur en éco-nomie, qui, selon les observateurs, est réputé intègre, compétent politiquement indépendant, dont la désignation refléterai de conciliation de la part du pouvoir. Néanmoins, dans la discours qu'il a prononcé l'occasion son investiture of color of the color o sition, qui a rejeté multicle insti-tutions issues des de la consultations électorales réclamé l'organisation de réclamé tions municipales, parlementaires

Samedi, lors d'une conférence de presse, le coordonnateur de l'oppo-sition, M. Ahmed Ould Daddah, a présenté le régime du colonel Ould Taya comme « un régime sangui-naire et déstabilisateur ». Candidat malheureux à présiden-tielle de janvier dernier, M. Ould Daddah a estimé que investiture inaugurait une reculons et qui demeure sans objectif». La veille, E principal parti d'opposition, l'Union des démocratiques (UFD), avait au prési-dent de constituer un gouvernement d'union nationale de marition. - (AFP, Reuter.)

 MAROC: trois syndicats appellent à la « mobilisation » après la condamnation de M. Amaoui. – La constannation de M. Amaoui. – La Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) initial appelé l'ensemble de la classe superieur passaine l'amatique de la classe superieur passaine l'amatique de la classe superieur passaine l'amatique passaine l'amatique passaine l'amatique de la classe superieur de la classe superieur l'amatique du l'amatique de l'ama français d'une vingtaine d'agents Ce réseau aurait 👭 « vendu » aux Allemands par l'Intelligence pour tromper Hitler sur la date du débarquement (le Monde

Selon «Time Magazine» L'attentat de Lockerbie pourrait avoir été organisé par un Syrien et non par les Libyens

L'attentat le la bombe contre le Boeing de la PanAm qui avait fait 270 morts en l'all au-dessus de Lockerbie (Ecosse) pourrait le visé six employés de la CIA et été de la CIA e organisé par im terroriste syrien, affirme l'hebdomadaire américain Time Magazine dans son édition mamedi 19 avril.

L'hebdomadaire américain, qui a enquêté pendant quatro deux hypothèses :

L'attentat aurait été commis en représailles après L destruction, en juillet L d'un Airbus iranien par un missile du croiseur américain

mericain visait li protéger un trafiquant de drogue ma Monzer El Khassar, qui cooperait avec la DEA (organisme américain chargé de la lutte contre le trafic de stupéfiants) et avec une unité de la CIA, désignée sous le sigle COREA, qui lui permettait de poursuivre ses activités aux Etats-Unis en touta impunité.

PanAm – qui tentait de délivrer les otages — train à Beyrouth avait découvert les liens unissant COREA et ce trafiquant. Le groupe de Beyrouth craignait notamment que les liens de M. El Khassar avec les serveitess ne compromettent ses liens de M. El Khassar avec les ter-roristes ne compromettent ses de chances de libérer les otages améri-cains et aurait été prêt a révèter les dessous de l'affaire. L'attentat aurait été organisé par M. El Khassar et par M. Ahmed Jibril, le chef du Front populaire de libération de la Palestine, d'après l'hebdomadaire.

L'avocat
a'est nouveau sumedi pret
à examiner l'éventualité l'esprocès
en Grande-Bretagne ou aux
Unis, estimant toutefols que les conditions pour un jugement équita-lans ce pays impossibles un réunir », car un juge-ment y est rendu par des jurés «jor-ment y est rendu par des jurés «jorcèment influences par les médias».

Par ailleurs, les services de sécu-Par ailleurs, les services de sécu-rité ont fait savoir que les personnes entrant en Libye étaient plus nom-breuses samedi que celles quittant ce pays au poste-frontière égyptien de Solloum, seul point de passage ter-restre entre l'Egypte et la Libye. – (AFP, AP.)

> Cinquante mille manifestants sur les rives de la Bidassoa pour l'indépendance

du Pays basque Qualque cinquente mille indépendantistes basques espagnols ont incidents, and in avril, que », li l'embouchure illi la Different Lies of Street or Street banderoles 📥 la manufactura tion réclamaient l'indépendance du Pays basque et l'unification des provinces basques espagnole i fran-

Cette manifestation, à l'appel d'un adda d'organisations indépendantistes, reçu le soutien 🚻 🗓 coalition Herri Batasuna, MANAGALI comme l'a politique i l'organisation indépendentiste basque ETA. Sur la IIII frandu fleuve, in per moins de deux mille indépendantistes basques français s'étaient rassemblés. -

ans de prison du dirigeant syndical Mounir Amaoui (le Monde date 19-20 avril). Le vice-premier secretarre de l'Union socialiste de travailleurs du Marce (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) de appelé. l'ensemble de la classe ouvrière marocaine l'éla mobilisque conjoint, publié de la sorie de la condamnation à deux la suite de la condamnation à deux la suite de la condamnation à deux la suite de la condamnation à deux la rede l'Union socialiste de forces populaires (USFP), M. Mohamed Lyazghi, a pour sa part qualifié de « purement seanda-quelles déroulé le procès et a conjoint, publié de la condamnation à deux la suite de la condamnation à deux la rede l'Union socialiste de forces populaires (USFP), M. Mohamed Lyazghi, a pour sa part qualifié de « purement seanda-quelles déroulé le procès et a conditions dans les-quelles déroulé le procès et a la suite de la condamnation à deux la rede l'Union socialiste de forces populaires (USFP), M. Mohamed Lyazghi, a pour sa part qualifié de « purement seanda-quelles déroulé le procès et a conditions dans les-quelles déroulé le procès et a condition», dans un communique conjoint, publié de la classe que les conditions dans les-quelles déroulé le procès et a condition», dans un communique conjoint, publié de la classe que les conditions dans les-quelles déroule le procès et a condition de la classe que les conditions dans les-quelles de la condition de la classe que les conditions dans les-quelles de la condition de la classe que les conditions de la condition de la classe que les conditions de la condition de la classe que les conditions de la condition de la condition de la condition de la classe que les conditions de la condition de la classe que les conditions de la condition de la classe que les conditions de la condition de la classe que les conditions de la condition de la condition de la classe que la condition de l taire de l'Union socialiste

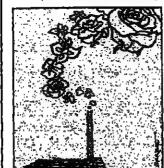
or in Charte. State of the large gards

10 mg 32

And the second of the second o

2855 2015

2. 10 **持**衛 * -- 90 protes : *** · 小林 (100)



entre desk

problem.

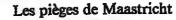
Gestion des déchets, maîtrise des risques 🖿 giques, etc. : las bureaux d'études spécialisés dans l'environnement. longtemps tiplient et sont sol-licités par entreprises ou IIII

page 18



La petite île de l'océan Indien m le rare privilège connaître le suremploi, signe de réussite, mais flation, qui 庸 la métamorphose de mu industrie jusqu'ici largement textile.

page **22**





L'union économique m monétaire pour l'économie française un coût Elle risque notamment d'aggraver 📭 chômage, déja en partie irréversible estime Emmanuel Borgues, qui les le précédent du SME.

page 23

MODE D'EMPLOI .. Humeur, par Josée Doyère : La banque 🔳 le fonctionnaire. La 💳 des mots : joint-venture. Lois et décrets.

Le rêve californien des Andalous. Le TGV espagnol, train à grande dépense.
PERSPECTIVES **OPINIONS**

Livres : Le stade reptilien du libéralisme. Notes de lecture. CONJONCTURE L'Amérique du Sud : Une euphorte provisoire. L'Argentine : Des progrès fragiles. La pneumatique : Entrepi

Afro Disney

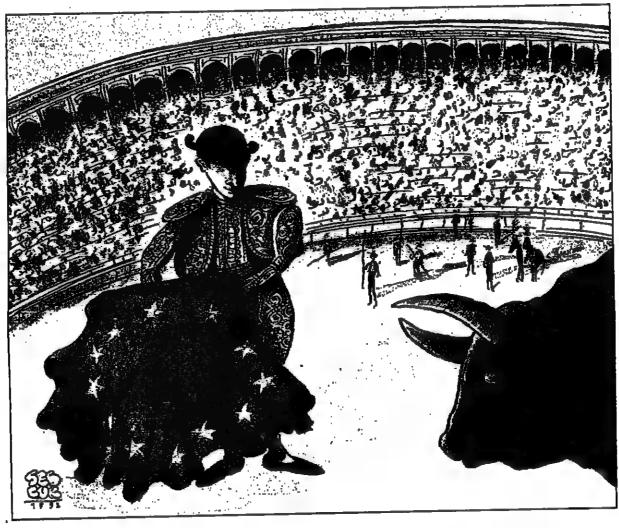
Sol Kerzner, le roi sud-africain des casinos, du tourisme, des loisirs, annonce de nouveaux investissements an France

> du BOPHUTHATSWANA . de mm envoyée spéciale

LORS la raine de la Cité pour a fait taire les tam-tams et a rige les danses. Une grum s'est mise en branle, soulevant un donne immense formé de défenses d'éléphants, pour le déposer sur la plus haute tourelle du palsis m construction. Des man de sujets-figurants, en pagne ou boubou, hurlaient leur enthousiasme tandis qu'un gong puissant accompagnait la mise en route the qui, symboliquement,

Les mais midde sur le ventre, le sourire satisfait, and Venue s'est calé son fauteuil. Un van d'œil furtif vers mi invité l'a rassuré : Lucas Mangope, président ... Bophuthatswana, un des quatre bantoustans dits « indépend'Afrique du Sud, était épaté.

> Annick Colean Lire suite 22



Séville, et après...

Une fois les portes de l'Expo refermées, l'Espagne retrouvera des réalités amères. Si cette « feria de six mois » » a doté l'Andalousie d'infrastructures impressionnantes, elle ne www.dissimuler l'ampleur dus difficultés à surmonter par le pays d'ici à l'échéance européenne de 1997. L'inflation persiste, le climat social s'alourdit et les manutales politico-financiers se succèdent, faisant hésiter les investisseurs étrangers, moteurs du décollage.

Lire pege 20 l'article de François Renard

La RATP dans la tornade Blanc

La Régie des transports parisiens était tombée un déliquescence. Christian Blanc, son PDG, lui applique une médecine de cheval. Les syndicats - rebiffent, l'usager n'en profite pas encore

"EST le big-bang à la RATP. Les syndicats qui ne veulent voir que dans la modernisation et décentralisation en cours | litt grève le la avril pour l'arrêter. Plusieurs centaines de a au rencart par la simplification de la pyramide hiérarchique remâchent leur amertume. Face mécontentement, c'est un d'artifice d'innovations que la direction de la RATP tire imperturbablement depuis mois : nouveau mam sans pilote Maiss pour 1996, nouvel uniforme signé Guy Laroche, futur nouveau près de la gare de Lyon, ticket vert, nouveau logo, nouveau service dans les stations de métro di nouvelle organisation qui place le voyageur IL centre

des préoccupations de la Régie. C'est en toute conscience que Christian Blanc, le PDG de la RATP, a annoncé ce grand chambardement. « Quand j'ai compris l'ampleur des dégâts, j'ai vu qu'il fallait labourer profond, explique-t-il. Le casse-tête a été d'y parvenir sans fermer la boutique, en assurant chamilions la transcalatte de millions de particular de profit de la company interest. chaque jour le transport 2 9 millions de voya-

Privée des grands projets qui l'avaient por-tée dans les années 70, la Régie s'était laissé aller au taylorisme et au ronron hiérarchique. Elle a réveillée de ses certitudes technocratiques. I l'automne III par une grève de deux mois dans ses atcliers de mainte sociale a révélé une RATP paralysée par la dyarchie existant au sommet entre le prési-dent et le directeur général. imposaient leurs exigences techniques et syndicats leurs demandes de primes et d'améliorations du statut. Plus personne ne décidait

Fonctionnant en quelque sorte à son seul profit, la Régie n'en était pas heureuse pour autant. L'absentéisme y atteignait des records ever une moyenne de 17 jours par an et par tures du métro et quelques mois pour

agents se calfeutraient derrière pour s'adonner aux man emile et un man Les cadres no pensaient qu'à abandonner dépôts de bus et lignes de métro pour rejoindre le social, plus glorieux et éloigné ennuis de l'exploitation quotidienne. Un nombre notable d'agents travaillaient moins il n'avait de me l'ouvrage.

PLEUS POUVOIRS · Avec une image imarque flétrie et un surcout de 3 % par rapport aux entreprises privées de transport, la RATP allait droit à la catastrophe. On entendait à plus en plus les filiales de la Générale des eaux et in groupe VIA démontrer qu'elles en transporteraient plus, mieux et pour moins cher que ce mastodonte de 500 salariés devenu incontrôlable. Lorsqu'il arrive en février 1989 à la tête de la RATP, Christian Blanc ne se contente pas de ce diagnostic. Les situations de ne lui font pas peur, comme il l'a démontré comme préfit détaché auprès du haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie. Son amitié avec Michel Rocard lui permet d'arresir la pleins pouvoirs. Sa première bataille es consacrée à la

propreté ■ à la sécurité. Les «tags», ces barbouillages venus d'Amérique, les vendeurs drogue et le vol à la tire commencent à effrayer le voyageur. Il charge Christian Kozar, venu hui aussi de m préfectorale, de montrer m l'Estat que la RATP peut enrayer la dégradation, mais pas seule. Celui-ci recrute des hommes 🍱 🖺 gendarmerie, de la DGSE de la police et met en place un système d'analyse de la délinquance et du « graffitage ». Il faudra encore cinq ans pour mettre sous clé toutes les voi-

Plutôt que la petite de clorendre aux voyageurs ou d'affronter le clorendre aux voyageurs ou d'affronter le clorendre que les de le week-end. Pourtant, un mieux perceptible : depuis juin 1989, la délinquance reculé un l'ensemble du l'ensemble du 2 W (hormis agressions man a personnels de la RATP), le «bombage» de sept stations de métro en janvier a été effacé en un week-end a les jura commencent a condamner 🖿 barbouilleurs 🕯 📲 eurs 🖫

> PRÉVENTION - Christian Blanc a le mer à gauche. Il croit à la prévention abst il ■ chargé un commissaire de police, grand connaisseur de ces loubards qui se livrent à Montfermeil à des «attaques de diligences» sur les imi pour piquer la caisse des conducteurs. Gérard d'Andréa fait jouer au foot les machinistes et ces gamins perdus. Il des compétitions de vélo tout terrain de offre des vacances sportives à des milliers de petits banlieusards. Il tente de récupérer les 3 000 paumés qui hantent le métro et il a trouvé une entreprise qui a promis formation et emploi à la clé pour 15 «durs» de Vincennes. Parce qu'il croit au dialogue et à la nécessité d'en appeler à la respon-sabilité afin que les bus continuent de rouler dans les banlieues : les problèmes de société ne

> se règlent pas au lance-flammes. Mais il ne fallait pas seulement éviter la « new-yorkisation » I transports de Paris. Il convenait aussi de redonner à ■ RATP une orientation stratégique. Le PDG lui a donc assigné trois objectifs : améliorer le service rendu à la climatèle, mieux maîtriser les coûts, revaloriser les métiers de la RATP. Celle-ci gardera son effectif actuel et devra assurer sans embauche 🖿 extensions de son réseau, 🔤 un gain annuel im productivité de 1 %.

Alain Faujas

Lire la main page 19

(FRMES) DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT RN 249 - Liaison NANTES - CHOLET

Avis d'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'un créneau de dépassement entre les échangeurs de Bellevue et de Tournebride (RN 249)

Communes de BASSE-GOULAINE M HAUTE-GOULAINE

Une enquête publique portant à la la la l'utilité publique de cette opération de la commune de BASSE-GOULAINE se déroulera pendant II jours consécutifs, soit du 13 avril IIII au 14 mai 1992 inclus.

Pendant 🕍 durée 🏜 l'enquête, les pièces 🖦 projet seront

- -- en mairie 🛍 BASSE-GOULAINE :
- du lundi au vendredi, de 🛚 h à 12 h m de 14 h 🛍 🗈 17 h 30,
- -- mairie de HAUTE-GOULAINE
- du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. M. Louis PENSEC, demeurant 151, ma la Libération, 44230

ST-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par a Tribunal administratif de NANTES. Les personnes de la connaître les de la connaître pourront soit consigner sur registres d'enquête déposés les mairies BASSE-GOULAINE LA HAUTE-GOULAINE, par ent M. le Commissaire-Enquêteur.

Elles seront alors aux registres d'enquête. Le Commissaire-Enquêteur 🗪 présent à 🕍 mairie 👪 BASSE-GOULAINE.

- le 13 avril 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h,
- le 13 mai 1992, de 9 h 12 h, - le 14 mai 1992, de 9 h ■ 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30.

Le Commissaire-Enquêteur erandom les remarques formulées et établira un rapport et ses conclusions quant à l'utilité publique de l'opération. Le copie de ce sera déposée dans les mairies précitées, à la Sous-Préfecture de NANTES Préfecture de LOIRE-ATLANTIQUE, and une

L'information du public sera également par l'affichage du présent avis prescrivant l'ouverture de cette enquête dans les mairies concernées et sur les lieux voisins du projet et visibles de la voie

ENVIRONNEMENT

Conseils en stratégies « vertes »

Les bureaux d'études spécialisés dans l'environnement commencent à se multiplier. Certains ne se consacrent qu'aux problèmes des entreprises; d'autres cherchent à répondre aussi aux besoins des collectivités

vité locale souhaite se faire conseiller en matière d'environnement, elle e le choix entre deux formules. Ou bien recruter un homme (ou une femme) ad hoc, ou bien s'adres-ser à une société spécialisée dans ce genre de services. Plusieurs municipalités, départements ou régions ont déjà fait le choix de presidre m

«éco-conseiller». Darmi d'anciens militants écologistes reconvertis. Les entreprises s'adres-

sent plutôt à des ingénieurs. Pour ceux qui hésitent à recru-ter ou qui man seulement conseil pour un projet ou l'élabora-tion d'une stratégie, reste l'appel à un bureau d'études. Les collectivités locales s'adressent par exemple au BETURE (Caisse des dépôts), à la SODETEG (groupe Thomson), à la SAFEGE (groupe Lyonnaise-Du-mez), à la SETUDE ou aux techni-ciens des APAVE (associations des propriétaires d'appareils à vapeur électriques), selon ill domaines (pollutions de l'air, des eaux, chauffages, etc.) re elles in illustrations des la lair des eaux, chauffages, etc.) re elles in l'air nent Bureau M recherches géologiques III minières (BRGM)

taire. Les entreprises, elles, présèrent généralement avoir affaire à des bureaux d'études spécialisés il «audit environnement» ou l' «écobilan». Ceux-ci mun presque toujours anglo-saxous su germaniques. On succession cependant sen voir apparaître su France, comme le Bureau d'intervention et d'innovation (BII), créé en 1981, Eurostart, Ecosphère, Ecobian ou le dernier-né du groupe Contrôle et Prévention (CEP), appelé CEP environnement (1). Deux grands bureaux d'études, Bossard Consultants et Bertin et Cie, viennent de réunir leurs forces - 1 500 professionnels un total - pour offrir leurs services en ce line en eux entreprises, administrations et collectivités locales.»

ROUAGES e Pour Paul de Backer, directeur deux réalités radicalement différence 🗉 Le 💷 gnostic d'environnement à fond les rouages de l'entreprise. Prair verte doit conduire le chef d'entreprise Dans les collectivités locales, les partenaires ne et maîtres d'ouvrage, ils apportent leur expertise ronnement (IFAE), 115, rue de la Croix-Nisont pas les mêmes, les élus ayant in face d'eux pour la certification des techniques mises en

LA COTE DES MOTS

Joint-venture

d'union), après avoir affectué une percée

modeste, qui all par la mise en

italique de ce nom composé, a mani à s'infiltrer dans le langage usuel m l'éco-

nomie et des finances - d'où, à partir de ce moment, mu écriture en caractère mu-

mal (en romain) avec un trait d'union. Un arrêté du 11 janvier 1990 a pro-

français coentreprise (sans d'union, comme tous mots farmin and co[-]),

qui aurait comme acception : « Projet éco-

nomique élaboré par une and d'en-

treprises constituée selon des malifile

diverses 🛮 permettant 🖿 général 🗖 béné-

ficier au synergies des entreprises mu-

Le Larousse en cinq volumes, pro-

tionnaires, se démarque passablement la la communité de la limite à le le

associés : Association in fait

deux personnes physiques

morales pour un objet commun mul

limité, avec partage du frais de la ris-

l'acception l'acception générale-

ment = in médias, donc par in usagers

de la langue,
la définition officielle est plus profonde que cela,
multiple mot

coentreprise est ambigu... tout comme

entreprise, qui désigne ami from une

firme, une société, un établissement,

qu'une action, un dessein, un plan, un

coentreprise and de plus en plus :

enllar de plusieurs entreprises », plutôt

que « entreprise ! risques partagés » ou

«association à WW en participation».

En tout cas, le mot n'est pas ressenti au

urm de « dessein, plan élaboré en Luc-

mun», ummum pere anglais joint ven-

ture... | les terminologues feraient bien

de se pencher sur ce problème, soit pour

modifier la définition officielle, soit pour

proposer un proposer un permettrait

de distinguer l'une de l'autre la dein

Jean-Pierre Colignon

Manifestement, l'emploi principal

projet, etc.

acceptions.

posé de substituer la 빼 anglicisme 🕍 très

L'anglais joint man (sans trait

des associations ou des militants verts, avec les- œuvre. Aux université territoriales, ils offrent

L'auteur du Management vert (2) s'est clairement orienté vers le premier type de clientèle et a élaboré tout un protocole de l'écobilan d'entreprise et de l'audit environnement, tel qu'il le pratique depuis dix ans avec ses collaborateurs

du Bli - sept experts au total. Le groupe CEP

n'a 📰 📰 cellule « Environnement» qu'en

1991, mais avec de gros moyens : trente collabo-

rateurs et un budget spécifique de 12 millions de francs (porté à 17 millions en 1992). Il est dirigé

par Jean Hetzel, longtemps consultant indépen-

dant, qui a notamment travaillé sur les consé-

quences de l'accident de l'usine Sandoz à Bâle en 1986 et de celui de la Protex (Tours, 1988). Jean Hetzel n'est pas un ingénieur, mais un

financier, comme son ancien complice Pierre-

Frédéric Ténière-Buchot, aujourd'hui directeur

de l'Agence de l'est à ce

titre qu'il avait conseillé l'ann l'annu la una

nement (l'ancienne Fédération des sciété de

protection de la nature) pour mettre en place un

système de mécénat par cartes bancaires - qui ne

d'études, ses experts s'adressent aussi bien aux

industriels qu'aux collectivités locales. Aux chefs

Mais contrairement à la plupart des bureaux

s'est finalement pes réalisé.

quels les négociations sont beaucoup plus infor-melles et fluides. les services environmental surveyors : audit environnement, établissement du « point zéro » (l'état de l'environnement avant l'aménagement projeté pour en contrôler minhe l'impact) a plans municipaux ou régionaux.

> A CHEVAL . III environmement suivi da plans de villes comme Niort (Deux-Sèvres), Bondy ou La Lilas (Seine-Saint-Denis). Il s'oc-💶 du plan de gestion 📥 la communauté de la com Lille, avant - bientôt - ceux Créteil (Val-de-Marne), Evry (Essonne) ou Cata Il a mail entrepris in faire in bilan écologique M l'opération Ma Ma Guémale : depuis la mala d'emballage jusqu'aux moyens de transport, pour la commune de trois collectivités (commune de Guérande, département M Loire-Atlan-tique d'Incom régional de Pays de la Loire). « Nes sommes de seuls à cheval sur l'industrie et les locales, revendique Jean Hetzel. Car nous ne voulons pas nous cantonner à la prestation

de services pour le marketing industriei. » Si, parfois, les collaborateurs de CEP environnement « devlennent des militants », 🗺 seulement 🚾 cours de route. Au départ, 🛄 🖼 ingénieurs chimistes, centraliens, ou diplômés d'IUT, c'est-à-dire qu'ils connaissent bien le industriel.

Nous nous méfions de Ingénieurs écolo-gues, souligne Jean Hetzel, car ils mans d'être M des Ponts l'environ-nement. Ils font trop de transversal.» les d'études de gamme», l'audit environnement est une chose trop délicate pour être confié aux écolos.

Roger Cans

(1) CEP, 34 rue Rennequin, 75850 Paris Cedex 17. Téi : (1) 40-54-64-74.

(2) Le Management vert, de Paul de Backer, éditions Dumod (266 pages, 186 F).

maîtrise des risques, ce que les Anglo-Saxons supplémentaires auprès du tout nouvel se demander : « Où suis-je le plus faible? » appellent le risk management. Aux aménageurs institut français des auditeurs de l'envi-

75015 Paris, Tél | 40-54-64-11.



après la liquidation prononcée le 3 avril. présidée par Jean-Claude Bourret, revendique I, I million de membres W Mande du 14, 15, 15 avril).

FRANÇOIS MITTERRAND A LANCÉ LE DÉBAT SUR LA RATIFICATION DES ACCORDS DE MAASTRICHT. Au cours de son entretien télévisé le 12 avril, il a exposé les différentes procédures de révi-sion de la Constitution de 1958 rendues nécessaires par un transfert de souveraineté notamment sur deux points : la création d'une monnaie unique et l'existence d'une Banque centrale européenne

(le Monde daté 12-13, 14, 16 = 17 avril). L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA BERD A EU LIEU À BUDAPEST. La 13 14 avril, douze Républiques de l'ex-URSS ont BERD (Banque européenne pour la reconstruction et la développement de l'Europe de l'Est). Le projet 🍱 financement pour la limitable de l'industrie militaire des pays de l'Est n'a pas reçu le majorité 💷 actionnaires ia Banque. En 1991, la BERD a à l'imilions (4,3 milliards : francs). En 1992, prévu les dans région 144 à 1 milliard 144 (le Monde du 14, 15,

16 avril). MICHELIN S'EST MINISTE EN 1991 maigré un marché mondial du pneumatique m Selon la chiffres publiés la 14 avril, l'exploitation du minimi le oncus » été bénéficiaire de 780 millions de man (contre une perte de 1,1 milliard en 1990). Le résultat net mate cependant négatif de 1 milliard de franci en raison de provisions pour restructuration i 1,4 milliard (le Monde du

LA GRÈVE DE LA RATP lancée le 16 avril par les sept principaux syndicats 🗠 la Régie a été « largement » suivic (le Horde du

15 au 18 ayril). PEUGEOT A DÉGAGÉ UN BÉNÉFICE DE 5,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1991 selon les chiffres présentés le 16 avril. En recul de 40 % par rapport à 1990, ce résultat place néanmoins PSA en tête des dustratem pour sa rentabilité (le que). Monde du 17 avril).

LA CINQ A CESSÉ D'ÉMETTRE le 12 stril MARDI 21 AVRIL. Genère : conférence 🖦 Nations sur le man (jusqu'au 1" mai).

Washington; visite du premier ministre portugais, Anibal Cavaco Silva, qui poursuivra son voyage au Canada (le

Bruxelles : rencontre - Al III Mock, vice-ministre il alli étrangères autrichien III Frans Andriessen, commissaire européen au Ministra embressita an cours in laquelle sera manual Palling

sion de l'Autriche à M CEE. MERCREDI 22 AVRIL. Paris : examen an Parlement, du projet in loi sur les délais de paiement entre les entreprises.

> «Où un l'Est?», forum i la Sorbonne, la participation de l'action Geremek, mar ministre de afficie étranpolonais, Mikhail Gorbatchev, ancien président il l'ex-Union soviétique, Badinter, président du Conseil constitutionnel, et Michel Rocard, ancien premier ministre. Washington: le président américain, George Bush, republic Jacques Delors Anibal Cavaco Silva, respectivement président de la Commission et du

ment du GATT. Nantes : colloque international sur 🕍 patrimo maritime fluvial. VENDREDI 24 AVRIL. Autriche i réunion ministérielle du maille le manufacture

du marché de l'OPEP à Vienne. SAMEDI 25 AVRIL. Bruxelles : séminaire organisé par 🗷 Fonds 💵 Nations unies pour M population (FNUAP), and le «Rapport wir l'état de la population mondiale 1992», publié le 📰 avril.

DIMANCHE MA AVRIL. France: atria on application du système de modulé sur l'autoroute III Nord (tarif réduit pendant les heures creuses, en hausse pendant in heures d'affluence). Washington: réunion des ministres des

finances du G7. Antriche : élection présidentielle. Le président sortant, Kurt Waldheim, ne se

représente pas.

LUNDI 27 AVRIL. Washington : réunion annuelle du comité intérimaire du FMI et III la Banque mondiale, portant notamment sur l'admission des Etats de CEI au FML

HUMEUR e par Josée Doyère

La banque et le fonctionnaire

I Last fonctionnaire, à l'Edu-cation nationale. L'autre mois, (modeste) paie n'est pas arrivée I l'heure. Cela parfois a man pas dramatique. Pour lui, ça l'est devenu, très vite. Pendant quelques journ, um compte Il s'est pointé à sa banque, pour expliquer... Trop chéquier (pour un mois), menace sanctions plus graves recidivait (sic). Et on lui a retiré sa Cam bleue.

Dans l'heure, il s'est rendu auprès des manue compta-bles dont il dépend, a expliqué problèmes, et s'est étonné que um main ne lui alt pas été viré. On lui ■ expliqué - gentiment - qu'il pur la seul, que marrivait quelquefois, mais que — pur de panique I — on atlait kul ner une attestation pour sa

Muni dia son attrestication & en-tête du rectorat, il s'est m pointé li sa banque... Rien n'y e fait i Le poup était parti, ou n'en pouvait mais ! Il n'y était pour rien, ca n'était pas le problème i il était bien embêté (ne que pour payer in factures urgentes), il n'avelt qu'à sa imbrouiller i Quelque chose m'échappe... Je croyais que im fonctionnaires étaient 🔙 enfants chéris 🖮 banquiers, prêts 🖡 leur prêter un max d'argent, parce qu'ils ont la sécurité de empioi et sont sérieux, sur qui on peut comp-ter. L'idéal du client pour un banquier... Il faudrait savoir. Si les

fonctionnaires sont I m point la faut La chouchouter, les traiter avec les considération l'attention the de desired auxquels on tient. Et in ce sem des desire comme im min - plutôt moins riches! - il III faut III leur proposer le tout bout de champ i leur prêter de l'ar-

De LEAR façon, Il su insensé, même el le 🚃 👊 rare, de traiter des clients fonctionnaires u non - avec une désinvolture. Que la banques aient décidé d'être vigilantes sur 🖮 découverts systématiques, c'est normal (encore que la agios manual les paient largement de leurs inquiétudes !). Il qu'elles interdisent de chéquier quelqu'un sans même le prévenir, sans lui demander d'explication... c'est inexcusable, Impardonnable, inqualifiable. Il faudrait inventer min sanction un tel comportement.

LOIS ET DÉCRETS

Centre technique interprofessionnel de la vigne

et du vin

et du vin a été créé en 1948 à l'initiative des associations viticoles de France. Organisme de recherche appliquée en viticulture et en œnologie, il a sun siège à Paris III quinze délégations régionales. Cet imirut vient a fort transferrid en centre technique de la vigne et du vin, wild du statut juridique des centres techniques industriels. Son objet est d'améliorer le rendement, la qualité des produits et les adaptation à la consommation. Le centre technique de la vigne conserve sa dénomination : Institut technique de la vigne et ili vin

La composition du conseil d'administration 🛋 élargie : membres, comprenant non lement le viticulteurs e be producteurs, militari de négofessions auxiliaires. Le maini technique de la vigne est doté de la personnalité civile et conserve une autonomie financière au en

placé sous le contrôle administratif du ministère de l'agriculture. Jusqu'à présent, ses ressources pro-viennent essentiellement de l'ANDA (Association nationale de développement agricole), dont le financement est assuré par les culteurs, il devesse élargir ses revenus par ses travaux de recherche. Afrete du 11

Journal officiel du 27 mars 1992.

Cotisations d'assurancemaladie des travailleurs non salariés

Un de la le le coti-ration d'assurance-maladie et maternité des milles de commer-A compter du 1= avril 1992, ce taux est de 12,55 %, dont 3,1 de la limite de plafond de la sociale, et 9,45 % dans la limite in cinq fois ce platond. A partir du le octobre 1992, le taux

sera porté à 12,85 %. Décret nº 92-295 du 30 mars 1W2, Journal officiel du 31 mars 1992, page 4467.

Précision

Dans notre article publié dans «le Monde de l'économie» du mardi la avril, 33, nous fai-de allusion a une enquête un éventuel soutien de cours des actions du groupe-Maxune filiale de Goldman conclusions enquête, qui disculpent Goldman Sachs, und été rendues jeudi l avril à Londres. Voici les plus significatifs du communiqué du Conseil

Bourse de Londres : "Le groupe de travail n'a pas trouvé de preuve permettant d'affir-

we une quelconque violation des règles la Bourse quelque forme que l'illégal de cours de la pour de l'illégal de cours de l'illégal de l'illé Sachs. Le rapport conclut ne justifie de recommander une action disciplinaire was Goldman Sachs. »

un communiqué commentant décision favorable, M. Eugene Fife, PDG de Goldman Sachs International Ltd., a exprimé sa satisfaction de voir reconnu le que « Goldman Sachs n'a manipulé aucun

DEMAIN DANS

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

e Les sciences et les technologies mises en avant

. La tentative 📥 créer un microclimat 🛦 Séville

MARATI

929.27

The page of The second second da plate 🎉 🌉 THE SHAPE The second of th

C. Talanda Ser. OF PROPERTY AND

ar 12 Carrie Marie TANK SHEET ME

Service of the service of しま (本) 神事 ま . - - A. - - - - - - -The Property States AT ROMAND W. T The Market

la Régie cul par-dessus Non content de ramener il sept I trois II nombre de niveaux hiérarchiques, il polarisé la nouvelle structure, non 📰 🖳 quartier général, mais 📰 🕍 unités fonctionnelles. Autrement dit, RATP n'a plus d'yeux que pour les lignes de métro et pour les lignes de bus, placés responsabilité de directeurs d'équilibrer comptes.

 $(x,y_1,\dots,x_d) \in \frac{\tilde{x}_1}{x_d}, \frac{\tilde{x}_2}{x_d}$

18 1 1 1 1 1 1 1 W 100

1005 Protentes

.

Franciscopie

3.5

same against the same

Mary .

See 1000

motor = construction

Marian, I.

杨声声

Professional Con-

31 1199

the original and a

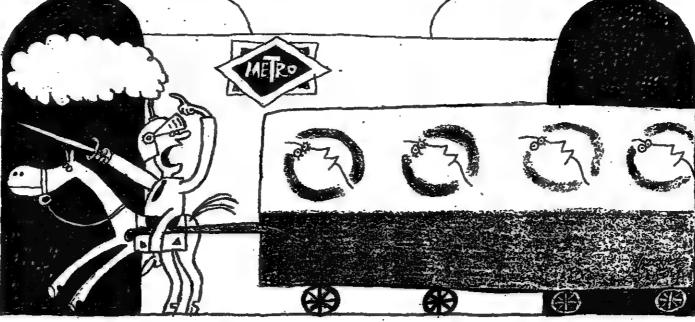
ST ite (€)

Provided In

90 00

contrapled • Avant, lorsque nous demandions III modificali la trajets de nos bus, pouvait prendre il mois décision d'en haul, se rap-pelle Philippe Labbé, chef de 71 3 4 4 l'unité d'Ivry (214 voitures). Aujourd'hui, gérons lignes budget annuel. Hler, n'importe qui réparait n'importe quel véhicule a s'en fichait. Aujourd'hui, un strike s'occupe toujours du même 📶 : il est responsabilisé. Tencourage les chefs de ligne à rendre au le sa letréclamation, autrefois traisiège... après quelques réflexion.

Homme d'autorité, Chris-Blanc un pouvait continuer partager M pouvoir avec M. syndicats will une cogestion qui n'avousit son nom. Il li récupéra a soufflant le le froid. Il prit la CGT à contrepied en choisissant commeconseiller un min ajusteur, permanent la CGT comité d'entreprise, Jean-Claude Blaise, prèchant pour qui « les syndicais, passent d'un rôle de contestation , un rôle de proposition ». Il dit leur fait aux grévistes qui refusans préavis, pour cause



d'agression d'un 🜬 leurs, 📥 THE CRE IS SOIT IN USAtransportés au travail le

Face it do min manuals at dépités de devoir négocier avec de simples directeurs de lignes plutôt qu'avec le président, in quatorze syndicats vivent, amed and crise, out ill ne mad plus un summe de coller un terran mentell par le patron de la RATP. Ils tentent donc depuis deux ans de dresser le personnel celui-ci.

CACOPHONIE • Parmi im plus critiques de la tornade Blanc figure Daniel Baton, secrétaire général du puissant syndicat

success (SAT). « Lorsque

M. Blanc annoncé qu'il voulais moderniser la Régie, nous treprise d'aplomb, il faut qu'elle

apparaissait comme um nécessité, explique-t-il. Trois ans plus tard, on peut antice qu'il n'a reussi. Il joue avec mi un di leviers atteindre des objectifs qui au échappent. Peut-être s'est-il appuyé mr 📥 gens qui n'étaient pas préparés ou qui n'avaient les capacités. IN chacun prend in hillarn nie. Chez nous, c'était plutôt la rigueur militaire 🕷 un 📨 🌬 à assurer de 5 h 30 à 1 h 30. 🖍 contrepartie de ces devoirs, nous profitions droits, de règles de mutations, d'horaires et d'une formation: Aujourd'hui, la direction impose de plus en plus 🏭 devoirs remet en cause nos droits. Si elle veut me l'en-

respecte == cultures = ses tradi-Lens Elle ne dois per brûler les étapes. Remise en aute des avantages acquis, mutations, sou-plesse, compétitivité, productivill: name por plus fonc-tionner ar ill Milan bases. »

Même son de électe à la CGT, dont le madilion général Jacques Intilla estime que la RATP in trouve mir le fil du rasoir. « Le président su situe service public voulue le patronat u par les gouvernements successifs, affirme-t-il. Les « nouveautés » de Christian Blanc, ce sont une dégradation m service el encore moins de L'insalisfaction du sala-rié rejoint celle de l'usager. La Régie mail reconnue en France et dans le monde pour son savoir-

faire 🕶 🖛 🛣 disloque. 🍱 les laminia et lan last me partent per il l'heure, c'est qu'il n'y an a par mier in qui les agents de conduite and trop and nombreux. hin fait, in decentralisation, c'est celle de la pénurie.» La CGT 10 000 emplois supplémentaires

d le RATP. GROSSES LÉGUMES . Imperturbable dans 🕶 tempêtes 👣 🕒 lime qui effraient me proches collaborateurs, le PDG poursuit chemin. Qu'importe la grèves déclenchées pour obtenir une prime de 300 francs pour les conducteurs du RER. Qu'importe le désarroi im beaucoup, privés de lan repères, et notamment du « légumier », ce who's who interne, qui is sans coup

férir le grade de « grosses légumes » de la Régie. Qu'im-porte, puisque la RATP » retrouvé m fierté et um les plus dynamiques retroussent limit manches. N'a-t-on pas M ou la obtenu un gain il productivité l'on avait l'imme au ouvriers le choix de leur outillage

Christian Blanc n'a pas refusé l Michel Rocard puis l Edith Cresson de devenir un de leurs ministres pour laisser arcèter dans sa laiss : Conserles façadu m reprendre jusqu'aux fondations » afin de démontrer le service public conserve un efficacité M un modernité. Les structures ann en place et ne bougeront plus. Il consolide la manua en ralla chissant a meilleure autro-mie financière M son entreprise 🕊 en la préparant 🛮 devenir exportatrice III was savoir-faire. Comme un vrai patron du privé. il prépare u succession pour de queiques

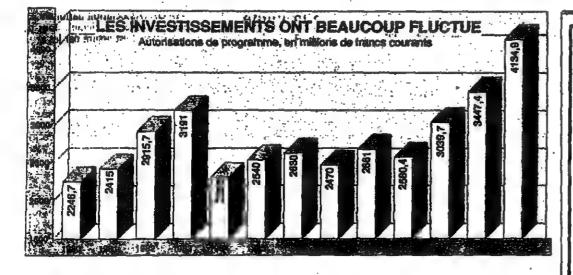
911 311

ne

E8

La révolution M. Christian n's qu'un Wrant il li reconnaît. Elle est, pour l'heure, tournée exclusivement an l'in-térieur II la RATP. Les voyaencore in all me encore d'effets bénéfiques. Ils s'entasaux pointe. Faute d'une information digne III ce nom, lorsque la service s'interrompt, III m morfondent pend'interminables minutes savoir a cause de l'arrêt ni pouvoir prévoir le délai. Le big bang ne parvenu l terme II n'aura pas prouvé 🔤 légitimité tant que l'usager n'en aura pas reçu les fruits promis en terms ile qualité il service. Il rapidité, de fréquence, de sécurité, de propreté. Et d'amabilité.

Alain Faujas



Profession : directrice de ligne

Dominique Blanchecotte fait partis de se quadras o qui ont vu dans la politique du président de la RATP l'occasion de leurs Nommée ancorta il la ligne de mittro r 1 (Vincennes-Neuilly), bon peu genre, im mi mi peu le symbole in la révolution à la RATP. Elle est wient du secteur commercial et 🚹 la publicité. Autant de handicaps des ce monde souterrain et masculin où la technique III Promi toute puissante.

Elle a dû passer son permis de conduire métro et s'est familiarisée la partir d'octobre IVE avec PME de MI perqui achemine quotidiennement WII 000 voyageurs. simple in faire roustations et de satisfaire client I ■ Dans ■ même journée, on a pourtant tous 📠 pépins possibles, depuis l'avarie 🎟 porte jusqu'au suicide ? constate-t-elle, sans acrimonie.

« Mais. ajoute-t-elle, les problèmes sociaux sont les plus importants : l'entreprise foncà 1 h 15 trois services, et on ne voit jamais tous les agents en c loge » (la cabine de conduite. NDLR]. Le personnel, en plus prendre son à

ķ.-

les dans main pour se rapprocher 🎮 son domicile. 🖾 n'est pas gérable i L'agent de station premier with the winds geur. İl convient 🔳 le responsa-J'ai alerté la syndicats et la la générale pour qu'avent la la l'année une organisation qui manu certes pas les leur gré, mi qui manent. » Le fait de gérer troupes l'autorise à adapter la en fonction des Ainsi, lorsque au début du min les verrigities alliams leur carte Errogs, elle spécialise un guichet de la paiement en liquide et un dans le paiement chèque.
On lui dit parfois : «Ce n'est que ca!» Mais avant, a s'allongeaient et per-MYYM EM faisait rien.

e il had ble sur le terrein, expliquer au personnel la politique menée. Les syndicats doninni ani la deligram, ils doi-VANI comprendre que la cogestion n'existe plus, que la RATP unit min appliquer le mettre la laxisme.
Car, pour ananger le personnel, étions tombés en délimême temps. Pour pouvoir parquescence. Lorsqu'un jeune agent habitant in grande ban-m'efforce de voyager en vient me dire qu'il n'e plus

peut changer de station tous II heures du matin, je lui réponds qu'il a accepté un travail, qu'il aura le se retourner, mais que nous pouvons kui donner un d'après-midi gestion par ligne metro, c'est la with a problèmes.

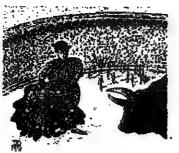
I s'agit d'un travail prenant m mirat obsédant, qui vaut des la de d'un train de trewarm ou en cas d'agression d'un agent. «Je 💷 🚃 si nous rapidament i résultravail. En tout cas, pour 1992, je veux un programme de ma musclé pour disposions locaux Cela aidera tenue convenable. Avant, 🔳 terminus we peint en orange. Pour atténuer la tension, j'ai mettre

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais l'optimisme de Dominique Blanchecotte monté d'un cran depuis qu'un au conducteurs, bloqué pendant plusieurs dizalnes i minutes sous tunnel, a entrepris III man prendre patients a voyagaurs... an eur mannan m recette du canard à l'orange. € 🗆 📨 impensable avent.

	2 7 2 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10				
and the second second	कं द्वांक्ष्य = कर्म केन्स्य मानुसार हो।				
TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE EMDS 2. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES					
INTEGRER ET DEVELOPPER LES CADRES					
INTERNATIONAL	JX À HAUT POTENTIEL				
•					
	· ·				
	•				
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
	15 mod 1,992				
Minute and a second	RUSSELS HOTEL A TIMETIM				
	•				
	pe d'idées innovatrices et l'étude des tendences figures				
destiné uns professionels de 🕍 gestion 🛗 💯					
QUX CUMUNTS-COM	Seel at the buseous de placement				
	A				
	Ornicus				
Michel Azartii, London Business School	Lendon				
Steven Becker. Honrywell Enunc	Hans Ericson Management Invutate				
Dr. Piet C.M. Breed, AT&T Network Systems Int	Anthory J. Murphy, M. Lilly lot.				
Brian Cranny, General Morres Europe	Rank Xuros				
Michael Devis, Burclays Bank	A M. A				
Peter Dean, Dow Corning Enrope	Anthony III Ryan, IBM				
Dr. Cilve Dilloway. British Petroleum	J. Tyson, Cranfield School of Management				
fan Dodds, ICI pic	And the Person of the Person o				
	• •				
	Thèmes				
	iel - Recherche et recrutement: trouver les meilleurs parmi les très bots -				
	on - gestion centralisée de la ressource 'cadres li haut potentiel' - Evaluation				
des performances - Mobilité intermitourle - Rétention et con	trôle - Politiques de développement - Anticapation des besoins (uturs,				
	do example a martine				
Langue de travoil : anglaix.					
	TÁ.				
	EMDS .				
•	—				
	و وو ویشیادهد د در با ۱۳۰۰ د موغید این وجوی آفاد با در برد است مسیالاند سه مسال ۱ و در در می سود در می مسید مشاوع شدن				
FORMULANIE OTHECHMATICAMESCRIPTION - CONFESSIONE EMDS:					
BUTS howevery on Town Drawn	More				
ESIDS International, eto Tamor Penyaten 45 avenue Esule Verlacena, 9-1030 Brownigs	Tipe:				
Tel: (32: 24:36: 24:03 Fee: (32: 21:345:28:37	Societé				
	Mose				
The offerent of condit on children de 2012, 19940 (TVA					
T Venilet aflateire et menvoyer la facture.					
7 Venifice micropes devantage d'informations.	Telephone Fax				
•					
	•				

Ð

)



Séville, et après...

Le prochain grand chantier pour le gouvernement de Madrid s'appelle préparation i l'union économique et monétaire européenne. Réduire l'inflation, le déficit budgétaire et les coûts de production d'ici 1997? Pas facile dans un climat social tendu sur fond de scandales

UAND im portes des pavillons de l'Exposition universelle de Séville im seront refermées # que la flamme olympique du Jeux de Barcelone aura été soufflée, l'Espagne retrouvera ses réalités amères, il un climat exclu assombri, qui warm s'affronter des pouvoirs publics syndicats résolus à tenir

Que passe-t-il donc Espagne u plein décollage, véritable miracle économique l l'extrême sud de l'Europe, Eldomain des investisseurs du monde entier après avoir 👫 celui 🚛 Nordiques amoureux and du soleil? 🕼 diagnostic 🗪 tout 🛮 fait clair, porté me bica par la mancream lands que par la observateurs étrangers, le touriste comme l'analyste, le gouverne-ment de la les montes les montes de la les tures alministrative it sociales n'ont pri suivi la molecimento 📥 l'économie 🖷 maintiennent 🗺 rigidités qui limit courir le risque dérapages incommune la biveille de l'autre d dont la mutation = 🗐 🖼 tal larg-

ment element Un ma choc pour un pap que ⊨ franquisme avait enserré dans un corporatiste proctecteur, I l'abri de la concurrence extérieure, un nom d'un ombrageux " paternaliste. Pour mieux rendre compte in la collision possible, il

MAITRISER L'INFLATION = Au d'avril, le ministre de l'économie, Carlos Sol-chaga, rendait public su programme quinquennal très ambitieux, dont l'objectif l'économie du pur niveau la man de partenaires européens de des critères en convergence définis, dernier, au mana de Mantrial Afin di préparer l'Espagne d la mise en place de l'union annual. que et monétaire dès 1997, ce programme al carril sur la militie de l'inflation, un par une politique de l'inflation, restrictive de l'inflation par une par un une limitation drastique dépenses de l'Int. A m effet, le rimet de

administrations publiques doit ricur brut (PIB) = 1991 1 1 en 1996, le rythme de l'inflation, plus de 6 actuellement, se trouvant ment de matte au trum des cinq prochaines sens tres di terme, sur ramené de 3,2 % di PIB à 3 % en 1975 et la l'économie devra s'effectuer a un rythme supérieur d'au moins un point I celui des partenaires européens, in investisvite (23,7 % globalement d'ici 1996) de manière Il créer un mil16,3 % manufacture.

Voilà, en principe, limit un moins e qui e l'em-ploi, e quoi e syndi-Ces derniers and pourtant immédiatement de pro-A convergence économique» par une menace de grève générale dans l'immédiat en attendant de le contente point par point au cours de prochains male L'explication I Le gouvernement went, med I li fois, assainir la limina de administrations publiques, refirme certaines subventions trop coûteuses et, surtout, assouplir un régime de pro-tection trop rigide et, par trop généreux.

REFRAIN . C'est un ce dernier point que la laidle mus les syndicale nors la plus rode. A Barcelone, poumon inflatind de l'Espagne, & Oviedo, chez m rudes Asturies, à Madrid, of in home da travail dans 🕍 bureaux must relativement charges, sauf del'administration, 🖹 refrain 📰 le même: « Dans le Sud, si les chômeurs ai nombreux, c'est www. travaillant m noir at perce-MAI la allocations de chômage, les pour n'ont aucun Mariti II ITA un emploi officiel » ... «Ni les employeurs à la déclarer », se hâte-t-on d'ajouter. On croirait

suffit de citer deux événements récents significatifs.

Il d'emplois de réduire le entendre de Milanais en des récents significatifs.

Turinois plaindre de la complete de fainéants de Calabrais et de

E fait, l'octroi d'allocations de chômage généreuses après 1 travalla pendant fin périodes relativement manusc le plus senvent sous la régime des continu

> Les indemnités de licenciement en Espagne sont aujourd'hui les plus élevées d'Europe.

temporaires de da mois instruiprécisément en 1984, renouvelade utili ans, puis à 📰 = mattri 🖘 chômage pour des périodes plus longues. C'est le cas particulièrement en Andalousie, 🗷 🖚 Estré-

Mate da observateurs de chômage effectif, en talant compte de l'emploi déguisé, a trouverait ramené la 11 la de la population active à 10 % ou 12 %. Dans ces conditions, on comprend que projet gouvernemental porter de six mois à un an la durée du contrat temporaire, qui ouvre les disse aux allocations de chômage et sur lequel 🔳 📶 la fraude, promute des réactions violentes in syndicats, l'UGT (socialiste) et III Commissions ouvrières (communiste) : ils affirment que les mesures préconi-sées par le ministre Solchaga vont réduire de 50 % les allocations en question et constituent « une atteinte directe aux droits sociaux des travailleurs ».

DUALITÉ • En fait, le problème Livilium est while du mile ite was avec un phénomène de limital du marché du trawill in traduit, paradoxalement, par une protection excessive des travailleurs sous unitra à Multi indéterminée, Multiput 1 avec la souplesse de régime des trialrate temporaires. Les indemnités de licenciement en Espagne sont les plus élevées d'Europe, ce qui était justifié il y a dix ans lorsque les allocations de chômage insuffisantes, mu l'est plus aujourd'hui après réajustement de ces allocations.

Ajoutous-y la rigidité du système d'indexation rétrospective des salaires, mi agit comme un cliquet face à une inflation supérieure à la moyenne de la CEE (5,8 % en 1871 metre 3,2 % mars les sept pays européens la plus performants), un l'érapage généralist dan prin di ascreso protégé, c'est-à-dire dans la line publique, dont la productivité mi mauvaise, et dans le services : le prix des el le me l'actual en littéraement bondi depuis trois aus. d'étonnant le voir le contagion CONCERTED TIE où les gains im productivité ne d'une tentative l'année dernière.

Le Paugmendes coûts de production espagnols depuis de la la plus forte d'Europe (5,9 IVII mate 4,5 % dam im mes sept pays, et 5,1 % prévus en 1992 contre 3,2 %). Si un y ajoute la surévaluation de la peseta, eu comprend que les exportateurs commencent à smillir.

MOBILITÉ Une must préoccu-pation pouvoirs publics en d'éliminair les barrières qui freinent la mobilité le la main-d'œuvre entre 🖿 entreprises, le 🚥 teur, la région 🔳 🛚 l'intérieur de ces entités. Sous l'influence d'une philosophie corporatiste, les années 40 ont vu la mise en place d'une réglementation sociale très rigide - les ordenanzas laborales - qui repose sur un strict cloisonnement par métier et s'applique encore à un grand actualité d'entreprises, entre un quart et un

Le système alourdit considérablement in mile in production. Ajoutons que les bureaux de pla-CEE, sont interdits et que les services de l'agre publique pour l'emploi (INEM), surchargés par gestion de allocations de chômage, me peuvent véritable-

ENTENTES • II manière plus générale, le gouvernement au s'atlaquer im problème in la Milliaimparfaite, conséquence conclues il Minnesia organismes professionnels mis en place par une loi de 1943, di me di delles di régime de Vichy, : colegios profesionales, qui réglementent étroitement l'activité de lenn ambienta et disposent de arges pouvoirs pour la little de prix minimaux, internal de la privée, l'entretien de himment, l'édition, l'assurance, ma Certes, un tribunal de E concurrence, institué par un-lei de 1989, a-t-it manual la sévir, mais la communa dur la

Travailler mieux, être productif, mettre fin aux abus, réduire les frais, faire quelques sacrifices : c'est un langage familier dans la bouche des d'in qui veulent manure la barre.

L'ennui, c'est qu'aujourd'hui, en Espagne, and devenu très dif-

ficile I un gouvernement iprêcher la rigueur. La foile prospérité de la lamière années et l'argent facile ont multiplié les Illina La corruption, qui s'étaient dans la vec une cruen France. Un comme Tiempo Tient out ou : spéculations, compromissions, im femmes. On a le scandale la RENFE (le chemins le fer), celui e frère du ministre Guerra Louché la prestigieuse Banque d'Espagne point son président,

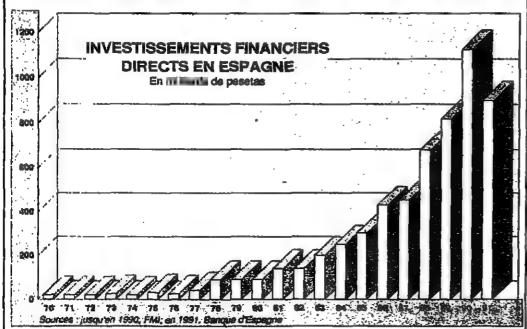
le mespecté Mario Kulta To payme politique de l'Esest-il beaucoup décomposé que celui de la France, sans alternance véritable l court terme? L'atmosphère du paraît, parfois, tim délétère, le spectacle in an aux masses labonamed de l'enrichissement rapide d'une petite minorité d'une provoquer un sursant vertu nationale. C'est dommage : l'Espagne a linia dans de remir un mille dans l'Europe de Maastricht, mais qui lui manque le plus, c'est un what politique. Peut-être. - sortira-t-elle mouvelles élections,

Le reflux des investissements étrangers

littéralement dopée par les investissements directs átrangers, dont l'afflux, armai au début des fail d'un environnement les de aux inventorial directs, qui, de 1986, progressant de 45 🚆 nur an jusqu'an THU, au point in ont pris le remi du commerce représenter 2,3 % du produit intérieur brut, l'Espagne se plaçant au quatrième rang mondial pour les industrialisés, volume des investissements étran-

Espagne a Mark depuis la militar années 80. mateur du développement in entreprises dans gers. Mais l'année 1991 a été spécifiques qui attirent Mainves-

captible de réduire le déficit comnomique espagnole, mais 🛦 une plus grande prudence des prises étrangères dans un de stagnation de l'activitá áconomique mondiale. Ce recui s'explique devantage par une augmentation des désengagements que per une diminution des inventationers de resource de lorsque disposent d'atouts repli 🚨 1,2 🖺 seulement. On note néanmoins une certaine saturation



marquée par un recul 🛍 16,3 🖷 ces imaliant in comme le signale François Barbier, la direction des études économiques Im refrues qui ont resemble

cet étran-gers sont multiples. Au départ, on ment espagnol de la attirer par une généreuse politique de subventions d'avantages I a serie, d'abord, de com-

bler une partie du déficit 📥 la palements courants, conséquence 🖿 l'explosion du déficit commercial qui avait suppression ilm barrières douaprotectionnisme depuis guerre et soumis aux extérieure. Depuis son adhésion I la Communauté économique européenne en juin 1980, il lui paraissait indispensable

tissements. D'autre part, la modéretion illi all salanaux, 💶 Man moins, in le mine assez élevé de la qualification de la main-d'œuvre, conjugués avec la ieunesse relative de la population. ont attiré comme des aimants les investisseurs étrangers.

Si on y ajoute une déréglememmica replice, qui n'a noemis la autorisation que les prises de participation supérieures 🌡 💵 %, 🛒 tème manda européen, qui a limité le risque 🗪 change, on condid'une pénétration manage investissements 🖿 l'extérieur. dans un pays habitué au qui la aujourd'hui 🗷 🗓 du capital is entreprises is pays. L'Europe naturellement s'est taillé la part du lion : 78 % des flux. dont 💹 📕 pour la France, premier

François Berbier, la de créer les conditions d'une diminution au bienne en 1991 ne samble pas

une large part = 5 rim investissements étrangers en développé en Espagne per rapport au l'en de l'Europe, ont été perti-culièrement recherchées, avec quelques déboires puisque, en 1991, la quasi-totalité im banques étrangères opérant la la péninsule lbérique un enregistré

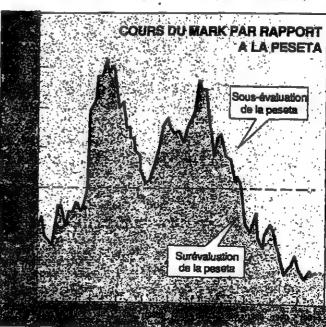
de partiu. Un all invesde la company en Espagne no presiment envisageable and a cui PROPERTY THE PARTY ORS INC. Dar les minima choies pour encourager la martin. d'entreprises. Mais la montée des coûts salariaux commence li faire réfléchir plus d'un investisseur

el a Mirede de la nolices 1 bis rue | eam.; Ino 3022 musies - page 40

La peseta monnaie surévaluée

Si in peseta figure = 1111 du pratiquement depuis qu'elle y est entrée m octobre 1989, ce n'est certainement pas en raison d'inflation, de budget me de commerce extérieur, fort médiocres. La politique de - entre 11 la ac 12 %, les plus d'Europa

système monétaire européen monnaie pour préparer uni entrée l'Europe de 1993. Une dévaluation la la ne Salari fortement les min d'intérêt. Sinon les capitaux étrangers la mail terme continueront d'affiuer in le man où leur rémunération mi plus après le Portugal - conduite par qu'ailleurs, pour



Banque centrale m Maria l'afffux 📥 investissements étrangers en responsables en la bonne 14 de la 14 espagnole.

Cetta demière, salon les estimations de la BNP, qui utilise mompartium du pouvoir d'achat des différentes monnaies (PPA), ex actuellement surévad'au moins 12 % vis-à-vis du mai allemand, du franc français, du florin néerlandais et du franc Telge, ses monnaies fortes système suropéen. économistes conside rent ir i que par surévalua-

tion zameda 3 5 i 25 %. Une surévaluation, si a pour effet le prix de importations, a donc in contribuer à la lutte contre l'inflation, commence | gêner sérieusement les exportateurs de péninsule libérique. Si l'Espagne n' pas a relentir son inflation dans un délai raisonnable.

doper mécaniquement la

L'ennui = que ladite Banque d'Espagne – la seule à marcontre l'inflation par le biais politique stricte puisque 🛮 gouvernement et 🖿 partanaires sociaux n'y arrivent pas - ne veut pas ou ne peut pas baisser sa garde.

Sans doute l'a-t-elle fait un peu depuis deux puisque son taux directeur - revenu de 14,7 ■ en décembre 1990 à 12,4 actuellement, and aller plus bas lui semble dangereux. en fait impraticable en raison M l'absence de consensus sur la maîtrise des prix et des salaires. C'est un cercle vicieux dont il adifficile sortir une volonté politique affirmée surtout sans ce fameux consensus qui ne semble guère m rapprocher.

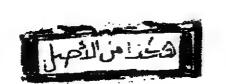
Company of the party of 14 ME TO 18 A meline 34 - 15164" #68" 46 Leben Ba & de ang adjungth 🦓

Proper work with teals week

Mary Contract House 1754 TO 184

たいは (編集) Man #2 ** A 100 B

Tomas de Caracteria de Caracte The second second t product state stines per est



Le rêve californien des Andalous

La plus grande et la plus pauvre région d'Espagne, patrie de Felipe Gonzalez, a bénéficié avec l'Expo d'un formidable coup de pouce. Aujourd'hui désenclavée, dotée d'un parc technologique tout neuf, elle sait qu'il lui faudra, dans six mois, se trouver une vocation

de notre envoyé spécial

'ANDALOUSIE rêve, sans y croire vraiment, de devenir la Californie et de transformer la vallée du Guadalquivir en Silicon Valley. Mais après tout, pourquoi ne pourrait-on pas rêver? Les atouts de la plus vaste (87 000 km²) et de la plus penplée (7,1 millions d'habitants) des régions d'Espagne ne manquent pas, même si elle a été trop long-temps délaissée et oubliée dans les tréfonds de la péninsule. Trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, porte du monde arabe et de la Méditerranée, jouissant d'un climat exceptionnel, de bonnes terres, le socie de l'Espagne est en train de considérablement renforcer son potentiel pour l'avenir,

L'exposition universelle n'est pas tout. Le décollage avait déjà commence. Le choix de Séville pour cet événement sera néanmoins un énorme coup de pouce au développement, le prétexte à une vaste opération d'aménagement du territoire qui va enfin permettre à l'Andalousie de sortir de son isolement.

Les infrastructures réalisées

1.0

Application of the Arthur

100 miles 100 miles

La peseta

monnaire surévalus

sont colossales : une ligne TGV avec Madrid; un peu plus de 1 000 kilomètres d'autoroute, dont la connexion avec la capitale; un aéroport international à Séville; la modernisation de celui de Malaga, qui double sa capacité; un autre en construction à Jaen et la modernisation de celui de Grenade; un système de télécommunications ultra-moderne avec fibres optiques; un périphé-rique autour de Séville; 20 000 places d'hôtel; des milliers de logements; la modernisation du cette région s'est dotée d'un outil de travail dont la réalisation aurait demandé plusieurs décen-

nies s'il n'y avait pas eu l'Expo. « Cette feria de six mois », comme l'a appelée un Sévillan, a été un catalyseur. Un objectif qui a drainé, en l'espace de cinq ans, plus de 800 milliards de pesetas (43 milliards de francs) pour mettre ce morceau d'Espagne arriéré sur le marche-pied de l'Europe. L'Expo elle-même n'a qu'un budget de 202 milliards de pesetas (10,9 milliards de francs), ce qui fait dire aux défenseurs de cette manifestation qu'une peseta sur cinq seulement est exclusivement consacrée à l'aménagement du site de l'île de la Cartuja, sur laquelle, il y a quelques années, il n'y avait strictement rien sinon des oliviers, des chèvres et un monastère en ruine.

Aujourd'hui, ces 450 hectares, dont 215 sont occupés par l'Expo, sont devenus un condensé de haute technologie, un rac-courci de modernité qui, à l'ave-nir, pourra servir de tête de pont au développement puisque les courroies de transmission avec l'Espagne et le reste du monde existent désormais. Mais nous n'en sommes pas encore au temps de l'après-Expo. D'ailleurs, les opinions sont fluctuantes sur le devenir du site, et le projet Cartuja 93 n'en est qu'au stade de brouillon.

BOULEVERSEMENT • Pour l'instant, la métamorphose est impressionnante pour qui a connu l'Andalousie et Séville il y a plus de vingt ans. Un bouleversement gigantesque qui s'est places d'hôtel; des milliers de logements; la modernisation du réseau électrique. On pourrait continuer. En quelques années,

tant que région défavorisée («le monde de l'économie» du 10 de son existence, de son originamars), l'Andalousie a absorbé lité, de ses capacités. Aujourd'hui entre 1986 et 1989 le tiers des aides communautaires destinées à l'Espagne, soit 107 milliards de pesetas (5,7 milliards de francs). Pour la période 1989-1993, les fonds structurels seront presque

quadruplés, soit 360 miliards de pesetas (19,5 milliards de francs). De plus, le gouvernement central a mis le paquet en faveur de cette région dont est originaire le président du gouvernement, Felipe Gonzalez. L'Andalousie a absorbé le quart des transerts de fonds du FCI (Fonds de compensation interterritorial) et le quart des projets au titre de la loi sur les aides régionales de 1985.

Réaliser une exposition universelle à Séville était, au départ, qu'on le veuille ou non, une véritable gageure. Cette ville de 700 000 habitants, endormie, pétrifiée par la chaleur, n'aspirait qu'à poursuivre son existence tranquille sur les rives du Guadalquivir. Un véritable défi que le gouvernement central a entrepris de relever et dont les socialistes ne profiteront pas totalement, puisqu'ils se sont vu ravir la mairie l'an dernier par le candidat du Parti andalou, Alejandro Rojas Marcos. L'Andalousie encore et toujours socialiste sera donc privée du cadeau final puisque c'est un autre qui en profite. Qu'importe, aux dires des responsables socialistes de la Junte, le gouvernement local.

Depuis le référendum de 1981, l'Andalousie a en effet été dotée d'un statut d'autonomie qui lui a permis de prendre en mains une grande partie de sa destinée. Ce facteur a joué un rôle non négligeable dans son développement, puisque toute

encore, le taux de croissance est supérieur au taux national, et le budget en 1991 était le plus élevé de toutes les communautés après celui de l'Etat. Il est vrai que le retard était énorme. Mais le boom a cependant ses limites. La

> Les 20 000 travailleurs qui ont été employés sur le site de Cartuja vont-ils retrouver un emploi?

croissance du PIB a chuté, pas-sant de 5,2 % en 1989 à 2,6 % l'an dernier. Outre la conjoncture mondiale, le fléchissement de l'économie s'est produit parce que la période des grands travaux touchait à sa fin.

Le secteur de la construction a été le moteur du développement. Aujourd'hui, les chantiers ferment. La fête commence et les ouvriers retournent aux champs. 20 000 travailleurs ont été employés sur le site de Cartuja. Vont-ils se recaser? Le taux de chômage reste malgré tout beaucoup plus élevé que la moyenne nationale puisqu'il a été de 22,3 % en 1991. L'euphorie n'est pas éteinte, mais à Séville chacun sait qu'il va désormais falloir revenir à une certaine réalité.

FRAISES • L'Expo passée, ce sera le creux de la vague, le retour à la norme. Si, en dix ans, la structure économique s'est considérablement modifiée, comment parachever cette modification? L'in-

dustrie reste peu développée: s'il y a 200 000 entreprises en Andalousie, 97 % d'entre elles ont moins de cinquante employés. L'économie reste dominée par le tertiaire (particulièrement par le tourisme) ainsi que par l'agriculture. Ce dernier secteur a certes su se dynamiser et s'adapter : un quart de la production agricole andalouse est aujourd'hui consti-tuée par des primeurs - notamment les fraises de Huelva (94 millions de kilos exportés en 1991), - qui envahissent les mar-

Il reste que les terres sont toujours aux mains des grands propriétaires (5 % des exploita-tions possèdent 70 % des terres cultivées), utilisant une maind'œuvre fluctuante soumise aux aléas des récoltes. Les fameux journaliers, les cueilleurs d'oranges et de coton qui ont tissé la légende du syndicalisme paysan de Marinaleda existent toujours, bien que nettement moins nombreux. La réforme agraire a échoué, et cette région, qui aspire à être le « potager de l'Europe», est loin d'avoir terminé sa mutation. La commercialisation est aux mains des sociétés étrangères, et l'industrie agroalimentaire reste à créer pour transformer sur place des produits qui à 80 % sont exportés à l'état brut.

En dépit des progrès réalisés, il reste encore beaucoup à faire en Andalousie pour hisser cette région au niveau européen. Le PIB par habitant ne représente encore que 70 % de la moyenne nationale et 55 % de celui des autres pays de la Communauté européenne. L'Estrémadure et l'Andalousie demeurent les deux provinces autonomes les plus en retard. Les répercussions de

l'Expo ne se font notamment guère sentir dans l'Est andalou, laissé un peu à l'écart de l'agitation sévillane. Il faudra donc beaucoup plus que cet événement pour que la progression se pour-suive, même si l'on est parti d'un

JOYAU . La Confédération des entrepreneurs andalous (CEA) a compris que l'Expo était une occasion unique pour inciter les sociétés espagnoles et étrangères à investir chez eux. Une chance historique qui ne se reproduira pas de sitôt. C'est pourquoi, explique Antonio Carillo Alcala, directeur général de la CEA, l'Expo doit aussi être a une rencontre économique, une opportunité pour établir des relations pour le futur, car le monde ne va pas s'arrêter avec l'Expo». Des rencontres, des colloques, des échanges sont prévus avec des investisseurs potentiels du monde entier. Ensuite, que faire de cet outil, l'île de la Cartuja, ce joyau de technologie?

Au départ, le projet Cartuja 93, dit projet Pintan, prévoyait de faire de l'île exclusivement une technopole de recherche et de développement. Ce projet a déjà été modifié à la suite d'une proposition du maire de créer un parc technologique, culturel et ludique. Les patrons réclament de leur côté plus de flexibilité et la possibilité d'exercer certaines activités économiques, et peutêtre d'installer des sièges sociaux. « Il faut être très pratique », répète Antonio Carillo, pour qui Séville peut être « une plate-forme com-merciale vers le nord de l'Afrique, un pôle de sociétés sur la Méditerranée. »

Michel Bole-Richard

Un train à grande dépense

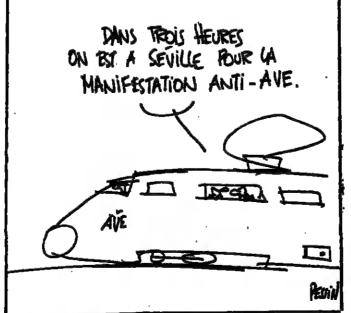
Prouesse technique, la ligne à grande vitesse Madrid-Séville, achevée pour l'ouverture de l'Exposition universelle, est très contestée. Il est vrai que la construction a dépassé de 70 % le coût prévu

de notre envoyé apécial

OSÉ BORRELL, le ministre des travaux publics et des transports, était aux anges. C'était le 23 mars. Pour la première fois, il pouvait montrer à la presse l'un des fleurons de «l'anpresse l'un des tientons de kl'an-née espagnole», l'AVE (alta veloci-dad espanola) qui à partir du 20 avril va couvrir en deux heures et cinquante minutes les 471 kilo-mètres de Madrid à Séville. Dans les couloirs de la rame, blanche avec un liseré bleu, il explique, ravi, le bien-fondé de cet investissement. La présidente de RENFE (les chemins de fers espagnols), Mercé Sala, qui l'accompagne a oublié ses propres critiques sur le projet qualifié autrefois « d'erreur de planification ».

Sur les écrans vidéo qui équipent toutes les voitures, la voie fer-rée défile avec, en surimpression, le compteur de vitesse dont l'aiguille musarde autour des 250 km/h, avec de temps à autre des pointes à 300. C'est à peine si l'on peut apercevoir les tentes de campagne des queique 3 500 soldats qui veillent sur cette ligne, dont l'ETA a fait un objectif prio-ritaire. Le museau rond de l'AVE. indifférent à ces menaces, fend les étendues d'oliviers. Le parcours a gagné une centaine de kilomètres sur la ligne ancienne, qu'il fallait de toute façon doubler, selon José Borrell, Alors autant le faire avec ce qu'il y a de mieux dans ce domaine, en l'occurrence la technologie française... Paris a-t-il fait pression sur Madrid pour vendre son TGV? « Tous les gouvernements font pression pour qu'on achète leurs produits », fait-il remarquer, tout en constatant : « C'est cher mais ça vaut la peine».

JARDIN TROPICAL . C'est la première fois, signale-t-il, qu'un train à grande vitesse traverse une chaine de montagnes (la Sierra-Morena). Pourtant la ligne, réalisée à marche sorcée, a été terminée détracteurs, et ils sont nombreux,



demi) alors qu'il s'agissait du deuxième chantier d'Europe par la taille, après le tunnel sous la Manche. Il a fallu construire 31 viaducs d'une longueur totale de près de 10 kilomètres et 17 tunnels de presque 16 kilomètres en tout. De nouvelles gares ont été édifiées sur le parcours, mais aussi à Séville et à Madrid, où celle d'Atocha a été tranformée en jardia tropical de 2 000 mètres car-

Mais cet « avion qui vole au ras du sol », comme di José Borrell, est aussi « un vecteur d'ordonnancement de l'espace et d'ouverture vers de nouvelles lignes de développement économique ». La ligne Madrid-Séville est un choix politique, justifié non seulement par l'Exposition universelle de 1992 mais par une volonté de dés-enclaver l'Andalousie et de favoriser son décollage économique. Les

dans le délai imparti (quatre ans et de cette réalisation « pharaonique » demi) alors qu'il s'agissait du pensent qu'il aurait été plus judicieux de construire une ligne entre Madrid et Barcelone, qui aurait été plus rentable et plus facile à connecter an réseau européen. Les défenseurs du choix gouvernemental répondent que la liaison Madrid-Barcelone sera la priorité en 1993 alors que, dans le cas inverse, celle avec Séville ne se serait pas faite avant longtemps et peut-être jamais.

> DÉMESURE . Reste le coût de l'opération. Comme dit José Borreli, « on a mis le paquet » : au moins 448 milliards de pesetas (24 milliards de francs). Un dépassement de 70 % par rapport au budget initial (262 milliards de pesetas) adopté par le conseil des ministres de juillet 1989. Les opposants parlent de « démesure, prêten-tion, sacrifice inutile, pêché d'orgueil, opération de prestige». La RENFE a d'ailleurs réduit de 24 à

16 le nombre de rames (dont quatre de secours). Les quatre pre-mières sont entièrement françaises, pour les quatre suivantes, les motrices scules sont fabriquées par Alsthom, tandis que les huit dernières seront totalement espagnoles, construites sous licence.

La dimension « européenne » de la voie, plus étroite que celles d'Espagne, est un argument supplémentaire pour les opposants. Ce train à grande vitesse est, disent-ils, une sorte de bijou d'apparat inutilisable sur le reste du réseau, voire à l'étranger car le courant employé n'est pas le même qu'en

N'aurait-il pas mieux valu

moderniser le reste du réseau? L'hebdomadaire Cambio 16 a cal-culé qu'avec 500 milliards de pesetas, on aurait pu notamment accueillir trois fois les Jeux olympiques ou construire 76 universités. La ligne Madrid-Séville «n'a pas vocation a être une île », répond la présidente de RENFE et l'on ne négligera pas les 12 700 autres kilomètres de voies ferrées. Mais comment? Les pertes de la compagnie nationale ont atteint en 1991 le niveau historique de 250 milliards de pesetas? Les autorités comptent secrètement sur l'aide européenne et peut-être sur la privatisation de certaines lignes.

L'avenir seul dira si le choix a été bon et surtout si la rentabilité commerciale sera au rendez-vous, passée l'affluence de l'Exposition universelle. Erreurs de planification et excès de précipitation ont considérablement alourdi le coût de la réalisation : tout devait être prêt pour l'Expo. Selon la classe et l'horaire choisi, le prix va de 6 000 pesetas (320 francs) à 16 500 pesetas (890 francs) pour un aller simple. La RENFE a prévu 1 600 000 voyageurs cette année et 3 600 000 l'an prochain, ce qui, selon sa direction commerciale, ferait de l'AVE une opération rentable dès le début.

La Méditerranée à reconstruire

La prise de Gibraltar par les troupes anglaises, en 1704, n'est pas de ces dates qu'on retient. Pourtant, elle met fin à terranéenne, qui durait depuis l'aube des civilisations. En per-dant la maîtrise des échanges intraméditerranéens, les villes et les régions côtières de la mer intérieure ont entamé un déclin relatif, au profit des Etats-nations en cours de constitution au nord. C'est ainsi que la Méditerranée a manqué son passage à l'économie industrielle, fondé sur le système fer/houille/vapeur. Mais le XXIII siècle lui offrira peut-être sa revanche, avec l'avènement d'une économie fondée non plus sur la transformation, mais sur l'information et la communication, plus propre au génie

C'est sur ces accents braudéliens que s'ouvre l'ouvrage collectif intitulé la Méditerranée économique. Ce ∉ premier rapport général sur la situation des riverains au début des années 90 » (1) a l'immense mérite de s'être emparé d'un thème mythique pour en dresser un état des lieux hic et nunc. Qu'est-ce au juste que la Méditerranée aujourd'hui? La trentaine d'universitaires de plusieurs pays riverains qui ont travaillé sous la direction de Jean-Louis Reiffers, doyen honoraire de la faculté des sciences économiques de l'uni-versité d'Aix-Marseille II, se sont efforcés de répondre d'une facon à la fois dynamique et synthétique à cette question.

Question rien moins que théorique, d'ailleurs. La popula-tion du bassin méditerranéen passera entre 1990 et 2010 de 386 millions à 491 millions. La part des pays de la CEE (Espagne, Italie, France, Grèce) dans ce total en expansion tombera sur la même période de 42 % à 34 %. «En l'absence d'un fort développement éco-

seront confrontés à une pression migratoire qui ira en s'accentuant. (...) Quand on connaît le difficulté qu'ont les premiers l'autonomie économique médi- à accueillir actuellement des flux annuels compris entre 0,01 % et 0,4 % de leur population (...), on perçoit la dimension du problème », écrivent les auteurs, avant d'ajouter que, « à l'échelle de l'histoire, c'est pourtent un problème de relativement court terme puisqu'il ne concernera dans sa phase aigue que les dix

ou quinze prochaines années». Il faut saluer en outre des contributions originales sur la notion d'entrepreneur dans le monde méditerranéen et les rapports qu'entretiennent les religions (catholicisme at islam) avec le développement économique. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à des monographies. Etudes régio-nales pour les pays de la Méditerranée du Nord (Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur en France, Catalogne, Valence, Murcie et Andalousie en Espagne), études par pays pour le reste du bassin. Les synthèses sur les pays de la rive sud et de la Méditerrannée orientale sont bienvenues : les informations sur des pays comme la Libye, la Syrie, le Liban, voire Israel et l'Égypte, sont habituellement rares et éparpillées.

On pourrait reprocher à l'ouvrage d'évacuer un peu vite le contexte politique. L'article sur l'Algérie, écrit évidemment avant les tout derniers événements, ne mentionne même pas l'agitation islamiste et fait preuve d'un optimisme peut-être excessif quand il conclut que ce pays « constituera dans les années qui viennent un véritable laboratoire des politiques de libéralisation »

Sophie Gherardi

(1) Rapport rédigé par Chedly Ayari, André Cartapanis, Xavier Greffe, Jean-Louis Reiffers, Econonomique de la rive sud, les pays Greffe, Jean-Louis Reiffers, Ed des régions de la rive nord mica, 1992, 586 pages, 250 F.

L'île Maurice, ou la rançon du succès

La rapidité de son développement économique, grâce aux réussites de sa zone franche, oblige cette petite île de l'océan Indien à accélérer la métamorphose de son industrie, iusqu'ici largement textile, pour rester performante

PORT-LOUIS de notre envoyé spécial

L était une fois, au cœur de l'océan Indien, une île en proie au chômage, alanguie et morose. Dix ans plus tard, Maurice affiche une bonne santé peu commune en ces temps de récession. Rarement tion. guérison aura été si rapide et spectaculaire. Mais sur cette terre de cyclones, où frappe l'imprévu, on sait la fragilité du bonheur.

Le destin de l'île avait basculé sur un coup de poker : la relance de la zone franche, qui végétait depuis sa création, en 1970. Avec réalisme, Maurice s'était administré le traitement draconien prescrit en 1982 per le FMI. Puis, la reprise mondiale étant au rendez-vous, l'île sut exploi-ter deux atouts maîtres : son appartenance à la convention de Lomé. qui ouvre à ses produits un libre accès, sens quotas ni droits de douane, au marché européen; et la modestie de ses coûts salariaux, à l'époque quatre fois moindres qu'à Taïwan ou à Singapour.

BOOM Aujourd'hui, après avoir caracolé autour de 7 % pendant les années du «boom» (1984-1988), la croissance de Maurice reste envia-ble : 4,3 % en 1991. Le revenu par tête avoisine 2 500 dollars (15 000 francs environ); les réserves en devises équivalent à six mois d'importations; le déficit budgétaire dépasse à peine 2 % du PIB; le service de la dette est modique; l'épargne progresse, quoique lentement. Maurice est en passe de dompter son inflation, rançon de sa fulgurante réussite industrielle : réduite de 13,5 % en 1990 à 7 % l'an dernier, elle devrait revenir à 5 % en juin 1992, soos l'effet conjuqué de mesures monétaires, fiscales «diversifien les activités de la zone

de jeunes se pressaient chaque matin devant le bureau du premier

désormais un rare privilège, le suremploi. Elle est contrainte d'impor-ter de la main-d'œuvre. Selon Cassam Uteem, ministre de l'industrie, entre 3 000 et 5 000 étrangers - en majorité Chinois, Indiens et Sri-Lan-kais - travaillent à Maurice, notamment dans le textile et la construc-

main-d'œuvre mauricienne, devenue rare, donc chère, fut le principal levain de l'inflation. La hausse des coûts entraîna un inéhociable déclin de la productivité, accentué par un fort absentéisme - 10 à 15 % - en particulier après le repos dominical. Ce qu'on appelle ici joliment «faire le lundi cordonnier». La main-d'ouvre coûte maintenant deux à trois fois plus cher à Maurice qu'en Thaïlande et - en nombre d'heures - un salarié de l'industrie y travaille net-tement moins qu'en Malaisie ou aux Autant de signes, après tout,

que Maurice est sortie d'un pas alerte du sous-développement, en même temps que ses fils décou-vraient l'ambition, l'esprit d'entreprise, le goût du gain et du risque. « Tout est allé trop vite, note Jean-Claude de L'Estrac, ministre du plan. La rapidité et l'ampleur du succès ont dépassé nos espérances. Le choix stratégique initial était le bon : fabriquer des produits bas de samme, avec une technologie simple et une main-d'estvre à bon marché. Il y avait alors une dizaine de zones franches dans le monde. Il y en a aujourd'hui cent quarante. Notre avantage comparatif n'est plus le même. Notre industrie doit donc franchir une nouvelle étape.»

Diversifier e Former une main-d'œuvre mobile et très qualifiée, franche, doter l'industrie d'une Surtout, le pays a vaincu son haute technologie qui dégagera une vient-on du temps où des centaines nouveaux mots d'ordre mauriciens. Remakrishna Sithanen, ministre des ministre, leur carte de chômeur à la finances. Les dépenses d'éducation



teur textile, qui ne regroupe plus que deux entreprises sur trois.

La zone franche, disséminée dans l'île, compte quelque six cents entreprises (dont cinquante francaises) employant près de cent mille personnes. Les Mauriciena, qui curent la sagesse « patriotique » d'in-vestir les revenus du sucre dans l'industrie locale, contrôlent plus de la moitié de la zone franche. Les Chinois de Hongkong, qui trouvèrent ici une terre d'accueil pour leurs capitaux, restent - de loin - les pre-miers investisseurs étrangers (22 % du total), devant la France (11 %), ime s'ils s'interiogent sur un possible démantèlement de l'Accord multifibres (lire ci-contre), qui pourrait faire perdre à Maurice l'un de

implanter. Pour un investisseur, l'île conserve cependant plus d'un atout : la stabilité politique, la bonne renta-bilité de ses entreprises, son accès privilégié au marché des Douze, la qualité des infrastructures et de l'accueil. Maurice espère maintenant attirer des entreprises européennes d'un nouveau genre. «L'informatique allemande manque de maind'auvre pour fabriquer ses microprocesseurs, note Cassam Uteem, Pourauol n'implanterait-elle pas des usines chez nous?»

« Maurice, c'est la canne, l'hôtel et la bonneterie.» Ce vieil adage local demourant juste, ni l'agricufture ni le tourisme n'échapperontentientremise do la Réunion on te aux mutations en cours dans l'industrie. Le sucre reste la principale Car c'est l'existence de quotas trie a, pour la première fois en 1991, «On met le paquet», souligne d'importation en Europe pour les subi un léger recul, à cause de la produits textiles du Sud-Est asiati- sécheresse et d'un déclin des profits, que, fixés dans le cadre de l'accord, du - là aussi - à la hausse des coûts main, en quête d'une tâche de jour- sont en hausse sensible (13 % du qui a poussé les industriels de cette salariaux. Sur les dix-neuf domaines natier? Avec un taux de chômage budget); un nouvel investissement région à transiter per Maurice – elle sucriers, quatre ou cinq ne sont plus nominal de 2,3 %, l'île possède sur cinq seulement concerne le sec-

que la réforme de la politique agri-cole commune des Douze n'entraîne une haisse des prix d'achat du sucre.

AMBITION RÉGIONALE . Le tourisme exige aussi rigueur et vigilance. Le parc hôtelier s'est trop accru, récemment, par rapport à la demande et aux capacités de transport aérien. Choisie par 300 000 touristes en 1991 - dont 40 % venus d'Europe - Maurice reste une destination chère, en quête de nouveaux marchés. Ses charmes tropicaux suffiront-ils toujours à « faire la différence», face à des rivales au meilleur rapport qualité-prix?

L'île nourrit, à moyen terme, une autre ambition : devenir un centre financier régional. Pour l'instant, son centre bancaire « offshore » - et l'un des rares francophones abrite sept grandes banques internationales. Etant donnée la concurrence dans ce domaine, Maurice a «ciblé» son marché - l'océan Indien, de l'Afrique du Sud postapartheid à l'Australie - et ses produits financiers (en premier lieu, la gestion des portefeuilles et des

Des rivages d'une île, le regard porte loin. Sa situation géographique favorable, l'exignité de son marché intérieur et l'extraversion de son économie ne laissent à Maurice d'autre choix que d'être, résolument, citoyenne du monde. Et d'abord. mieux intégrée dans sa région, dont elle se voit déjà une pourvoyeuse en cadres et en savoir-faire. Aussi souhaite-t-elle l'élargissement à quelques grands pays riverains - Australie et Inde notamment - du principal organisme régional, la Commission de l'océan Indien, au déplaisir de la France qui y tient pour l'instant le premier rôle par

Dans l'immédiat, Maurice guette la relance de l'économie monelle, d'échapper à la récession. On peut croire le premier ministre, Anerood Jugnauth, lorsqu'il affirme, en souriant : « Le bonheur des autres fait aussi notre bonheur. »

Jean-Pierre Langellier

Les avatars de l'Accord multifibres

Mercredi 22 avril, le président George Bush reçoit le président de la Commission de Bruxelles Jacques Delors. A l'ordre du jour, de nouvelles tractations sur l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT), dont les industriels français du textile et de l'habiliement redoutent de faire les frais, en perdant ce qui reste des « avantages acquis » de l'Accord multifibres (AMF) sans contrepartie.

Non que l'AMF n'ait que des qualités, Inspiré des accords de Lancaster House de 1947 - limitant les exportations vers la Grande-Bretagne de produits textiles de Hongkong, - il est vite apparu comme l'indispensable - et paradoxal - contrepoint à la progressive libération des échanges. Au contingentement des importations désormais prohibé, allah succéder la... limitation volontaire des exportations. Dès 1961, est signé un premier accord sur les produits en coton. S'y ajoutent per la suite la laine, le synthétique et

les fibres entificiales. En 1974, le premier Accord multifibres est signé pour quatre ens : il autorisa les signateires à déroger aux règles générales du GATT pour certains produits textiles a sensi-bles. A l'exception du in et de la sole, les écrienges de troduits textiles sont désonnais encedrés par des quotas d'exportation. Pays per pays, produit per produit: 180 Etats, 123 catégories, au centre de déliciouses tractations pour une armée d'ambassadeurs à Genève. A l'accord favorable aux pays en développement de 1974 succèdent celui - restrictif - de 1978, puis ceux laxistes - de 1982 et 1986. dont l'échéance a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1992.

Organisé, pourtant, le marché international ne l'est guère. Pour certains produits, - teeshirts ou pull-overs, - le cumul des quotas autorisés excèda la taille du marché. Pour d'autres, de multiples dérogations abou-tissent au même effet : un pays aux exportations plafonnées pour tel vêtement, peut demender à «anticiper» son quote de l'année suivante. Ou à « transférer» ses excédents sur un produit déficitaire.

La convention de Lomé exonère certains pays pauvres d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique de tout quota ou droit de douarre dans l'Europe des Douze. Bruxelles, enfin, a conclu des arrangements préférentiels avec certains pays méditerranéens, comme la Maroc ou la Tunisie. A ces régimes d'exception il faut ajouter le «trafic de perfectionne-ment passif» (TPP) qui exonère de certains droits de douane les produits réalisés avec des tissus du pays importateur. Ces multiples dérogations facilitent tous les détournements, toutes les métamorphoses de vêtements produits dans le Sud-Est asiatique en articles made in Maurice...

Aussi, quand, à la surprise générale, il fut décidé, en 1985, d'inscrire à l'ordre du jour de la fameuse négociation de l'Uru-guay Round la réintégration du textile dans le cadre général du GATT, les Européens dirent chanco». A condition que cette réintégration s'accompagne de mesures contre le dumping ou la contrefaçon. Des mesures dont les industriels français redoutent l'abandon par Jacques Delors dans le grand mar-chandage du 22 avril.

Afro Disney

Suite de la page 17

Comment ne pas penser, malgré les 38° à l'ombre, que le baptême extravagant de ce futur palace, reconstitution d'une cité préhistorique imaginaire, tenait aujourd'hui du sacre? Celui de Sol Kerzner, pape des casinos sud-africains et seigneur du tourisme cinq étoiles. Un self-made man de légende qui parie sur l'« audace » de Frederik De Klerk et la « sagesse » de Nelson Mandela, vénère le « génie » de Walt Disney et annonce un débarquement en France. Sur le front des casinos.

Inutile de rechercher, dans la presse sud-africaine, un portrait récent de Sol Kerzner. Ses mariages, ses déplacements en jet privé, ses projets immobiliers et les résultats financiers de ses sociétés sont largement commentés par les quotidiens nationaux, tout comme ses déclarations en faveur de l'ouverture politique et son ascension dans la liste des plus grandes fortunes du pays. Mais on ne décrit plus son parcours d'ancien pauvre, obstiné et gagneur, né en 1935 dans une famille d'immigrants russes. Cela fait partie de la légende Kerzner et colle parfaitement avec la silhouette trapue, le visage volontaire, la tenue de chef de chantier, et même ce jouet oriental dont il égrène sans relâche les perles d'or pour décharger, dit-on, une certaine anxiété.

« Redoutable, dit une journaliste sud-africaine. Magnifique et redoutable. Il a raison de tous les obstacles. Il persuade ou écrase, il achète ou séduit. Il rève très fort et très cher. Mais cela s'avère rentable, et ses milliers d'employés, qu'il surpaye mais rudoie, revent au diapason. » Rèvent d'hôtels plus vastes encore, de casinos plus délisomptueuses, de charters de touristes et de nouveaux emplois. Kerzner assure en avoir créé près de cent mille depuis ce jour où il quitta le cabinet de comptable où il débutait pour se lancer dans l'hôtellerie. Attention : une hôtellerie de luxe dans laquelle il introduit les notions de loisirs et

Il y aura un premier hôtel. modeste, qu'il transforme et revend. Un second, dans un village de pêcheurs devenu depuis une sorte de Saint-Tropez. Un troisième à Durban et pais bientôt une chaîne - Southern Sun - dont les revenus entre 1969, date de sa création, et 1983, date du désengagement de Sol Kerzner, passeront de 1,8 à 200 millions de francs. Le magnat, entre-temps, a découvert la rentabilité des tables de jeu et des machines à sous. Ce sont elles qui feront sa fortune et qui lui permettront de financer des reves extravagants : Las Vegas au ser-

Certes, la loi sud-africaine n'autorise pas le jeu, mais il en va différemment dans les bantoustans, ces territoires où Pretoria avait voulu relégner la population noire. Opportuniste, Kerzner s'engouffre dans la breche. La compagnie Sun International, qu'il crée en 1983, investit le creneau, associant casinos et hôtels de loisirs, piscines et machines à sous.

TAPIS ROUGE . Lorsque Kerzner débarque, conquérant et rusé, les gouvernements locaux sorient le tapis rouge. N'offre-t-il pas des centaines, voire des milliers d'emplois à des régions minées par le chômage? N'est-il pas souvent prêt à prolonger les routes, comoléter les installations d'eau et d'électricité, moderniser les aérorants, de cascades artificielles qui ports délaissés par Pretoria? Et ne actionnaires de SunBop, la société surnomment certains, a en tête ont l'air de torrents, de volières propose-t-il pas de verser, outre qui contrôle une dizaine d'hôtels d'autres plans. «Les portes s'ou-

des taxes (qu'il négocie pied à situés sur son territoire? Et ne went, l'Afrique du Sud n'est plus pied), un tribut à la communauté? « C'est la philosophie Kerzner,

et nos interlocuteurs ont parfaite ment compris le parti qu'ils pouvalent en tirer», explique Stuart Shaw, le directeur du Carrousel, un hôtel-casino lancé à l'automne dernier au Bophuthatswana et qui se flatte de distribuer chaque jour sept cents repas gratuits à travers le pays. « Rien ne serait possible sans la coopération des autorités

> La pompe des casinos n'est intéressante que si elle sert à financer du rêve. "

locales. Il faut donc leur donner des gages, rassurer les chefs, les princes, les anciens, leur faire comprendre que nos intérêts réciproques sont intimement lies » Telloment liés que la destitution de l'ancien dirigeant du Transkei (autre bantoustan) a valu à Kerzner une demande d'extradition

formulée avec insistance auprès du

gouvernement sud-africain par le

Sol Kerzner

nouveau leader, Bantu Holomisa. Tout à la dévotion de leur patron, ses employés refusent de commenter les numeurs du Transkei. Mais les haussements d'épaules disent bien ce qu'ils en pensent : que l'on n'a rien sans rien, et qu'il faut négocier, pala-brer, «associer». L'Etat du Bophuthatswana n'est-il pas devenu, à égalité avec Sun Interparle-t-on pas de remises d'impôts aussi spectaculaires qu'arbitraires?

PHILOSOPHIE . « Tous les gouvernements devraient faire preuve de la même lucidité que le gouvernement français en matière de tourisme, estime Sol Kerzner. C'est bien grâce à une série de concessions qu'il a ravi Euro Disneyland à l'Espagne : des terrains à trente minutes de Paris cédés pour presque rien, des infrastructures ferroviaires et routières, des prêts avantageux, des réductions fiscales! C'était se montrer visionnaire et cela vaudra à la France des milliers d'emplois, des millions de visiteurs, des milliards de Le gouvernement du Bophu-

thatswana partage à l'évidence cette philosophie. Fier de la part croissante - et vitale! - du secteur du tourisme dans son économie et satisfait des résultats de SunBop, dont les bénéfices, entre 1986 et 1991, ont affiché une progression annuelle de 44 %. «Kerzner est l'homme le plus incroyable que j'ale jamais rencontré », nous déclarait, reconnaissant, le président Mangope, au sortir du fameux baptême de la Cité perdue. Dernière folie de Kerzner (l'investissement dépasse 1,5 milliard de francs), qui prévoit d'entourer son pelace de gigantesques cascades et d'une jungle de près d'un million d'arbres géants, «ce projet, poursuivait le président, attirera des touristes de tous les coins du monde. Et toute l'Afrique du Sud en profitera!»

Sol Kerzner n'en doute pas qui a fait appel à des artisans et artistes du monde entier pour défier l'imagination . Pourtant le national, l'un des principaux «Disney sud-africain», comme le surnomment certains, a en tête

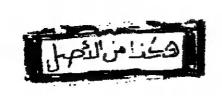
que).

Some Compiles el a Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la Menda de la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; ino Jezz moture ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; pasque el la nolice s. 1 his rue | cam. ; pasque el la nolice s. 1 his rue |

pestiférée. J'ai besoin d'autres défis, d'autres horizons... et quelques compensations à de vieilles frustrations. » Celles par exemple de n'avoir jamais pu mener à bien ses projets de développement à l'étranger, barrés immanquablement – que ce soit en France, en Australie, à Atlantic-City – par les autorités politiques des pays

Aujourd'hui, Kerzner se sent des ailes. Il a pris du champ, démissionné de ses fonctions à l'exclusion de la présidence de SunBop, et créé World Leisure, une société basée en Angleterre, qu'il contrôle à cent pour cent. A elle la gestion de trois hôtels Sun situés sur l'île Maurice, le développement de projets aux Comores, la gérance du casino de La Mamou-nia à Marrakech. A elle surtout la responsabilité de prospecter et investir en Europe, et notamment en France, «l'un des pays les plus sains et les plus attrayants ». Sal Kerzaer s'est choisi pour

cela des partenaires solides : le groupe Barrière, bien implanté dans les casinos de l'Hexagone, et le géant mondial de l'hôtellerie, Accor. SPIC - Société de participation et d'investissement en casino, - dans laquelle ils détiennent chacun un tiers des parts, sera leur bras séculier. Déjà dans sa besace : le casino Ruhi de Nice. ceux de Chamonix, Cassis et Carry-le-Rouet, ainsi que la locationgérance de celui de La Napoule. «C'est un début, dit Sol Kerzner, qui piaffe de passer à la vitesse supérieure. Mais il ne faut pas se mèprendre : la pompe des casinos n'est intéressante que si elle sert à financer du rève. J'en créerai donc. En Europe. Il n'y a que cela qui m'intéresse. Et vous serez épatés, »



Le stade rei

TO BE A BOOK OF THE STREET BOOK AS A STREET

TORTHON BUY TO DESCRIPT A ALL THROUGHTON

The state of the s

The state of the s

The second secon

MINE SOCIETA

TOTAL MARKET STATE OF THE STATE L. A. Print 1 a vice in the second

· The Control of the

· Attended reten

" "Samuel are greet

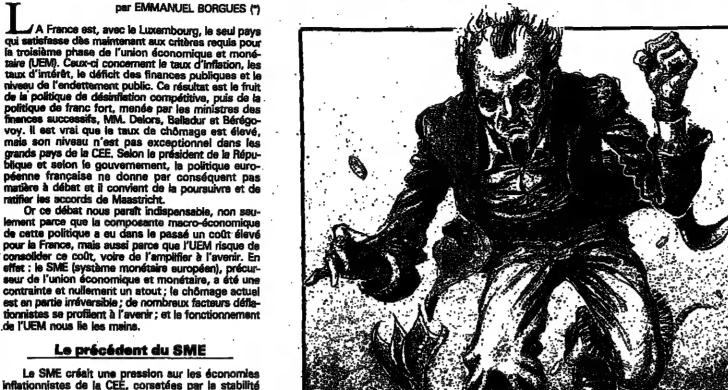
terantian and management

Lane in The same of the Party of the Pa

A CHARLES ---The second of The first on the

to me a street Me plates les . With larger and

Sind trime. The ... Last Boots



Le précédent du SME

par EMMANUEL BORGUES (*)

A France est, avec le Luxembourg, le seul pays qui satisfasse dès maintenant aux critères requis pour

mais son niveau n'est pas exceptionnel dans les

grands pays de la CEE. Selon le président de la République et selon le gouvernement, la politique europeenne française ne donne par conséquent pas

Or ce débat nous peraît indispensable, non seu-

ement parce que la composante macro-économique de cette politique a eu dans le passé un coût élevé pour la France, mais aussi parce que l'UEM risque de

consolider ce coût, voire de l'amplifier à l'avenir. En

effet : le SME (système monétaire européen), précur-

seur de l'union économique et monétaire, a été une contrainte et nullement un atout ; le chômage actuel est en partie irréversible ; de nombreux facteurs défla-

tionnistes se profilent à l'avenir; et le fonctionnement

ratifier les accords de Maastricht.

de l'UEM nous lie les mains.

par Josée Dayin

CONTROLLERS

Le SME créait une pression aur les économies inflationnistes de la CEE, corsetées par la stabilité allemande et par la règle qui interdit que les ajustements de parité compensent, et a fortiori surcompensent, les dérives de prix. Si, malgré quelques brillants contre-exemples tels que celui de l'économie française au cours des trente glorieuses, ou celui de la Suède jusqu'à une date récente, la maîtrise de l'inflation paraît un atout pour la gestion économique, il ne faut pas qu'il soit annulé per les coûts de la désinfla-

Les promoteurs français du SME espéraient que son dispositif diminuerait ces coûts, en crédibilisant cette désimilation, c'est-à-dire que seraient modifiés les comportements nominaux de formation des prix et des salaires nominaux. C'est-à-dire plus précisément que ces comportements seralent influencés par la croissance des prix et des selaires allemands, que l'indexetion des salaires français sur les prix français se réduirait, et que la rigidité du marché du travail

Or, selon des travaux récents de l'OCDE, aucun effet dutable n'a pu être mis en évidence, et l'extrême rigidité du marché du travail, notemment l'une des plus fortes de l'OCDE, n'a pas été entamée par le SME, malgré quelques mesures structurelles, relatives de la décennie.

C'est ainsi que la politique de désinflation compétitive mise en œuvre n'a pu parvenir à la croissance modérée des prix actuelle que grâce à un chômage important, alors qu'elle cherchait par la baisse des prix et des salaires nominaux à développer une offre compétitive qui devait au contraire le réduire.

Or la nature de ce chômage nous est spécifique. Actuellement très élevé, la chômage en Espagne se réduit structurellement, à un rythme il est vrai assez lent. Par suite de l'ampleur du travail au noir en Italie, conséquence d'un fonctionnement souple et créatif de l'économie, les chiffres officiels du chômage sont surestimés. Calui du Royaume-Uni, en très forte

hausse au cours de la récession actuelle, paraît éminamment réversible. Celui de l'Allemagne est très faible à l'Ouest, important à l'Est.,

L'hystérésis du chômage

chômage en France, c'est-à-dire qu'il soit dans une certaine mesure irréversible et que son niveau demeure élevé même an phase ascendante du cycle, comme cela a été le cas au cours des années d'expansion 1988-1990. Plusieurs causes sont possi-

e En France dans la décennie 80, l'obsolescence des équipements est forte et la croissance des investissements productifs relativement faible (4,5 % de 1984 à 1991, à comparer à 6 % pour l'ensemble de la CEE), ce qui pèse de façon durable sur les capacités d'offre de nos entreprises, notemment celles qui

• 30 % des chômeurs de longue durée devien-

nent progressivement inaptes è reprendra un travail. Or ils sont moins de 10 % aux Etats-Unis et en Suède. Mais il convient toutefois de noter que l'ampleur de ca chômage est un phénomène général à la CEE, vis-à-vis duquel les contraintes du SME ne sont

tout se passe comme si les salariés des grandes entreprises avaient obtenu des hausses de salaire suffisantes pour limiter l'embauche de jeunes actifs, après avoir écarté grâce à des préretraites onéreuses les salariés âgés. En effet, la croissance de l'emploi au cours des trois dernières années d'expansion, soit 700 000 personnes environ, est médiocre comparativement à celle des autres pays.

Jusqu'à la mise en place de la monnaie commune, un ensemble de facteurs déflationnistes, organiquement liés au fonctionnement de l'UEM, mais aussi à l'option d'un franc fort retenue par la France, vont accroître le risque de consolider la permanence d'un chômage élevé.

Depuis quelque temps, la situation économique française est devenue fortement dépendante de la politique économique de l'Allemagne et des chocs que cette demière subit : hier, la réunification des deux Aliemagnes et l'accélération qu'elle imprime à la croissance développent les exportations françaises; aujourd'hui, le durcissement de la politique monétaire allemende et, par contagion, la hausse des taux d'intérêt dans la Communauté européenne annulent l'effet favorable ci-dessus ; demain, le refroidissement de l'économie allemande aura un impact déflation-

 Les taux d'intérêt nominaux français, à court et à long terme, compte tenu de la fixité anticipée pour la parité franc/deutschemark, s'ajustent sur les taux directeurs allemands, avac une prime de risque qui ne s'annule toujours pas. Comme l'inflation en France est l'une des plus faibles de la CEE, inférieure au moins provisoirement à celle de l'Allemagne, ses taux d'intérêt réels sont élevés, les plus élevés d'Eu-rope. Leur niveau est particulièrement inapproprié au creux conjoncturel actuel.

 Autre effet pervers d'une maîtrise excessive de l'Inflation, on peut s'attendre en 1995 à un dernier réaménagement général des parités avant la troisième phase de l'UEM. Compte tenu des règles du SME, la France sera invitée à réévaluer le franc vis-à-vis de la movenne des autres monnaies communautaires, ce qui exercera également une pression déflationniste.

 Dans les années à venir, les pays qui ne satisfont pas encore aux critères d'entrée dans l'UEM devront mener une politique budgétaire rigoureuse, déflationniste pour l'ensemble de la zone.

En 1997 ou en 1999, quelques pays de la CEE feront partie de l'UEM. Ils auront renoncé à l'usage de la monnaie en tant qu'instrument de régulation macro-économique. Mais ils espèrent que le dernier instrument macro-économique à leur disposition, c'est-à-dire la politique budgétaire, permettre une régulation contracyclique. Or cet espoir est rien moins que sûr, quel que soit le cas de figure considéré, soit que les baisses conjoncturelles concernent l'ensernble de la Communauté ou au contraire un pays parti-

Interrogation et inquiétude

Dans le premier cas, la politique macro-économique européenne sera handicapée par la faiblesse du budget communautaire (malgré sa dérive annoncée). Elle sera de plus entravée par la lourdeur des procédures communautaires de recherche de consensus et de partage des táches.

Dans le second cas, c'est-à-dire quand un paysmembre sera soumis à des choes conjoncturels spécifiques, on peut également craindre que l'UEM n'apporte aucune contribution positive. Du fait de la plus grande interpénétration des économies, liée au grand gétaires se réduit pour le pays concerné. Cela contrebalance l'avantage attendu de l'UEM, c'est-à-dire la possibilité pour un Etat d'emprunter dans les autres pays de la CEE, sans risque de hausse des taux d'intérêt et d'éviction des investissements productifs. Les sujets d'interrogation et d'inquiétude sont

nombreux, on le voit. Il nous semble que les polémiques actuelles, qui se fondent pour l'essentiel sur des arouments de souveraineté nationale, ne doivent pas occulter le débat économique sur la ratification du traité de Maastricht.

> (*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire français.

Le stade reptilien du libéralisme

Une profession de foi de David Friedman, fils de Milton, ou comment retomber en enfance par une version potache et involontairement amusante de l'économie de marché

VERS UNE SOCIÉTÉ SANS TAT de David Friedman, Les Belles Lettres,

400 pages, 165 F.

Trop rares sont les occasions de suffoquer en lisant de l'économie pour ne pas saluer les convui-sions d'hilarité et de rage provoquées par le livre de Friedman, le fils, dont le libéralisme extrême renvoie illico son honorable Nobel de père au musée des momies socialistes. Dans une cinquantaine de très courts chapitres (« Du gros plomb pour un ami socialiste»; « Vendez les rues»; « Vendez les écoles ») très bien écrits, drôles, avec de petits poèmes en exergue, et un humour définitif – qui le conduit jusqu'à envisager la valeur médiatique de la crucifixion!. -David, fils de Milton, se délecte des beautés et bontés de la concurnence. Il termine - bon point - sur un éloge de G. K. Chesterton. Entre économique et néo-comique, une permutation et un trait d'union : David Friedman.

On regrette que ce livre n'ait pas été traduit il y a vingt ans. Cela nous aurait évité quelques lectures ennuyeuses des copistes producteurs de CFC. Et seul un libéraux français, enrhumés du libertarien ou un marchand libéraux français, enrhumés du libertarien ou un marchand que, le garde-fou des incantations vent de la liberté et des frontières d'armes pourra croire que les libertariennes ou autres, ainsi

ouvertes, ou moralistes coincés des écoles «libres». Friedman est athée, joyeux, ouvert, immoral : entrez les millions de Mexicains, sonnez les drogués, les doses sont en vente; partez les enfants, abandonnez vos parents, suivez les libertariens, soyez sans foi ni loi, ne votez pas, commercez! Et vous, anarchistes, lisez

Admirons encore la tolérance, apprécions les citations d'Orwell, les romans placés en tête de biblio-

Fin des compliments. Ouvrons les yeux : est-il possible que l'économie conduise à un tel infantilisme? A cette régression, ce stade limite de la décence qu'est l'anarcho-capitalisme? Est-il possible d'être aussi niais, dogmatique, simple et simplet qu'un libertarien?

SORNETTES . Pour balayer des sornettes comme la «liberté pour les enfants de neuf ans », devrait suffire un colloque à Bogota, à défaut à Manille, où commerce et enfance se mettent en ménage, mais comment discuter du trou d'ozone avec un libertarien? Il suggérera de répartir les droits sur l'ozone entre les Terriens, lesquels les revendront probablement aux

polices privées feront mieux que la police publique. Et pourtant ce livre contient

une vraie question. Le vrai pro-blème posé à «l'ami socialiste», auquel s'adresse si fréquemment Friedman, preuves convaincantes et tableaux de chiffres à l'appui, c'est la redistribution : oui ou non le système de retraite par répartition est-il antiredistributif, sachant que l'espérance de vie des classes défavorisées est inférieure, et leur entrée dans la vie active plus précoce? Oui ou non l'université estelle financée par les pauvres pour les riches? Oui ou non la santé estelle payée par des personnes modestes et jeunes, et consommée par des personnes âgées et riches? Oui, dit Friedman, qui conclut : « On trouve davantage de bonnes voitures dans les ghettos que de nnes écoles. »

La question de l'efficacité n'est évidemment pas celle de l'essence de l'Etat, du « pourquoi », mais du « comment l'Etat ». Au fond : qui donne, qui reçoit? Dans un pays comme la France, on devrait pouvoir apporter des réponses au centime près à cette question, qui est la base de la comptabilité. Cette comptabilité demeure la grammaire économi-

qu'un sormidable instrument de contre-pouvoir et de contrôle des

Sans discuter ici la supériorité de la concurrence sur le monopole, implicite au long du livre, si nous admettons avec l'auteur que les «hommes de l'Etal» détournent toujours le bien public à leur profit (Friedman éprouve, probablement parce qu'il croule sous le courrier, une véritable aversion pour les « hommes de la Poste »), alors il faut dire clairement que la démocratie représentative est impossible; et repartir vers le plus usé, épuisé des débats, entre Condorcet et Mirabeau, repris par Marx et Bakounine. Mais ce qui est inadmissible, c'est d'entretenir, comme le fait Friedman, une perpétuelle confusion entre démocratie et mar-

« En lant qu'économiste, je suis utilitariste. Efficacité économique et bonheur sont étroitement liés » Dans cet aveu, le cauchemar de l'économisme, dont l'un des avatars fut le stalinisme. Vouloir maximiser l'Utilité, est aussi désespéré et dangereux que maximiser la Beauté ou la Vérité. Et ce livre est à désespérer de l'économie. Avouons avoir pris un affreux plaisir masochiste à le lire.

NOTES DE LECTURE

MÉDIAS ET SOCIÉTÉS. PRESSE, AUDIOVISUEL TÉLÉCOMMUNICATIONS de Francis Balle, Editions Montchrestien. 734 pages, 190 F.

Dans toutes les bonnes formations à la communication, le «Balle» est déjà un classique. La rigueur du découpage, l'abon-dance des bibliographies, chrono-logies et schémas, la présentation autorisant plusieurs niveaux de lectures, sont au service de la clarté des analyses. Mais la sixième édition de Médias et sociétés ne se contente pas de tenir son rang d'ouvrage de référence. Elle tire aussi les leçons de l'actualité proche, décrypte les coups de boutoir imposés par les techniques, synthétise les subtiles inflexions du couple médias-pouvoir. L'effondrement du communisme et la concentration des groupes multimédias, l'intégration entre l'audiovisuel et les télécommunications ou la conquête d'Hollywood par les Japonais, sont autant de mouvements majeurs replacés dans leur contexte.

Droit, histoire, économie, technique, politique : membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel et professeur à Paris-II, Francis Balle est bien placé pour connaître les multiples interférences qui façonnent les médias. La force de son ouvrage est justement de ne pas s'en tenir aux médias et à leur vie interne, mais bien de situer leurs rapports avec les sociétés, en rappelant l'histoire et les théories qui jalonnent Bernard Maris ces rapports de forces. Au

moment où la «médiatisation» à outrance est dénoncée, où la cré-dibilité de l'information est contestée, le didactisme de Médias et sociétés vient à point éclairer des débats essentiels.

M. C. I.

LA CORÉE DU SUD : **UNE SORTIE** DU SOUS-DÉVELOPPEMENT de Mario Lanzarotti, PUF, 268 pages, 220 F.

Le modèle coréen est-il transmissible à d'autres pays en développement? Non, répond Mario Lanzarotti, car « il y a confluence de causes multiples et indépendantes entre elles ». Mais cette expérience prouve qu'un pays périphérique peut, sans rompre avec le capitalisme, amorcer un véritable processus de développement, l'épargne étrangère jouant dans ce cas un rôle positif.

Que les néoclassiques ne se réjouissent cependant pas trop tôt. L'intervention de l'État dans l'économie a été un facteur déterminant des succès coréens : avec une planification aux connotations impératives, les pouvoirs publics se sont servis essentiellement du contrôle du système financier, d'une réforme agraire et de l'effort considérable imposé pendant vingt-cinq ans aux sala-riés qui, sans entraîner leur adhésion, a tout au moins bénéficié de leur passivité. La leçon coréenne? Une gifle au manichéisme économique

ONCTU

Q UE les prix à la consommation se raffermissent quelque peu, une fois la confiance des consommateurs et détaillants restaurée, n'a rien d'inquiétant. On assistait en décembre et janvier derniers à une baisse des prix de vente de certains biens qui témoignait de la persistance d'un climat de déprime conjoncturelle. A ce titre, les résultats des deux der-

niers mois sont plutôt de meilleur augure que les précédents.

Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, où des baisses passagères avaient été observées, l'indice des prix de détail a augmenté de 0,5 % en mars. Hors énergie et alimentation, qui en constituent les postes les plus perturbateurs, les évolutions mensuelles sont à peu près semblables. Le enchérissement de différents biens (l'habillement, le mobilier de maison)

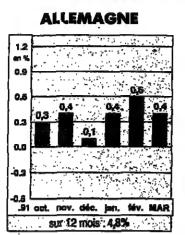


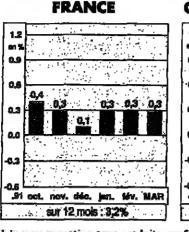
Rassurantes hausses

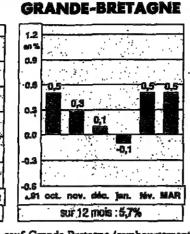
et services (les loisirs, les transports et la santé) a gonflé les indices. Dans le cas des marchandises, les mouvements ont souvent été brusques : les hausses atteignent fréquemment 1 % en un mois, voire 1,5 % dans le cas de l'habillement au Royaume-Uni. Ces biens ayant été parmi les plus affectés par la récession de l'année dernière, l'augmentation de leur prix

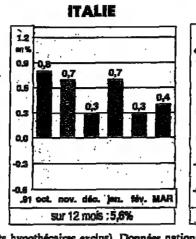
reste cependant modérée sur douze mois. Dans le cas des services, le rebond actuel est plus inquiétant. L'évolution des prix des services étant plus rapide que celle des biens, les augmentations récentes portent souvent à plus de 6 % l'inflation annuelle dans ces secteurs (à 9 % ceux de la santé aux Etats-Unis, à 11 % et 8,5 % ceux des loisirs et des services ménagers au Royaume-Uni).

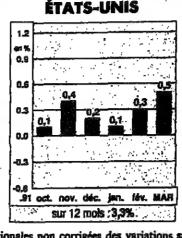
Ces caractéristiques ne sont pas propres aux seuls pays anglo-saxons. En France, en Allemagne ou en Italie, le prix des services évolue aussi sur une tendance proché de 6 % l'an en moyenne. Participant d'un mouve-ment de reprise de l'activité, il suffirait de peu pour que la consommation des ménages s'en trouve légèrement renchérie au cours des mois à venir.

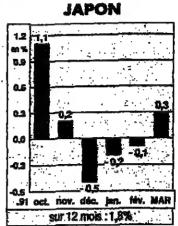












Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf Etats-Unis.

RÉGION • L'Amérique du Sud Une euphorie provisoire

A grande crainte des pays sudaméricains de voir l'épargne internationale se détourner d'eux pour se diriger vers les pays de l'Europe centrale et de la CEI ne se vérifie pas, au contraire. Pour la première fois depuis 1981, l'Amérique latine dans son ensemble a bénéficié en 1991 d'un solde positif des mouvements de capitaux et de services. La différence entre les apports financiers nets, d'une part, et les paiements nets d'intérêts et dividendes, d'autre part, a atteint 6,7 milliards de dollars, et tout indique que cette situation favorable s'est maintenue au premier trimestre 1992.

Bien entendu, les scores sont très variables d'un pays à l'autre : la bonne santé financière de l'Argentine (voir ci-contre) contraste par exemple avec les difficultés du Brésil dont le solde des mouvements de capitaux reste lourdement négatif depuis plusieurs années. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'en deux ans l'Amérique du Sud a réussi à complètement retourner l'opinion de la communauté financière internationale à son ésard. Il a fallu pour cela adopter des politiques économiques libérales et ouvrir largement les frontières. Ce qui a permis une cascade d'opérations de restructuration de la dette : accords de réduction dans le cadre du «Plan Brady» dès 1991 pour le Venezuela, l'Uruguay et le Costa-Rica. Accords signés avec les banques en 1992 pour l'Argentine et la Bolivie, en attendant le Brésil. Ce dernier a cependant déjà obtenu le refinancement de l l milliards de dollars de la part de ses créanciers publics réunis au sein du Club de Paris le 27 février dernier (la dette totale du Brésil atteignait 121 milliards à cette

Signe particulièrement encourageant, le ratio dette/exportations s'améliore rapidement : la dette latino-américaine était plus de quatre fois supérieure au montant des expor-tations en 1986, elle ne leur était plus supérieure que de 2,8 fois en 1991. Autre signe intéressant, le poids relatif du service de la dette a tendance à s'alléger : les intérêts échus représentaient 41 % du

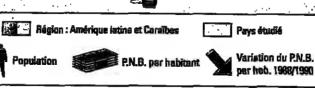
montant des exportations en 1982 et 22 % «seulement» en 1991. Mais il faut dire que ce ratio ne tient pas compte des arriérés d'intérêts dans une région où la plupart des pays ont pratiquement cessé de les payer.

sur le fait que les pays sud-améri-cains bénéficient d'une phase de taux d'intérêt exceptionnellement bas aux Etats-Unis. Une bonne partie des capitaux arrivés l'année dernière en Amérique latine sont de simples rapatriements à caractère spéculatif, non des financements d'investissements. Venus profiter des taux élevés actuellement pratiqués dans presque tous les pays d'Amérique du Sud, ils pourraient donc repartir des que s'annoncera la remontée des taux nord-américains. Or cette remontée est prévue pour le milieu de l'été prochain par certains observateurs européens. L'économie américaine n'attendrait même pas les résultats de l'élection présidentielle pour chercher à attirer vers elle les capitaux internationaux disponibles. Les Bourses, particulièrement dynamiques en Amérique du Sud depuis dix-huit mois, sont dopées par des capi-taux très volatils : l'apparente bonne santé latino-américaine repose donc sur des bases encore Ce sont des capitaux exté-

rieurs placés à court terme qui justifient la croissance des réserves de change du Chili (6,6 milliards de dollars aujourd'hui, soit 1.3 milliard de plus que fin 1990), comme ils expliquent les excédents de balance des paiements de l'Uruguay et de la Colombie ainsi que la limitation du déficit brésilien. Le Brésil a vu venir vers lui environ 10 milliards de dollars de capitaux étrangers en 1991, dont seulement un peu plus d'un milliard d'investissements directs. Cet afflux aurait pu être beaucoup plus important du fait des privatisations, mais ce sont essentiellement les fonds de pensions locaux qui se sont portés acquéreurs des titres des quatre grandes entreprises publiques privatisées en

1991. La participation étrangère (7,3 % seulement) devrait s'étof-





fer dès cette année grâce à une nouvelle réglementation, avec effet rétroactif, qui attribue un plafond de 25 % aux fonds de retraites brésiliens. Encore faudra-t-il mieux maîtriser à l'avenir l'afflux de devises. Les surplus de dollars n'ont pu jusqu'ici être rachetés par la trésorerie publi-que, faute d'excèdent budgétaire. L'Etat brésilien doit donc actuellement émettre des titres en échange des dollars qu'il collecte : ce qui veut dire que l'augmentation des réserves de change du pays (qui sont passées de 7,8 milliards de dollars fin 1991 à 13 milliards en mars 1992) a pour contrepartie un alourdissement de

la dette interne, déjà démesurée. Enfin, le Pérou, qui avait lui aussi abordé 1992 avec la promesse d'importants apports de capitaux et se préparait à une accélération de la croissance (qui n'avait atteint que 2 % en 1991), vient de compromettre sa situation du fait du coup d'Etat du président Fujimori intervenu au debut du mois d'avril. En suspendant la légalité constitutionnelle, M. Fujimori a suscité l'interruption de l'aide économique des Etats-Unis et le report d'un prêt de la Banque interaméricaine de développement. Ces événements viennent rappeler que le redresse-ment économique, en Amérique du Sud, ne peut être dissocié des problèmes politiques et sociaux qui restent particulièrement

graves dans cette région.

Jean-Luc Chalumeau Economiste de la Banque Sudameris

PAYS & L'Argentine Des progrès fragiles

N concluant, le 7 avril der-nier, un accord de principe ment réussi. L'inflation a été avec les banques créancières, l'Argentine a en tout cas fait une excellente opération : sa dette envers elles se trouve allègée d'au moins 7 milliards de dollars (sur 31 milliards dus aux banques et 61 milliards à l'ensemble des créanciers) et rééchelonnée sur trente ans. Le service de la dette ne représentera plus que 2 % du produit national brut, taux le plus bas depuis 1983. Il lui faudra encore obtenir un arrangement du même ordre avec les entités publiques du club de Paris pour être débarrassée d'une grande partie du fardeau qui était cepen-dant devenu très théorique depuis que l'Argentine avait cessé de rembourser. Les banques, qui ont vu s'accumuler 8 milliards de dolars d'arriérés d'intérêts, se sont contentées de la promesse d'un paiement cash de 400 millions de dollars pour signer l'accord du

En visitant l'Europe an début de cette année, le président Menem a mis en valeur auprès de ses interiocuteurs des résultats incontestables. Le plan portant le nom de son ministre des finances, Domingo Cavallo, lancé le I= avril 1991, qui a notamment établi la libre convertibilité du

ment réussi. L'inflation a été ramenée de 1 344 % en 1990 à 84 % en 1991, et le budget s'est trouvé en excédent pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Il est vrai que c'est le produit des privatisations qui a permis ce miracle, mais le Fonds monétaire international lui-même n'a pas contesté ce moven inhabituel de restaurer les finances publiques. Rassérénés, les détenteurs de capitaux argentins placés à l'étranger commencent à les rapatrier massivement, l'activité industrielle reprend et la Bourse s'envoie.

g=12.73 - 12 - 1

\$5,600

1221 15 15

377,425 7 1

: a.d. # . +

g 20 (tr. 19)

mar F

7417 B

gright 1994

KARONINE DI BA

1555 1 1 27 4 773 172 1 1 2 8 68

This is the common of the

District of the grade

STATE OF THE PARTY.

State ereitet in bei b

William Berner

Tall a little to the state of t

Territorial and a

TOTAL STATE OF THE
200

Service of the servic

The state of

24 mm 1-

. . .

4000

A transfer

13.

A 182

The state of the s

Rose .

 $[w_{n,n-1},$

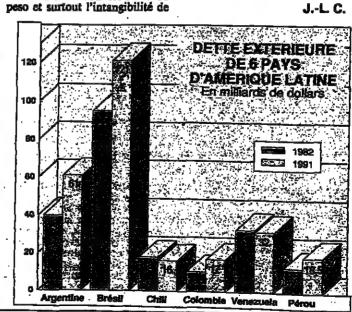
English of the control of the contro

2.21.21.21

to a St.

41.1

Cependant, le gouvernement a annoncé pour 1992 des objectifs difficiles à atteindre : une croissance de 6.5 % (an lien de 4.5 % en 1991), un nouvel excédent budgétaire et une inflation audessous de 10 %. Sur ce dernier point, il était déjà acquis à la fin du premier trimestre que le pari ne semit pas tenu. Or la persistance de l'inflation, même ralentie, pose un difficile problème aux autorités : elle entraîne une surévaluation progressive du peso qui contrarie les exportations et stimule les importations par ailleurs libérées par la politique d'ouverture des frontières.



A PRÈS les vagues d'acquisi-tions de ces dernières années, les fabricants de pneumatiques ont entrepris de consolider leur situation financière en mettant un frein à leurs investissements. Tandis que l'année 1988 avait été marquée par l'acquisition de l'américain Firestone par le japonais Bridgestone, et l'année 1990 par celle de l'américain Uniroyal par Michelin, aucun regroupement notable n'est intervenu en 1991 : les manœuvres de l'italien Pirelli pour la reprise de l'allemand Continental se sont finalement soldées par un échec.

Confrontés à des surcapacités de production de l'ordre de 20 % sur un marché en déclin, les fabricants ont mis en place des programmes de réduction des coûts : à cette première monte mais gar-

diminution des effectifs, de l'endettement et des frais généraux : ils ont procédé à des cessions d'actifs considérés comme non

stratégiques. Selon Michelin, numéro un mondial avec 20 % du marché total, les ventes de pneus tourisme ont régressé de 0,6 % l'an dernier et celles de pneus poidslourd de 2 %. On aurait ainsi vendu de 600 millions à 800 millions de pneus en 1991, dont 30 % à 40 % en «première monte» (pneus vendus aux constructeurs automobiles pour équiper les voitures neuves).

Apparemment, l'ensemble des fabricants continuent de vendre à perte aux constructeurs automobiles les produits destinés

SECTEUR • Le pneumatique Entreprises regonflées

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse l'dé et le service infographique du Monde.

dent bon espoir d'augmenter légèrement leurs prix. Cet espoir peut être soutenu par la mise au point de pneus plus économiques à l'usage : offrant une moindre résistance au roulement (ce qui entraîne des économies d'essence) comme le « pneu vert » de Michelin (commercialisé seulement aux Etats-Unis pour l'instant) ou le GFE (Greater Fuel Efficiency) de Goodyear, ou bien ayant une plus grande longévité comme le XH4 Michelin, garanti 80 000 miles

(130 000 km) outre-Atlantique.

que). Salare Generalium el a Mireda de la notica 9. 1 bis, rue | sam. : [10 Jazz minute / Jazz minut

En revanche sur le marché de

« remplacement », les prix se sont d'ores et déjà redressés, après la chute des années précédentes.

Michelin, en augmentant les siens de 10 % en août 1991, a donné le signal, rapidement suivi par ses concurrents. Il a ainsi contribué à l'amélioration des marges de la profession : Michelin, Bridgestone et Goodyear, les trois premiers (qui fournissent ensemble près de 53 % du marché) ont ainsi amélioré leurs résultats financiers, alors que, au cours de la même période, leurs chiffres d'affaires ont régressé.

Pour Michelin, la perte nette est passée de 5,2 milliards de francs à 1 milliard, tandis que son résultat courant devenait positif. Goodyear a dégagé un bénéfice net de 96,6 millions de dollars (535 millions de francs) après avoir connu une perte de 38,3 millions de dollars en 1990. Bridgestone a vu son résultat après impôt progresser de 66 % pour atteindre 7,4 milliards de

yens (296 millions de francs). La distribution des pneumatiques a continué d'évoluer. Pour mieux la contrôler, les manufacturiers ont acheté des points de vente, mais ce mouvement de constitution de réseaux devrait s'arrêter en 1992, réduction des investissements oblige. Les ventes par l'intermédiaire des stations-

service et des revendeurs spécialisés étant en régression, le tiers des affaires est désormais effectué dans des grandes surfaces dédiées à l'équipement automobile (genre Feux verts). Celles-ci ont vu leur part de marché européen progresser de 7 % environ en 1986 à 30 à 35 % actuellement.

Le marché automobile n'ayant pas encore montré de réel signe de reprise depuis le début de l'année, celui du pneumatique ne devrait guère progresser dans les mois à venir : la baisse pourrait continuer pour la première monte, le marché de remplacement profitant au contraire de l'allongement de la durée de vie des véhicules.

Annie Kahn

